

6.

Marchés de valeurs et des instruments dérivés

- 6.1 Avis et communiqués
 - 6.2 Réglementation et instructions générales
 - 6.3 Autres consultations
 - 6.4 Sanctions administratives pécuniaires
 - 6.5 Interdictions
 - 6.6 Placements
 - 6.7 Agréments et autorisations de mise en marché de dérivés
 - 6.8 Offres publiques
 - 6.9 Information sur les valeurs en circulation
 - 6.10 Autres décisions
 - 6.11 Annexes et autres renseignements
-

6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Aucune information.

6.2.2 Publication

Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires et concordants

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le texte révisé, en versions française et anglaise, des règlements suivants :

- *Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport;*
- *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, les textes révisés, en versions française et anglaise, des instructions générales suivantes:

- *Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport (version soulignée);*
- *Instruction générale 11-206 relative au traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujéti;*
- *Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires;*
- *Instruction générale 12-202 relative à la levée de certaines interdictions d'opérations;*
- *Instruction générale 12-203 relative aux interdictions d'opérations limitées aux dirigeants.*

Au Québec, les règlements seront pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et seront approuvés, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Les règlements entreront en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'ils indiquent, tandis que les instructions générales seront adoptées sous forme d'instruction et prendront effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur des règlements.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sylvia Pateras
Avocate
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, poste 2536
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

Mathieu Laberge
Avocat
Autorité des marchés financiers
514 395 0337, poste 2537
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

Le 3 mars 2016

Avis de publication des ACVM
Règlement 11-102 sur le régime de passeport
Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour
manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires

Le 3 mars 2016

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous »), à l'exception de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la « CVMO »), mettent en œuvre des modifications au *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 » ou le « règlement sur le passeport ») et à l'*Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (l'« Instruction générale 11-102 »).

Les ACVM, à l'exception de la CVMO et de l'Alberta Securities Commission (ASC), mettent également en œuvre le *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires* (le « Règlement 11-103 »).

Tous les membres des ACVM mettent en œuvre les instructions suivantes :

- l'*Instruction générale 11-206 relative au traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujéti* (l'« Instruction générale 11-206 »);
- l'*Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires* (l'« Instruction générale 11-207 »);
- l'*Instruction générale 12-202 relative à la levée de certaines interdictions d'opérations* (l'« Instruction générale 12-202 »), qui remplace l'actuelle *Instruction générale 12-202 relative à la levée des interdictions d'opérations prononcées en cas de non-conformité*, laquelle sera retirée le 23 juin 2016;
- l'*Instruction générale 12-203 relative aux interdictions d'opérations limitées aux dirigeants* (l'« Instruction générale 12-203 »), qui remplace l'actuelle *Instruction générale 12-203 relative aux interdictions d'opérations prononcées pour manquement aux obligations d'information continue*, laquelle sera retirée le 23 juin 2016.

Les modifications au Règlement 11-102 et à l'Instruction générale 11-102, le Règlement 11-103 et les quatre instructions générales sont collectivement appelés les « textes de 2016 ».

Sous réserve de l'approbation des ministres compétents, les textes de 2016 entreront en vigueur le **23 juin 2016**.

Les textes de 2016 sont publiés avec le présent avis et peuvent être consultés sur les sites Web suivants des membres des ACVM :

www.lautorite.qc.ca
www.albertasecurities.com
www.bsc.bc.ca
<http://nssc.novascotia.ca/>
www.fcnb.ca
www.osc.gov.on.ca
www.fcaa.gov.sk.ca
www.msc.gov.mb.ca

Objet

L'objet des textes de 2016 est le suivant :

- *Appliquer le règlement sur le passeport aux demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti.* À l'heure actuelle, ces demandes sont déposées auprès de l'autorité en valeurs mobilières de chaque province ou territoire (où l'émetteur est assujetti) et examinées par chacune d'elles en vertu de la procédure d'examen coordonné prévue par l'*Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires*. L'intégration au passeport de la procédure relative à ces demandes permettra généralement à l'émetteur de ne traiter qu'avec son autorité principale pour obtenir la révocation de son état d'émetteur assujetti dans tous les territoires du Canada concernés. ***Les nouvelles dispositions figurent dans la partie 4C du Règlement 11-102.***
- *Interdire ou restreindre automatiquement les opérations sur titres ou les achats de titres dans plusieurs territoires lorsque sont prononcées certaines interdictions d'opérations pour manquement aux obligations d'information continue.* Les autorités en valeurs mobilières peuvent prononcer une interdiction d'opérations (une « interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt ») à l'égard de l'émetteur assujetti qui a manqué à certains types d'obligations d'information continue prévues par la législation en valeurs mobilières (un « manquement spécifié »). Actuellement, il n'existe aucune procédure officielle coordonnée entre les territoires du Canada qui permette de reprendre une interdiction déjà prononcée à l'égard des titres d'un tel émetteur assujetti. En vertu du Règlement 11-103, lorsqu'une autorité en valeurs mobilières prononce une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt à l'égard des titres d'un émetteur assujetti, les opérations sur ces titres ou leur achat sont automatiquement interdits ou restreints (l'« interdiction automatique »), aux mêmes conditions que celles prévues par l'interdiction d'opérations, dans chaque territoire où ce règlement est en vigueur et où l'émetteur est assujetti. De manière générale, l'émetteur assujetti ne traite qu'avec l'autorité qui a prononcé l'interdiction pour obtenir sa levée ou sa modification. La levée ou la modification a également un effet automatique dans plusieurs territoires.

L'interdiction automatique, qui était prévue dans la partie 4D du Règlement 11-102, est reprise dans un règlement distinct, le Règlement 11-103.

- *Mettre en œuvre deux nouvelles instructions, l'Instruction générale 11-206 et l'Instruction générale 11-207, pour décrire les procédures établies par les ACVM dans le cadre des modifications du règlement sur le passeport et de l'élaboration du Règlement 11-103. L'Instruction générale 11-206 énonce la procédure de dépôt et d'examen des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujéti. L'Instruction générale 11-207 explique les raisons pour lesquelles les ACVM prononcent des interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et indique la procédure de demande de levée de ce type d'interdiction. Ces instructions générales décrivent également le mode d'interaction entre l'Ontario et les autres territoires membres des ACVM, notamment le « régime double » qui s'applique si la CVMO n'est pas l'autorité principale. Étant donné que l'Ontario n'adoptera pas les modifications au Règlement 11-102, qu'il ne prendra pas le Règlement 11-103 et que les interdictions prononcées par les autres autorités membres des ACVM n'y seront pas automatiquement appliquées, le régime double prévoit la procédure permettant à l'OSC de participer à la décision rendue par une autre autorité membre des ACVM agissant à titre d'autorité principale.*

Contexte

Le 16 avril 2015, nous avons publié un Avis de consultation portant sur les projets qui constituent les textes de 2016 (les « textes d'avril 2015 »).

Résumé des commentaires écrits reçus par les ACVM

La période de consultation sur les textes d'avril 2015 a pris fin le 15 juin 2015. Les ACVM ont reçu un mémoire que l'on peut consulter sur les sites Web de l'Autorité des marchés financiers, au www.lautorite.qc.ca, et de l'ASC, au www.albertasecurities.com.

Nous avons étudié les commentaires et remerçons l'intervenant de sa participation. Le nom de l'intervenant figure à l'Annexe A, et un résumé de ses commentaires, accompagné de nos réponses, à l'Annexe B.

Résumé des modifications apportées aux textes d'avril 2015

Nous avons apporté certaines modifications aux textes d'avril 2015 publiés pour consultation. Elles sont contenues dans les textes de 2016 publiés avec le présent avis. Comme elles ne sont pas importantes, nous ne publions pas les textes de 2016 pour consultation.

Les modifications notables aux textes d'avril 2015 sont décrites ci-après.

Règlement 11-103

Dans les textes d'avril 2015, nous avons proposé l'interdiction automatique comme modification au Règlement 11-102. Nous avons décidé de la mettre en œuvre à titre de règlement distinct, le Règlement 11-103, qui ne sera pas adoptée dans tous les territoires.

Le 1^{er} juillet 2015, l'Alberta a mis en œuvre une disposition législative sur la réciprocité automatique de toute décision prévoyant des sanctions, des conditions, des restrictions ou des obligations qui a été rendue par une autre autorité membre des ACVM sur le fondement de constats ou d'aveux de contravention à la législation en valeurs mobilières. L'ASC se servira de cette disposition pour la réciprocité automatique des interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt prononcées par d'autres autorités et ne prendra pas le Règlement 11-103. D'autres territoires envisagent d'adopter une disposition analogue. Chaque territoire pourra abroger le Règlement 11-103 sans nuire au Règlement 11-102 lorsqu'il adoptera une disposition législative sur la réciprocité automatique.

Bien que le Règlement 11-103 soit, sur le fond, identique au libellé des textes d'avril 2015, nous avons expressément exclu les interdictions d'opérations limitées aux dirigeants de la définition d'« interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt » pour manifester clairement notre intention de faire en sorte que ces interdictions ne soient pas automatiquement appliquées par les autres autorités en valeurs mobilières pour le moment. Les autorités membres des ACVM suivent actuellement différentes procédures pour prononcer des interdictions d'opérations limitées aux dirigeants. Il sera nécessaire de les harmoniser davantage pour pouvoir intégrer ces interdictions dans le Règlement 11-103.

Instruction générale 11-102

Nous avons supprimé les passages de l'instruction générale qui se rapportaient aux dispositions constituant désormais le Règlement 11-103.

Instruction générale 11-207

La plupart des modifications apportées à cette instruction sont attribuables à la prise du Règlement 11-103. Ainsi, nous avons supprimé toute mention du mot « passeport » et simplifié davantage la procédure dans la mesure du possible.

Nous avons également supprimé les interdictions d'opérations prononcées à l'égard des « émetteurs assujettis du marché de gré à gré » (au sens du *Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains*) de la liste des décisions qui ne sont pas visées par le Règlement 11-103, liste qui figure à l'article 2 de cette instruction. Comme catégorie d'émetteur assujetti, les émetteurs assujettis du marché de gré à gré sont visés par la définition d'« interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt » prévue par le Règlement 11-103. Par conséquent, les procédures

permettant de prononcer et de lever les interdictions de ce type prononcées à l'égard de ces émetteurs sont prévues dans l'Instruction générale 11-207.

Nous avons ajouté des explications indiquant que toutes les interdictions d'opérations relatives à l'information continue seront appliquées automatiquement dans les territoires dotés d'une disposition législative sur la réciprocité automatique, comme l'Alberta, même si l'émetteur n'est pas assujéti.

Instruction générale 12-202

Nous avons modifié légèrement le titre de cette instruction pour tenir compte de la prise du Règlement 11-103.

Comme dans l'Instruction générale 11-207, nous avons supprimé les interdictions d'opérations prononcées à l'égard des émetteurs assujéti du marché de gré à gré de la liste des décisions qui ne sont pas visées par le Règlement 11-103, liste qui figure à l'article 1 de cette instruction. Les procédures permettant de prononcer et de lever ces interdictions d'opérations sont prévues dans l'Instruction générale 11-207.

Instruction générale 12-203 et Instruction générale 11-206

Nous n'avons pas apporté de modifications notables à ces instructions.

Questions locales

L'Annexe C au présent avis est publiée dans tout territoire intéressé où des modifications sont apportées à la législation en valeurs mobilières locale, notamment à des avis ou à d'autres documents de politique locaux. Elle contient également toute autre information qui ne se rapporte qu'au territoire intéressé.

Contenu des annexes

Le présent avis contient les annexes suivantes :

Annexe A	Intervenant
Annexe B	Résumé des commentaires et réponses
Annexe C	Questions locales

Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Sylvia Pateras
Avocate
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, poste 2536

sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

Mathieu Laberge
Avocat
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, poste 2537
mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

Leslie Rose
Senior Legal Counsel
British Columbia Securities Commission
604 899-6654
lrose@bcsc.bc.ca

Jody-Ann Edman
Assistant Manager, Financial Reporting
British Columbia Securities Commission
604 899-6698
jedman@bcsc.bc.ca

Jessie Gill
Legal Counsel
Alberta Securities Commission
403 355-6294
jessie.gill@asc.ca

Tony Herdzik
Deputy Director – Corporate Finance
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
306 787-5849
tony.herdzik@gov.sk.ca

Chris Besko
Director, General Counsel
Commission des valeurs mobilières du Manitoba
204 945-2561
chris.besko@gov.mb.ca

Michael Balter
Senior Legal Counsel
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416 593-3739
mbalter@osc.gov.on.ca

Ella-Jane Loomis
Conseillère juridique principale, Valeurs mobilières

Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)
506 658-2602
ella.jane.loomis@fcnb.ca

Jane Anderson
Director, Policy and Market Regulation
Nova Scotia Securities Commission
902 424-0179
jane.anderson@novascotia.ca

Steven Dowling
Acting Director
Office of the Superintendent of Securities
Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard
902 368-4551
sddowling@gov.pe.ca

Rhonda Horte
Surintendante adjointe
Bureau du surintendant des valeurs mobilières du Yukon
867 667-5466
rhonda.horte@gov.yk.ca

Tom Hall
Surintendant des valeurs mobilières
Bureau du surintendant des valeurs mobilières
Territoires du Nord-Ouest
867 767-9260, poste 82180
tom_hall@gov.nt.ca

Jeff Mason
Directeur, Bureau d'enregistrement
Bureau des valeurs mobilières du Nunavut
867 975-6591
jmason@gov.nu.ca

Annexe A

Intervenant

Nous avons reçu un mémoire de la part du Canadian Advocacy Council for Canadian CFA Institute Societies.

Annexe B**Résumé des commentaires et réponses**

N°	Sujet	Résumé des commentaires	Réponse
Révocation de l'état d'émetteur assujéti			
1	<i>Approbation de la proposition</i>	L'intervenant appuie l'inclusion des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujéti dans le régime de passeport. Il estime toutefois que la procédure devrait idéalement être ouverte aux émetteurs qui ne souhaitent obtenir la révocation que dans certains territoires.	<p>Nous remercions l'intervenant de son appui.</p> <p>Cependant, nous sommes d'avis que la formule « tout ou rien » proposée est appropriée. L'émetteur doit demander la révocation dans tous les territoires où il est émetteur assujéti. S'il demeurait assujéti dans un territoire du Canada, ses titres resteraient librement négociables au Canada, mais les actionnaires des territoires où il n'est plus assujéti auraient des droits différents de ceux des territoires où il l'est encore.</p> <p>Cette formule est conforme à ce qui est actuellement appliqué en coordination entre les territoires et les provinces.</p>

N°	Sujet	Résumé des commentaires	Réponse
Interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt¹			
2	<i>Approbation de la proposition</i>	L'intervenant appuie la proposition de faire en sorte que les autorités de tous les autres territoires où l'émetteur est émetteur assujéti appliquent les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt prononcées à son égard. Il ne voit pas pourquoi on autoriserait les opérations sur titres dans d'autres territoires puisque l'absence de documents d'information continue à jour et conformes à la loi y touche également les investisseurs. La proposition simplifiera le processus parce que l'émetteur n'aura à traiter qu'avec une autorité de réglementation pour obtenir la levée ou une modification de l'interdiction, ce qui lui épargnera des délais et des coûts supplémentaires.	Nous remercions l'intervenant de son appui.
3	<i>Approbation de l'application des interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans les territoires où l'émetteur n'est pas assujéti</i>	L'intervenant convient qu'il est justifié, pour des motifs de protection des investisseurs, d'appliquer les restrictions prévues par les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans d'autres territoires sous le régime de passeport, que l'émetteur soit assujéti ou non. Cela permettrait d'éviter l'arbitrage réglementaire.	Nous remercions l'intervenant de son appui. À ce stade, nous avons décidé de ne pas appliquer les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans les territoires où l'émetteur n'est pas émetteur assujéti. Chaque province ou territoire étudie plutôt la possibilité d'adopter une disposition analogue à l'article

¹ Le projet de partie 4D du Règlement 11-102 sur le régime de passeport est désormais le projet de Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires.

N°	Sujet	Résumé des commentaires	Réponse
			198.1 du <i>Securities Act</i> de l'Alberta (édicte le 1 ^{er} juillet 2015). Cette disposition prévoit la réciprocité automatique en Alberta de certaines décisions et ordonnances de règlement prononcées par d'autres autorités en valeurs mobilières. Nous estimons que cette solution de rechange aurait le même effet.
4	<i>Nécessité d'indiquer clairement les territoires où une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt s'applique</i>	L'intervenant souligne l'importance d'indiquer clairement dans la décision les territoires dans lesquels une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt s'applique et de diffuser cette information par d'autres moyens. Cette publication garantirait que le public est informé de l'existence de la décision et des restrictions.	Nous comprenons l'objectif d'information du public que poursuit l'intervenant, mais nous ne croyons pas qu'il convienne d'indiquer les territoires où l'interdiction s'applique. Nos politiques n'incitent pas à effectuer des opérations sur les titres d'émetteurs faisant l'objet d'une interdiction d'opérations, même s'ils ne sont pas assujettis. Nous craignons qu'indiquer les territoires n'encourage les opérations sur ces titres dans d'autres territoires. Quoi qu'il en soit, si une autorité

N°	Sujet	Résumé des commentaires	Réponse
			<p>membre des ACVM prononce une interdiction d'opérations à l'égard d'un émetteur coté en bourse au Canada, l'OCRCVM impose une suspension de cotation qui interdit les opérations boursières sur ces titres conformément aux Règles universelles d'intégrité du marché. Nous signalons également qu'en vertu de la disposition sur la réciprocité automatique de l'Alberta, toutes les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt s'appliqueront automatiquement, même si l'émetteur n'est pas assujéti dans cette province. D'autres territoires envisagent d'ajouter une disposition analogue à leur loi sur les valeurs mobilières.</p>

Annexe C Questions locales

Au Québec, le *Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport* et le *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires* seront remis au ministre des Finances pour approbation. Ils entreront en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'ils indiquent.

Modifications législatives

Demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti

Pour intégrer les demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti dans le régime de passeport, le Québec proposera des modifications de sa législation en valeurs mobilières prévoyant des pouvoirs réglementaires précis qui permettront l'adoption du projet de partie 4C du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*.

Interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt

Le Québec proposera une modification de sa législation en valeurs mobilières permettant de prononcer des interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sans accorder à une personne le droit de présenter des observations ou de produire des documents pour compléter son dossier.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 11-102 SUR LE RÉGIME DE PASSEPORT

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 33.5°, 33.6.1° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 11-102 sur le régime de passeport (chapitre V-1.1, r. 1) est modifié par le remplacement de la définition de l'expression « autorité principale » par la suivante :

« autorité principale » : par rapport à une personne, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable déterminé conformément à la partie 3, 4, 4A, 4B ou 4C, selon le cas; ».

2. Ce règlement est modifié par l'addition, après l'article 4B.6, des suivants :

« PARTIE 4C DEMANDE DE RÉVOCATION DE L'ÉTAT D'ÉMETTEUR ASSUJETTI

« 4C.1. Territoire déterminé

Pour l'application de la présente partie, les territoires déterminés sont la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse.

« 4C.2. Autorité principale – dispositions générales

L'autorité principale pour une demande de révocation de l'état d'émetteur assujetti est, selon le cas, la suivante :

a) dans le cas d'une demande concernant un fonds d'investissement, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire dans lequel le siège du gestionnaire de fonds d'investissement est situé;

b) dans le cas d'une demande concernant un émetteur qui n'est pas un fonds d'investissement, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire dans lequel le siège de l'émetteur est situé.

« 4C.3. Autorité principale – siège non situé dans un territoire déterminé

Si le territoire visé à l'article 4C.2 n'est pas un territoire déterminé, l'autorité principale pour la demande est l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire déterminé avec lequel l'émetteur ou, dans le cas d'un fonds d'investissement, le gestionnaire de fonds d'investissement a le rattachement le plus significatif.

« 4C.4. Changement discrétionnaire d'autorité principale

Malgré les articles 4C.2 et 4C.3, si un déposant reçoit d'une autorité en valeurs mobilières ou d'un agent responsable un avis écrit lui désignant une autorité principale pour sa demande, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable désigné dans l'avis est l'autorité principale pour la demande.

« 4C.5. Révocation réputée de l'état d'émetteur assujetti

1) L'émetteur assujetti qui demande, dans le territoire principal, la révocation de son état d'émetteur assujetti est réputé ne plus être émetteur assujetti dans le territoire intéressé lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) le territoire intéressé n'est pas le territoire principal pour la demande;

b) l'autorité principale pour la demande a rendu la décision et la décision est en vigueur;

c) l'émetteur assujéti avise l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable qu'il compte se prévaloir du présent paragraphe à l'égard de la révocation de son état d'émetteur assujéti dans le territoire intéressé;

d) l'émetteur assujéti respecte les conditions, restrictions ou obligations imposées par l'autorité principale comme si elles étaient imposées dans le territoire intéressé.

2) Pour l'application du sous-paragraphe *c* du paragraphe 1, l'émetteur assujéti peut donner l'avis à l'autorité principale.

3. L'Annexe E de ce règlement est modifiée :

1° par le remplacement, sous l'intitulé « Île-du-Prince-Édouard », des références par les suivantes :

- « - Securities Act (R.S.P.E.I. 1988, c. S-3.1);
- General Regulations (P.E.I. Reg. EC57/08) »;

2° par le remplacement, sous l'intitulé « Nouveau-Brunswick », de « Règlement général – Loi sur les valeurs mobilières (Règl. du N.-B. 2004-66) » par « Règlement sur l'établissement de règles (Règl. du N.-B. 2010-127) »;

3° par le remplacement, sous l'intitulé « Nunavut », des références par les suivantes :

- «- Loi sur les valeurs mobilières (L.Nun. 2008, c. 12);
- Règlement sur les valeurs mobilières (Règl Nu 002-2003) »;

4° par le remplacement, sous l'intitulé « Québec », de « L.R.Q., chapitre » par « RLRQ, c. », partout où il se trouve;

5° par le remplacement, sous l'intitulé « Territoires du Nord-Ouest », de « L.R.T.N.-O. 1988, ch. S-5 » par « LTN-O 2008, c. 10 »;

6° par le remplacement, sous l'intitulé « Yukon », des références par les suivantes :

- «- Loi sur les valeurs mobilières (LY 2007, c. 16);
- Règlement sur les valeurs mobilières (Décret 2008/39). »

4. Le présent règlement entre en vigueur le 23 juin 2016.

INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 11-102 SUR LE RÉGIME DE PASSEPORT

PARTIE 1 OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1. Définitions

Dans la présente instruction générale, on entend par:

«autorité autre que l'autorité principale»: par rapport à une personne, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable d'un autre territoire que le territoire principal;

«BDNI»: la Base de données nationale d'inscription au sens du *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription* (chapitre V-1.1, r. 9);

«conditions»: les conditions, restrictions ou obligations auxquelles l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable subordonne l'inscription d'une société ou d'une personne physique;

«format BDNI»: le format BDNI au sens du *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription*;

«Instruction générale 11-202»: l'*Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires*;

«Instruction générale 11-203»: l'*Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires*;

«Instruction générale 11-204»: l'*Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires*;

«Instruction générale 11-205»: l'*Instruction générale 11-205 relative au traitement des demandes de désignation des agences de notation dans plusieurs territoires*;

[« Instruction générale 11-206 » : l'Instruction générale 11-206 relative au traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti;](#)

«Instruction générale 33-109»: l'*Instruction générale relative au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*;

«OAR»: un organisme d'autoréglementation;

«personne physique canadienne»: toute personne physique dont le bureau principal est situé au Canada;

«Règlement 11-101»: le *Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale* (A.M. 2005-18, 2005-08-10);

«Règlement 31-103»: le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* (chapitre V-1.1, r. 10);

«Règlement 33-109»: le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription* (chapitre V-1.1, r. 12);

«société canadienne»: toute société dont le siège est situé au Canada;

«territoire autre que le territoire principal»: par rapport à une personne, un autre territoire que le territoire principal.

1.2. Définitions supplémentaires

Les expressions employées dans la présente instruction générale et définies dans l'Instruction générale 11-202, l'Instruction générale 11-203, l'Instruction générale 11-~~204~~ [et 204](#), l'Instruction générale 11-205 [et l'Instruction générale 11-206](#) s'entendent au sens défini dans celles-ci.

1.3. Objet

1) Observations générales

Le *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (R.R.Q., c. V-1.1, r. 1) (le «règlement») et la présente instruction générale mettent en œuvre le régime de passeport prévu par le protocole d'entente provincial-territorial sur la réglementation des valeurs mobilières.

Le règlement offre à tous les participants au marché un guichet unique pour accéder aux marchés des capitaux dans plusieurs territoires. Sous son régime, toute personne peut obtenir ce qui suit dans d'autres territoires (sauf l'Ontario) en ne traitant qu'avec sa propre autorité principale:

- ~~un visa réputé octroyé pour le prospectus provisoire et le prospectus;~~
- ~~des dispenses automatiques équivalentes à la plupart des types de dispenses discrétionnaires accordées par l'autorité principale;~~
- ~~l'inscription automatique.~~
- ~~Le règlement permet aussi à si la personne est une agence de notation, la désignation réputée à titre d'agence de notation ~~d'être réputée~~ désignée dans un autre territoire (sauf l'Ontario);~~
- [la révocation réputée de l'état d'émetteur assujéti dans un autre territoire \(sauf l'Ontario\).](#)

2) Procédure

L'Instruction générale 11-202, l'Instruction générale 11-203, l'Instruction générale 11-~~204~~ [et 204](#), l'Instruction générale 11-205 [et l'Instruction générale 11-206](#) énoncent les procédures en vertu desquelles les participants au marché de tout territoire peuvent bénéficier d'un visa réputé octroyé, d'une dispense automatique, de l'inscription automatique ~~ou~~, de la désignation réputée à titre d'agence de notation désignée [ou de la révocation réputée de l'état d'émetteur assujéti](#) dans un territoire sous le régime de passeport. Elles décrivent également les mécanismes dont les participants au marché peuvent se prévaloir dans un territoire sous le régime de passeport pour obtenir de la ~~Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO)~~ [CVMO](#) un visa de prospectus ~~ou~~, une dispense discrétionnaire [ou une décision de révocation de l'état d'émetteur assujéti](#), s'inscrire ou ~~bien~~ obtenir la désignation à titre d'agence de notation désignée en Ontario.

L'Instruction générale 11-203 énonce également la procédure applicable aux demandes de dispense faites dans plusieurs territoires qui échappent au champ d'application du règlement. Elle s'applique à une grande variété de demandes de dispenses, et non aux seules demandes de dispenses discrétionnaires de l'application des dispositions indiquées à l'Annexe D du règlement. Par exemple, elle englobe les demandes de désignation comme émetteur assujéti, fonds d'investissement à capital fixe, organisme de placement collectif ou initié. Cependant, elle ne s'applique pas à la désignation comme agence de notation désignée, qui fait l'objet de l'Instruction générale 11-205. ~~Elle s'applique aussi aux demandes de dispenses discrétionnaires de l'application des dispositions non mentionnées à l'Annexe D du règlement,~~ [205 ni à la révocation de l'état d'émetteur assujéti, prévue par l'Instruction générale 11-206.](#)

Prière de se reporter à l'Instruction générale 11-202, à l'Instruction générale 11-203, à l'Instruction générale 11-~~204~~ [et 204](#), à l'Instruction générale 11-205 [et à l'Instruction générale 11-206](#) pour connaître les détails de ces procédures.

3) **Interprétation du règlement**

Comme tous les autres règlements, le règlement doit être abordé du point de vue du territoire intéressé ~~dans lequel on souhaite que le visa du prospectus soit réputé octroyé, qu'une dispense automatique, l'inscription automatique ou la désignation réputée à titre d'agence de notation désignée soit accordée. Par exemple, si le règlement, Par exemple, s'il~~ ne précise pas le lieu où un document doit être déposé, le dépôt doit se faire dans le territoire intéressé. Dans la présente instruction générale, l'expression « territoire autre que le territoire principal » signifie généralement « territoire intéressé ».

Pour que le prospectus soit réputé visé dans le territoire autre que le territoire principal, le déposant doit l'y déposer au moyen de SEDAR. De même, pour obtenir automatiquement une dispense correspondant à une dispense discrétionnaire accordée dans le territoire principal, le déposant doit donner l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable du territoire autre que le territoire principal. En vertu du paragraphe 2 de cet article, le déposant peut remplir cette obligation en donnant l'avis à l'autorité principale à la place.

Pour s'inscrire dans le territoire autre que le territoire principal, la société ou la personne physique doit présenter les renseignements exigés dans ce territoire. Pour simplifier la procédure, le paragraphe 3 de l'article 4A.3 du règlement permet à la société de présenter les renseignements à l'autorité principale au lieu de l'autorité autre que l'autorité principale. Les renseignements des personnes physiques sont présentés à la BDNI. Si l'autorité principale subordonne l'inscription d'une société ou d'une personne physique à des conditions, la suspend ou la radie, d'office ou sur demande, la décision s'applique automatiquement dans le territoire autre que le territoire principal, que la société ou la personne physique y soit inscrite ou non en vertu du règlement.

Pour être réputée agence de notation désignée dans un ~~autre~~ territoire autre que le territoire principal, l'agence de notation doit donner l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4B.6 du règlement à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable du territoire autre que le territoire principal. En vertu du paragraphe 2 de l'article 4B.6 du règlement, l'agence de notation peut remplir cette obligation en donnant l'avis à l'autorité principale au lieu de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable du territoire autre que le territoire principal.

Pour être réputé ne plus être émetteur assujéti dans le territoire autre que le territoire principal, l'émetteur doit donner l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4C.5 du règlement à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable de ce territoire. En vertu du paragraphe 2 de cet article, l'émetteur peut remplir cette obligation en donnant l'avis à l'autorité principale au lieu de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable du territoire autre que le territoire principal.

4) **Effet de la loi**

Les dispositions du règlement qui portent sur le visa du prospectus, les dispenses discrétionnaires, l'inscription ~~et~~ la désignation à titre d'agence de notation désignée et les demandes de révocation de l'état d'émetteur assujéti produisent, dans le territoire autre que le territoire principal, des effets juridiques automatiques qui découlent d'une décision prise par l'autorité principale. Elles font que les règles juridiques du territoire autre que le territoire principal s'appliquent au participant au marché comme si l'autorité autre que l'autorité principale avait pris la même décision que l'autorité principale.

5) **Obligations applicables**

Les participants au marché doivent se conformer aux lois de chaque territoire dans lequel ils déposent un prospectus, sont émetteurs assujéti, demandent l'inscription, sont inscrits ou demandent la désignation à titre d'agence de notation désignée.

~~•~~ La plupart des obligations de prospectus, d'information continue et d'inscription ainsi que celles qui se rapportent ~~à la désignation à titre d'agence~~ aux agences de notation ~~désignée~~ désignées sont harmonisées et prévues par des règlements d'application pancanadienne qui sont désignés comme « règlements ». Les autorités en valeurs mobilières et

agents responsables comptent les interpréter et les appliquer de façon uniforme et ont adopté des pratiques et des procédures à cet effet.

— Dans certains territoires, la loi sur les valeurs mobilières et les règlements d'application locale énoncent des obligations non harmonisées. En outre, certains règlements d'application pancanadienne prévoient des dispositions ou des exceptions qui ne s'appliquent que dans certains territoires en particulier.

— Les obligations non harmonisées auxquelles les personnes inscrites sont assujetties ne sont pas nombreuses. Prière de se reporter à l'article 4A.5.

6) Ontario

La CVMO n'a pas pris le règlement, mais celui-ci prévoit qu'elle peut être l'autorité principale pour le dépôt du prospectus en vertu de la partie 3, pour une demande de dispense discrétionnaire en vertu de la partie 4, pour l'inscription en vertu de la partie 4A-04, pour une demande de désignation à titre d'agence de notation désignée en vertu de la partie 4B et pour une demande de révocation de l'état d'émetteur assujetti en vertu de la partie 4C. Par conséquent, les participants au marché de l'Ontario ont accès direct au régime de passeport comme suit:

— lorsque la CVMO vise le prospectus d'un émetteur dont le territoire principal est l'Ontario, le visa est réputé octroyé automatiquement dans chaque territoire sous le régime du passeport où le participant au marché dépose le prospectus en vertu du règlement;

— lorsque la CVMO accorde une dispense discrétionnaire à un participant au marché dont le territoire principal est l'Ontario, cette personne obtient une dispense automatique de la disposition équivalente de la législation en valeurs mobilières de chaque territoire sous le régime de passeport dans lequel elle donne l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement;

— la société ou la personne physique dont le territoire principal est l'Ontario et qui y est inscrite dans une catégorie est automatiquement inscrite dans la même catégorie dans tout territoire sous le régime de passeport lorsqu'elle présente les renseignements prévus par le règlement;

— lorsque la CVMO désigne une agence de notation à titre d'agence de notation désignée, celle-ci est réputée désignée dans chaque territoire sous le régime de passeport où elle donne l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4B.6 du règlement;

— lorsque la CVMO révoque l'état d'émetteur assujetti d'un émetteur dont le territoire principal est l'Ontario, l'émetteur est réputé ne plus être émetteur assujetti dans chaque territoire sous le régime de passeport pour lequel il a donné l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4C.5 du règlement;

1.4. Langue des documents – Québec

Le règlement ne relève pas les émetteurs qui déposent des documents au Québec des obligations linguistiques prévues par la législation québécoise, notamment celles prévues par la *Loi sur les valeurs mobilières* (chapitre V-1.1) (comme à l'article 40.1). Par exemple, tout prospectus déposé dans plusieurs territoires, dont le Québec, doit être établi en français ou en français et en anglais.

PARTIE 2 (~~SUPPRIMÉE~~ supprimée).

PARTIE 3 PROSPECTUS

3.1. Autorité principale pour le prospectus

Pour le dépôt d'un prospectus en vertu de la partie 3 du règlement, l'autorité principale est désignée conformément à l'article 3.1, selon lequel l'autorité principale doit être l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable d'un territoire déterminé. Pour l'application de cet article, les territoires déterminés sont, conformément à son paragraphe 1, la Colombie-Britannique,

l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse.

L'article 3.4 de l'Instruction générale 11-202 indique les modalités de désignation de l'autorité principale pour le dépôt du prospectus visé à la partie 3 du règlement.

3.2. Changement discrétionnaire d'autorité principale pour le prospectus

En vertu de l'article 3.2 du règlement, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable peut changer d'office ou sur demande l'autorité principale pour le dépôt d'un prospectus en vertu de la partie 3 du règlement. L'article 3.5 de l'Instruction générale 11-202 indique la procédure et les motifs de changement discrétionnaire d'autorité principale pour ce prospectus.

3.3. Octroi réputé du visa

En vertu de l'article 3.3 du règlement, le prospectus provisoire ou le prospectus est réputé visé dans le territoire autre que le territoire principal si certaines conditions sont réunies. Le visa qui est réputé octroyé dans le territoire autre que le territoire principal a le même effet juridique que le visa octroyé dans le territoire principal.

Pour se prévaloir de l'article 3.3 du règlement dans le territoire autre que le territoire principal, le déposant doit déposer le prospectus provisoire ou le projet de prospectus au moyen de SEDAR ainsi que le prospectus à la fois dans le territoire autre que le territoire principal et dans le territoire principal. Lorsqu'il fait le dépôt, il doit aussi indiquer qu'il dépose le prospectus provisoire ou le projet de prospectus conformément au règlement. En vertu de la législation du territoire autre que le territoire principal, ce dépôt emporte obligation de déposer des documents justificatifs (par exemple, les consentements et les contrats importants) et de payer les droits exigibles.

L'Instruction générale 11-202 énonce la procédure de demande de dérogation pour le dépôt d'un prospectus en vertu de la partie 3 du règlement.

Si l'autorité principale refuse de viser un prospectus, elle en avise le déposant et les autorités autres que l'autorité principale en envoyant une lettre de refus au moyen de SEDAR. Dans ce cas, le règlement ne s'applique plus à ce dépôt et le déposant peut traiter séparément avec l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de tout territoire autre que le territoire principal dans lequel il a déposé le prospectus pour savoir si cette autorité ou cet agent responsable entend octroyer un visa local.

3.4. (Supprimé).

3.5. Disposition transitoire pour l'application de l'article 3.3

L'article 3.3 du règlement s'applique à tout prospectus provisoire ou projet de prospectus, au prospectus auquel il se rapporte et à toute modification de prospectus déposés le 17 mars 2008 ou après cette date.

Le paragraphe 1 de l'article 3.5 du règlement dispose que le visa qui serait réputé octroyé dans le territoire autre que le territoire principal en vertu de l'article 3.3 du règlement ne l'est pas s'il s'agit du visa d'une modification de prospectus provisoire déposée après le 17 mars 2008 et que le prospectus provisoire a été déposé avant cette date.

Le paragraphe 2 de l'article 3.5 du règlement dispense de l'obligation, selon le sous-~~paragraphe~~ *b* du paragraphe 2 de l'article 3.3 du règlement, d'indiquer sur SEDAR que le prospectus provisoire ou le projet de prospectus est déposé en vertu du règlement, lors de son dépôt. Il en ressort que la modification d'un prospectus est réputée visée dans le territoire autre que le territoire principal si le prospectus provisoire ou le projet de prospectus auquel le prospectus se rapporte a été déposé avant le 17 mars 2008 et si le déposant a indiqué sur SEDAR qu'il a déposé cette modification en vertu du règlement lors de son dépôt.

PARTIE 4 DISPENSES DISCRÉTIONNAIRES

4.1. Champ d'application

La partie 4 du règlement s'applique aux demandes de dispenses discrétionnaires de l'application des dispositions indiquées à l'Annexe D du règlement. Elle ne s'applique pas aux demandes de dispenses discrétionnaires de l'application de dispositions qui ne sont pas indiquées à cette annexe ni aux autres types de demandes de dispenses, telles que les demandes visant à faire désigner une personne comme émetteur assujéti, organisme de placement collectif, fonds d'investissement à capital fixe ou initié.

4.2. Autorité principale pour les demandes de dispenses discrétionnaires

Pour toute demande de dispense discrétionnaire visée à la partie 4 du règlement, l'autorité principale est désignée conformément aux articles 4.1 à 4.5, selon lesquels (exception faite de l'article 4.4.1) l'autorité principale doit être l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable d'un territoire déterminé. À cet effet, les territoires déterminés sont, conformément à l'article 4.1, la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse.

L'article 4.4.1 du règlement prévoit que l'autorité principale pour une demande de dispense de l'application d'une disposition prévue aux parties 3 et 12 du Règlement 31-103 ou à la partie 2 du Règlement 33-109 qui est présentée relativement à une demande d'inscription dans le territoire principal est déterminée conformément à l'article 4A.1 du règlement. L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de tout territoire peut être autorité principale en vertu de cet article.

L'article 3.6 de l'Instruction générale 11-203 indique les modalités de désignation de l'autorité principale pour une demande de dispense discrétionnaire en vertu de la partie 4 du règlement.

4.3. Changement discrétionnaire d'autorité principale pour les demandes de dispenses discrétionnaires

En vertu de l'article 4.6 du règlement, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable peut changer d'office ou sur demande l'autorité principale pour une demande de dispense discrétionnaire visée à la partie 4 du règlement. L'article 3.7 de l'Instruction générale 11-203 indique la procédure et les motifs de changement discrétionnaire d'autorité principale pour cette demande de dispense.

4.4. Application des dispenses discrétionnaires sous le régime de passeport

En vertu du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement, toute personne est dispensée de l'application d'une disposition équivalente de la législation en valeurs mobilières du territoire autre que le territoire principal lorsque l'autorité principale pour la demande accorde la dispense discrétionnaire, que le déposant donne l'avis prévu au sous-paragraphe *c* de ce paragraphe et que d'autres conditions sont remplies. Les dispositions équivalentes auxquelles s'applique la dispense automatique énoncée à ce paragraphe sont indiquées à l'Annexe D du règlement.

Lorsqu'une dispense discrétionnaire est révoquée ou annulée par l'autorité principale ou qu'elle expire en vertu d'une disposition de temporisation, il n'est plus possible de se prévaloir de la dispense visée à l'article 4.7 dans le territoire autre que le territoire principal.

Les dispenses discrétionnaires visées au paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement sont ouvertes dans les territoires sous le régime de passeport à l'égard desquels le déposant donne l'avis prescrit lors de la demande. Elles peuvent toutefois l'être par la suite dans d'autres territoires sous le régime de passeport si les circonstances le justifient. Par exemple, l'émetteur assujéti qui, en 2008, obtient une dispense discrétionnaire d'une obligation d'information continue canadienne dans son territoire principal ainsi qu'une dispense automatique en vertu de ce paragraphe du règlement dans 3 autres territoires, puis qui, en 2009, devient émetteur assujéti dans un quatrième territoire autre que le territoire principal peut bénéficier d'une dispense automatique dans le nouveau territoire.

[6](#)

Pour ce faire, il doit donner l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement à l'égard du nouveau territoire et satisfaire aux autres conditions auxquelles la dispense est subordonnée.

Le paragraphe 2 de l'article 4.7 du règlement prévoit que le déposant peut donner l'avis prescrit à l'autorité principale plutôt qu'à l'autorité autre que l'autorité principale.

Dans sa demande, le déposant devrait indiquer toutes les dispenses demandées et donner avis de tous les territoires où il compte se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement. L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable d'un territoire autre que le territoire principal prend les mesures qui s'imposent dans le cas où, au moment du dépôt d'une demande, le déposant doit obtenir la dispense discrétionnaire dans ce territoire, mais ne donne pas à son égard l'avis prescrit avant que l'autorité principale n'accorde la dispense. La mesure prise pourrait notamment consister à retirer la dispense, auquel cas le déposant peut avoir la possibilité d'être entendu dans ce territoire selon les circonstances.

La décision de l'autorité principale de modifier une dispense d'une disposition indiquée à l'Annexe D du règlement qu'elle a accordée antérieurement à une personne prend automatiquement effet dans tout territoire autre que le territoire principal lorsque les conditions suivantes sont réunies:

- la personne a demandé dans le territoire principal que la décision soit modifiée et a donné l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement à l'égard du territoire autre que le territoire principal;
- l'autorité principale accorde la dispense et celle-ci est valide;
- les autres conditions prévues au paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement sont remplies.

Si l'autorité principale pour une demande de dispense d'une obligation de dépôt prévue à l'article 6.1 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (chapitre V-1.1, r. 21) (le «Règlement 45-106») octroie une dispense en vertu du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement, la personne ne jouit d'une dispense automatique dans tout territoire autre que le territoire principal que si les conditions suivantes sont réunies:

- la personne est soumise à l'obligation de dépôt parce qu'elle se prévaut d'une des dispositions visées à l'article 6.1 du Règlement 45-106 dans le territoire principal;
- la personne se prévaut de la dispense équivalente dans le territoire autre que le territoire principal;
- la personne remplit les conditions prévues au paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement.

Puisqu'en vertu du règlement, il suffit de déposer une demande de dispense discrétionnaire dans le territoire principal pour obtenir une dispense automatique dans plusieurs territoires, le déposant n'est tenu de payer les droits que dans le territoire principal.

L'Instruction générale 11-203 indique la procédure de demande de dispense dans plusieurs territoires, et notamment la procédure de demande de dispense discrétionnaire en vertu de la partie 4 du règlement.

4.5. Recours au régime de passeport pour les dispenses discrétionnaires demandées avant le 17 mars 2008

Le paragraphe 1 de l'article 4.8 du règlement dispose qu'il est possible d'obtenir automatiquement une dispense de la disposition équivalente dans le territoire intéressé lorsque les conditions suivantes sont réunies:

- une dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières actuellement indiquée à l'Annexe D du règlement a été demandée dans un territoire déterminé avant le 17 mars 2008;

- l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire déterminé a accordé la dispense, quelle que soit la date de la décision;

- certaines autres conditions sont remplies.

L'une de ces conditions consiste à donner l'avis prévu au sous-paragraphe c de ce paragraphe. Le paragraphe 2 de cet article autorise le déposant à donner l'avis à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable qui serait l'autorité principale pour la demande en vertu de la partie 4 du règlement s'il présentait la demande conformément à cette partie au moment où il donne l'avis, au lieu de le donner à l'autorité autre que l'autorité principale.

En vertu de l'article 4.1 du règlement, les territoires déterminés sont la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse.

Un territoire déterminé pour l'application de l'article 4.8 du règlement est le territoire principal selon le Règlement 11-101.

L'effet conjugué des paragraphes 1 et 3 de l'article 4.8 du règlement est qu'il est possible de se prévaloir automatiquement dans le territoire autre que le territoire principal de toute dispense d'une obligation d'information continue accordée par l'autorité principale en vertu du Règlement 11-101 avant le 17 mars 2008 même si la décision ne mentionne pas le territoire autre que le territoire principal. Pour en bénéficier, l'émetteur assujéti doit cependant respecter les conditions de la décision rendue par l'autorité principale sous le régime du Règlement 11-101. On ne peut être dispensé selon ces modalités dans le territoire autre que le territoire principal que des obligations d'information continue indiquées à l'Annexe D du règlement.

L'Annexe A de la présente instruction générale indique les obligations d'information continue dont l'émetteur assujéti pouvait être dispensé en vertu de l'article 3.2 du Règlement 11-101. L'Annexe D du règlement énonce les dispositions équivalentes.

PARTIE 4A INSCRIPTION

4A.1. Champ d'application

Le règlement permet aux sociétés et aux personnes physiques de s'inscrire automatiquement dans un territoire autre que le territoire principal du seul fait qu'elles sont déjà inscrites dans leur territoire principal. Il entraîne également l'application automatique de certaines décisions de l'autorité principale dans chaque territoire autre que le territoire principal où elles sont inscrites, qu'elles y soient inscrites automatiquement ou non en vertu du règlement.

Personnes physiques autorisées

Le règlement ne s'applique pas aux «personnes physiques autorisées» au sens du Règlement 33-109 parce que ces personnes ne sont pas inscrites en vertu de la législation en valeurs mobilières. Il ne s'applique à ces personnes que si elles s'inscrivent dans une catégorie dans leur territoire principal et demandent à s'inscrire dans la même catégorie dans un territoire autre que le territoire principal.

Courtiers d'exercice restreint et leurs représentants

L'article 4A.3 du règlement ne s'applique pas à la société inscrite dans la catégorie de «courtier d'exercice restreint» au sens du Règlement 31-103. Pour s'inscrire dans un territoire autre que le territoire principal, le courtier d'exercice restreint doit en faire la demande directement auprès de l'autorité autre que l'autorité principale. L'inscription automatique en vertu du règlement ne lui est pas ouverte parce que cette catégorie n'est pas assortie d'obligations uniformisées et que la plupart des sociétés inscrites à ce titre n'exercent leurs activités que dans un territoire. Le courtier d'exercice restreint qui s'inscrit directement dans la même catégorie dans un territoire autre que le

[8](#)

territoire principal est toutefois soumis aux dispositions du règlement relatives aux conditions (article 4A.5), à la suspension (article 4A.6), à la radiation d'office (article 4A.7) et à la radiation sur demande (article 4A.8).

Toutes les dispositions du règlement s'appliquent aux représentants des courtiers d'exercice restreint. Ces personnes peuvent s'inscrire automatiquement en vertu de l'article 4A.4 du règlement si leur société parrainante est inscrite comme courtier d'exercice restreint dans leur territoire principal et dans le territoire autre que le territoire principal dans lequel elles demandent à s'inscrire. Elles sont notamment soumises aux dispositions du règlement relatives aux conditions (article 4A.5), à la suspension (article 4A.6), à la radiation d'office (article 4A.7) et à la radiation sur demande (article 4A.8).

4A.2. Inscription par un OAR

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de certains territoires a délégué ou conféré tout ou partie de ses fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer. Le règlement s'applique aux décisions prises par l'OAR selon ces modalités. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter à l'article 3.5 de l'Instruction générale 11-204.

4A.3. Autorité principale pour l'inscription

L'autorité principale d'une société ou d'une personne physique est l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable désigné conformément à l'article 4A.1 du règlement. L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de tout territoire peut être autorité principale pour l'inscription.

L'article 3.6 de l'Instruction générale 11-204 indique les modalités de désignation de l'autorité principale d'une société ou d'une personne physique en vertu de la partie 4A du règlement.

4A.4. Changement discrétionnaire d'autorité principale pour l'inscription

L'article 4A.2 du règlement permet à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable de changer l'autorité principale pour l'application de la partie 4A du règlement. L'article 3.7 de l'Instruction générale 11-204 indique la procédure de changement discrétionnaire d'autorité principale pour l'inscription en vertu de cette partie.

4A.5. Inscription

Les sociétés et les personnes physiques tenues de s'inscrire en vertu du Règlement 31-103 peuvent se prévaloir des articles 4A.3 et 4A.4 du règlement, exception faite des sociétés qui s'inscrivent comme courtier d'exercice restreint.

La société ou la personne physique qui s'inscrit dans un territoire autre que le territoire principal en vertu de l'article 4A.3 ou 4A.4 du règlement doit se conformer à toutes les dispositions applicables dans ce territoire, et notamment à l'obligation de payer les droits exigibles et aux éventuelles obligations non harmonisées.

Au Québec, les sociétés et les personnes physiques du secteur des organismes de placement collectif et des plans de bourse d'études sont assujetties à un cadre réglementaire particulier qui s'applique également sous le régime de passeport:

- les courtiers en épargne collective et en plans de bourse d'études inscrits au Québec ne sont pas tenus d'être membres de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (~~ACCFM~~ACFM) mais relèvent directement de l'Autorité des marchés financiers;
- les personnes physiques du secteur des organismes de placement collectif et des plans de bourse d'études sont tenues d'être membres de la Chambre de la sécurité financière;
- les sociétés et les personnes physiques doivent souscrire une assurance responsabilité professionnelle;

— les sociétés doivent verser une cotisation au Fonds d'indemnisation des services financiers en vue d'offrir une indemnisation financière aux investisseurs victimes de manœuvres dolosives ou de détournements de fonds commis par ces sociétés ou ces personnes physiques.

En outre, au Québec, le représentant d'un courtier en placement ne peut à la fois être à l'emploi d'une institution financière et exercer des activités à ce titre dans une succursale au Québec, sauf s'il est un représentant spécialisé en épargne collective ou en plan de bourses d'études.

En Colombie-Britannique, les courtiers en placement qui réalisent des opérations sur les marchés hors cote aux États-Unis doivent se conformer aux dispositions locales les obligeant à gérer les risques, à conserver des dossiers et à faire rapport à la Commission tous les trimestres.

Inscription dans un territoire autre que le territoire principal

Avant de présenter des renseignements conformément à l'article 4A.3 ou 4A.4 du règlement, les sociétés et les personnes physiques devraient vérifier que leur territoire principal est bien indiqué dans les derniers renseignements présentés en vertu du Règlement 33-109.

Sociétés

Conformément au paragraphe 1 de l'article 4A.3 du règlement, la société qui est inscrite dans son territoire principal dans une catégorie prévue par le Règlement 31-103, sauf celle de «courtier d'exercice restreint», est inscrite dans la même catégorie dans le territoire autre que le territoire principal lorsqu'elle remplit les conditions suivantes:

- a) elle a présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 conformément au Règlement 33-109;
- b) elle est membre d'un OAR si cela est obligatoire pour cette catégorie d'inscription.

Les sociétés trouveront à la partie 4 et à l'article 5.2 de l'Instruction générale 11-204 des indications sur la façon de présenter ce formulaire en vertu du règlement.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 4A.3 du règlement, la société peut présenter le formulaire à son autorité principale au lieu de l'autorité autre que l'autorité principale. Dans les territoires où l'autorité principale a délégué ou conféré des fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer, la société devrait présenter le formulaire au bureau compétent de l'OAR.

Pour s'inscrire en vertu du paragraphe 1 de l'article 4A.3 du règlement, la société doit être membre d'un OAR si cela est exigé dans le territoire intéressé pour cette catégorie d'inscription. Cette condition ne s'applique pas à la société dispensée de cette obligation dans ce territoire. Les courtiers en placement sont, dans tous les territoires, tenus d'être membres de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières. Hormis au Québec, tous les courtiers en épargne collective doivent être membres de l'ACCFM. Les courtiers en épargne collective dont le Québec est le territoire principal doivent être membres de l'ACCFM pour s'inscrire dans un autre territoire.

Personnes physiques

En vertu de l'article 4A.4 du règlement, la personne physique agissant pour le compte de sa société parrainante et qui est inscrite dans une catégorie prévue par le Règlement 31-103 dans son territoire principal est inscrite dans la même catégorie dans le territoire autre que le territoire principal lorsque les conditions suivantes sont réunies:

- a) la société parrainante est inscrite dans le territoire autre que le territoire principal dans la même catégorie que dans le territoire principal;
- b) la personne physique a présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2 ou à l'Annexe 33-109A4 conformément au Règlement 33-109;

c) la personne physique est membre ou une personne autorisée d'un OAR si cela est obligatoire pour cette catégorie d'inscription.

L'article 5.2 de l'Instruction générale 11-204 donne des indications sur la façon de présenter ce formulaire.

Pour s'inscrire en vertu de l'article 4A.4 du règlement, la personne physique doit être membre ou une personne autorisée d'un OAR si cela est exigé dans le territoire intéressé pour cette catégorie d'inscription. Cette condition ne s'applique pas à la personne physique dispensée de cette obligation dans ce territoire. En vertu de la législation du Québec, les représentants de courtiers en épargne collective ou en plans de bourse d'études doivent être membres de la Chambre de la sécurité financière. Les autres territoires exigent que les personnes physiques qui sont des représentants de courtiers en épargne collective soient des personnes autorisées en vertu des règles de l'ACCFM.

Si une personne physique est inscrite dans une catégorie dans son territoire principal auprès de plusieurs sociétés parrainantes, ces sociétés doivent être inscrites dans la même catégorie dans le territoire autre que le territoire principal où la personne demande à s'inscrire en vertu de l'article 4A.4 du règlement.

4A.6. Conditions de l'inscription

En vertu du paragraphe 1 de l'article 4A.5 du règlement, la société ou la personne physique qui est inscrite dans la même catégorie dans le territoire principal et dans le territoire autre que le territoire principal est assujettie aux conditions auxquelles son inscription est subordonnée dans le territoire principal comme si elles étaient imposées dans le territoire autre que le territoire principal (par effet de la loi). Conformément au paragraphe 2 de cet article, les conditions s'appliquent jusqu'à ce que l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable les annule ou qu'elles arrivent à expiration, selon la plus rapprochée de ces dates.

En vertu de l'article 4A.5 du règlement, toute condition de l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans une catégorie que l'autorité principale modifie ou qu'elle ajoute s'applique automatiquement à son inscription dans la même catégorie dans le territoire autre que le territoire principal.

En cas de changement d'autorité principale, toutes les catégories dans lesquelles la société ou la personne physique est inscrite dans le territoire autre que le territoire principal en vertu de l'article 4A.3 ou 4A.4 du règlement font l'objet des mesures suivantes:

- l'ancienne autorité principale annule les conditions qu'elle a imposées;
- la nouvelle autorité principale adopte des conditions appropriées.

De cette façon, la nouvelle autorité principale peut modifier selon les besoins les conditions auxquelles la société ou la personne physique est assujettie, et les conditions modifiées s'appliquent automatiquement dans le territoire autre que le territoire principal comme si elles y étaient imposées (par effet de la loi).

4A.7. Suspension

En vertu de l'article 4A.6 du règlement, la suspension de l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans le territoire principal entraîne automatiquement sa suspension dans tout territoire autre que le territoire principal où elle est inscrite. La suspension de l'inscription entraîne la suspension des droits qu'elle confère à la société ou à la personne physique en matière de courtage ou de conseil, mais l'inscription demeure valide en vertu de la législation en valeurs mobilières. L'inscription est suspendue en même temps dans le territoire principal et le territoire autre que le territoire principal. La BDNI indique la même date de suspension dans chaque territoire pertinent.

L'inscription est suspendue dans le territoire autre que le territoire principal tant qu'elle le demeure dans le territoire principal. Si l'autorité principale lève la suspension, la société ou la personne physique peut reprendre ses activités de courtage ou de conseil dans le territoire autre que le territoire principal à la date de levée indiquée par la BDNI. Toute condition imposée par l'autorité

11

principale à la levée de la suspension s'applique automatiquement dans le territoire autre que le territoire principal en vertu de l'article 4A.5 du règlement.

4A.8. Radiation d'office

En vertu de l'article 4A.7 du règlement, la radiation d'office de l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans le territoire principal entraîne automatiquement sa radiation dans le territoire autre que le territoire principal. L'inscription est radiée en même temps dans le territoire principal et le territoire autre que le territoire principal. La BDNI indique la même date de radiation dans chaque territoire pertinent.

4A.9. Radiation sur demande

En vertu de l'article 4A.8 du règlement, l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans une catégorie est automatiquement radiée dans tous les territoires autres que le territoire principal dans lesquels elle est inscrite si, à sa demande, l'autorité principale radie son inscription dans son territoire principal.

La société devrait présenter sa demande de radiation de son inscription dans une ou plusieurs catégories dans le territoire principal et en Ontario, si l'Ontario est un territoire autre que le territoire principal. Elle devrait indiquer dans sa demande tout territoire autre que le territoire principal dans lequel elle est inscrite dans la ou les mêmes catégories. Dans les territoires où l'autorité principale a délégué ou conféré des fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer, la société devrait présenter sa demande au bureau compétent de l'OAR. L'Annexe B de l'Instruction générale 33-109 indique la façon de présenter une demande de radiation à l'autorité principale ou au bureau compétent de l'OAR.

La personne physique devrait faire la présentation de renseignements à la BDNI prévue par le Règlement 33-109 pour demander la radiation de son inscription.

Lorsque la société ou la personne physique demande la radiation de son inscription dans une catégorie dans le territoire principal, l'autorité principale peut suspendre l'inscription pendant l'étude de la demande ou l'assortir de conditions. On trouvera à l'article 4A.7 des indications sur la suspension de l'inscription.

Lorsque l'autorité principale subordonne l'inscription à des conditions, l'article 4A.5 du règlement prévoit que les conditions s'appliquent dans chaque territoire autre que le territoire principal où la société ou la personne physique est inscrite dans la même catégorie comme si les conditions y étaient imposées.

Le règlement ne traite pas du cas de la société ou de la personne physique qui ne demande la radiation de son inscription dans une catégorie que dans un territoire autre que le territoire principal. Dans ce cas, sauf en Ontario:

- la société peut toujours ne présenter sa demande qu'à l'autorité principale ou, si l'autorité principale a délégué ou conféré des fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer, au bureau compétent de l'OAR dans le territoire principal;

- la personne physique devrait faire la présentation de renseignements à la BDNI prévue par le Règlement 33-109;

- la demande de la société ou de la personne physique devrait indiquer le territoire autre que le territoire principal dans lequel la radiation est demandée;

- le fait que l'autorité en valeurs mobilières, l'agent responsable ou l'OAR accède à la demande dans le territoire autre que le territoire principal n'a pas d'incidence sur l'inscription dans d'autres territoires.

4A.10. Disposition transitoire – Conditions en vigueur dans le territoire autre que le territoire principal

Le paragraphe 1 de l'article 4A.9 du règlement a pour objet de reporter au 28 octobre 2009 l'application automatique de l'article 4A.5 du règlement dans le territoire autre que le territoire principal dans lequel la société ou la personne physique est inscrite au 28 septembre 2009. De cette façon, la société ou la personne physique a le temps de demander, en vertu du paragraphe 2 de l'article 4A.9 du règlement, à être dispensée de l'application automatique des conditions imposées par l'autorité principale dans le territoire autre que le territoire principal.

La société ou la personne physique devrait demander la dispense prévue au paragraphe 2 de l'article 4A.9 du règlement séparément dans chaque territoire autre que le territoire principal parce que le but de la demande est de lui donner l'occasion d'être entendue au sujet de l'application automatique, dans le territoire autre que le territoire principal, de conditions imposées par l'autorité principale. Elle ne devrait donc pas présenter sa demande en vertu de l'Instruction générale 11-203.

Si la société ou la personne physique ne demande pas de dispense en vertu du paragraphe 2 de l'article 4A.9 du règlement dans un territoire autre que le territoire principal:

- les conditions imposées par l'autorité principale s'appliquent automatiquement le 28 octobre 2009 dans le territoire autre que le territoire principal;

- les conditions imposées précédemment par l'autorité autre que l'autorité principale cessent de s'appliquer, à moins qu'elles n'aient pour objet l'application de la loi.

4A.11. Disposition transitoire – Avis désignant l'autorité principale d'une société étrangère

En vertu du paragraphe 1 de l'article 4A.10 du règlement, la société étrangère inscrite dans une catégorie dans plusieurs territoires avant le 28 septembre 2009 doit présenter, dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5, les renseignements visés au paragraphe *b* de la rubrique 2.2 de l'Annexe 33-109A6 pour désigner son territoire principal au plus tard le 28 octobre 2009. Ces renseignements désignent son autorité principale conformément à l'article 4A.1 du règlement.

Le paragraphe 2 de l'article 4A.10 du règlement permet à la société étrangère de présenter ces renseignements à une autorité autre que l'autorité principale en ne les fournissant qu'à son autorité principale. Dans les territoires dont l'autorité principale a délégué ou conféré des fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer, la société étrangère devrait présenter les renseignements au bureau compétent de l'OAR. L'Annexe B de l'Instruction générale 33-109 indique la façon de présenter des renseignements.

Étant donné que l'autorité principale de la personne physique étrangère est la même que celle de sa société parrainante, le règlement n'oblige pas cette personne à présenter des renseignements pour désigner l'autorité principale de cette personne.

PARTIE 4B DEMANDE POUR DEVENIR AGENCE DE NOTATION DÉSIGNÉE

4B.1. Demande Champ d'application

La partie 4B du règlement ne concerne que les demandes pour devenir agence de notation désignée. Les agences de notation désignées qui demandent une dispense discrétionnaire d'une disposition du *Règlement 25-101 sur les agences de notation désignées* (chapitre V-1.1, r. 8.1) devraient se reporter à la partie 4 du règlement.

4B.2. Autorité principale pour la demande de désignation

L'autorité principale pour une demande de désignation à titre d'agence de notation désignée en vertu de la partie 4B du règlement est l'autorité principale visée aux articles 4B.2 à 4B.5 du règlement. L'autorité principale doit être l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable d'un territoire déterminé selon l'article 4B.1 du règlement, soit la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec, la Nouvelle-Écosse ou le Nouveau-Brunswick.

L'article 7 de l'Instruction générale 11-205 donne des indications sur la façon de déterminer l'autorité principale pour une demande de désignation à titre d'agence de notation désignée en vertu de la partie 4B du règlement.

4B.3. Changement discrétionnaire d'autorité principale pour une demande de désignation

En vertu de l'article 4B.5 du règlement, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable peut changer l'autorité principale pour une demande de désignation en vertu de la partie 4B du règlement de son plein gré ou sur demande. L'article 8 de l'Instruction générale 11-205 ~~donne des indications sur~~ indique la procédure et les motifs de changement discrétionnaire d'autorité principale pour une demande de désignation à titre d'agence de notation désignée en vertu de la partie 4B du règlement ~~et les considérations qui y donnent lieu.~~

4B.4. Demande de désignation sous le régime de passeport

En vertu du paragraphe 1 de l'article 4B.6 du règlement, l'agence de notation désignée est réputée désignée dans le territoire autre que le territoire principal si l'autorité principale pour la demande l'a désignée, que l'agence de notation donne l'avis prévu au sous-paragraphe c de cet article et que d'autres conditions sont réunies.

La désignation réputée en vertu du paragraphe 1 de l'article 4B.6 du règlement peut être obtenue dans les territoires sous le régime de passeport dans lesquels l'agence de notation désignée donne l'avis prévu en déposant sa demande de désignation. Les agences de notation désignées devraient donner l'avis prévu au sous- paragraphe c de cet article dans tous les territoires sous le régime de passeport. Toutefois, la désignation réputée peut être obtenue par la suite dans d'autres territoires sous le régime de passeport si les circonstances le justifient. Pour l'obtenir dans un nouveau territoire, l'agence de notation désignée devrait donner l'avis prévu au sous- paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4B.6 du règlement dans ce territoire et respecter les autres conditions de la désignation.

Étant donné qu'en vertu du règlement, l'agence de notation désignée ne fait sa demande de désignation que dans le territoire principal pour être réputée désignée dans plusieurs territoires, elle ne paie les droits que dans le territoire principal.

L'Instruction générale 11-205 indique la procédure pour demander la désignation à titre d'agence de notation désignée dans plusieurs territoires en vertu de la partie 4B du règlement.

PARTIE 4C. DEMANDE DE RÉVOCATION DE L'ÉTAT D'ÉMETTEUR ASSUJETTI

4C.1. Champ d'application

La partie 4C du règlement ne s'applique qu'à une demande de révocation de l'état d'émetteur assujetti.

4C.2. Autorité principale pour la demande de révocation de l'état d'émetteur assujetti

Aux fins d'une demande de révocation de l'état d'émetteur assujetti présentée en vertu de la partie 4C du règlement, l'autorité principale est celle indiquée aux articles 4C.2 et 4C.3 du règlement. Ce doit être l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable d'un territoire déterminé. À cette fin, l'article 4C.1 du règlement indique les territoires suivants : la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse.

L'article 8 de l'Instruction générale 11-206 donne des indications sur la désignation de l'autorité principale pour une demande de révocation de l'état d'émetteur assujetti en vertu de la partie 4C du règlement.

4C.3. Changement discrétionnaire d'autorité principale

L'article 4C.4 du règlement permet à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable de changer d'office l'autorité principale pour une demande de révocation de l'état d'émetteur assujetti en vertu de la partie 4C du règlement. L'article 9 de l'Instruction générale 11-206 indique la

[procédure et les motifs de changement discrétionnaire d'autorité principale pour une demande de révocation de l'état d'émetteur assujéti en vertu de la partie 4C du règlement.](#)

4C.4. Révocation réputée de l'état d'émetteur assujéti

[Le paragraphe 1 de l'article 4C.5 du règlement prévoit qu'un émetteur est réputé ne plus être émetteur assujéti dans le territoire autre que le territoire principal si l'autorité principale pour la demande rend la décision, si l'émetteur transmet l'avis prévu au sous-paragraphe c de ce paragraphe et que les autres conditions sont remplies. L'émetteur devrait transmettre l'avis dans chaque territoire sous le régime de passeport où il est émetteur assujéti. Conformément au paragraphe 2 de l'article 4C.5 du règlement, le déposant peut remplir cette obligation en transmettant l'avis à l'autorité principale.](#)

[En vertu du règlement, l'émetteur présente une demande uniquement dans le territoire principal pour que son état d'émetteur assujéti soit révoqué dans plusieurs territoires. Il doit donc acquitter des droits uniquement auprès de l'autorité principale.](#)

[L'Instruction générale 11-206 énonce la procédure applicable aux demandes de révocation de l'état d'émetteur assujéti dans plusieurs territoires en vertu de la partie 4C du règlement.](#)

4C.5. Dispositions transitoires

[Le paragraphe 1 de l'article 40 de l'Instruction générale 11-206 indique que la procédure d'examen coordonné prévue dans l'Instruction générale 11-203 continuera de s'appliquer aux demandes de révocation de l'état d'émetteur assujéti présentées conformément à cette procédure dans plusieurs territoires avant le 23 juin 2016.](#)

[Le paragraphe 2 de l'article 40 de l'Instruction générale 11-206 indique que la procédure d'examen coordonné visée sous la rubrique « Procédure simplifiée » de l'Avis 12-307 du personnel des ACVM, Demandes de décision établissant que l'émetteur n'est pas émetteur assujéti continuera de s'appliquer aux demandes de révocation de l'état d'émetteur assujéti présentées conformément à cette procédure dans plusieurs territoires avant le 23 juin 2016.](#)

PARTIE 5 DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

5.1. Date d'entrée en vigueur

Le règlement s'applique aux documents d'information continue, aux prospectus et aux demandes de dispenses discrétionnaires déposés le 17 mars 2008 ou après cette date.

Le règlement s'applique à la personne physique ou à la société qui demande à s'inscrire à l'extérieur de son territoire principal le 28 septembre 2009 ou après cette date. Il s'applique en outre à la personne physique ou à la société qui est inscrite à cette date, à moins que celle-ci ne bénéficie d'une dispense en vertu du paragraphe 2 de l'article 4A.9.

Le règlement s'applique aux demandes de désignation à titre d'agence de notation désignée déposées à compter du 20 avril 2012.

[Le règlement s'applique aux demandes de révocation de l'état d'émetteur assujéti déposées à compter du 23 juin 2016.](#)

ANNEXE A
OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE EN VERTU DU RÈGLEMENT
11-101

Pour faciliter la consultation, la présente annexe reproduit la définition d'«obligation d'information continue» prévue par le Règlement 11-101, même si certaines références ne sont plus pertinentes parce que les articles en cause ont été abrogés après le 19 septembre 2005, date d'entrée en vigueur du Règlement 11-101.

Colombie-Britannique

Securities Act: articles 85 et 117;

Securities Rules: articles 2 et 3 en ce qui concerne un dépôt en vertu d'une autre obligation d'information continue au sens du Règlement 11-101, articles 144 et 145 (sauf en ce qui concerne les droits), articles 152 et 153, et article 189 en ce qui concerne un dépôt en vertu d'une autre obligation d'information continue au sens du Règlement 11-101.

Alberta

Securities Act: articles 146, 149 (sauf en ce qui concerne les droits), 150, 152 et 157.1;

Rules (General) de l'Alberta Securities Commission: articles 143 à 169, 196 et 197 (sauf en ce qui concerne le prospectus).

Saskatchewan

The Securities Act, 1988: articles 84, 86 à 88, 90, 94 et 95;

The Securities Regulations: articles 117 à 138.1 et 175 en ce qui concerne un dépôt en vertu d'une autre obligation d'information continue au sens du Règlement 11-101.

Manitoba

Loi sur les valeurs mobilières: paragraphe 1 des articles 101 et 102, article 104, paragraphe 3 de l'article 106, articles 119, 120 (sauf en ce qui concerne les droits) et 121 à 130;

Règlement sur les valeurs mobilières: articles 38 à 40 et 80 à 87.

Québec

Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1): articles 73 (sauf l'obligation de dépôt d'une déclaration de changement important), 75 (sauf l'obligation de dépôt), 76, 77 (sauf l'obligation de dépôt), 78, 80 à 82.1, 83.1, 87, 105 (sauf l'obligation de dépôt), 106 et 107 (sauf l'obligation de dépôt);

Règlement sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1, r. 50): articles 115.1 à 119, 119.4, 120 à 138 et 141 à 161;

Règlements: C-14, C-48, Q-11, Q-17 (titre quatrième) et 62 à 102.

Tout document déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers ou transmis à celle-ci, transmis aux porteurs au Québec ou diffusé au Québec en vertu de l'article 3.2 du règlement est réputé, pour l'application de la législation en valeurs mobilières du Québec, être un document déposé, transmis ou diffusé en vertu du chapitre II du titre III ou de l'article 84 de la *Loi sur les valeurs mobilières*.

Nouveau-Brunswick

Loi sur les valeurs mobilières: paragraphes 1 à 4 de l'article 89 et articles 90, 91, 100 et 101.

Nouvelle-Écosse

Securities Act: articles 81, 83, 84 et 91;

General Securities Rules: article 9, paragraphes 2 et 3 de l'article 140 et article 141.

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities Act: articles 76, 78 à 80, 82, 86 et 87 (sauf en ce qui concerne les droits);

Securities Regulations: articles 4 à 14 et 71 à 80.

Yukon

Loi sur les valeurs mobilières: paragraphe 5 de l'article 22 (sauf en ce qui concerne le dépôt d'un prospectus ou d'une modification du prospectus).

Tous les territoires

- a) *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers* (chapitre V-1.1, r. 15), sauf en ce qui concerne le prospectus;
- b) *Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières* (chapitre V-1.1, r. 23), sauf en ce qui concerne le prospectus;
- c) *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* (chapitre V-1.1, r. 24);
- d) *Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables* (chapitre V-1.1, r. 25);
- e) *Règlement 52-108 sur la surveillance des auditeurs* (chapitre V-1.1, r. 26);
- f) *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* (chapitre V-1.1, r. 27);
- g) *Règlement 52-110 sur le comité d'audit* (chapitre V-1.1, r. 28), sauf en Colombie-Britannique;
- h) *BC Instrument 52-509 Audit Committees*, uniquement en Colombie-Britannique;
- i) *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti* (chapitre V-1.1, r. 29);
- j) *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance* (chapitre V-1.1, r. 32);
- k) article 8.5 du *Règlement 81-104 sur les fonds marché à terme* (chapitre V-1.1, r. 40);
- l) *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (chapitre V-1.1, r. 42).

RÈGLEMENT 11-103 SUR LES INTERDICTIONS D'OPÉRATIONS POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DE DÉPÔT DANS PLUSIEURS TERRITOIRES

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 33.5°, 33.9° et 34°)

CHAPITRE 1 DÉFINITIONS

Définitions

1. Dans le présent règlement, on entend par :

« interdiction d'opérations limitée aux dirigeants » : une interdiction d'opérations qui interdit aux personnes suivantes d'effectuer des opérations sur les titres d'un émetteur assujéti ou restreint leur capacité de le faire :

a) le chef de la direction de l'émetteur assujéti ou une personne exerçant des fonctions analogues;

b) le chef des finances de l'émetteur assujéti ou une personne exerçant des fonctions analogues;

c) un dirigeant ou administrateur de l'émetteur assujéti ou une autre personne qui avait ou a pu avoir accès directement ou indirectement à de l'information concernant un fait ou un changement important relatif à l'émetteur assujéti qui n'a pas été rendue publique;

« interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt » : l'interdiction relative à un manquement spécifié qui interdit ou restreint les opérations sur les titres d'un émetteur assujéti, à l'exception d'une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants;

« manquement spécifié » : le manquement d'un émetteur assujéti à l'obligation de déposer, dans les délais prévus, un ou plusieurs des documents suivants :

a) les états financiers annuels;

b) le rapport financier intermédiaire;

c) le rapport de gestion annuel ou intermédiaire ou le rapport annuel ou intermédiaire de la direction sur le rendement du fonds;

d) la notice annuelle;

e) une attestation prévue par le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs (chapitre V-1.1, r. 27).

CHAPITRE 2 INTERDICTION D'OPÉRATIONS POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DE DÉPÔT

Prononcé et levée d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt

2. Si un émetteur est émetteur assujéti dans le territoire intéressé et qu'une autorité en valeurs mobilières ou un agent responsable d'un autre territoire du Canada prononce une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt à l'égard de ses titres,

nul ne peut effectuer d'opérations sur ceux-ci dans le territoire intéressé, sauf aux conditions prévues dans l'interdiction, s'il y a lieu, tant que celle-ci est en vigueur.

CHAPITRE 3
DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Le présent règlement entre en vigueur le 23 juin 2016.

INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-206 RELATIVE AU TRAITEMENT DES DEMANDES DE RÉVOCATION DE L'ÉTAT D'ÉMETTEUR ASSUJETTI

CHAPITRE 1 CHAMP D'APPLICATION

Champ d'application

1. La présente instruction générale décrit les procédures de dépôt et d'examen des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti dans tous les territoires du Canada dans lesquels le déposant est émetteur assujetti.

CHAPITRE 2 DÉFINITIONS

Définitions

2. Dans la présente instruction générale, on entend par :

« AMF » : l'autorité au Québec;

« autorité sous le régime de passeport » : une autorité ayant pris le *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*;

« autorité » : une autorité en valeurs mobilières ou un agent responsable;

« CVMO » : l'autorité en Ontario;

« demande sous le régime de passeport » : la demande visée à l'article 6;

« demande sous régime double » : la demande visée à l'article 7;

« demande » : une demande de révocation de l'état d'émetteur assujetti dans tous les territoires du Canada dans lesquels le déposant est émetteur assujetti;

« déposant » :

a) l'émetteur qui dépose une demande

b) le mandataire de la personne visée au paragraphe a);

« dépôt préalable » : toute consultation de l'autorité principale à l'égard d'une demande, engagée avant le dépôt de la demande et portant sur l'interprétation de la législation en valeurs mobilières ou des directives en valeurs mobilières ou sur leur application à une demande particulière;

« examen sous régime double » : l'examen d'une demande sous régime double en application de la présente instruction générale;

« marché » : un marché au sens du *Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché*;

« porteur » : le propriétaire véritable d'un titre;

« procédure modifiée » : la procédure décrite à l'article 20 qui est destinée aux émetteurs ayant un rattachement *de minimis* avec le Canada;

« procédure simplifiée » : la procédure décrite à l'article 19 qui est destinée aux émetteurs ayant un nombre *de minimis* de porteurs.

« propriétaire véritable » : un propriétaire véritable au sens du *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*;

« territoire de notification » : un territoire sous le régime de passeport à l'égard duquel le déposant a donné l'avis prévu au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4C.5 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*;

« territoire sous le régime de passeport » : le territoire d'une autorité sous le régime de passeport.

Définitions supplémentaires

3. Les expressions employées dans la présente instruction générale et définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions*, le *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* ou, au Québec, le *Règlement 14-501Q sur les définitions* s'entendent au sens de ces règlements.

Interprétation

4. Pour l'application de la présente instruction générale, toute mention d'une demande de révocation de l'état d'émetteur assujéti s'entend de ce qui suit :

a) une demande présentée en vertu de l'article 153 du *Securities Act* (Alberta) pour obtenir une ordonnance portant que l'émetteur assujéti est réputé avoir cessé de l'être;

b) une demande présentée en vertu de l'article 88 du *Securities Act* (Colombie-Britannique) pour obtenir une ordonnance portant que l'émetteur assujéti est réputé avoir cessé de l'être;

c) une demande présentée en vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1.2 de l'article 1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Manitoba) pour obtenir une ordonnance portant qu'un émetteur assujéti a cessé de l'être;

d) une demande présentée en vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 1.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Nouveau-Brunswick) pour obtenir une ordonnance désignant, aux fins d'application du droit des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick, une personne comme n'étant pas un émetteur assujéti;

e) une demande présentée en vertu de l'article 84 du *Securities Act* (Terre-Neuve-et-Labrador) pour obtenir une ordonnance portant que l'émetteur assujéti a cessé de l'être;

f) une demande présentée en vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 6 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Territoires du Nord-Ouest) pour obtenir une ordonnance désignant un émetteur comme ayant cessé d'être émetteur assujéti;

g) une demande présentée en vertu de l'article 89 du *Securities Act* (Nouvelle-Écosse) pour obtenir une ordonnance portant que l'émetteur assujéti est réputé avoir cessé de l'être;

h) une demande présentée en vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 6 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Nunavut) pour obtenir une ordonnance désignant un émetteur comme ayant cessé d'être émetteur assujéti;

i) une demande présentée en vertu de la disposition *ii* du sous-paragraphe *a* du paragraphe 10 de l'article 1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario) pour obtenir une ordonnance portant que, pour l'application du droit ontarien des valeurs mobilières, une personne ou une compagnie n'est pas un émetteur assujéti;

j) une demande présentée en vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 6 du *Securities Act* (Île-du-Prince-Édouard) pour obtenir une ordonnance désignant un émetteur comme ayant cessé d'être émetteur assujéti;

k) une demande présentée en vertu de l'article 92 du *Securities Act 1988* (Saskatchewan) pour obtenir une ordonnance portant que l'émetteur assujéti a cessé de l'être;

l) une demande de révocation de l'état d'émetteur assujéti en vertu de l'article 69 ou 69.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Québec);

m) une demande présentée en vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 6 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Yukon) pour obtenir une ordonnance désignant un émetteur comme ayant cessé d'être émetteur assujéti.

CHAPITRE 3 APERÇU, AUTORITÉ PRINCIPALE ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

Aperçu

5. La présente instruction générale s'applique à toute demande de révocation de l'état d'émetteur assujéti présentée par un déposant dans tous les territoires du Canada dans lequel il est émetteur assujéti. Un émetteur ne peut demander la révocation dans seulement certains de ces territoires.

Voici les types de demandes :

a) l'autorité principale est une autorité sous le régime de passeport et l'émetteur n'est pas émetteur assujéti en Ontario; il s'agit d'une « demande sous le régime de passeport »;

b) l'autorité principale est la CVMO et l'émetteur est également émetteur assujéti dans un territoire sous le régime de passeport; il s'agit également d'une « demande sous le régime de passeport »;

c) l'autorité principale est une autorité sous le régime de passeport et l'émetteur est également émetteur assujéti en Ontario; il s'agit d'une « demande sous régime double »;

Aucune demande en vertu de la présente instruction générale ne peut être combinée avec une demande de dispense en vertu de l'*Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires*.

Demande sous le régime de passeport

6. 1) Le déposant ne dépose sa demande et n'acquiesce les droits qu'auprès de l'autorité principale lorsqu'elle est autorité sous le régime de passeport et que l'émetteur n'est pas émetteur assujéti en Ontario. Seule l'autorité principale examine la demande. La décision de l'autorité principale est réputée avoir automatiquement le même effet dans les territoires de notification.

2) Le déposant ne dépose sa demande de révocation de l'état d'émetteur assujéti et n'acquiesce les droits qu'auprès de la CVMO lorsqu'elle est l'autorité principale et que le déposant souhaite également obtenir une dispense équivalente dans un territoire sous le régime de passeport. Seule la CVMO examine la demande. La décision de la CVMO est réputée avoir automatiquement le même effet dans les territoires de notification.

Demande sous régime double

7. Le déposant dépose sa demande et acquiesce les droits auprès de l'autorité principale et de la CVMO lorsque l'autorité principale est autorité sous le régime de passeport et que l'émetteur est également émetteur assujéti en Ontario. L'autorité principale examine la demande et la CVMO, agissant comme autorité autre que l'autorité principale, coordonne son examen avec celui de l'autorité principale. La décision de l'autorité principale est réputée avoir automatiquement le même effet dans les territoires de notification et fait foi de la décision de la CVMO.

Autorité principale

8. 1) L'autorité principale à l'égard d'une demande visée par la présente instruction générale est désignée conformément aux articles 4C.1 à 4C.4 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*. Le présent article résume ces articles et fournit des indications sur la désignation de l'autorité principale à l'égard d'une demande visée par la présente instruction générale.

2) Pour l'application du présent article, le territoire déterminé est la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick ou la Nouvelle-Écosse.

3) Sous réserve du paragraphe 4 et de l'article 9, l'autorité principale est la suivante :

a) dans le cas d'une demande concernant un fonds d'investissement, l'autorité du territoire dans lequel le siège du gestionnaire de fonds d'investissement est situé;

b) dans le cas d'une demande concernant un émetteur qui n'est pas un fonds d'investissement, l'autorité du territoire dans lequel le siège de l'émetteur est situé.

4) Si le territoire visé au paragraphe 3 n'est pas un territoire déterminé, l'autorité principale à l'égard de la demande est l'autorité du territoire déterminé avec lequel l'émetteur ou, dans le cas d'un fonds d'investissement, le gestionnaire de fonds d'investissement a le rattachement le plus significatif.

5) Les facteurs que le déposant doit prendre en considération pour désigner l'autorité principale à l'égard de la demande en fonction du rattachement le plus significatif sont les suivants, par ordre de prépondérance :

a) le lieu où la direction est située;

b) le lieu où les actifs sont situés et les activités d'exploitation sont exercées;

c) le lieu où la majorité des porteurs ou des clients est située;

d) le lieu où le marché boursier ou le système de cotation et de déclaration d'opérations est situé au Canada.

Changement discrétionnaire d'autorité principale

9. 1) L'autorité principale désignée en vertu de l'article 8 qui estime ne pas être l'autorité principale appropriée consulte d'abord le déposant et l'autorité qu'elle juge plus appropriée. Si toutes les parties s'entendent, la première autorité avise le déposant par écrit de la nouvelle autorité principale et des motifs du changement.

2) Le déposant peut demander un changement discrétionnaire d'autorité principale à l'égard d'une demande dans les cas suivants :

a) le déposant estime que l'autorité principale désignée en vertu de l'article 8 ne convient pas;

b) le siège change de lieu pendant l'étude de la demande;

c) le rattachement le plus significatif à un territoire déterminé change pendant l'étude de la demande;

3) Les autorités ne prévoient changer l'autorité principale que dans des cas exceptionnels.

4) Le déposant devrait présenter sa demande de changement d'autorité principale par écrit à l'autorité principale actuelle et indiquer les motifs de sa demande. L'autorité principale actuelle consulte l'autorité que le déposant juge plus appropriée. Si elles s'entendent, la première avise le déposant par écrit de la nouvelle autorité principale.

Principes généraux

10. 1) L'autorité transmet généralement ses communications au déposant par courrier électronique.

2) La British Columbia Securities Commission autorise les émetteurs assujettis à renoncer à leur état dans certaines circonstances prévues par le *BC Instrument 11-502, Voluntary Surrender of Reporting Issuer Status*. Cependant, seuls les émetteurs qui ne sont émetteurs assujettis qu'en Colombie-Britannique peuvent se prévaloir de cette procédure. Ceux qui souhaitent soumettre une demande en vertu de la présente instruction générale ne peuvent l'utiliser.

Émetteurs assujettis à la législation sur les sociétés par actions de certains territoires

11. La législation sur les sociétés par actions de certains territoires du Canada :

a) contient des dispositions qui s'appliquent à l'émetteur assujetti constitué, prorogé ou issu d'une fusion en vertu de celle-ci;

b) prévoit que l'émetteur assujetti désireux de ne plus être assujetti à ces dispositions doit demander à l'autorité pertinente une décision établissant qu'il n'est plus une société faisant appel public à l'épargne pour l'application de cette législation.

Les émetteurs sont invités à consulter la législation sur les sociétés par actions qui les concerne pour savoir s'ils doivent présenter une demande distincte à l'autorité pertinente afin d'obtenir une décision en vertu de cette législation. Toute décision obtenue en vertu de la présente instruction générale ne vaut que pour l'application de la législation en valeurs mobilières.

Émetteur assujetti dissous

12. 1) L'émetteur assujetti n'a pas à demander la révocation de son état s'il remplit l'une des conditions suivantes :

a) il s'agit d'une société qui a été dissoute en vertu de la législation sur les sociétés applicable;

b) il s'agit d'une société en commandite qui a été dissoute en vertu de la législation sur les sociétés en commandite applicable;

c) il s'agit d'une fiducie qui s'est éteinte conformément à la déclaration de fiducie;

d) il s'agit d'un autre type d'entreprise qui a été dissoute en vertu de la loi applicable la régissant ou de tout autre document constitutif.

2) Dans chaque cas, il suffit qu'un mandataire dépose un document attestant la dissolution ou l'extinction auprès de l'autorité de chaque territoire dans lequel l'émetteur était émetteur assujetti.

3) Pour une société par actions, une copie du certificat et des statuts de dissolution constitue une preuve suffisante.

4) Pour une société en commandite, une preuve suffisante comprend généralement :

a) une copie de la déclaration de dissolution ou de tout document semblable déposé en vertu de la loi sur les sociétés en commandite applicable;

b) une déclaration écrite du commandité relative à la date de prise d'effet de la dissolution en vertu de la loi sur les sociétés en commandite applicable.

5) Pour une fiducie, une preuve suffisante comprend généralement :

a) une copie de la résolution autorisant l'extinction de la fiducie;

b) un rapport des résultats des votes indiquant l'adoption de la résolution;

c) une déclaration écrite selon laquelle la fiducie n'existe plus (une telle déclaration peut être fournie par un mandataire ou d'anciens fiduciaires ou dirigeants);

d) une copie de l'avis de modification de la structure de l'entreprise déposé en vertu de l'article 4.9 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* ou une copie de l'avis de modification de structure juridique déposé en vertu de l'article 2.10 du *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement*;

e) la preuve, notamment une copie d'un communiqué ou une déclaration écrite d'un mandataire, qu'aucun titre n'est en circulation ni négocié sur un marché ni au moyen d'aucun autre mécanisme permettant aux acheteurs et aux vendeurs de titres de se rencontrer et par lequel des données de négociation sont rendues publiques.

6) L'émetteur qui entreprend des démarches de dissolution mais qui est toujours en activité demeure émetteur assujéti en l'absence d'une décision contraire.

Émetteur assujéti dans un seul territoire

13. L'émetteur qui n'est émetteur assujéti que dans un territoire peut demander une décision locale de révocation de son état. La demande est traitée de façon locale et non en vertu de la présente instruction générale, mais l'autorité du territoire applique généralement les principes énoncés aux présentes.

La British Columbia Securities Commission autorise les émetteurs qui ne sont émetteurs assujétis qu'en Colombie-Britannique à renoncer à leur état dans certaines circonstances prévues par le *BC Instrument 11-502, Voluntary Surrender of Reporting Issuer Status*.

Restrictions à la revente

14. Pour les demandes déposées selon la procédure modifiée ou la procédure relative aux autres demandes décrite à l'article 21, le déposant devrait déterminer si les titres de l'émetteur font l'objet de restrictions à la revente en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable parce que son état d'émetteur assujéti a été révoqué.

Si l'émetteur a placé des titres auprès de porteurs canadiens en vertu de certaines dispenses de prospectus, mais qu'il n'est plus émetteur assujéti, ces porteurs ne peuvent plus se prévaloir des dispositions sur la revente des articles 2.5 et 2.6 du *Règlement 45-102 sur la revente de titres* pour vendre leurs titres.

L'émetteur devrait indiquer dans sa demande ce qu'il a fait pour vérifier si les porteurs canadiens ont souscrit des titres sous le régime d'une dispense de prospectus et les détiennent encore. Il devrait préciser s'ils pourront se prévaloir de l'article 2.14 ou de toute autre disposition du *Règlement 45-102 sur la revente de titres* pour vendre leurs titres après la révocation de son état d'émetteur assujéti.

Si les porteurs canadiens ne pourront pas invoquer le *Règlement 45-102 sur la revente de titres* après la révocation, l'émetteur devrait indiquer dans sa demande s'il compte déposer une demande de dispense distincte en vertu de l'*Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires* pour que la vente soit autorisée.

CHAPITRE 4 DÉPÔTS PRÉALABLES

Observations générales

15. 1) Le déposant devrait faire un dépôt préalable suffisamment longtemps avant la demande pour éviter tout retard dans le traitement de celle-ci.

2) En règle générale, le déposant ne devrait faire de dépôt préalable que si sa demande soulève une nouvelle question de fond ou de principe.

3) L'autorité principale traite tout dépôt préalable dans la confidentialité, sous les réserves suivantes :

a) elle peut fournir des copies ou une description du dépôt préalable à d'autres autorités à des fins de discussion;

b) elle peut être tenue de divulguer le dépôt préalable en vertu de la législation sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels.

Procédure relative au dépôt préalable concernant une demande sous le régime de passeport

16. Le déposant devrait faire tout dépôt préalable concernant une demande sous le régime de passeport en adressant une lettre à l'autorité principale et suivre la procédure suivante :

a) désigner dans le dépôt préalable l'autorité principale à l'égard de la demande et y indiquer chaque territoire sous le régime de passeport à l'égard duquel il entend donner l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4C.5 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*;

b) ne faire le dépôt préalable qu'auprès de l'autorité principale.

Procédure relative au dépôt préalable concernant une demande sous régime double

17. 1) Le déposant qui fait un dépôt préalable concernant une demande sous régime double devrait y désigner l'autorité principale et y indiquer chaque territoire sous le régime de passeport à l'égard duquel il entend donner l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4C.5 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* ainsi que l'Ontario.

2) Le déposant devrait faire le dépôt préalable auprès de l'autorité principale et de la CVMO.

3) L'autorité principale prend des dispositions avec la CVMO pour discuter du dépôt préalable dans un délai de 7 jours ouvrables ou dès que possible après qu'il a été reçu.

Information fournie dans une demande connexe

18. Le déposant devrait inclure ce qui suit dans la demande faisant suite à un dépôt préalable :

a) une description de l'objet du dépôt préalable et de la position prise par l'autorité principale;

b) toute autre position proposée par une autorité autre que l'autorité principale qui participait aux discussions et qui était en désaccord avec l'autorité principale.

CHAPITRE 5 TYPES DE PROCÉDURES DE DEMANDE

Procédure simplifiée

19. La procédure simplifiée est ouverte au déposant qui demande la révocation de l'état d'émetteur assujéti dans chaque territoire du Canada dans lequel il est émetteur assujéti et qui répond à tous les critères suivants :

a) il n'est pas émetteur assujéti du marché de gré à gré en vertu du *Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains*;

b) ses titres en circulation, y compris les titres de créance, sont détenus en propriété véritable, directement ou indirectement, par moins de 15 porteurs dans chacun des territoires du Canada et moins de 51 porteurs au total à l'échelle mondiale;

c) aucun de ses titres, y compris les titres de créance, n'est négocié, au Canada ou à l'étranger, sur un marché ni au moyen d'aucun autre mécanisme permettant aux acheteurs et aux vendeurs de titres de se rencontrer et par lequel des données de négociation sont rendues publiques;

d) il ne contrevient à la législation en valeurs mobilières d'aucun territoire.

Procédure modifiée

20. 1) Un émetteur assujéti constitué en vertu des lois d'un territoire étranger peut présenter une demande selon la procédure modifiée s'il répond aux critères suivants :

a) il dépose les documents d'information continue en vertu des lois américaines sur les valeurs mobilières et ses titres sont inscrits à la cote d'une bourse américaine;

b) il est en mesure de faire une déclaration selon laquelle les résidents canadiens :

i) n'ont pas la propriété véritable, directement ou indirectement, de plus de 2 % de chaque catégorie ou série de titres en circulation de l'émetteur (y compris les titres de créance) à l'échelle mondiale;

ii) ne constituent pas, directement ou indirectement, plus de 2 % du nombre total de porteurs de l'émetteur à l'échelle mondiale;

c) dans les 12 mois précédant la demande de révocation, l'émetteur n'a entrepris aucune démarche suggérant l'existence d'un marché pour ses titres au Canada, par exemple la réalisation d'un placement au moyen d'un prospectus au Canada, l'établissement ou le maintien d'une inscription sur une bourse au Canada ou la négociation de ses titres au Canada sur un marché ou tout autre mécanisme permettant aux acheteurs et aux vendeurs de se rencontrer et par lequel des données de négociation sont rendues publiques.

Si l'émetteur n'est pas en mesure de respecter le délai de 12 mois parce que ses titres ont très récemment été, au Canada, radiés de la cote d'une bourse ou retirés de la négociation sur un marché ou un autre mécanisme permettant aux acheteurs et aux vendeurs de se rencontrer et par lequel des données de négociation sont rendues publiques, le personnel des ACVM peut toutefois recommander de révoquer son état d'émetteur assujéti si l'émetteur peut démontrer ce qui suit :

i) avant la radiation de la cote ou le retrait de la négociation, il n'a attiré qu'un nombre *de minimis* d'investisseurs canadiens; plus particulièrement, le volume moyen quotidien d'opérations sur ses titres au Canada au cours des 12 mois précédant la radiation ou le retrait était inférieur à 2 % du volume moyen quotidien d'opérations sur ses titres à l'échelle mondiale au cours de cette période;

ii) il n'a entrepris aucune autre démarche suggérant l'existence d'un marché pour ses titres au Canada;

d) au moyen d'un communiqué, il avise au préalable les porteurs résidant au Canada qu'il a demandé la révocation de l'état d'émetteur assujéti dans tous les territoires du Canada dans lesquels il est émetteur assujéti et que, s'il obtient cette décision, il ne sera plus émetteur assujéti dans aucun territoire du Canada; le cas échéant, le communiqué devrait aussi indiquer que certains titres en circulation de l'émetteur pourraient faire l'objet de restrictions à la revente; un délai suffisant devrait s'écouler entre la publication du communiqué et le prononcé de la décision pour donner aux porteurs la possibilité de s'opposer à celle-ci;

e) il s'engage à transmettre simultanément à ses porteurs canadiens toute information qu'il est tenu de transmettre aux porteurs américains en vertu des lois américaines en valeurs mobilières ou des obligations des bourses américaines.

2) La déclaration visée au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 devrait être sans réserve et ne pas se limiter à ce dont l'émetteur a connaissance, à moins que ce dernier puisse pleinement démontrer qu'il a mené une enquête diligente pour étayer sa déclaration et donne les motifs pour lesquels il n'est pas en mesure de faire une déclaration sans réserve. Le personnel des ACVM reconnaît que certains émetteurs éprouvent des difficultés à faire des déclarations sur les résidents canadiens qui ont la propriété véritable de leurs titres. Cependant, de manière générale, il ne recommande pas la révocation si l'émetteur ne respecte pas le plafond de 2 % prévu au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1.

3) L'émetteur non américain constitué en vertu des lois d'un territoire étranger peut également demander une décision selon la procédure modifiée s'il remplit les conditions suivantes :

a) il est inscrit à la cote d'une grande bourse étrangère et respecte le plafond de 2 % visé au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1;

b) il prouve que ses porteurs canadiens recevront l'information continue adéquate en vertu des lois étrangères sur les valeurs mobilières ou des obligations de la bourse étrangère.

Procédure relative aux autres demandes

21. L'émetteur qui ne répond pas aux critères de l'article 19 ou 20 peut faire une demande en vertu de la présente instruction générale. Il devrait expliquer clairement dans sa demande les raisons pour lesquelles il ne répond pas aux critères de l'un ou l'autre article, selon le cas, et indiquer les motifs pour lesquels l'autorité principale, et la CVMO, dans le cas d'une demande sous régime double, devrait rendre la décision.

Il peut s'agir d'un émetteur qui a réalisé une opération de fermeture et qui répondrait aux critères de l'article 19 s'il ne contrevenait pas à la législation en valeurs mobilières parce qu'il n'a pas déposé les états financiers exigés après l'opération.

Il importe toutefois que les déposants comprennent qu'à moins qu'ils ne fassent valoir une décision antérieure portant précisément sur la question, le personnel des ACVM considère que toute demande déposée en vertu du présent article est nouvelle. Le traitement de ce type de demande peut demander plus de temps et les déposants peuvent ne pas obtenir le résultat souhaité.

CHAPITRE 6 DÉPÔT DE DOCUMENTS

Choix de déposer la demande en vertu de l'instruction générale et désignation de l'autorité principale

22. 1) Dans sa demande, le déposant devrait indiquer qu'il dépose une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double conformément à la présente instruction générale et désigner son autorité principale à l'égard de la demande.

2) Le déposant devrait déposer sa demande suffisamment longtemps avant toute échéance pour que le personnel ait le temps de l'examiner et de faire ses recommandations en vue d'une décision.

3) Le déposant qui souhaite obtenir une décision au Québec devrait déposer la version française du projet de décision lorsque l'AMF agit à titre d'autorité principale.

Documents à déposer avec une demande selon la procédure simplifiée

23. 1) Dans le cas d'une demande sous le régime de passeport selon la procédure simplifiée, le déposant devrait payer à l'autorité principale les droits exigibles dans le territoire principal en vertu de la législation en valeurs mobilières de cette autorité et déposer uniquement auprès d'elle les documents suivants :

a) une demande écrite établie conformément au modèle de lettre prévu à l'Appendice 1 dans laquelle le déposant :

- i) indique que la demande est faite selon la procédure simplifiée;
- ii) indique le motif de la désignation de l'autorité principale en vertu de l'article 8;
- iii) indique si une demande connexe a été déposée dans un ou plusieurs territoires et précise les raisons du dépôt de cette demande ainsi que l'autorité principale à l'égard de celle-ci;
- iv) donne avis des territoires sous le régime de passeport autres que le territoire principal à l'égard desquels l'article 4C.5 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* est invoqué;
- v) présente toute requête de confidentialité;
- vi) inclut des déclarations confirmant qu'il répond à tous les critères de l'article 19;
- vii) inclut une déclaration autorisant le dépôt de la demande et attestant la véracité des faits exposés dans la demande;

b) un projet de décision établi conformément à l'Annexe A qui contient des déclarations confirmant que l'émetteur répond aux 4 critères de l'article 19.

2) Dans le cas d'une demande sous régime double selon la procédure simplifiée, le déposant devrait payer à l'autorité principale et à la CVMO les droits exigibles en vertu de leur législation en valeurs mobilières et déposer auprès d'elles les documents suivants :

a) une demande écrite établie conformément au modèle de lettre prévu à l'Appendice 2 dans laquelle le déposant :

- i) indique que la demande est faite selon la procédure simplifiée;
- ii) indique le motif de la désignation de l'autorité principale en vertu de l'article 8;
- iii) indique si une demande connexe a été déposée dans un ou plusieurs territoires et précise les raisons du dépôt de cette demande ainsi que l'autorité principale à l'égard de celle-ci;
- iv) donne avis des territoires sous le régime de passeport autres que le territoire principal à l'égard desquels l'article 4C.5 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* est invoqué;
- v) présente toute requête de confidentialité;
- vi) formule toute demande d'abrègement du délai d'examen (voir le paragraphe 3 de l'article 32) ou du délai de signification de la participation (voir le paragraphe 4 de l'article 34) ainsi que les motifs à l'appui;
- vii) inclut des déclarations confirmant qu'il répond à tous les critères de l'article 19;
- viii) inclut une déclaration autorisant le dépôt de la demande et attestant la véracité des faits exposés dans la demande;

b) un projet de décision établi conformément à l'Annexe B qui contient des déclarations confirmant que l'émetteur répond aux 4 critères de l'article 19.

3) Si l'émetteur s'apprête à réaliser une opération de fermeture au terme de laquelle il souhaitera obtenir la révocation de l'état d'émetteur assujéti, il peut, avant de réaliser cette opération, faire une demande de dispense selon la procédure simplifiée prévue dans la présente instruction générale. L'autorité principale ne pourra rendre de décision tant que l'opération ne sera pas réalisée et que l'émetteur n'aura pas déclaré qu'il répond à tous les critères pour se prévaloir de la procédure simplifiée.

4) Lorsque l'émetteur a échangé ses titres avec une autre partie (ou avec les porteurs de cette partie) dans le cadre d'une entente ou d'une procédure légale, il devrait établir si cette partie à l'opération est devenue ou deviendra émetteur assujéti à la suite de l'échange. Le cas échéant, il devrait communiquer le nom de la partie dans sa demande ainsi que les territoires dans lesquels elle deviendra ou est devenue émetteur assujéti et fournir un résumé de l'entente ou de la procédure et des parties concernées.

Documents à déposer avec une demande selon la procédure modifiée

24. 1) Dans le cas d'une demande sous le régime de passeport selon la procédure modifiée, le déposant devrait payer à l'autorité principale les droits exigibles dans le territoire principal en vertu de la législation en valeurs mobilières de cette autorité et déposer uniquement auprès d'elle les documents suivants :

- a) une demande écrite dans laquelle le déposant :
 - i) indique que la demande est faite selon la procédure modifiée;
 - ii) indique le motif de la désignation de l'autorité principale en vertu de l'article 8;
 - iii) indique si une demande connexe a été déposée dans un ou plusieurs territoires et précise les raisons du dépôt de cette demande ainsi que l'autorité principale à l'égard de celle-ci;
 - iv) fournit, pour tout dépôt préalable connexe, l'information visée à l'article 18;
 - v) donne avis des territoires sous le régime de passeport autres que le territoire principal à l'égard desquels l'article 4C.5 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* est invoqué;
 - vi) présente toute requête de confidentialité;
 - vii) indique la façon dont il répond à chaque critère de l'article 20;
 - viii) indique la façon dont il a traité ou compte traiter les questions de revente visées à l'article 14;
 - ix) fait renvoi aux décisions antérieures de l'autorité principale ou d'autres autorités qui justifieraient la révocation ou indique que la demande est nouvelle;
 - x) inclut une déclaration autorisant le dépôt de la demande et attestant la véracité des faits exposés dans la demande;
 - xi) déclare qu'il ne contrevient à la législation en valeurs mobilières d'aucun territoire ou, dans le cas contraire, précise la nature de la contravention;
- b) les documents justificatifs;
- c) un projet de décision établi conformément à l'Annexe C qui explique la façon dont l'émetteur répond à chaque critère de l'article 20 et indique qu'il ne contrevient à la législation en valeurs mobilières d'aucun territoire ou, dans le cas contraire, précise la nature de la contravention.

2) Dans le cas d'une demande sous régime double selon la procédure modifiée, le déposant devrait payer à l'autorité principale et à la CVMO les droits exigibles en vertu de leur législation en valeurs mobilières et déposer auprès d'elles les documents suivants :

- a) une demande écrite dans laquelle le déposant :
 - i) indique que la demande est faite selon la procédure modifiée;
 - ii) indique le motif de la désignation de l'autorité principale en vertu de l'article 8;
 - iii) indique si une demande connexe a été déposée dans un ou plusieurs territoires et précise les raisons du dépôt de cette demande ainsi que l'autorité principale à l'égard de celle-ci;
 - iv) fournit, pour tout dépôt préalable connexe, l'information visée à l'article 18;
 - v) donne avis des territoires sous le régime de passeport autres que le territoire principal à l'égard desquels l'article 4C.5 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* est invoqué;
 - vi) présente toute requête de confidentialité;
 - vii) formule toute demande d'abrègement du délai d'examen (voir le paragraphe 3 de l'article 32) ou du délai de signification de la participation (voir le paragraphe 4 de l'article 34) ainsi que les motifs à l'appui;
 - viii) indique la façon dont il répond à chaque critère de l'article 20;
 - ix) indique la façon dont il a traité ou compte traiter les questions de revente visées à l'article 14;
 - x) fait renvoi aux décisions antérieures de l'autorité principale ou d'autres autorités qui justifieraient la révocation ou indique que la demande est nouvelle;
 - xi) inclut une déclaration autorisant le dépôt de la demande et attestant la véracité des faits exposés dans la demande;
 - xii) déclare qu'il ne contrevient à la législation en valeurs mobilières d'aucun territoire ou, dans le cas contraire, précise la nature de la contravention;
- b) les documents justificatifs;
- c) un projet de décision établi conformément à l'Annexe D qui explique la façon dont l'émetteur répond à chaque critère de l'article 20 et indique qu'il ne contrevient à la législation en valeurs mobilières d'aucun territoire ou, dans le cas contraire, précise la nature de la contravention.

3) La demande déposée en vertu du présent article devrait décrire les mesures de contrôle diligent que le déposant a prises pour vérifier :

- a) le nombre de titres de chaque catégorie ou série de titres de l'émetteur dont des résidents du Canada ont, directement ou indirectement, la propriété véritable;
- b) le nombre de porteurs de titres de l'émetteur qui résident au Canada.

L'émetteur qui a des certificats américains d'actions étrangères, des actions américaines représentatives d'actions étrangères ou des certificats internationaux d'actions étrangères devrait tenir compte du nombre d'actions qu'ils représentent pour déterminer s'il respecte le plafond de 2 %.

4) Les mesures de contrôle diligent visées au paragraphe 3 comprennent normalement ce qui suit :

a) lorsqu'un porteur inscrit de titres de l'émetteur est un dépositaire ou un intermédiaire situé au Canada, des procédures analogues à celles prévues par le *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti* pour obtenir les renseignements sur la propriété véritable;

b) lorsqu'un porteur inscrit de titres de l'émetteur assujetti est un dépositaire ou un intermédiaire situé dans un territoire étranger, des procédures analogues à celles indiquées dans le *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*, s'il est raisonnable de s'attendre à ce que le dépositaire ou l'intermédiaire détienne des titres de l'émetteur dont les propriétaires directs ou véritables sont résidents du Canada.

Par exemple, si les titres de l'émetteur sont négociés dans un territoire étranger sur un marché ou un autre mécanisme permettant aux acheteurs et aux vendeurs de titres de se rencontrer et par lequel des données de négociation sont rendues publiques, des renseignements analogues devraient être demandés aux dépositaires ou aux intermédiaires du territoire visé s'il est raisonnable de s'attendre à ce que des résidents du Canada aient acheté des titres de l'émetteur sur ce marché ou mécanisme.

De même, il convient de demander à tout intermédiaire dans un territoire étranger qui fait partie du même groupe qu'un intermédiaire canadien et qui détient des titres de l'émetteur dans un territoire étranger s'il les détient pour le compte de résidents du Canada.

Documents à déposer avec les autres demandes

25. L'émetteur visé à l'article 21 devrait déposer les documents indiqués à l'article 24. Dans sa demande, au lieu d'indiquer la façon dont il répond aux critères de la procédure modifiée, il devrait expliquer les raisons pour lesquelles il ne répond pas aux critères de l'article 19 ou 20, selon le cas, et indiquer les motifs pour lesquels les autorités devraient rendre la décision.

Requête de confidentialité

26. 1) Le déposant qui requiert la confidentialité de la demande et des documents justificatifs pendant l'examen de la demande devrait fournir une raison valable comme fondement de sa requête.

2) Il est peu probable que le personnel des ACVM recommande qu'une décision demeure confidentielle après sa date d'effet. Cependant, le déposant qui requiert le maintien de la confidentialité de la demande, des documents justificatifs ou de la décision au-delà de cette date devrait présenter sa requête de confidentialité sous une rubrique distincte de la demande et acquitter les droits exigibles, le cas échéant :

a) dans le territoire principal, s'il fait une demande sous le régime de passeport;

b) dans le territoire principal et en Ontario, s'il fait une demande sous régime double;

3) Toute requête de confidentialité devrait exposer en quoi elle est raisonnable dans les circonstances et ne porte pas préjudice à l'intérêt public et indiquer la date à laquelle la décision accordant la confidentialité expirerait.

4) Les communications relatives aux requêtes de confidentialité se font normalement par courrier électronique. Si le déposant a des réserves sur ce mode de communication, il peut préciser dans sa demande qu'il souhaite que toutes les communications soient faites par téléphone.

Dépôt

27. 1) Sous réserve des paragraphes 3 et 4, le déposant devrait transmettre les documents de demande sur papier et en format électronique, accompagnés des droits exigibles :

a) à l'autorité principale, dans le cas d'une demande sous le régime de passeport;

b) à l'autorité principale et à la CVMO, dans le cas d'une demande sous régime double;

2) Le déposant devrait également fournir une copie électronique des documents de demande, y compris le projet de décision, par courrier électronique. Dans le cas d'une demande sous régime double, le dépôt simultané auprès de l'autorité principale et de la CVMO permet à ces autorités de traiter la demande dans les meilleurs délais.

3) En Colombie-Britannique, un système de dépôt électronique permet de déposer les demandes et d'en faire le suivi. Les déposants devraient déposer leur demande en Colombie-Britannique au moyen de ce système plutôt que par courrier électronique.

4) En Ontario, un système électronique permet de déposer les demandes. Les déposants devraient déposer leur demande en Ontario au moyen de ce système plutôt que par courrier électronique.

5) Les déposants devraient transmettre tout dépôt préalable et tout document de demande par courrier électronique (ou au moyen du système électronique en Colombie-Britannique et en Ontario) aux adresses suivantes :

Colombie-Britannique	www.bcsc.bc.ca (cliquer sur « BCSC e-services » et suivre les indications)
Alberta	legalapplications@asc.ca
Saskatchewan	exemptions@gov.sk.ca
Manitoba	exemptions.msc@gov.mb.ca
Ontario	www.osc.gov.on.ca/filings (suivre les étapes de dépôt des demandes)
Québec	dispenses-passeport@lautorite.qc.ca
Nouveau-Brunswick	passport-passeport@fcnb.ca
Nouvelle-Écosse	nsscexemptions@novascotia.ca

Documents incomplets ou non conformes

28. Si les documents du déposant sont incomplets ou non conformes, l'autorité principale peut lui demander de déposer une demande modifiée, ce qui risque de retarder l'examen de la demande.

Accusé de réception du dépôt

29. À la réception d'une demande complète, l'autorité principale transmet au déposant un accusé de réception. Dans le cas d'une demande sous régime double, l'autorité principale transmet une copie de l'accusé de réception à la CVMO. L'accusé de réception indique le nom, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de la personne qui examine la demande et, dans le cas d'une demande sous régime double, l'échéance du délai d'examen prévu au paragraphe 3 de l'article 32.

Retrait ou abandon de la demande

30. 1) Le déposant qui décide de retirer sa demande au cours de l'examen doit en aviser l'autorité principale ainsi que, dans le cas d'une demande sous régime double, la CVMO, et fournir une explication.

2) Si l'autorité principale détermine, au cours de l'examen, que le déposant a abandonné la demande, elle l'avise que la mention « abandonnée » y sera apposée. Dans ce cas, l'autorité principale ferme le dossier, à moins que le déposant ne lui fournisse par écrit dans un délai de dix jours ouvrables des raisons acceptables de ne pas le fermer. Si le déposant omet de le faire, l'autorité principale l'avise, ainsi que, dans le cas d'une demande sous régime double, la CVMO, de la fermeture du dossier.

CHAPITRE 7 EXAMEN DES DOCUMENTS

Examen des demandes sous le régime de passeport

31. 1) L'autorité principale examine toute demande sous le régime de passeport conformément à sa législation en valeurs mobilières et à ses directives en valeurs mobilières, selon ses procédures d'examen et d'analyse et compte tenu des précédents.

2) Le déposant ne traite qu'avec l'autorité principale, qui lui transmet des observations et recueille ses réponses.

Examen et traitement des demandes sous régime double

32. 1) L'autorité principale examine toute demande sous régime double conformément à sa législation en valeurs mobilières et à ses directives en valeurs mobilières, selon ses procédures d'examen et d'analyse et compte tenu des précédents. Elle prend en considération les observations de la CVMO.

2) De manière générale, le déposant ne traite qu'avec l'autorité principale, qui a la responsabilité de lui transmettre des observations après avoir étudié celles de la CVMO et conclu son examen. L'autorité principale peut cependant, dans des circonstances exceptionnelles, adresser le déposant à la CVMO.

3) La CVMO dispose d'un délai de 7 jours ouvrables suivant la réception de l'accusé de réception visé à l'article 29 pour examiner la demande. L'autorité principale peut abréger le délai d'examen dans des circonstances exceptionnelles, si le déposant a déposé la demande sous régime double simultanément auprès de la CVMO et démontre qu'il est nécessaire et raisonnable dans les circonstances d'y porter une attention immédiate.

4) À moins que le déposant ne fournisse des raisons probantes pour lesquelles il n'a pas amorcé la procédure de demande plus tôt, l'autorité principale considère que les circonstances suivantes ne sont pas exceptionnelles :

a) la clôture récente d'une offre publique d'achat, l'adoption récente d'un plan d'arrangement ou la conclusion récente d'une opération analogue à l'issue de laquelle l'émetteur est habilité à une demande;

b) l'échéance prochaine du délai de dépôt d'un document d'information continue qui entraînerait un manquement de l'émetteur à la législation en valeurs mobilières si la décision de révocation de l'état d'émetteur assujetti n'était pas rendue avant l'échéance;

c) une date prochaine à laquelle l'état d'émetteur assujetti doit avoir été révoqué pour des raisons légales, fiscales ou commerciales;

d) toute autre situation où le déposant avait connaissance d'une échéance avant le dépôt de la demande et aurait pu déposer la demande plus tôt.

Le personnel tente dans la mesure du possible de composer avec les dates des opérations. Toutefois, le déposant qui compte effectuer des opérations dont les délais sont critiques devrait prévoir dans son échéancier le temps nécessaire aux approbations réglementaires.

Le fait qu'une demande est de nature courante selon le déposant ne saurait constituer une raison probante pour solliciter l'abrègement du délai.

5) Le déposant devrait fournir dans sa demande suffisamment d'information pour permettre au personnel de déterminer la vitesse à laquelle il convient de la traiter. Par exemple, si le déposant doit honorer certains engagements avant une date donnée et obtenir l'opinion du personnel ou une décision de révocation de l'état d'émetteur assujéti avant cette échéance, il devrait expliquer les raisons pour lesquelles il lui faut l'opinion ou la décision avant cette date et indiquer ces contraintes de temps dans sa demande.

6) Dans le cas d'une demande sous régime double, la CVMO avise l'autorité principale, avant l'échéance du délai d'examen, de toute question de fond qui, si elle n'était pas résolue, amènerait son personnel à lui recommander de ne pas rendre la décision. L'autorité principale peut considérer que la CVMO n'a pas d'observations sur la demande si elle ne lui en a pas fait parvenir avant la fin du délai d'examen.

CHAPITRE 8 PROCESSUS DÉCISIONNEL

Demande sous le régime de passeport

33. 1) À l'issue de l'examen, l'autorité principale peut rendre la décision souhaitée dans une demande sous le régime de passeport, compte tenu de la recommandation de son personnel.

2) Si l'autorité principale n'est pas disposée à rendre la décision sur le fondement des informations qui lui ont été présentées, elle en avise le déposant.

3) Le déposant qui reçoit l'avis prévu au paragraphe 2 peut demander à comparaître devant l'autorité principale pour lui présenter des observations si cette procédure est prévue dans le territoire principal.

Demande sous régime double

34. 1) À l'issue de l'examen, l'autorité principale peut rendre la décision souhaitée dans une demande sous régime double, compte tenu de la recommandation de son personnel, et communique immédiatement sa décision à la CVMO.

2) Dans le cas d'une demande sous régime double, la CVMO dispose d'un délai de 5 jours ouvrables suivant la réception de la décision de l'autorité principale pour confirmer ce qui suit :

a) elle a rendu la même décision que l'autorité principale et participe à la décision;

b) elle ne rendra pas la même décision que l'autorité principale.

3) L'autorité principale considère que, si la CVMO garde le silence, elle ne rendra pas la même décision.

4) L'autorité principale peut demander à la CVMO, sans toutefois l'exiger, d'abrèger le délai de signification de la participation, si le déposant démontre que l'abrègement est nécessaire et raisonnable dans les circonstances. Dans certaines circonstances, l'abrègement est impossible. Par exemple, certains types de décisions sont de la compétence exclusive d'un comité de la CVMO qui se réunit selon un calendrier déterminé.

5) L'autorité principale n'envoie au déposant la décision rendue sur une demande sous régime double qu'à la réception de la confirmation de la CVMO prévue au sous-paragraphe a du paragraphe 2. Si la CVMO ne donne pas la confirmation, l'autorité principale avise le déposant que ni elle ni la CVMO ne rendra la décision souhaitée.

6) Si l'autorité principale n'est pas disposée à rendre la décision sur le fondement des informations qui lui ont été présentées, elle en avise le déposant et la CVMO.

7) Le déposant qui reçoit l'avis prévu au paragraphe 6 peut demander à comparaître devant l'autorité principale pour lui présenter des observations si cette procédure est prévue dans le territoire principal. L'autorité principale peut tenir une audience seule ou conjointement ou en parallèle avec la CVMO.

CHAPITRE 9 DÉCISION

Effet de la décision rendue sur une demande sous le régime de passeport

35. 1) Dans le cas d'une demande sous le régime de passeport, la révocation de l'état d'émetteur assujéti est la décision de l'autorité principale. En vertu du paragraphe 1 de l'article 4C.5 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*, l'émetteur est réputé ne plus être émetteur assujéti dans tous les territoires de notification dès que la décision est rendue sur la demande.

2) La décision de l'autorité principale prend effet dans tous les territoires de notification à la date qu'elle porte, même si l'autorité de ces territoires est fermée à cette date.

Effet de la décision rendue sur une demande sous régime double

36. Dans le cas d'une demande sous régime double, la révocation de l'état d'émetteur assujéti est la décision de l'autorité principale. En vertu du paragraphe 1 de l'article 4C.5 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*, l'émetteur est réputé ne plus être émetteur assujéti dans tous les territoires de notification dès que la décision est rendue sur la demande. La décision de l'autorité principale sur une demande sous régime double fait également foi de la décision de la CVMO, si cette dernière a donné la confirmation prévue au sous-paragraphe a du paragraphe 2 de l'article 34.

Liste des territoires autres que le territoire principal

37. 1) Pour des raisons pratiques, la décision de l'autorité principale sur une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double mentionne les territoires de notification, mais le déposant a la responsabilité de donner l'avis prescrit concernant chaque territoire à l'égard duquel il compte se prévaloir de l'article 4C.5 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*. Il doit donner l'avis pour chaque territoire du Canada dans lequel l'émetteur est émetteur assujéti.

2) La décision de l'autorité principale sur une demande sous régime double indique explicitement qu'elle énonce la décision de la CVMO et qu'elle en fait foi.

Forme de la décision

38. Toute décision rendue en vertu de la présente instruction générale est établie conformément aux annexes suivantes :

a) Annexe A, *Forme de la décision relative à une demande sous le régime de passeport selon la procédure simplifiée;*

b) Annexe B, *Forme de la décision relative à une demande sous régime double selon la procédure simplifiée;*

c) Annexe C, *Forme de la décision relative à une demande sous le régime de passeport selon la procédure modifiée;*

d) Annexe D, *Forme de la décision relative à une demande sous régime double selon la procédure modifiée;*

e) Annexe E, *Forme de la décision relative à une demande sous le régime de passeport visant à obtenir une décision pour les autres demandes;*

f) Annexe F, *Forme de la décision relative à une demande sous régime double visant à obtenir une décision pour les autres de demandes.*

Prononcé de la décision

39. Dans le cas d'une demande sous régime double, l'autorité principale transmet la décision au déposant et à la CVMO.

CHAPITRE 10 DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

Dispositions transitoires

40. 1) La procédure d'examen coordonné prévue dans l'*Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires* continuera de s'appliquer aux demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti présentées conformément à cette procédure dans plusieurs territoires avant le 23 juin 2016.

2) La procédure d'examen coordonné visée sous la rubrique « Procédure simplifiée » de l'*Avis 12-307 du personnel des ACVM, Demandes de décision établissant que l'émetteur n'est pas émetteur assujetti* continuera de s'appliquer aux demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti présentées conformément à cette procédure dans plusieurs territoires avant le 23 juin 2016.

Date de prise d'effet

41. La présente instruction générale prend effet le 23 juin 2016.

ANNEXE A
FORME DE LA DÉCISION RELATIVE À UNE DEMANDE SOUS LE RÉGIME DE
PASSEPORT SELON LA PROCÉDURE SIMPLIFIÉE

[Référence : *[référence neutre]*]

[*Date de la décision*]]

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières [de/du]
[nom du territoire principal] (le « territoire »)

et

Dans l'affaire du
traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti

et

Dans l'affaire de
[nom de l'émetteur] (le « déposant »)

Décision

Contexte

L'autorité principale du territoire a reçu du déposant une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire de l'autorité principale (la « législation ») révoquant son état d'émetteur assujetti dans tous les territoires du Canada dans lesquels il est émetteur assujetti (la « décision souhaitée »).

Dans le cadre du traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti (demandes sous le régime de passeport) :

- a) *[nom de l'autorité principale]* est l'autorité principale à l'égard de la présente demande;
- b) le déposant a donné avis qu'il entend se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4C.5 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») dans les territoires suivants : *[noms des territoires autres que le territoire principal en vertu du régime de passeport]*;

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions*[,] [et] le Règlement 11-102 [et le *Règlement 14-501Q sur les définitions* (lorsque l'Autorité des marchés financiers est l'autorité principale)] ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition.

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du déposant :

1. il n'est pas émetteur assujetti du marché de gré à gré en vertu du *Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains*;
2. ses titres en circulation, y compris les titres de créance, sont détenus en propriété véritable, directement ou indirectement, par moins de 15 porteurs dans chacun des territoires du Canada et moins de 51 porteurs au total à l'échelle mondiale;
3. aucun de ses titres, y compris les titres de créance, n'est négocié, au Canada ou à l'étranger, sur un marché au sens du *Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché*, ni au moyen d'aucun autre mécanisme permettant aux acheteurs et aux vendeurs de titres de se rencontrer et par lequel des données de négociation sont rendues publiques;
4. il demande la révocation de son état d'émetteur assujetti dans tous les territoires du Canada dans lesquels il est émetteur assujetti;

5. il ne contrevient à la législation en valeurs mobilières d'aucun territoire.

Décision

L'autorité principale estime que la décision respecte les critères prévus par la législation qui lui permettent de la rendre.

La décision de l'autorité principale en vertu de la législation est de rendre la décision souhaitée.

(Nom du signataire pour l'autorité principale)

(Titre)

(Nom de l'autorité principale)

(justifier la signature)

ANNEXE B
FORME DE LA DÉCISION RELATIVE À UNE DEMANDE SOUS RÉGIME
DOUBLE SELON LA PROCÉDURE SIMPLIFIÉE

[Référence : *[référence neutre]*]

[*Date de la décision*]]

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières [de/du]
[nom du territoire principal] et de l'Ontario (les « territoires »)

et

Dans l'affaire du
traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti

et

Dans l'affaire de
[nom de l'émetteur (le « déposant »)]

Décision

Contexte

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de chacun des territoires (le « décideur ») a reçu du déposant une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières des territoires (la « législation ») révoquant son état d'émetteur assujetti dans tous les territoires du Canada dans lesquels il est émetteur assujetti (la « décision souhaitée »).

Dans le cadre du traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti (demandes sous régime double) :

- a) *[nom de l'autorité principale]* est l'autorité principale à l'égard de la présente demande;
- b) le déposant a donné avis qu'il entend se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4C.5 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») dans les territoires suivants : *[noms des territoires autres que le territoire principal en vertu du régime de passeport]*;
- c) la présente décision est celle de l'autorité principale et fait foi de la décision de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en Ontario.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions*[,] [et] le *Règlement 11-102* [et le *Règlement 14-501Q sur les définitions* (lorsque l'Autorité des marchés financiers est l'autorité principale)] ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition.

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du déposant :

1. il n'est pas émetteur assujetti du marché de gré à gré en vertu du *Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains*;
2. ses titres en circulation, y compris les titres de créance, sont détenus en propriété véritable, directement ou indirectement, par moins de 15 porteurs dans chacun des territoires du Canada et moins de 51 porteurs au total à l'échelle mondiale;
3. aucun de ses titres, y compris les titres de créance, n'est négocié, au Canada ou à l'étranger, sur un marché au sens du *Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché*, ni au moyen d'aucun autre mécanisme permettant aux acheteurs et aux

vendeurs de titres de se rencontrer et par lequel des données de négociation sont rendues publiques;

4. il demande la révocation de son état d'émetteur assujéti dans tous les territoires du Canada dans lesquels il est émetteur assujéti;
5. il ne contrevient à la législation en valeurs mobilières d'aucun territoire.

Décision

Les décideurs estiment que la décision respecte les critères prévus par la législation qui leur permettent de la rendre.

La décision des décideurs en vertu de la législation est de rendre la décision souhaitée.

(Nom du signataire pour l'autorité principale)

(Titre)

(Nom de l'autorité principale)

(justifier la signature)

ANNEXE C
FORME DE LA DÉCISION RELATIVE À UNE DEMANDE SOUS LE RÉGIME DE
PASSEPORT SELON LA PROCÉDURE MODIFIÉE

[Référence : *référence neutre*]

[*Date de la décision*]]

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières [de/du]
[nom du territoire principal] (le « territoire »)

et

Dans l'affaire du
traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti

et

Dans l'affaire de
[*nom de l'émetteur* (le « déposant »)]

Décision

Contexte

L'autorité principale du territoire a reçu du déposant une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire de l'autorité principale (la « législation ») révoquant son état d'émetteur assujetti dans tous les territoires du Canada dans lesquels il est émetteur assujetti (la « décision souhaitée »).

Dans le cadre du traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti (demandes sous le régime de passeport) :

- a) [*nom de l'autorité principale*] est l'autorité principale à l'égard de la présente demande;
- b) le déposant a donné avis qu'il entend se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4C.5 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») dans les territoires suivants : [*noms des territoires autres que le territoire principal en vertu du régime de passeport*];

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions*[,] [et] le Règlement 11-102 [et le *Règlement 14-501Q sur les définitions* (lorsque l'Autorité des marchés financiers est l'autorité principale)] ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition.

[*ajouter ici les définitions supplémentaires*]

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du déposant :

1. [*Intégrer les déclarations importantes nécessaires pour expliquer la façon dont le déposant répond aux critères de la procédure modifiée et les motifs de la décision. Indiquer le lieu du siège du déposant et, s'il y a lieu, les facteurs de rattachement selon lesquels il a désigné l'autorité principale à l'égard de la demande.*]

2. *[Indiquer que le déposant ne contrevient à la législation en valeurs mobilières d'aucun territoire ou, dans le cas contraire, préciser la nature de la contravention.]*

Décision

L'autorité principale estime que la décision respecte les critères prévus par la législation qui lui permettent de la rendre.

La décision de l'autorité principale en vertu de la législation est de rendre la décision souhaitée.

(Nom du signataire pour l'autorité principale)

(Titre)

(Nom de l'autorité principale)

(justifier la signature)

ANNEXE D
FORME DE LA DÉCISION RELATIVE À UNE DEMANDE SOUS RÉGIME
DOUBLE SELON LA PROCÉDURE MODIFIÉE

[Référence : *référence neutre*]

[Date de la décision]

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières [de/du]
[nom du territoire principal] et de l'Ontario (les « territoires »)

et

Dans l'affaire du
traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti

et

Dans l'affaire de
[nom de l'émetteur] (le « déposant »)

Décision

Contexte

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de chacun des territoires (le « décideur ») a reçu du déposant une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières des territoires (la « législation ») révoquant son état d'émetteur assujetti dans tous les territoires du Canada dans lesquels il est émetteur assujetti (la « décision souhaitée »).

Dans le cadre du traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti (demandes sous régime double) :

- a) [nom de l'autorité principale] est l'autorité principale à l'égard de la présente demande;
- b) le déposant a donné avis qu'il entend se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4C.5 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») dans les territoires suivants : [noms des territoires autres que le territoire principal en vertu du régime de passeport];
- c) la présente décision est celle de l'autorité principale et fait foi de la décision de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en Ontario.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions*[,] [et] le *Règlement 11-102* [et le *Règlement 14-501Q sur les définitions*] (lorsque l'Autorité des marchés financiers est l'autorité principale) ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition.

[ajouter ici les définitions supplémentaires]

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du déposant :

1. [Intégrer les déclarations importantes nécessaires pour expliquer la façon dont le déposant répond aux critères de la procédure modifiée et les motifs de la décision.

Indiquer le lieu du siège du déposant et, s'il y a lieu, les facteurs de rattachement selon lesquels il a désigné l'autorité principale à l'égard de la demande.]

2. *[Indiquer que le déposant ne contrevient à la législation en valeurs mobilières d'aucun territoire ou, dans le cas contraire, préciser la nature de la contravention.]*

Décision

Les décideurs estiment que la décision respecte les critères prévus par la législation qui leur permettent de la rendre.

La décision des décideurs en vertu de la législation est de rendre la décision souhaitée.

(Nom du signataire pour l'autorité principale)

(Titre)

(Nom de l'autorité principale)

(justifier la signature)

ANNEXE E
FORME DE LA DÉCISION RELATIVE À UNE DEMANDE SOUS LE RÉGIME DE
PASSEPORT POUR LES AUTRES DEMANDES

[Référence : *référence neutre*]

[*Date de la décision*]]

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières [de/du]
[nom du territoire principal] (le « territoire »)

et

Dans l'affaire du
traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti

et

Dans l'affaire de
[*nom de l'émetteur*] (le « déposant »)

Décision

Contexte

L'autorité principale du territoire a reçu du déposant une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire de l'autorité principale (la « législation ») révoquant son état d'émetteur assujetti dans tous les territoires du Canada dans lesquels il est émetteur assujetti (la « décision souhaitée »).

Dans le cadre du traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti (demandes sous le régime de passeport) :

- a) [*nom de l'autorité principale*] est l'autorité principale à l'égard de la présente demande;
- b) le déposant a donné avis qu'il entend se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4C.5 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») dans les territoires suivants : [*noms des territoires autres que le territoire principal en vertu du régime de passeport*].

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions*[,] [et] le Règlement 11-102 [et le *Règlement 14-501Q sur les définitions* (lorsque l'Autorité des marchés financiers est l'autorité principale)] ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition.

[*ajouter ici les définitions supplémentaires*]

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du déposant :

1. [*Intégrer les déclarations importantes nécessaires pour expliquer les motifs de la décision. Indiquer le lieu du siège du déposant et, s'il y a lieu, les facteurs de rattachement selon lesquels il a désigné l'autorité principale à l'égard de la demande.*]
2. [*Indiquer que le déposant ne contrevient à la législation en valeurs mobilières d'aucun territoire ou, dans le cas contraire, préciser la nature de la contravention.*]

Décision

L'autorité principale estime que la décision respecte les critères prévus par la législation qui lui permettent de la rendre.

La décision de l'autorité principale en vertu de la législation est de rendre la décision souhaitée.

(Nom du signataire pour l'autorité principale)

(Titre)

(Nom de l'autorité principale)

(justifier la signature)

ANNEXE F
FORME DE LA DÉCISION RELATIVE À UNE DEMANDE SOUS RÉGIME
DOUBLE POUR LES AUTRES DEMANDES

[Référence : *[référence neutre]*]

[*Date de la décision*]

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières [de/du]
[nom du territoire principal] et de l'Ontario (les « territoires »)

et

Dans l'affaire du
traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti

et

Dans l'affaire de
[nom de l'émetteur] (le « déposant »)

Décision

Contexte

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de chacun des territoires (le « décideur ») a reçu du déposant une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières des territoires (la « législation ») révoquant son état d'émetteur assujetti dans tous les territoires du Canada dans lesquels il est émetteur assujetti (la « décision souhaitée »).

Dans le cadre du traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti (demandes sous régime double) :

- a) *[nom de l'autorité principale]* est l'autorité principale à l'égard de la présente demande;
- b) le déposant a donné avis qu'il entend se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4C.5 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») dans les territoires suivants : *[noms des territoires autres que le territoire principal en vertu du régime de passeport]*;
- c) la présente décision est celle de l'autorité principale et fait foi de la décision de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en Ontario.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions*[,] [et] le *Règlement 11-102* [et le *Règlement 14-501Q sur les définitions* (lorsque l'Autorité des marchés financiers est l'autorité principale)] ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition.

[ajouter ici les définitions supplémentaires]

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du déposant :

1. *[Intégrer les déclarations importantes nécessaires pour expliquer les motifs de la décision. Indiquer le lieu du siège du déposant et, s'il y a lieu, les facteurs de*

rattachement selon lesquels il a désigné l'autorité principale à l'égard de la demande.]

2. *[Indiquer que le déposant ne contrevient à la législation en valeurs mobilières d'aucun territoire ou, dans le cas contraire, préciser la nature de la contravention.]*

Décision

Les décideurs estiment que la décision respecte les critères prévus par la législation qui leur permettent de la rendre.

La décision des décideurs en vertu de la législation est de rendre la décision souhaitée.

(Nom du signataire pour l'autorité principale)

(Titre)

(Nom de l'autorité principale)

(justifier la signature)

**APPENDICE 1
 MODÈLE DE LETTRE DE DEMANDE SOUS LE RÉGIME DE PASSEPORT
 SELON LA PROCÉDURE SIMPLIFIÉE**

[Indiquer la date]

[Nom de l'autorité principale]

Madame, Monsieur,

Objet : [indiquer le nom de l'émetteur] (le « déposant ») – demande sous le régime de passeport en vue d'obtenir une décision, en vertu de la législation en valeurs mobilières [de/du] [nom du territoire principal], révoquant l'état d'émetteur assujéti du déposant

Conformément à la procédure simplifiée, nous demandons à [autorité principale], en tant qu'autorité principale, une décision, en vertu de la législation en valeurs mobilières (la « législation ») [de/du] [nom du territoire principal], révoquant l'état d'émetteur assujéti du déposant (la « décision souhaitée »).

Nous désignons [indiquer le nom de l'autorité] comme autorité principale à l'égard de la demande sur le fondement de [indiquer les motifs pertinents], en vertu de l'article 8 de l'*Instruction générale 11-206 relative au traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujéti* (l'« Instruction générale 11-206 »).

Conformément au paragraphe 2 de l'article 4C.5 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* et pour s'acquitter de l'obligation de donner avis qui est prévue au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de cet article, le déposant avise l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable [de/du] [indiquer les territoires autres que le territoire principal dans lesquels le déposant est émetteur assujéti] qu'il entend se prévaloir du paragraphe 1 de cet article pour obtenir la décision souhaitée.

En vertu de la procédure simplifiée prévue par l'Instruction générale 11-206, le déposant déclare ce qui suit :

1. il n'est pas émetteur assujéti du marché de gré à gré en vertu du *Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains*;
2. ses titres en circulation, y compris les titres de créance, sont détenus en propriété véritable, directement ou indirectement, par moins de 15 porteurs dans chacun des territoires du Canada et moins de 51 porteurs au total à l'échelle mondiale;
3. aucun de ses titres, y compris les titres de créance, n'est négocié, au Canada ou à l'étranger, sur un marché au sens du *Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché*, ni au moyen d'aucun autre mécanisme permettant aux acheteurs et aux vendeurs de titres de se rencontrer et par lequel des données de négociation sont rendues publiques;
4. il demande la révocation de son état d'émetteur assujéti dans tous les territoires du Canada dans lesquels il est émetteur assujéti;
5. il ne contrevient à la législation en valeurs mobilières d'aucun territoire.

[Le cas échéant, formuler toute requête de confidentialité ou demande d'abrégement du délai d'examen ou du délai de notification de la participation et indiquer les motifs.]

[Indiquer si une demande connexe a été déposée dans un ou plusieurs territoires et préciser les raisons du dépôt de cette demande ainsi que l'autorité principale à l'égard de celle-ci.]

[Indiquer le nom du déposant]

[Signature de la personne habilitée à signer]

[Inclure une déclaration autorisant le dépôt de la demande et attestant la véracité des faits exposés dans la demande]

**APPENDICE 2
MODÈLE DE LETTRE DE DEMANDE SOUS RÉGIME DOUBLE SELON LA
PROCÉDURE SIMPLIFIÉE**

[Indiquer la date]

[Indiquer l'autorité principale et la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario]

Madame, Monsieur,

Objet : [indiquer le nom de l'émetteur] (le « déposant ») – demande sous régime double en vue d'obtenir une décision, en vertu de la législation en valeurs mobilières [de/du] [nom du territoire principal] et de l'Ontario, révoquant l'état d'émetteur assujéti du déposant

Conformément à la procédure simplifiée, nous demandons à [autorité principale], en tant qu'autorité principale, et à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario une décision, en vertu de la législation en valeurs mobilières (la « législation ») [de/du] [nom du territoire principal] et de l'Ontario, révoquant l'état d'émetteur assujéti du déposant (la « décision souhaitée »).

Nous désignons [indiquer le nom de l'autorité] comme autorité principale à l'égard de la demande sur le fondement de [indiquer les motifs pertinents], en vertu de l'article 8 de l'*Instruction générale 11-206 relative au traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujéti* (l'« Instruction générale 11-206 »).

Conformément au paragraphe 2 de l'article 4C.5 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* et pour s'acquitter de l'obligation de donner avis qui est prévue au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de cet article, le déposant avise l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable [de/du] [indiquer les territoires autres que le territoire principal dans lesquels le déposant est émetteur assujéti] qu'il entend se prévaloir du paragraphe 1 de cet article pour obtenir la décision souhaitée.

En vertu de la procédure simplifiée prévue par l'Instruction générale 11-206, le déposant déclare ce qui suit :

1. il n'est pas émetteur assujéti du marché de gré à gré en vertu du *Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains*;
2. ses titres en circulation, y compris les titres de créance, sont détenus en propriété véritable, directement ou indirectement, par moins de 15 porteurs dans chacun des territoires du Canada et moins de 51 porteurs au total à l'échelle mondiale;
3. aucun de ses titres, y compris les titres de créance, n'est négocié, au Canada ou à l'étranger, sur un marché au sens du *Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché*, ni au moyen d'aucun autre mécanisme permettant aux acheteurs et aux vendeurs de titres de se rencontrer et par lequel des données de négociation sont rendues publiques;
4. il demande la révocation de son état d'émetteur assujéti dans tous les territoires du Canada dans lesquels il est émetteur assujéti;
5. il ne contrevient à la législation en valeurs mobilières d'aucun territoire.

[Le cas échéant, formuler toute requête de confidentialité ou demande d'abrégement du délai d'examen ou du délai de notification de la participation et indiquer les motifs.]

[Indiquer si une demande connexe a été déposée dans un ou plusieurs territoires et préciser les raisons du dépôt de cette demande ainsi que l'autorité principale à l'égard de celle-ci.]

[Indiquer le nom du déposant]

[Signature de la personne habilitée à signer]

[Inclure une déclaration autorisant le dépôt de la demande et attestant la véracité des faits exposés dans la demande]

**INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-207 RELATIVE AUX INTERDICTIONS
D'OPÉRATIONS POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DE DÉPÔT ET À
LEUR LEVÉE DANS PLUSIEURS TERRITOIRES**

CHAPITRE 1 INTRODUCTION

Champ d'application

1. En vertu de la législation en valeurs mobilières, les émetteurs assujettis doivent s'acquitter d'obligations d'information continue qui font en sorte que l'information circule sur le marché de façon à permettre aux investisseurs actuels et éventuels de prendre des décisions de placement éclairées. L'intégrité et l'équité des marchés financiers ou la confiance dans leur intégrité et leur équité pourraient être compromises si l'on permettait que les opérations sur les titres d'un émetteur assujetti se poursuivent alors qu'il ne respecte pas ses obligations d'information continue.

La présente instruction générale donne des indications aux émetteurs, aux investisseurs et aux autres participants au marché sur la façon dont les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») réagissent généralement à certains types de manquements des émetteurs assujettis aux obligations d'information continue (désignés, dans la présente instruction générale, comme des « manquements spécifiés »)¹.

La présente instruction générale explique également les raisons pour lesquelles nous prononçons des interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt en réaction aux manquements spécifiés. À partir du chapitre 4, elle explique aussi de quelle manière ces interdictions s'appliquent dans plusieurs territoires par l'effet de ce qui suit :

- le *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*, dans les territoires représentés au sein des ACVM qui l'ont pris;
- une disposition législative sur les ordonnances réciproques, au sens de l'article 3.

La présente instruction générale explique également la procédure que l'émetteur assujetti doit suivre pour demander la levée totale ou partielle (y compris une modification) d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt.

Les territoires représentés au sein des ACVM qui ont pris le *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires* ou adopté une disposition législative sur les ordonnances réciproques appliqueront les procédures opérationnelles énoncées dans la présente instruction générale.

Bien que l'Ontario n'ait pas pris le *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*, la présente instruction générale décrit le mode d'interaction (le « régime double ») qui permet d'appliquer et de lever en Ontario les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt prononcées et levées par d'autres autorités membres des ACVM.

La présente instruction générale s'applique aux émetteurs assujettis et, selon le contexte, aux porteurs ou à d'autres parties.

¹ L'expression « manquement spécifié » est définie à l'article 3 de la présente instruction générale et s'entend des manquements dont la liste harmonisée établie par les ACVM figure dans l'*Avis 51-322 des ACVM, Manquements des émetteurs assujettis*.

Interdictions d'opérations qui ne sont pas visées par la présente instruction générale

2. Les interdictions d'opérations prononcées pour manquement aux obligations d'information continue suivantes ne sont pas visées par la définition de l'expression « interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt » prévue par le *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires* :

a) les interdictions d'opérations prononcées pour des manquements aux obligations de dépôt qui ne sont pas des manquements spécifiés²;

b) les interdictions d'opérations prononcées lorsque l'émetteur assujetti dépose les documents prévus, mais que ceux-ci présentent des lacunes³;

c) les interdictions d'opérations limitées aux dirigeants au sens du *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*;

d) les interdictions d'opérations prononcées à l'égard d'émetteurs qui ne sont émetteurs assujettis que dans un territoire⁴;

e) les interdictions d'opérations prononcées avant l'entrée en vigueur du *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*.

Les interdictions d'opérations qui ne répondent pas à la définition d'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et qui ne prennent donc pas automatiquement effet dans tous les territoires sous le régime du *Règlement 11-103* où l'émetteur est émetteur assujetti sont généralement prononcées par les autorités membres des ACVM selon les principes de la concertation. Une fois que l'autorité principale, au sens de l'article 3, a prononcé une interdiction d'opérations, chacune des autres autorités membres des ACVM dans un territoire où l'émetteur est émetteur assujetti décide s'il convient de prononcer une interdiction analogue⁵.

La procédure de demande de levée d'une interdiction d'opérations qui ne répond pas à la définition d'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt prévue par le *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires* est décrite dans l'*Instruction générale 12-202 relative à la levée de certaines interdictions d'opérations*.

CHAPITRE 2 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Définitions

3. Dans la présente instruction générale, on entend par :

« autorité autre que l'autorité principale » : par rapport à une personne, l'autorité membre des ACVM dans un autre territoire que le territoire principal;

² La définition de « manquement spécifié » n'inclut pas certains manquements aux obligations de dépôt énoncés à l'article 1 de l'*Avis 51-322 des ACVM, Manquements des émetteurs assujettis*, notamment l'omission de déposer une déclaration de changement important, l'information technique ou les autres rapports prévus par le *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers* ou le *Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières*. Nous avons exclu ces éléments de la définition puisqu'il ne s'agit généralement pas d'information périodique et que, dans certains cas, il n'est pas évident qu'il y ait obligation de dépôt.

³ Des exemples de lacunes sont donnés à l'article 2 de l'*Avis 51-322 des ACVM, Manquements des émetteurs assujettis*.

⁴ De manière générale, l'autorité membre des ACVM locale tient compte des principes et des considérations exposés dans la présente instruction générale pour prononcer des interdictions d'opérations locales.

⁵ Ces interdictions d'opérations s'appliquent automatiquement dans les territoires qui ont adopté une disposition législative sur les ordonnances réciproques.

« autorité membre des ACVM » : une autorité en valeurs mobilières ou un agent responsable, selon le cas;

« autorité principale » : l'autorité visée à l'article 13;

« CVMO » : l'autorité en Ontario;

« demande sous régime double » : la demande visée à l'article 22;

« déposant » : la personne qui dépose une demande de levée ou de levée partielle d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt;

« disposition législative sur les ordonnances réciproques » : une disposition de la loi sur les valeurs mobilières d'un territoire indiquée à l'Annexe C qui prévoit la réciprocité automatique de toute décision imposant des sanctions, des conditions, des restrictions ou des obligations prononcée par une autre autorité membre des ACVM sur le fondement de constats ou d'aveux de contravention à la législation en valeurs mobilières;

« émetteur assujéti du marché de gré à gré » : un émetteur assujéti du marché de gré à gré au sens du *Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains*;

« émetteur émergent » : un émetteur émergent au sens du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*;

« interdiction d'opérations » : une décision prononcée en vertu d'une disposition de la législation canadienne en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe A qui interdit à une ou plusieurs personnes d'effectuer directement ou indirectement des opérations sur les titres d'un émetteur assujéti;

« interdiction d'opérations limitée aux dirigeants » : une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants au sens du *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*;

« interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt » : une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt au sens du *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*;

« interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double » : la décision visée à l'article 14;

« levée partielle » : une décision qui autorise une ou plusieurs personnes à effectuer des opérations particulières lorsqu'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt est en vigueur, y compris une modification de cette interdiction;

« levée » : la levée partielle ou complète d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt;

« manquement spécifié » : un manquement spécifié au sens du *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*;

« rapport de gestion » : un rapport de gestion au sens du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*;

« rapport de la direction sur le rendement du fonds » : un rapport de la direction sur le rendement du fonds au sens du *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement*;

« SEDAR » : le Système électronique de données, d'analyse et de recherche;

« SEDI » : le Système électronique de déclaration des initiés;

« territoire principal » : par rapport à une personne, le territoire de l'autorité principale;

« territoire sous le régime du Règlement 11-103 » : le territoire d'une autorité membre des ACVM qui a pris le *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*.

Définitions supplémentaires

4. Les expressions employées dans la présente instruction générale et définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* s'entendent au sens de ce règlement.

Interprétation

5. 1) Dans certains territoires, l'autorité membre des ACVM peut prononcer des interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt qui interdisent l'aliénation, l'acquisition ou l'achat de titres d'un émetteur assujéti. Dans ces territoires, l'expression « opération » utilisée dans la présente instruction générale s'entend de l'aliénation, de l'acquisition ou de l'achat de titres d'un émetteur assujéti.

2) Au Québec, l'expression « opération » n'est pas définie dans la *Loi sur les valeurs mobilières*. Le *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires* s'applique à toute activité relative à une opération sur valeurs qui peut faire l'objet d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt prononcée en vertu du troisième alinéa de l'article 265 de cette loi.

CHAPITRE 3 APERÇU ET CONSÉQUENCES DES INTERDICTIONS D'OPÉRATIONS POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE

Section 1 Aperçu

Mesures que les autorités en valeurs mobilières peuvent prendre en conséquence d'un manquement spécifié

6. Dans les territoires où l'émetteur est émetteur assujéti, les autorités membres des ACVM réagissent à un manquement spécifié en l'indiquant sur leur liste d'émetteurs assujétis qui ont manqué à leurs obligations. Pour plus de renseignements concernant les listes tenues par les ACVM, consulter l'*Avis 51-322 des ACVM, Manquements des émetteurs assujétis*.

Le cas échéant, les autorités membres des ACVM prennent généralement l'une des mesures suivantes :

a) elles prononcent une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt;

b) si l'émetteur fait une demande en vertu de l'*Instruction générale 12-203 relative aux interdictions d'opérations limitées aux dirigeants* et démontre qu'il est en mesure de s'y conformer, elles prononcent une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants.

Si les documents manquants doivent être déposés dans un délai relativement bref, que le manquement n'est pas susceptible de se répéter et que l'émetteur respecte les critères d'admissibilité, une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants peut constituer une mesure appropriée.

Bien que nous soyons conscients que les émetteurs peuvent parfois éprouver des difficultés à respecter les délais de dépôt en raison de circonstances indépendantes de leur volonté, nous ne jugeons pas opportun de les modifier simplement pour leur éviter de commettre un manquement. Les autorités membres des ACVM tiennent compte de la situation de l'émetteur pour décider s'il convient de prendre des mesures en cas de manquement. Lorsqu'un émetteur commet un manquement, une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt peut être prononcée par une autorité membre des ACVM.

Motifs pour lesquels une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt est prononcée par suite d'un manquement spécifié

7. En cas de manquement spécifié, les autorités membres des ACVM prononcent généralement une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt. Voici certains des motifs pour lesquels une telle interdiction d'opérations peut être prononcée.

a) Les investisseurs actuels et éventuels devraient pouvoir prendre une décision éclairée en matière de placement dans les titres de l'émetteur assujéti qui a commis un manquement. Or l'absence de certains éléments d'information exigés peut les en empêcher.

b) L'intégrité et l'équité des marchés financiers ou la confiance dans leur intégrité et leur équité pourraient être compromises si l'on permettait que les opérations sur les titres de l'émetteur assujéti se poursuivent durant la période du manquement (pendant laquelle il est hautement probable que certaines personnes puissent obtenir de l'information qui aurait été normalement présentée dans les documents d'information continue que l'émetteur assujéti a omis de déposer).

c) Les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt prononcées par suite d'un manquement spécifié ont un effet positif notable sur la conformité en général. La perspective d'une interdiction d'opérations encourage fortement la direction de l'émetteur assujéti à éviter de commettre un manquement spécifié. De même, les interdictions d'opérations prononcées lorsque l'émetteur a commis un manquement spécifié incitent la direction à corriger celui-ci rapidement.

d) Une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt représente une réponse rapide et publique des autorités membres des ACVM à tout manquement spécifié d'un émetteur assujéti. Elle envoie un message clair aux émetteurs et aux investisseurs : le respect des délais est important et les manquements spécifiés ont de sérieuses conséquences. Elle contribue ainsi à préserver l'intégrité et l'équité des marchés.

Nous reconnaissons qu'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt peut être un fardeau pour les émetteurs et les investisseurs parce que les investisseurs actuels peuvent se trouver dans l'impossibilité de vendre leurs titres et que les investisseurs potentiels ne peuvent pas en acheter pendant la durée de l'interdiction. Qui plus est, pendant la durée de l'interdiction, les émetteurs ne peuvent généralement pas trouver de financement. Néanmoins, en cas de manquement spécifié, une interdiction d'opérations nous permet de veiller à la protection des investisseurs, ce qui est notre principale préoccupation.

Mesures d'application de la loi

8. Lorsque l'émetteur assujéti manque à une obligation d'information continue, les autorités membres des ACVM peuvent aussi prendre des mesures d'application de la loi contre lui, ses administrateurs et ses dirigeants ou toute autre partie responsable. Par conséquent, la présente instruction générale ne limite aucunement ce pouvoir discrétionnaire des autorités membres des ACVM.

Opérations d'initiés

9. Il convient de suivre les lignes directrices ci-dessous si un émetteur assujéti a commis un manquement ou prévoit raisonnablement qu'un manquement spécifié ou un manquement à une autre obligation d'information continue se produira et qu'une interdiction d'opérations n'a pas encore été prononcée à son égard.

a) Nous nous attendons à ce que les émetteurs surveillent et restreignent les opérations effectuées par les administrateurs, les dirigeants et d'autres initiés en raison du risque élevé que ces personnes aient accès à de l'information importante inconnue du public. Cette information peut comprendre des renseignements qui auraient été inclus dans le document d'information continue à l'égard duquel l'émetteur a manqué ou prévoit manquer à son obligation, des renseignements concernant toute enquête sur les événements qui pourraient avoir mené au manquement ainsi que des renseignements sur l'état des mesures correctives.

b) La direction et les autres initiés à l'égard de l'émetteur devraient étudier attentivement les interdictions d'opérations d'initiés prévues par la législation en valeurs mobilières avant d'effectuer une opération sur des titres d'un émetteur qui a manqué ou prévoit raisonnablement manquer à son obligation.

c) Prière de se reporter à l'*Instruction générale 51-201, Lignes directrices en matière de communication de l'information* pour obtenir des indications sur la communication de l'information, le maintien de la confidentialité et l'interprétation de la législation sur les opérations d'initiés.

d) Nous rappelons aussi aux émetteurs et aux autres participants au marché qu'en raison des restrictions en matière de revente prévues au sous-paragraphe 7 du paragraphe 2 de l'article 2.5 et au sous-paragraphe 5 du paragraphe 3 de l'article 2.6 du *Règlement 45-102 sur la revente de titres*, les dirigeants d'un émetteur assujéti qui a commis un manquement et les initiés à son égard ne seront généralement pas en mesure de vendre des titres acquis auprès de l'émetteur sous le régime d'une dispense de prospectus. Ces dispositions exigent que le porteur vendeur n'ait pas de motifs raisonnables de croire que l'émetteur contrevient à la législation en valeurs mobilières.

Section 2 Autres conséquences d'une interdiction d'opérations

Effet d'une interdiction d'opérations dans un territoire où l'émetteur n'est pas émetteur assujéti

10. Même si une opération effectuée dans un territoire où l'émetteur n'est pas émetteur assujéti ne contrevient pas à une interdiction d'opérations prononcée dans un autre territoire, elle peut être contraire à l'intérêt public et ainsi faire l'objet d'une mesure d'application de la loi ou d'une poursuite administrative. Les participants au marché d'un territoire où un émetteur n'est pas émetteur assujéti devraient longuement réfléchir avant de faire des opérations sur un titre si une autorité membre des ACVM d'un autre territoire a prononcé une interdiction d'opérations. Les obligations d'information continue représentent les obligations minimales qui sont, selon nous, nécessaires pour fournir suffisamment d'information aux investisseurs pour prendre des décisions de placement éclairées. L'interdiction d'opérations prononcée par une autorité membre des ACVM signifie généralement que l'émetteur n'a pas respecté la norme requise et qu'il y a un risque important de préjudice pour les investisseurs si l'on permet que les opérations se poursuivent. Les participants au marché devraient donc prendre en considération l'existence d'un manquement à une obligation d'information continue ainsi que la décision de l'autorité principale avant d'effectuer une opération dans un territoire où l'émetteur n'est pas émetteur assujéti.

L'interdiction d'opérations prononcée par une autre autorité membre des ACVM s'applique dans tout territoire qui a adopté une disposition législative sur les ordonnances réciproques, même si l'émetteur n'est pas émetteur assujéti.

Effet d'une interdiction d'opérations dans un territoire étranger

11. Le participant au marché qui compte effectuer une opération sur les titres d'un émetteur faisant l'objet d'une interdiction d'opérations sur une bourse ou un marché situés à l'extérieur du Canada devrait se demander si elle peut être considérée comme une opération effectuée dans un ou plusieurs territoires du Canada où soit l'interdiction d'opérations est en vigueur, soit les opérations sont interdites ou restreintes en vertu du *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires* ou d'une disposition législative sur les ordonnances réciproques. Par exemple, on peut considérer qu'une opération est effectuée dans un territoire si des « actes visant la réalisation d'une opération » y sont accomplis. Cela peut également être le cas s'il y a des facteurs de rattachement ou d'autres faits et circonstances indiquant que les titres ne « resteront » pas à l'extérieur du Canada, mais pourraient être revendus à des investisseurs d'un territoire où soit une interdiction d'opérations est en vigueur, soit les opérations sont interdites en vertu du *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires* ou d'une disposition législative sur les ordonnances réciproques. Il convient d'examiner attentivement les conditions de chaque interdiction d'opérations.

Effet d'une interdiction d'opérations sur les participants au marché visés par un règlement de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

12. À l'heure actuelle, l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) agit à titre de fournisseur de services de réglementation pour tous les marchés au Canada (y compris les bourses, les systèmes de négociation parallèles et les systèmes de cotation et de déclaration d'opérations). Conformément aux Règles universelles d'intégrité du marché (RUIM) qui ont été adoptées par l'OCRCVM, si une autorité membre des ACVM prononce une interdiction d'opérations à l'égard d'un émetteur dont les titres sont négociés sur un marché, l'OCRCVM impose une suspension de cotation qui interdit les opérations sur ces titres sur tous les marchés pour lesquels elle agit à titre de fournisseur de services de réglementation. Lorsque la suspension est imposée, aucune personne assujettie aux RUIM ne peut effectuer d'opérations sur ces titres sur un marché au Canada, de gré à gré ou sur un marché organisé réglementé étranger, sous réserve des conditions de l'interdiction d'opérations.

CHAPITRE 4 PRONONCÉ D'UNE INTERDICTION D'OPÉRATIONS POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DE DÉPÔT

Section 1 Aperçu

Autorité principale

13. En vertu de l'article 2 du *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*, si une autorité membre des ACVM prononce une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt à l'égard des titres d'un émetteur assujetti, nul ne peut effectuer d'opérations sur ceux-ci dans un territoire sous le régime du *Règlement 11-103* où l'émetteur est émetteur assujetti, sauf aux conditions prévues dans l'interdiction, y compris toute modification ou levée partielle de celle-ci. L'effet est identique dans les territoires qui ont adopté une disposition législative sur les ordonnances réciproques, sauf que l'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt prononcée par une autre autorité membre des ACVM s'applique dans ces territoires même si l'émetteur n'est pas émetteur assujetti.

Dans la plupart des cas, l'autorité membre des ACVM qui prononce une telle interdiction est l'autorité principale de l'émetteur assujetti, c'est-à-dire celle qu'il a choisie lorsqu'il est devenu émetteur assujetti et qui est indiquée dans son profil SEDAR. Pour l'application de la présente instruction générale, nous désignons l'autorité membre des ACVM qui prononce l'interdiction comme autorité principale.

Interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double

14. L'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double est prononcée à l'égard d'un émetteur par son autorité principale lorsque celle-ci est une autorité membre des ACVM, à l'exception de la CVMO, que l'émetteur est émetteur assujéti en Ontario et que la CVMO, en tant qu'autorité autre que l'autorité principale, confirme qu'elle participe à l'interdiction d'opérations.

Section 2 Processus décisionnel

Prononcé des interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt

15. L'autorité principale peut ou non prononcer une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt compte tenu de la recommandation de son personnel.

Interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double

16. 1) L'autorité principale peut ou non prononcer une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt compte tenu de la recommandation de son personnel. Le cas échéant, elle transmet sa décision à la CVMO avant 12 h (midi) heure locale dans le territoire de l'autorité principale.

2) Le jour ouvrable où elle reçoit la décision de l'autorité principale, la CVMO confirme ce qui suit :

a) elle a rendu la même décision que l'autorité principale et participe à la décision;

b) elle ne participe pas à la décision et ne rendra pas la même décision que l'autorité principale.

3) Si la CVMO décide de ne pas participer, elle en avise l'autorité principale et lui indique les motifs.

4) Si la CVMO ne répond pas avant l'échéance de la période de participation visée au paragraphe 2, l'autorité principale considère qu'elle ne participe pas.

5) De manière générale, l'autorité principale ne prononce pas d'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double avant :

a) l'échéance de la période de participation visée au paragraphe 2;

b) si elle survient avant, la réception de la confirmation de la CVMO visée au paragraphe 2.

6) Si la CVMO ne participe pas ou qu'elle est considérée ne pas participer à la décision de l'autorité principale conformément aux paragraphes 3 et 4, l'autorité principale prononce une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt.

Section 3 Effet d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt

Effet d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt

17. En vertu de l'article 2 du *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*, l'interdiction

d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt prononcée par l'autorité principale a pour effet d'interdire à quiconque, dans tout territoire sous le régime du Règlement 11-103 où l'émetteur est émetteur assujéti, d'effectuer des opérations sur les titres de l'émetteur, sauf aux conditions prévues dans l'interdiction. Les conditions peuvent comprendre une modification ou une levée partielle.

L'effet est identique dans les territoires qui ont adopté une disposition législative sur les ordonnances réciproques, sauf que l'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt s'applique dans ces territoires même si l'émetteur n'est pas émetteur assujéti.

Effet d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double

18. En vertu de l'article 2 du *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*, l'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double prononcée par l'autorité principale a pour effet d'interdire à quiconque, dans tout territoire sous le régime du Règlement 11-103 où l'émetteur est émetteur assujéti, d'effectuer des opérations sur les titres de l'émetteur, sauf aux conditions prévues dans l'interdiction. Les conditions peuvent comprendre une modification ou une levée partielle. La décision de l'autorité principale fait également foi de celle de la CVMO. Par conséquent, les opérations sur les titres qui font l'objet de l'interdiction sont également interdites en Ontario.

L'effet est identique dans les territoires qui ont adopté une disposition législative sur les ordonnances réciproques, sauf que l'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double s'applique dans ces territoires même si l'émetteur n'est pas émetteur assujéti.

Transmission des interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt

19. 1) L'autorité principale envoie l'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt à l'émetteur assujéti.

2) L'autorité principale envoie à la CVMO une copie de l'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double.

CHAPITRE 5 LEVÉE D'UNE INTERDICTION D'OPÉRATIONS POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DE DÉPÔT

Section 1 Procédure de demande de levée

Levée totale

20. La procédure de demande de levée totale d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dépend de la durée de l'interdiction.

a) Dans le cas d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt en vigueur depuis au plus 90 jours, le dépôt des documents d'information continue requis déclenche le processus d'examen de l'autorité principale en vue de la levée de l'interdiction. Dans cette situation, nous ne demandons pas à l'émetteur de présenter une demande⁶.

b) Dans le cas d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt en vigueur depuis plus de 90 jours, l'émetteur devrait présenter une demande conformément à l'article 33.

⁶ Dans les territoires où la loi exige de présenter une demande pour obtenir la levée, le dépôt des documents manquants indiqués dans l'interdiction tient lieu de demande ou de demande sous régime double, selon le cas.

Levée partielle

21. L'émetteur qui demande une levée partielle devrait respecter les critères d'admissibilité prévus dans la section 3 et présenter une demande conformément à l'article 34.

Demande sous régime double

22. L'émetteur dont l'autorité principale est une autorité membre des ACVM, à l'exception de la CVMO, et qui est aussi émetteur assujéti en Ontario présente une demande à son autorité principale et à la CVMO.

Autorité principale

23. L'autorité principale pour la levée est l'autorité membre des ACVM qui a prononcé l'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt.

Section 2 Critères d'admissibilité à la levée totale et considérations**Dépôt des documents d'information continue manquants pour obtenir la levée totale**

24. 1) De manière générale, nous n'exerçons pas notre pouvoir discrétionnaire de lever une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt en vigueur depuis au plus 90 jours tant que l'émetteur n'a pas déposé tous les documents d'information continue manquants qui sont précisés dans l'interdiction ainsi que, le cas échéant, les états financiers annuels ou intermédiaires, le rapport de gestion ou le rapport de la direction sur le rendement du fonds qu'il devait déposer par la suite, avec les attestations⁷.

2) De manière générale, nous n'exerçons pas notre pouvoir discrétionnaire de lever une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt en vigueur depuis plus de 90 jours, sous réserve des articles 25 et 26, tant que l'émetteur n'a pas déposé tous les documents d'information continue manquants.

Exceptions concernant le dépôt des documents intermédiaires

25. Dans l'exercice de leur pouvoir discrétionnaire de lever une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt en vigueur depuis plus de 90 jours, l'autorité principale ou, dans le cas d'une demande sous régime double, l'autorité principale et la CVMO peuvent décider de ne pas obliger l'émetteur à déposer certains rapports financiers intermédiaires, rapports de gestion intermédiaires, rapports intermédiaires de la direction sur le rendement du fonds ou attestations intermédiaires en vertu du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* qui sont manquants, sous réserve de l'article 24, s'il a déposé tous les documents suivants :

a) les états financiers annuels vérifiés, rapports de gestion annuels, rapports annuels de la direction sur le rendement du fonds et attestations annuelles qui doivent être déposés en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable;

b) les notices annuelles, circulaires de sollicitation de procurations et déclarations de changement important qui doivent être déposées en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable;

c) pour toutes les périodes intermédiaires de l'exercice courant, les rapports financiers intermédiaires (comprenant les chiffres comparatifs de l'exercice précédent), rapports de gestion intermédiaires, rapports intermédiaires de la direction sur le

⁷ Avant de lever une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt à l'égard d'un émetteur assujéti du marché de gré à gré, nous pouvons demander à celui-ci de déposer des documents supplémentaires, notamment ceux prescrits par le *Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains*.

rendement du fonds et attestations intermédiaires qui doivent être déposés en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable.

Exceptions concernant le dépôt des documents annuels

26. Dans certains cas, l'émetteur qui souhaite obtenir la levée d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt en vigueur depuis plus de 90 jours peut estimer qu'il est impossible d'établir et de déposer tous les documents manquants ou que ceux-ci seraient peu utiles pour les investisseurs en raison du délai écoulé depuis la date d'effet de l'interdiction d'opérations. Cela peut notamment être le cas des documents portant sur des périodes terminées plus de 3 ans avant la date de la demande pour un émetteur non émergent ou plus de 2 ans avant cette date pour un émetteur émergent, ou sur des périodes antérieures à un changement significatif dans les affaires de l'émetteur. L'émetteur qui demande la levée totale devrait alors présenter une demande détaillée expliquant sa situation. Le cas échéant, l'autorité principale ou, dans le cas d'une demande sous régime double, l'autorité principale et la CVMO peuvent considérer que le dépôt de certains documents d'information n'est pas une condition nécessaire de la levée totale. Nous pourrions notamment tenir compte des facteurs suivants :

- a)* la date de l'information qui doit figurer dans le document d'information continue : l'information sur d'anciennes périodes peut être moins pertinente que l'information sur des périodes récentes;
- b)* l'accès aux dossiers de l'émetteur : l'impossibilité d'accéder aux dossiers peut empêcher l'émetteur de se conformer à certaines obligations de dépôt;
- c)* l'activité de l'émetteur au cours de la période : si l'émetteur n'a exercé aucune activité ou a changé d'activité pendant l'interdiction d'opérations, l'information sur les périodes antérieures au changement peut ne pas être pertinente;
- d)* le délai écoulé depuis la prise d'effet de l'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt;
- e)* le fait que l'information historique porte sur des opérations ou des litiges significatifs.

En règle générale, nous estimons que l'information sur les périodes comprises dans les 3 derniers exercices de l'émetteur non émergent ou les 2 derniers exercices de l'émetteur émergent est utile pour les investisseurs et que les délais et les coûts entraînés par l'établissement des documents ne sont pas des facteurs déterminants dans la décision concernant l'information à fournir avec la demande de levée d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt.

Droits exigibles

27. L'émetteur doit avoir acquitté tous les droits exigibles à l'autorité membre des ACVM de chaque territoire où il est émetteur assujéti pour que nous prononcions la levée totale. Les droits exigibles comprennent, le cas échéant, les droits d'activité et de participation ainsi que les droits exigibles pour dépôt tardif.

Le montant des droits exigibles peut être considérable si l'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt a pris effet depuis longtemps et si l'émetteur n'a pas déposé ses documents d'information continue en temps opportun pendant cette interdiction. Avant de présenter une demande, l'émetteur devrait communiquer avec chaque autorité membre des ACVM compétente afin de confirmer les droits exigibles.

Assemblée annuelle

28. L'émetteur devrait s'assurer qu'il s'est acquitté de toute obligation de tenir une assemblée annuelle des porteurs prévue par le droit des sociétés, la loi applicable ou ses

documents constitutifs. Si l'émetteur n'a pas respecté cette obligation, l'autorité membre des ACVM n'exerce généralement pas son pouvoir discrétionnaire de prononcer la levée totale, à moins que l'émetteur fournisse un engagement à tenir une assemblée annuelle dans un délai de 3 mois après la date de la levée.

Un engagement ne dispense l'émetteur d'aucune obligation de tenir une assemblée annuelle.

Communiqué

29. Si la levée d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt ou les circonstances de la demande de levée constituent un « changement important », l'émetteur est tenu, en vertu de la législation canadienne en valeurs mobilières, de publier et de déposer un communiqué et une déclaration de changement important. Cela peut être le cas si l'émetteur n'exerce plus aucune activité ou s'il a abandonné ses objectifs commerciaux. Dans ce cas, il devrait indiquer dans le communiqué et la déclaration de changement important qu'il n'exerce plus aucune activité ou qu'il a abandonné ses objectifs commerciaux et faire état de ses plans pour l'avenir ou indiquer qu'il n'en a pas.

Même s'il n'y a pas de changement important, l'émetteur devrait envisager de publier un communiqué pour annoncer la levée.

Section 3 Critères d'admissibilité à la levée partielle et considérations

Opérations autorisées

30. Nous pouvons accorder une levée partielle pour autoriser certaines opérations comportant des opérations sur les titres de l'émetteur, comme les placements privés visant à réunir suffisamment de fonds pour établir et déposer les documents d'information continue manquants, ou les émissions d'actions en règlement d'une dette de façon à permettre à l'émetteur de restructurer son capital. De manière générale, nous n'exerçons pas notre pouvoir discrétionnaire de prononcer une levée partielle, à moins que l'émetteur ait l'intention de présenter une demande de levée totale et compte avoir suffisamment de ressources après l'opération proposée pour mettre son dossier d'information continue à jour et acquitter les droits impayés.

La levée partielle peut être justifiée dans d'autres circonstances. Par exemple, nous pouvons prononcer une levée partielle pour permettre à un porteur de vendre des titres pour une valeur symbolique uniquement pour établir une perte fiscale ou en cas de liquidation ou d'insolvabilité de l'émetteur. Il est possible d'établir une perte fiscale sans aliéner les titres. Les porteurs peuvent consulter la *Loi de l'impôt sur le revenu* avant de demander la levée partielle.

L'émetteur peut consulter ses avocats pour déterminer si une opération nécessite une levée partielle. Par exemple, dans la plupart des territoires du Canada, une aliénation de titres par voie de donation faite de bonne foi et non pour contourner les dispositions de la législation en valeurs mobilières n'est généralement pas considérée comme une opération en vertu de la législation en valeurs mobilières. Il ne serait donc pas nécessaire d'obtenir une levée partielle dans cette situation. Toutefois, les titres donnés sont, de manière générale, toujours visés par l'interdiction d'opérations.

Actes visant la réalisation d'une opération

31. Le cas échéant, la définition d'« opération » décrit les actes qui visent la réalisation d'une opération. La question de savoir si une mesure prise par un émetteur ou une autre partie constitue un tel acte et contrevient par conséquent à l'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt est une question d'interprétation juridique. Si des titres ont été émis en violation d'une interdiction d'opérations, nous déterminons s'il convient de prendre des mesures d'application de la loi. L'émetteur devrait consulter ses avocats pour déterminer si un acte qu'il projette d'accomplir viserait la réalisation d'une opération. Nous nous attendons généralement à ce qu'il obtienne une

levée partielle pour pouvoir accomplir un tel acte, par exemple, que lui ou toute autre partie qui compte effectuer une opération obtienne une levée partielle avant de conclure une convention de transfert de titres et de rendre publique son intention d'effectuer l'opération.

Maintien de l'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt

32. Une fois que l'opération autorisée en vertu d'une levée partielle a été réalisée, tous les titres de l'émetteur restent assujettis à l'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt jusqu'à sa levée totale, selon les conditions de l'interdiction.

Section 4 Dépôt des documents relatifs à une demande de levée

Documents à déposer avec une demande de levée totale d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt en vigueur depuis plus de 90 jours

33. 1) Pour présenter une demande en vue d'obtenir la levée totale d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt en vigueur depuis plus de 90 jours, le déposant devrait acquitter les droits exigibles, le cas échéant, en vertu de la législation en valeurs mobilières de l'autorité principale conformément à l'Annexe B. La demande devrait contenir l'information suivante :

a) des précisions sur les demandes de levée à l'étude dans les autres territoires;

b) un exemplaire de tout projet de déclaration de changement important ou de communiqué visé à l'article 29;

c) la confirmation que tous les documents d'information continue ont été déposés auprès de l'autorité membre des ACVM pertinente ou une description des documents qui seront déposés;

d) la confirmation que l'émetteur dispose des ressources financières nécessaires pour acquitter tous les droits exigibles visés à l'article 27 ou qu'il les a acquittés à chaque autorité membre des ACVM pertinente;

e) la confirmation que les profils SEDAR et SEDI de l'émetteur sont à jour;

f) le projet de levée totale visé au paragraphe 1 de l'article 36;

g) pour chaque administrateur, membre de la haute direction et promoteur actuel et nouveau de l'émetteur, le formulaire de renseignements personnels et autorisation établi conformément à l'Annexe A du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus* ou à l'Annexe 51-105A3A, dans le cas des émetteurs visés par le *Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains*, dûment rempli;

h) si l'émetteur s'est vu imposer une autre interdiction d'opérations dans les 12 mois précédant la date d'effet de l'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt en cours, une explication détaillée des raisons de ces multiples manquements.

2) Pour présenter une demande sous régime double en vue d'obtenir la levée totale d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double en vigueur depuis plus de 90 jours, le déposant devrait acquitter les droits exigibles, le cas échéant, en vertu de la législation en valeurs mobilières de l'autorité

principale et de la CVMO. La demande devrait contenir l'information indiquée au paragraphe 1.

3) Pour l'application du sous-paragraphe *g* du paragraphe 1, si le promoteur n'est pas une personne physique, l'émetteur devrait fournir un formulaire de renseignements personnels et autorisation rempli pour chacun des administrateurs et membres de la haute direction du promoteur. Si l'émetteur est un fonds d'investissement, il devrait également fournir un formulaire de renseignements personnels et autorisation rempli pour chacun des administrateurs et membres de la haute direction du gestionnaire du fonds d'investissement.

Documents à déposer avec une demande de levée partielle

34. 1) Pour présenter une demande en vue d'obtenir une levée partielle, le déposant devrait présenter sa demande et acquitter les droits exigibles, le cas échéant, en vertu de la législation en valeurs mobilières de l'autorité principale conformément à l'Annexe B. La demande devrait contenir l'information suivante :

- a)* les territoires où les opérations projetées auraient lieu;
- b)* des précisions sur les demandes de levée à l'étude dans les autres territoires;
- c)* une description des opérations projetées et de leur objectif;
- d)* le projet de levée partielle visé au paragraphe 1 de l'article 36 contenant les conditions suivantes :
 - i)* le demandeur obtiendra de toutes les parties aux opérations projetées des confirmations signées et datées qui indiquent clairement que les titres de l'émetteur acquis par elles demeureront assujettis à l'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt jusqu'à la levée totale, dont l'obtention n'est pas garantie, et il les fournira sur demande à l'autorité principale;
 - ii)* le demandeur fournira un exemplaire de l'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et de la levée partielle à toutes les parties aux opérations projetées;
- e)* si l'objet de la levée partielle projetée est de permettre à l'émetteur de réunir des fonds, l'information sur l'emploi du produit visée au paragraphe 4;
- f)* le cas échéant, des précisions sur les dispenses dont l'émetteur compte se prévaloir pour réaliser les opérations projetées;
- g)* le cas échéant, un exemplaire de toute ordonnance judiciaire à l'origine des opérations projetées.

2) Pour présenter une demande sous régime double en vue d'obtenir une levée partielle, le déposant devrait déposer sa demande et acquitter les droits exigibles, le cas échéant, en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire principal et de la CVMO. La demande devrait contenir l'information indiquée au paragraphe 1.

3) Le déposant qui ne demande une levée partielle que dans un territoire qui n'est pas le territoire principal devrait communiquer avec l'autorité membre des ACVM pertinente pour que sa demande soit traitée adéquatement.

4) Si la levée partielle projetée d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt vise à permettre à l'émetteur de réunir des fonds, la demande et le document d'offre, le cas échéant, devraient contenir l'information suivante :

a) une estimation raisonnablement étayée du montant que l'émetteur compte réunir à l'issue du placement;

b) une explication raisonnablement détaillée de l'objectif du placement et de l'emploi prévu du produit;

c) une estimation raisonnablement étayée du montant total dont l'émetteur aura besoin pour demander la levée totale, y compris les fonds requis pour établir et déposer les documents nécessaires pour mettre son dossier d'information continue à jour et acquitter les droits impayés.

Requête de confidentialité

35. 1) Le déposant qui requiert la confidentialité de la demande et des documents justificatifs pendant l'examen de la demande devrait fournir une raison valable comme fondement de sa requête.

2) Toute requête de confidentialité devrait exposer en quoi elle est raisonnable dans les circonstances et ne porte pas préjudice à l'intérêt public et indiquer la date à laquelle la décision accordant la confidentialité pourrait expirer.

3) Il est peu probable que le personnel des autorités membres des ACVM recommande qu'une décision demeure confidentielle après sa date d'effet. Cependant, le déposant qui requiert le maintien de la confidentialité de la demande, des documents justificatifs ou de la décision au-delà de cette date devrait présenter sa requête de confidentialité sous une rubrique distincte de la demande et acquitter les droits exigibles :

a) dans le territoire principal;

b) dans le territoire principal et en Ontario, s'il fait une demande sous régime double.

4) Les communications relatives aux requêtes de confidentialité se font normalement par courrier électronique. Si le déposant a des réserves sur ce mode de communication, il peut préciser dans sa demande qu'il souhaite que toutes les communications soient faites par téléphone.

Forme de la décision

36. 1) Pour rédiger le projet de décision à joindre à la demande de levée totale d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt en vigueur depuis plus de 90 jours ou de levée partielle, l'émetteur peut se reporter à l'une des annexes suivantes de la présente instruction générale :

a) dans le cas d'une demande de levée totale d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt, l'Annexe D – *Forme de la décision relative à la levée totale d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt en vigueur depuis plus de 90 jours*;

b) dans le cas d'une demande de levée totale d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double, l'Annexe E – *Forme de la décision relative à la levée totale d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double en vigueur depuis plus de 90 jours*;

c) dans le cas d'une demande de levée partielle d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt, l'Annexe F – *Forme de la décision relative à la levée partielle d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt demandée par l'émetteur*;

d) dans le cas d'une demande de levée partielle d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double, l'Annexe G

– *Forme de la décision relative à la levée partielle d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double demandée par l'émetteur.*

2) Le déposant autre que l'émetteur qui ne demande une levée partielle que dans un territoire qui n'est pas le territoire principal devrait communiquer avec l'autorité membre des ACVM de ce territoire pour connaître la forme de décision appropriée.

Dépôt

37. 1) Sauf aux paragraphes 3 et 4, le déposant devrait transmettre les documents de demande sur papier, y compris le projet de décision, accompagnés des droits exigibles, le cas échéant, ainsi que par courrier électronique :

a) à l'autorité principale;

b) à l'autorité principale et à la CVMO, dans le cas d'une demande sous régime double.

2) Dans le cas d'une demande sous régime double, le dépôt simultané auprès de l'autorité principale et de la CVMO permet à ces autorités membres des ACVM de traiter la demande dans les meilleurs délais.

3) En Colombie-Britannique, un système de dépôt électronique permet de déposer les demandes et d'en faire le suivi. Les déposants devraient déposer leur demande en Colombie-Britannique au moyen de ce système plutôt que par courrier électronique.

4) En Ontario, un système électronique permet de déposer les demandes. Les déposants devraient déposer leur demande en Ontario au moyen de ce système plutôt que par courrier électronique.

5) Les déposants devraient transmettre tout document relatif à une demande par courrier électronique (ou au moyen du système électronique en Colombie-Britannique et en Ontario) aux adresses suivantes :

Colombie-Britannique	www.bsc.bc.ca (cliquer sur « BCSC e-services » et suivre les indications)
Alberta	legalapplications@asc.ca
Saskatchewan	exemptions@gov.sk.ca
Manitoba	exemptions.msc@gov.mb.ca
Ontario	www.osc.gov.on.ca/filings (suivre les étapes de dépôt des demandes)
Québec	dispenses-passeport@lautorite.qc.ca
Nouveau-Brunswick	passport-passeport@fcnb.ca
Nouvelle-Écosse	nsscexemptions@novascotia.ca

Documents incomplets ou non conformes

38. Si les documents du déposant sont incomplets ou non conformes, l'autorité principale peut lui demander de déposer une demande modifiée, ce qui risque de retarder l'examen de la demande.

Accusé de réception du dépôt

39. À la réception d'une demande complète, l'autorité principale transmet au déposant un accusé de réception. Dans le cas d'une demande sous régime double, l'autorité principale transmet une copie de l'accusé de réception à la CVMO. L'accusé de

réception indique le nom, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de la personne qui examine la demande et, dans le cas d'une demande sous régime double, l'échéance du délai d'examen prévu au paragraphe 3, 4 ou 5 de l'article 43, selon le cas.

Retrait ou abandon de la demande

40. 1) Le déposant qui décide de retirer sa demande au cours de l'examen doit en aviser l'autorité principale ainsi que, dans le cas d'une demande sous régime double, la CVMO, et fournir une explication.

2) Si l'autorité principale détermine, au cours de l'examen, que le déposant a abandonné la demande, elle l'avise que la mention « abandonnée » y sera apposée. Dans ce cas, l'autorité principale ferme le dossier, à moins que le déposant ne lui fournisse par écrit dans un délai de dix jours ouvrables des raisons acceptables de ne pas le fermer. Si le déposant omet de le faire, l'autorité principale l'avise, ainsi que, dans le cas d'une demande sous régime double, le déposant et la CVMO, de la fermeture du dossier.

Section 5 Procédure d'examen relatif aux levées

Examen de l'information continue

41. 1) Toutes les levées totales nécessitent un certain examen des documents que l'émetteur a déposés pour corriger le manquement spécifié. Si l'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt est en vigueur depuis plus de 90 jours, l'examen est analogue à l'examen complet effectué en vertu du programme décrit dans l'*Avis 51-312 (révisé) du personnel des ACVM, Programme d'examen harmonisé de l'information continue*.

2) Les levées partielles ne nécessitent généralement pas d'examen du dossier d'information continue de l'émetteur.

Procédure d'examen relatif à la levée d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt

42. 1) L'autorité principale procède à un examen relativement à la levée d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt conformément à sa législation en valeurs mobilières et à ses directives en valeurs mobilières, selon ses procédures d'examen et d'analyse et compte tenu des précédents.

2) Le déposant ne traite qu'avec l'autorité principale, qui lui transmet des observations et recueille ses réponses.

Procédure d'examen relatif à la levée d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double

43. 1) L'autorité principale procède à un examen relativement à la levée d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double conformément à sa législation en valeurs mobilières et à ses directives en valeurs mobilières, selon ses procédures d'examen et d'analyse et compte tenu des précédents. Elle prend en considération les observations de la CVMO.

2) De manière générale, le déposant ne traite qu'avec l'autorité principale, qui lui transmet des observations après avoir étudié celles de la CVMO et conclu son examen. L'autorité principale peut cependant, dans des circonstances exceptionnelles, adresser le déposant à la CVMO.

3) Dans le cas d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double en vigueur depuis au plus 90 jours, la CVMO dispose d'un jour ouvrable après avoir été avisée par l'autorité principale que l'émetteur a déposé les documents d'information continue indiqués dans l'interdiction d'opérations pour procéder à un examen relativement à la levée de l'interdiction.

4) Dans le cas d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double en vigueur depuis plus de 90 jours, la CVMO dispose de 7 jours ouvrables après avoir reçu l'accusé de réception visé à l'article 39 pour procéder à un examen relativement à la levée de l'interdiction.

5) Dans le cas de la levée partielle d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double, la CVMO dispose de 7 jours ouvrables après avoir reçu l'accusé de réception visé à l'article 39 pour procéder à un examen.

6) Dans le cas de la levée d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double, la CVMO avise l'autorité principale, avant l'échéance du délai d'examen, de toute question de fond qui, si elle n'était pas résolue, amènerait son personnel à lui recommander de ne pas lever l'interdiction. L'autorité principale peut considérer que la CVMO n'a pas d'observations sur la levée si elle ne lui en a pas fait parvenir avant la fin du délai d'examen.

Section 6 Processus décisionnel

Levée d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt

44. 1) À l'issue de l'examen, l'autorité principale peut lever l'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt, compte tenu de la recommandation de son personnel.

2) Si l'autorité principale n'est pas disposée à lever l'interdiction sur le fondement des informations qui lui ont été présentées, elle en avise le déposant.

3) Le déposant qui reçoit l'avis prévu au paragraphe 2 peut demander à comparaître devant l'autorité principale pour lui présenter des observations si cette procédure est prévue dans le territoire de l'autorité principale.

Levée d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double

45. 1) À l'issue de l'examen, l'autorité principale peut lever l'interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double, compte tenu de la recommandation de son personnel. Elle communique rapidement sa décision à la CVMO.

2) Dans le cas de la levée totale d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double en vigueur depuis au plus 90 jours, la CVMO dispose d'un délai d'un jour ouvrable suivant la réception de la décision de l'autorité principale pour confirmer ce qui suit :

a) elle a rendu la même décision que l'autorité principale et participe à la décision;

b) elle ne rendra pas la même décision que l'autorité principale.

3) Dans le cas de la levée totale d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double en vigueur depuis plus de 90 jours, la CVMO dispose d'un délai de 5 jours ouvrables suivant la réception de la décision de l'autorité principale pour confirmer ce qui suit :

a) elle a rendu la même décision que l'autorité principale et participe à la décision;

b) elle ne rendra pas la même décision que l'autorité principale.

4) Dans le cas d'une levée partielle d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double, la CVMO dispose d'un délai

de 5 jours ouvrables suivant la réception de la décision de l'autorité principale pour confirmer ce qui suit :

a) elle a rendu la même décision que l'autorité principale et participe à la décision;

b) elle ne rendra pas la même décision que l'autorité principale.

5) La CVMO avise l'autorité principale de sa décision de ne pas participer conformément au paragraphe 2, 3 ou 4, selon le cas, et lui indique les motifs.

6) Si la CVMO ne répond pas dans le délai prévu au paragraphe 2, 3 ou 4, selon le cas, l'autorité principale considère qu'elle ne participe pas.

7) L'autorité principale ne transmet pas au déposant la levée d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double avant :

a) l'échéance de la période de participation visée au paragraphe 2, 3 ou 4, selon le cas;

b) si elle survient avant, la réception de la confirmation de la CVMO visée au paragraphe 2, 3 ou 4, selon le cas.

8) Si la CVMO ne donne pas la confirmation visée au paragraphe 2, 3 ou 4, l'autorité principale avise le déposant qu'il ne recevra pas de décision de la CVMO et l'invite à consulter la CVMO à cet égard.

9) Si l'autorité principale n'est pas disposée à rendre la décision sur le fondement des informations qui lui ont été présentées, elle en avise le déposant et la CVMO.

10) Le déposant qui reçoit l'avis prévu au paragraphe 9 peut demander à comparaître devant l'autorité principale pour lui présenter des observations si cette procédure est prévue dans le territoire de l'autorité principale. L'autorité principale peut tenir une audience seule ou conjointement ou en parallèle avec la CVMO.

Section 7 Effet de la levée

Effet de la levée d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt

46. En vertu de l'article 2 du *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*, la levée prononcée par l'autorité principale a pour effet de supprimer ou de limiter l'interdiction ou la restriction des opérations dans chaque territoire sous le régime du Règlement 11-103 où l'émetteur est émetteur assujéti comme dans le territoire de l'autorité principale.

L'effet est identique dans les territoires qui ont adopté une disposition législative sur les ordonnances réciproques, sauf que la levée s'applique dans ces territoires même si l'émetteur n'est pas émetteur assujéti.

Effet de la levée d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sous régime double

47. 1) En vertu de l'article 2 du *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*, la levée prononcée par l'autorité principale a pour effet de supprimer ou de limiter l'interdiction ou la restriction des opérations dans chaque territoire sous le régime du Règlement 11-103 où l'émetteur est émetteur assujéti comme dans le territoire de l'autorité principale. L'effet est identique dans les territoires qui ont adopté une disposition législative sur les ordonnances réciproques, sauf que l'interdiction

d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt s'applique dans ces territoires même si l'émetteur n'est pas émetteur assujéti.

2) Si la CVMO participe à la décision de l'autorité principale en vertu de l'article 45, l'interdiction ou la restriction des opérations en Ontario visée à l'article 18 est supprimée ou limitée comme dans le territoire de l'autorité principale. La décision de l'autorité principale fait également foi de celle de la CVMO.

3) Si la CVMO ne participe pas à la décision de l'autorité principale en vertu de l'article 45, l'interdiction ou la restriction des opérations en Ontario visée à l'article 18 continue de s'appliquer.

CHAPITRE 6 DATE DE PRISE D'EFFET

Date de prise d'effet

48. La présente instruction générale prend effet le 23 juin 2016.

**ANNEXE A
DISPOSITIONS DES LOIS SUR LES VALEURS MOBILIÈRES RELATIVES
AUX INTERDICTIONS D'OPÉRATIONS**

Territoire	Dispositions législatives
Colombie-Britannique	Article 164
Alberta	Article 33.1
Saskatchewan	Article 134.1
Manitoba	Articles 147.1 et 148
Ontario	Article 127
Québec	3 ^e alinéa de l'article 265
Nouveau-Brunswick	Article 188.2
Nouvelle-Écosse	Article 134A
Île-du-Prince-Édouard	Article 59
Terre-Neuve-et-Labrador	Paragraphe 1 de l'article 127
Yukon	Article 59
Territoires du Nord-Ouest	Article 59
Nunavut	Article 59

**ANNEXE B
DISPOSITIONS DES LOIS SUR LES VALEURS MOBILIÈRES RELATIVES
AUX DEMANDES DE LEVÉE TOTALE OU PARTIELLE**

Territoire	Dispositions législatives
Colombie-Britannique	Article 171
Alberta	Article 214
Saskatchewan	Paragraphe 3 et 4 de l'article 158
Manitoba	Paragraphe 1 de l'article 147.1
Ontario	Article 144
Québec	3 ^e alinéa de l'article 265 et article 318
Nouveau-Brunswick	Paragraphe 3 et 4 de l'article 188.2
Nouvelle-Écosse	Article 151
Île-du-Prince-Édouard	Article 15
Terre-Neuve-et-Labrador	Article 142.1
Yukon	Article 15
Territoires du Nord-Ouest	Article 15
Nunavut	Article 15

**ANNEXE C
DISPOSITIONS LÉGISLATIVES SUR LES ORDONNANCES RÉCIPROQUES
(LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES)**

Territoire	Dispositions législatives
Alberta	Article 198.1

ANNEXE D
FORME DE LA DÉCISION RELATIVE À LA LEVÉE TOTALE D'UNE
INTERDICTION D'OPÉRATIONS POUR MANQUEMENT AUX
OBLIGATIONS DE DÉPÔT EN VIGUEUR DEPUIS PLUS DE 90 JOURS

Référence : [référence neutre]

Date : [date de la décision]

[nom de l'émetteur]

LEVÉE

En vertu de la législation en valeurs mobilières [de/du] [indiquer le territoire de l'autorité principale] (la législation)

Contexte

1. [nom de l'émetteur] (l'**émetteur**) fait l'objet d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt (l'**interdiction d'opérations**) prononcée par [agent responsable / autorité en valeurs mobilières] (l'**autorité principale**) le [date de l'interdiction d'opérations].
2. L'émetteur a déposé une demande auprès de l'autorité principale en vertu de l'*Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires* (l'**Instruction générale 11-207**) en vue d'obtenir la levée de l'interdiction d'opérations.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* [ou, au Québec, dans le *Règlement 14-501Q sur les définitions* (lorsque l'Autorité des marchés financiers est l'autorité principale)] ou dans l'*Instruction générale 11-207* ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition.

[**Déclarations** – Inclure les déclarations, au besoin.]

3. La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes de l'émetteur :]

Décision

4. L'autorité principale estime que la décision de lever l'interdiction d'opérations respecte les critères prévus par la législation qui lui permettent de la rendre.
5. La décision de l'autorité principale en vertu de la législation est de lever l'interdiction d'opérations [si l'interdiction d'opérations visait plusieurs personnes, ajouter « à l'égard de l'émetteur »].

 (Nom du signataire pour l'autorité principale)

 (Titre)

 (Nom de l'autorité principale)

ANNEXE E
FORME DE LA DÉCISION RELATIVE À LA LEVÉE TOTALE D'UNE
INTERDICTION D'OPÉRATIONS POUR MANQUEMENT AUX
OBLIGATIONS DE DÉPÔT SOUS RÉGIME DOUBLE EN VIGUEUR DEPUIS
PLUS DE 90 JOURS

Référence : [référence neutre]

Date : [date de la décision]

[nom de l'émetteur]

LEVÉE

En vertu de la législation en valeurs mobilières [de/du] [indiquer le territoire de l'autorité principale] et de l'Ontario (la législation)

Contexte

1. [nom de l'émetteur] (l'**émetteur**) fait l'objet d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt (l'**interdiction d'opérations**) prononcée par l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières [de/du] [territoire de l'autorité principale] (l'**autorité principale**) et de l'Ontario (chacun étant un **décideur**) respectivement le[s] [date(s) de la ou des interdictions d'opérations].
2. L'émetteur a déposé une demande auprès de chaque décideur en vertu de l'*Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires (l'Instruction générale 11-207)* en vue d'obtenir la levée de l'interdiction d'opérations.
3. La présente décision est celle de l'autorité principale et fait foi de celle du décideur de l'Ontario.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* [ou, au Québec, dans le *Règlement 14-501Q sur les définitions* (lorsque l'Autorité des marchés financiers est l'autorité principale)] ou dans l'*Instruction générale 11-207* ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition.

[**Déclarations** – Inclure les déclarations, au besoin.]

1. La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes de l'émetteur :]

Décision

2. Chacun des décideurs estime que la décision de lever l'interdiction d'opérations respecte les critères prévus par la législation qui lui permettent de la rendre.
3. La décision des décideurs en vertu de la législation est de lever l'interdiction d'opérations [si l'interdiction d'opérations visait plusieurs personnes, ajouter « à l'égard de l'émetteur »].

 (Nom du signataire pour l'autorité principale)

 (Titre)

 (Nom de l'autorité principale)

ANNEXE F
FORME DE LA DÉCISION RELATIVE À LA LEVÉE PARTIELLE D'UNE
INTERDICTION D'OPÉRATIONS POUR MANQUEMENT AUX
OBLIGATIONS DE DÉPÔT DEMANDÉE PAR L'ÉMETTEUR

Référence : [référence neutre]

Date : [date de la décision]

[nom de l'émetteur]

LEVÉE PARTIELLE
En vertu de la législation en valeurs mobilières [de/du] [indiquer le territoire de
l'autorité principale] (la législation)

Contexte

1. [nom de l'émetteur] (l'**émetteur**) fait l'objet d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt (l'**interdiction d'opérations**) prononcée par [agent responsable / autorité en valeurs mobilières] (l'**autorité principale**) le [date de l'interdiction d'opérations].
2. L'émetteur a déposé une demande auprès l'autorité principale en vue d'obtenir la levée partielle de l'interdiction d'opérations.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* [ou, au Québec, dans le *Règlement 14-501Q sur les définitions* (lorsque l'Autorité des marchés financiers est l'autorité principale)] ou dans l'*Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires* ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition.

Déclarations

3. La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes de l'émetteur :
 - a. [Inclure les déclarations nécessaires de l'émetteur.]

Décision

4. L'autorité principale estime que la décision de lever partiellement l'interdiction d'opérations respecte les critères prévus par la législation qui lui permettent de la rendre.
5. La décision de l'autorité principale en vertu de la législation est de lever partiellement l'interdiction d'opérations [si l'interdiction d'opérations visait plusieurs personnes, ajouter « à l'égard de l'émetteur »] uniquement pour permettre [indiquer le nom de l'opération définie, par exemple un placement privé].

 (Nom du signataire pour l'autorité principale)

 (Titre)

 (Nom de l'autorité principale)

ANNEXE G
FORME DE LA DÉCISION RELATIVE À LA LEVÉE PARTIELLE D'UNE INTERDICTION D'OPÉRATIONS POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DE DÉPÔT SOUS RÉGIME DOUBLE DEMANDÉE PAR L'ÉMETTEUR

Référence : [référence neutre]

Date : [date de la décision]

[nom de l'émetteur]

LEVÉE PARTIELLE

En vertu de la législation en valeurs mobilières [de/du] [indiquer le territoire de l'autorité principale] et de l'Ontario (la législation)

Contexte

1. [nom de l'émetteur] (l'**émetteur**) fait l'objet d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt (l'**interdiction d'opérations**) prononcée par l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières [de/du] [territoire de l'autorité principale] (l'**autorité principale**) et de l'Ontario (chacun étant un **décideur**) respectivement le[s] [date(s) de la ou des interdictions d'opérations].
2. L'émetteur a déposé une demande auprès de chaque décideur en vue d'obtenir la levée partielle de l'interdiction d'opérations.
3. La présente décision est celle de l'autorité principale et fait foi de celle du décideur de l'Ontario.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* [ou, au Québec, dans le *Règlement 14-501Q sur les définitions* (lorsque l'Autorité des marchés financiers est l'autorité principale)] ou dans l'*Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires* ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition.

Déclarations

2. La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes de l'émetteur:
 - a. [Inclure les déclarations nécessaires de l'émetteur.]

Décision

3. Chacun des décideurs estime que la décision de lever partiellement l'interdiction d'opérations respecte les critères prévus par la législation qui lui permettent de la rendre.
4. La décision des décideurs en vertu de la législation est de lever partiellement l'interdiction d'opérations [si l'interdiction d'opérations visait plusieurs personnes, ajouter « à l'égard de l'émetteur »] uniquement pour permettre [indiquer le nom de l'opération définie, par exemple un placement privé].

 (Nom du signataire pour l'autorité principale)

 (Titre)

(Nom de l'autorité principale)

INSTRUCTION GÉNÉRALE 12-202 RELATIVE À LA LEVÉE DE CERTAINES INTERDICTIONS D'OPÉRATIONS

PARTIE 1 INTRODUCTION

1. Champ d'application

La présente instruction générale¹ donne des indications aux émetteurs demandant la levée d'une interdiction d'opérations (définie ci-après) pour manquement à leurs obligations d'information continue qui n'est pas visée par la définition de l'expression « interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt » prévue par le *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*. Ces interdictions d'opérations sont les suivantes :

- a) les interdictions d'opérations prononcées pour des manquements aux obligations de dépôt qui ne sont pas des manquements spécifiés²;
- b) les interdictions d'opérations prononcées lorsque l'émetteur assujéti a déposé les documents prévus, mais que ceux-ci présentent des lacunes³;
- c) les interdictions d'opérations limitées aux dirigeants au sens du *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*;
- d) les interdictions d'opérations prononcées à l'égard d'émetteurs qui ne sont émetteurs assujétis que dans un territoire;
- e) les interdictions d'opérations prononcées avant l'entrée en vigueur du *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*.

La présente instruction générale précise les documents à déposer, le genre d'examen auquel les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (« nous ») procèdent ainsi que certains des facteurs que nous prenons en considération pour décider s'il y a lieu d'accorder une levée totale ou partielle⁴. Elle s'adresse également aux porteurs de titres ou autres parties qui demandent la levée.

PARTIE 2 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

2. Définitions

Dans la présente instruction générale, on entend par :

¹ L'*Instruction générale 12-202 relative à la levée des interdictions d'opérations prononcées en cas de non-conformité* a été retirée et remplacée par la présente instruction générale, qui comporte un changement de titre et résulte du déplacement dans l'*Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires* des procédures de levée totale ou partielle (notamment une modification) des interdictions d'opérations qui sont visées par la définition de l'expression « interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt » prévue par le *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*.

² La définition de « manquement spécifié » n'inclut pas certains manquements aux obligations de dépôt énoncés à la rubrique 1 de l'*Avis 51-322 des ACVM, Manquements des émetteurs assujétis*, notamment l'omission de déposer une déclaration de changement important, l'information technique ou les autres rapports prévus par le *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers* ou le *Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières*. Nous avons exclu ces éléments de la définition puisqu'il ne s'agit généralement pas d'information périodique et que, dans certains cas, il n'est pas évident qu'il y ait obligation de dépôt.

³ Des exemples de lacunes sont donnés à la rubrique 2 de l'*Avis 51-322 des ACVM, Manquements des émetteurs assujétis*.

⁴ La levée totale ou partielle d'une interdiction d'opérations a un effet automatique dans les territoires qui ont adopté une disposition législative sur les ordonnances réciproques, au sens de l'article 3 de l'*Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires*.

« autorité membre des ACVM » : une autorité en valeurs mobilières ou un agent responsable, selon le cas;

« demande » : une demande de levée totale ou partielle d'une interdiction d'opérations présentée aux autorités compétentes (voir les dispositions législatives à l'Annexe A) et, en Colombie-Britannique, si l'interdiction d'opérations est en vigueur depuis 90 jours ou moins, le dépôt des documents d'information continue;

« émetteur émergent » : un émetteur émergent au sens du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*;

« interdiction d'opérations » : une interdiction d'opérations au sens de l'*Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires*;

« levée partielle » : la levée partielle au sens de l'*Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires*;

« rapport de gestion » : un rapport de gestion au sens du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*;

« rapport de la direction sur le rendement du fonds » : un rapport de la direction sur le rendement du fonds au sens du *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement*;

« SEDAR » : le Système électronique de données, d'analyse et de recherche;

« SEDI » : le Système électronique de déclaration des initiés.

3. Définitions supplémentaires

Les expressions employées dans la présente instruction générale et définies dans le *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires* ou le *Règlement 14-101 sur les définitions* s'entendent au sens de ces règlements.

4. Interprétation

1) Dans certains territoires, l'autorité membre des ACVM peut prononcer des interdictions d'opérations qui interdisent l'aliénation, l'acquisition ou l'achat de titres d'un émetteur assujéti. Dans ces territoires, l'expression « opération » utilisée dans la présente instruction générale s'entend de l'aliénation, de l'acquisition ou de l'achat de titres d'un émetteur assujéti.

2) Au Québec, l'expression « opération » n'est pas définie dans la *Loi sur les valeurs mobilières*. La présente instruction générale s'applique à toute activité relative à une opération sur valeurs qui peut faire l'objet d'une interdiction d'opérations prononcée en vertu du troisième alinéa de l'article 265 de cette loi, à l'exception de l'interdiction d'opérations qui répond à la définition de l'expression « interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt » prévue par le *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*.

PARTIE 3 CRITÈRES ET FACTEURS DE RECEVABILITÉ DE LA LEVÉE

Section 1 Levée totale

5. Dépôt des documents d'information continue manquants pour obtenir une levée totale

1) De manière générale, sous réserve des articles 6 et 7, nous n'exerçons pas notre pouvoir discrétionnaire d'accorder la levée totale tant que l'émetteur n'a pas déposé tous les documents d'information continue manquants.

2) La plupart des obligations d'information continue sont prévues dans les règlements suivants :

- a) le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;
- b) le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs;
- c) le Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement;
- d) le Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers;
- e) le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières;
- f) le Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains;
- g) le Règlement 52-110 sur le comité d'audit;
- h) le Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance.

6. Exceptions concernant le dépôt des documents intermédiaires

Dans l'exercice de notre pouvoir discrétionnaire de lever une interdiction d'opérations, nous pouvons décider de ne pas obliger l'émetteur à déposer certains rapports financiers intermédiaires, rapports de gestion intermédiaires, rapports intermédiaires de la direction sur le rendement du fonds ou attestations intermédiaires en vertu du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs qui sont manquants, sous réserve de l'article 7, s'il a déposé tous les documents suivants :

- a) les états financiers annuels audités, rapports de gestion annuels, rapports annuels de la direction sur le rendement du fonds et attestations annuelles qui doivent être déposés en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable;
- b) les notices annuelles, circulaires de sollicitation de procurations et déclarations de changement important qui doivent être déposées en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable;
- c) pour toutes les périodes intermédiaires de l'exercice courant, les rapports financiers intermédiaires (comprenant les chiffres comparatifs de l'exercice précédent), rapports de gestion intermédiaires, rapports intermédiaires de la direction sur le rendement du fonds et attestations intermédiaires qui doivent être déposés en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable.

7. Exceptions concernant le dépôt des documents annuels

Dans certains cas, l'émetteur qui souhaite obtenir la levée peut estimer qu'il est impossible d'établir et de déposer tous les documents manquants ou que ceux-ci seraient peu utiles aux investisseurs en raison du délai écoulé depuis la date d'effet de l'interdiction d'opérations. Cela peut notamment être le cas pour des documents portant sur des périodes terminées plus de 3 ans avant la date de la demande pour un émetteur non émergent ou plus de 2 ans avant cette date pour un émetteur émergent, ou sur des périodes antérieures à un changement significatif dans les affaires de l'émetteur. L'émetteur devrait alors présenter une demande détaillée expliquant sa situation. Le cas échéant, nous pouvons considérer que le dépôt de certains documents d'information n'est pas une condition nécessaire de la levée totale. Nous pourrions notamment tenir compte des facteurs suivants :

- a) la date de l'information qui doit figurer dans le document d'information continue : l'information sur d'anciennes périodes peut être moins pertinente que l'information sur des périodes récentes;
- b) l'accès aux dossiers de l'émetteur : l'impossibilité d'accéder aux dossiers peut empêcher l'émetteur de se conformer à certaines obligations de dépôt;
- c) l'activité de l'émetteur au cours de la période : si l'émetteur n'a exercé aucune activité ou a changé d'activité pendant l'interdiction d'opérations, l'information sur les périodes antérieures au changement peut être moins pertinente;
- d) le délai écoulé depuis la prise d'effet de l'interdiction d'opérations;
- e) le fait que l'information historique porte sur des opérations ou des litiges significatifs.

En règle générale, nous estimons que l'information sur les périodes comprises dans les 3 derniers exercices de l'émetteur non émergent ou les 2 derniers de l'émetteur émergent est utile pour les investisseurs et que les délais et les coûts entraînés par l'établissement des documents ne sont pas des facteurs déterminants dans la décision concernant l'information à fournir avec la demande de levée d'interdiction d'opérations.

8. Droits exigibles

L'émetteur doit avoir acquitté tous les droits exigibles à l'autorité membre des ACVM de chaque territoire où il est émetteur assujéti pour que nous prononcions la levée totale. Les droits exigibles comprennent, le cas échéant, les droits d'activité et de participation ainsi que les droits exigibles pour dépôt tardif.

Le montant des droits exigibles peut être considérable si l'interdiction d'opérations a pris effet depuis longtemps et si l'émetteur n'a pas déposé ses documents d'information continue en temps opportun pendant cette interdiction. Avant de présenter une demande, l'émetteur devrait communiquer avec chaque autorité membre des ACVM compétente afin de confirmer les droits exigibles.

9. Assemblée annuelle

L'émetteur devrait s'assurer qu'il s'est acquitté de toute obligation de tenir une assemblée annuelle des porteurs, ou à toute obligation équivalente, prévue par les lois sur les sociétés ou autres lois applicables ou ses documents constitutifs. Si l'émetteur n'a pas respecté cette obligation, nous n'exercerons généralement pas notre pouvoir discrétionnaire de prononcer la levée totale, à moins qu'il ne fournisse aux autorités membres des ACVM compétentes un engagement à tenir l'assemblée annuelle dans un délai de 3 mois après la date de la levée.

Un engagement ne dispense l'émetteur d'aucune obligation de tenir une assemblée annuelle.

10. Communiqué

Si la levée d'une interdiction d'opérations ou les circonstances de la demande de levée constituent un « changement important », l'émetteur est tenu, en vertu de la législation canadienne en valeurs mobilières, de publier et de déposer un communiqué et une déclaration de changement important. Cela peut être le cas si l'émetteur n'exerce plus aucune activité ou s'il a abandonné ses objectifs commerciaux. Dans ce cas, il devrait indiquer dans le communiqué et la déclaration de changement important qu'il n'exerce plus aucune activité ou qu'il a abandonné ses objectifs commerciaux et faire état de ses plans pour l'avenir ou indiquer qu'il n'en a pas.

Même s'il n'y a pas de changement important, l'émetteur devrait envisager de publier un communiqué pour annoncer la levée.

Section 2 Levée partielle

11. Opérations autorisées

Nous pouvons accorder une levée partielle pour autoriser certaines opérations comportant des opérations sur les titres de l'émetteur, comme les placements privés visant à réunir suffisamment de fonds pour établir et déposer les documents d'information continue manquants, ou les émissions d'actions en règlement d'une dette de façon à permettre à l'émetteur de restructurer son capital. De manière générale, nous n'exerçons pas notre pouvoir discrétionnaire de prononcer une levée partielle, à moins que l'émetteur ait l'intention de présenter une demande de levée totale et compte avoir suffisamment de ressources après l'opération proposée pour mettre son dossier d'information continue à jour et acquitter les droits impayés.

La levée partielle peut être justifiée dans d'autres circonstances. Par exemple, nous pouvons généralement prononcer une levée partielle pour permettre à un porteur de vendre des titres pour une valeur symbolique uniquement pour établir une perte fiscale ou en cas de liquidation ou d'insolvabilité de l'émetteur. Il est possible d'établir une perte fiscale sans aliéner les titres. Les porteurs peuvent consulter la *Loi de l'impôt sur le revenu* avant de demander la levée partielle.

L'émetteur peut consulter ses avocats pour déterminer si une opération nécessite une levée partielle. Par exemple, dans la plupart des territoires du Canada, une aliénation de titres par voie de donation faite de bonne foi et non pour contourner les dispositions de la législation en valeurs mobilières n'est généralement pas considérée comme une opération en vertu de la législation en valeurs mobilières. Il ne serait donc pas nécessaire d'obtenir une levée partielle dans cette situation. Toutefois, les titres donnés sont, de manière générale, toujours visés par l'interdiction d'opérations.

12. Actes visant la réalisation d'une opération

Le cas échéant, la définition d'« opération » décrit les actes qui visent la réalisation d'une opération. La question de savoir si une mesure prise par un émetteur ou une autre partie constitue un tel acte et contrevient par conséquent à l'interdiction d'opérations est une question d'interprétation juridique. Si des titres ont été émis en violation d'une interdiction d'opérations, nous déterminons s'il convient de prendre des mesures d'application de la loi. L'émetteur devrait consulter ses avocats pour déterminer si un acte qu'il projette d'accomplir viserait la réalisation d'une opération. Nous nous attendons généralement à ce qu'il obtienne une levée partielle pour pouvoir accomplir un tel acte, par exemple, que lui ou toute autre partie qui compte effectuer une opération obtienne une levée partielle avant de conclure une convention de transfert de titres et de rendre publique son intention d'effectuer l'opération.

13. Maintien de l'interdiction d'opérations

Une fois que l'opération autorisée en vertu d'une levée partielle a été réalisée, tous les titres de l'émetteur restent assujettis à l'interdiction d'opérations, jusqu'à sa levée totale.

PARTIE 4 DEMANDES

14. Demande de levée totale

1) Toutes les demandes de levée totale donnent lieu à un examen du dossier d'information continue de l'émetteur pour en établir la conformité.

2) L'émetteur qui souhaite obtenir la levée totale doit présenter une demande, accompagnée du paiement des droits exigibles, à l'autorité membre des ACVM de tous les territoires où ses titres sont visés par l'interdiction d'opérations. La demande doit contenir l'information suivante :

a) les territoires où les titres de l'émetteur sont visés par l'interdiction d'opérations;

- b) des précisions sur les demandes de levée à l'étude dans les autres territoires;
- c) un exemplaire de tout projet de déclaration de changement important ou de communiqué visé à l'article 10;
- d) la confirmation que tous les documents d'information continue ont été déposés auprès de l'autorité membre des ACVM compétente ou une description des documents qui seront déposés;
- e) la confirmation que l'émetteur dispose des ressources financières nécessaires pour acquitter tous les droits exigibles visés à l'article 8 ou qu'il les a acquittés à chaque autorité membre des ACVM pertinente;
- f) la confirmation que les profils SEDAR et SEDI de l'émetteur sont à jour;
- g) le projet de décision de levée;
- h) pour chaque administrateur, membre de la haute direction et promoteur actuel et nouveau de l'émetteur, le formulaire de renseignements personnels et autorisation établi conformément à l'Annexe A du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*, dûment rempli;
- h) si l'émetteur s'est vu imposer une autre interdiction d'opérations dans les 12 mois précédant la date d'effet de l'interdiction d'opérations en cours, une explication détaillée des raisons de ces multiples manquements.

3) Pour l'application du sous-paragraphe *h* du paragraphe 2 de l'article 14, si le promoteur n'est pas une personne physique, l'émetteur doit fournir le formulaire de renseignements personnels et autorisation rempli pour chacun de ses administrateurs et membres de la haute direction. L'émetteur qui est un fonds d'investissement doit faire de même pour chacun des administrateurs et membres de la haute direction du gestionnaire du fonds d'investissement.

15. Demande de levée partielle

1) L'émetteur qui souhaite obtenir une levée partielle doit présenter une demande, accompagnée du paiement des droits exigibles, à l'autorité membre des ACVM de tous les territoires où ses titres sont visés par l'interdiction d'opérations et où les opérations projetées auraient lieu. La demande doit contenir l'information suivante :

- a) les territoires où les titres de l'émetteur sont visés par l'interdiction d'opérations et où les opérations projetées auraient lieu;
- b) des précisions sur les demandes de levée à l'étude dans les autres territoires;
- c) une description des opérations projetées et de leur objectif;
- d) un projet de levée partielle contenant les conditions suivantes :
 - i) le demandeur obtiendra de toutes les parties à l'opération projetée des confirmations signées et datées qui indiquent clairement que les titres de l'émetteur acquis par elles demeurent assujettis à l'interdiction d'opérations jusqu'à la levée totale, dont l'obtention n'est pas garantie, et les fournira sur demande aux autorités membres des ACVM compétentes;
 - ii) le demandeur fournira un exemplaire de l'interdiction d'opérations et de la levée partielle à toutes les parties aux opérations projetées;
 - e) si l'objet de la levée partielle est de permettre à l'émetteur de réunir des fonds, l'information sur l'emploi du produit prévue au paragraphe 2;

f) le cas échéant, des précisions sur les dispenses dont l'émetteur compte se prévaloir pour réaliser les opérations projetées;

g) le cas échéant, un exemplaire de toute ordonnance judiciaire à l'origine des opérations projetées.

2) Si la levée partielle projetée d'une interdiction d'opérations vise à permettre à l'émetteur de réunir des fonds, la demande et le document d'offre, le cas échéant, doivent contenir l'information suivante :

a) une estimation raisonnablement étayée du montant que l'émetteur compte réunir à l'issue du placement;

b) une explication raisonnablement détaillée de l'objectif du placement et de l'emploi prévu du produit;

c) une estimation raisonnablement étayée du montant total dont l'émetteur aura besoin pour demander la levée totale, y compris les fonds requis pour établir et déposer les documents nécessaires pour mettre son dossier d'information continue à jour et acquitter les droits impayés.

16. Requête de confidentialité

1) L'émetteur qui requiert d'une autorité membre des ACVM la confidentialité de la demande et des documents justificatifs pendant l'examen de la demande devrait fournir une raison valable comme fondement de sa requête.

2) Toute requête de confidentialité devrait exposer en quoi elle est raisonnable dans les circonstances et ne porte pas préjudice à l'intérêt public et indiquer la date à laquelle la décision accordant la confidentialité pourrait expirer.

3) Il est peu probable que le personnel d'une autorité membre des ACVM recommande qu'une décision demeure confidentielle après sa date d'effet. Cependant, le déposant qui requiert le maintien de la confidentialité de la demande, des documents justificatifs ou de la décision au-delà de cette date devrait présenter sa requête de confidentialité sous une rubrique distincte de la demande et acquitter les droits exigibles auprès de l'autorité membre des ACVM.

4) Les communications relatives aux requêtes de confidentialité se font normalement par courrier électronique. Si l'émetteur a des réserves sur ce mode de communication, il peut préciser dans sa demande qu'il souhaite que toutes les communications soient faites par télécopieur ou par téléphone.

PARTIE 5 DATE DE PRISE D'EFFET

17. Instruction générale antérieure

L'*Instruction générale 12-202 relative à la levée des interdictions d'opérations prononcées en cas de non-conformité* est retirée et remplacée par la présente instruction générale.

18. Date de prise d'effet

La présente instruction générale prend effet le 23 juin 2016.

ANNEXE A
DISPOSITIONS DE LA LÉGISLATION LOCALE EN VALEURS MOBILIÈRES
APPLICABLES AUX DEMANDES.

Colombie-Britannique

Securities Act, articles 164 et 171.

Alberta

Securities Act, article 214.

Saskatchewan

The Securities Act, 1988, paragraphes 3 et 4 de l'article 158.

Manitoba

Loi sur les valeurs mobilières, paragraphe 1 de l'article 148.

Ontario

Loi sur les valeurs mobilières, article 144.

Québec

Loi sur les valeurs mobilières, troisième alinéa de l'article 265 et article 318.

Nouveau-Brunswick

Loi sur les valeurs mobilières, article 188.2.

Nouvelle-Écosse

Securities Act, article 151.

Île-du-Prince-Édouard

Securities Act, articles 15 et 59.

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities Act, article 142.1.

Yukon

Loi sur les valeurs mobilières, articles 15 et 59.

Territoires du Nord-Ouest

Loi sur les valeurs mobilières, articles 15 et 59.

Nunavut

Loi sur les valeurs mobilières, article 15 et 59.

INSTRUCTION GÉNÉRALE 12-203 RELATIVE AUX INTERDICTIONS D'OPÉRATIONS LIMITÉES AUX DIRIGEANTS

PARTIE 1 INTRODUCTION

Champ d'application

1. La présente instruction générale¹ donne des indications aux émetteurs, aux investisseurs et aux autres participants au marché sur les circonstances dans lesquelles les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») peuvent réagir à un manquement spécifié en prononçant une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants. Elle explique la signification que nous accordons à l'expression « interdiction d'opérations limitée aux dirigeants » et les raisons pour lesquelles nous prononçons ce type d'interdiction d'opérations. Elle indique aussi les autres mesures que nous prenons généralement lorsque nous prononçons une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants et ce à quoi nous nous attendons, dans ces circonstances, des émetteurs assujettis qui ont commis un manquement.

La définition de « manquement spécifié » n'inclut pas certains manquements aux obligations de dépôt énoncés à la rubrique 1 de l'*Avis 51-322 des ACVM, Manquements des émetteurs assujettis*, notamment l'omission de déposer une déclaration de changement important, l'information technique ou les autres rapports prévus par le *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers* ou le *Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières*.

Nous avons exclu ces éléments de la définition puisqu'il ne s'agit généralement pas d'information périodique et que, dans certains cas, il n'est pas évident qu'il y ait obligation de dépôt. Toute autorité membre des ACVM peut cependant appliquer la présente instruction générale à l'émetteur assujetti ayant manqué à une obligation d'information continue qui n'est pas visée par la définition de « manquement spécifié ». De même, toute autorité membre des ACVM peut appliquer la présente instruction générale lorsque l'émetteur assujetti dépose les documents prévus, mais que ceux-ci présentent des lacunes.

Les indications fournies ici sont générales. Chaque autorité membre des ACVM décide au cas par cas, après avoir pris en compte tous les faits et éléments pertinents, de la façon dont il convient de réagir à un manquement spécifié, notamment s'il y a lieu de prononcer une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants.

PARTIE 2 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Définitions

1. Dans la présente instruction générale, on entend par :

« annonce du manquement » : le communiqué et la déclaration de changement important visés à l'article 9;

« autorité membre des ACVM » : une autorité en valeurs mobilières ou un agent responsable;

« autorité principale » : l'autorité principale au sens de l'*Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires*;

« interdiction d'opérations » : une interdiction d'opérations au sens de l'*Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires*;

¹ L'*Instruction générale 12-203 relative aux interdictions d'opérations prononcées pour manquement aux obligations d'information continue* est remplacée par la présente instruction générale, qui comporte un changement de titre et résulte du déplacement dans l'*Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires* de la procédure en vertu de laquelle les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt sont prononcées.

« interdiction d'opérations limitée aux dirigeants » : une interdiction d'opérations au sens du *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*;

« interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt » : une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt au sens du *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*;

« lignes directrices sur l'information de remplacement » : les lignes directrices relatives à l'annonce du manquement et au rapport sur la situation énoncées aux articles 9 et 10;

« manquement spécifié » : un manquement spécifié au sens du *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*;

« obligation spécifiée » : l'obligation de déposer, dans le délai prévu par la législation en valeurs mobilières, un ou plusieurs des documents suivants :

- a) les états financiers annuels;
- b) un rapport financier intermédiaire;
- c) un rapport de gestion annuel ou intermédiaire ou un rapport de la direction sur le rendement du fonds annuel ou intermédiaire;
- d) une notice annuelle;
- e) une attestation prévue par le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*;

« rapport sur la situation » : le rapport visé à l'article 10;

« SEDAR » : le Système électronique de données, d'analyse et de recherche.

Définitions supplémentaires

3. Les expressions employées dans la présente instruction générale et définies dans le *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires* ou le *Règlement 14-101 sur les définitions* s'entendent au sens de ces règlements.

Interprétation

4. Dans certains territoires, l'autorité membre des ACVM peut prononcer des interdictions d'opérations et des interdictions d'opérations limitées aux dirigeants qui interdisent l'aliénation, l'acquisition ou l'achat de titres d'un émetteur assujéti. Dans ces territoires, l'expression « opération » utilisée dans la présente instruction générale s'entend de l'aliénation, de l'acquisition ou de l'achat de titres d'un émetteur assujéti.

Au Québec, l'expression « opération » n'est pas définie dans la *Loi sur les valeurs mobilières*. La présente instruction générale s'applique à toute activité relative à une opération sur valeurs qui peut faire l'objet d'une interdiction d'opérations prononcée en vertu du troisième alinéa de l'article 265 de cette loi, à l'exception de l'interdiction d'opérations qui répond à la définition de l'expression « interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt » prévue par le *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*.

PARTIE 3 INTERDICTION D'OPÉRATIONS LIMITÉE AUX DIRIGEANTS ET LEVÉE

Mesures que les autorités en valeurs mobilières peuvent prendre en conséquence d'un manquement spécifié

5. Dans les territoires où l'émetteur est émetteur assujéti, les autorités membres des ACVM réagissent à un manquement spécifié en l'indiquant sur la liste des émetteurs assujétis qui ont manqué à leurs obligations. Pour plus de renseignements concernant les listes tenues par les ACVM, consultez l'*Avis 51-322 des ACVM, Manquements des émetteurs assujétis*.

Le cas échéant, les autorités membres des ACVM prennent généralement l'une des mesures suivantes :

- a) elles prononcent une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt;
- b) si l'émetteur fait une demande en vertu de l'article 8 et démontre qu'il est en mesure de se conformer à la présente instruction générale, elles prononcent une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants.

On trouvera davantage de renseignements sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans l'*Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires*.

Si les documents manquants doivent être déposés dans un délai relativement bref, que le manquement n'est pas susceptible de se répéter et que l'émetteur respecte les critères d'admissibilité prévus à l'article 6, une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants peut constituer une mesure appropriée.

Si l'autorité principale de l'émetteur décide qu'une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants est appropriée, elle prononce généralement une interdiction d'opérations qui retreint les opérations du chef de la direction et du chef des finances. À sa discrétion, elle peut également appliquer l'interdiction aux administrateurs de l'émetteur ou à d'autres personnes. Étant donné que les interdictions d'opérations limitées aux dirigeants ne sont pas visées par le *Règlement 11-103 sur les interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt dans plusieurs territoires*, les autorités autres que l'autorité principale prononcent généralement une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants, dans les territoires où l'émetteur est émetteur assujéti, à l'égard des personnes nommées dans l'interdiction de l'autorité principale qui résident dans ces territoires².

Critères d'admissibilité

6. Nous pouvons prononcer une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants si l'émetteur respecte tous les critères suivants :

- a) les documents manquants devraient être déposés dès qu'ils sont prêts et dans un délai raisonnable. Dans la plupart des cas, nous nous attendons à les recevoir dans un délai de 2 mois. Dans les situations que l'autorité principale juge exceptionnelles, nous pouvons toutefois accorder à un émetteur un délai plus long pour corriger le manquement;
- b) l'émetteur génère des produits d'exploitation dans le cadre de son activité principale ou, s'il est en phase de démarrage, il travaille activement à l'élaboration de ses produits et à la mise en valeur de ses terrains;
- c) l'émetteur dispose des ressources financières et humaines nécessaires, notamment un nombre raisonnable d'administrateurs et de dirigeants en poste, pour corriger le manquement

² Les interdictions d'opérations limitées aux dirigeants s'appliquent automatiquement dans les territoires qui ont adopté une disposition législative sur les ordonnances réciproques, au sens de l'article 3 de l'*Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires*, même si l'émetteur n'est pas émetteur assujéti.

rapidement et efficacement et satisfait à l'ensemble des autres obligations d'information continue (à l'exception des obligations qui peuvent être raisonnablement rattachées au manquement spécifié) pendant la durée du manquement;

d) les titres de l'émetteur sont inscrits à la cote d'une bourse canadienne et il existe un marché actif et liquide pour ceux-ci. Les émetteurs dont les titres sont très peu négociés ne sont généralement pas admissibles à une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants;

e) l'émetteur ne figure pas sur la liste des émetteurs assujettis qui ont commis un manquement d'aucune autorité membre des ACVM pour d'autre motif que le non-respect de l'obligation spécifiée (et de toute autre obligation qui peut raisonnablement y être rattachée).

Nous tenons également compte des antécédents de l'émetteur en matière de conformité aux obligations d'information continue lorsque nous étudions sa demande d'interdiction d'opérations limitée aux dirigeants. L'émetteur assujetti qui fait l'objet de procédures d'insolvabilité trouvera d'autres points à considérer à l'article 14.

Moment de la demande

7. L'émetteur qui respecte les critères d'admissibilité susmentionnés devrait communiquer avec son autorité principale au moins 2 semaines avant la date limite de dépôt des documents exigés et lui demander par écrit de prononcer une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants au lieu d'une interdiction d'opérations.

Nous estimons que dans la plupart des cas, l'émetteur qui agit avec une diligence raisonnable devrait être en mesure de déterminer s'il pourra respecter une obligation spécifiée au moins 2 semaines avant la date limite. Nous reconnaissons toutefois qu'il peut se produire de rares situations dans lesquelles l'émetteur n'est pas en mesure de le déterminer, bien qu'il agisse avec une diligence raisonnable, au moins 2 semaines avant cette date. Dans ce cas, l'émetteur devrait expliquer brièvement dans sa demande les raisons pour lesquelles il la dépose tardivement.

De manière générale, nous n'acceptons pas les demandes d'interdiction d'opérations limitée aux dirigeants soumises après la date limite de dépôt.

Contenu de la demande

8. L'émetteur qui souhaite demander une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants en vertu de la présente instruction générale devrait s'adresser à son autorité principale et faire parvenir un exemplaire de la demande à l'autorité membre des ACVM de tout autre territoire où il est émetteur assujetti.

Dans sa demande, l'émetteur devrait :

- a)* préciser le manquement spécifié, ses motifs et la durée prévue;
- b)* expliquer en quoi il respecte chacun des critères d'admissibilité prévus à l'article 6;
- c)* présenter un plan détaillé de correction du manquement qui prévoit notamment un échéancier réaliste;
- d)* inclure le consentement signé du chef de la direction et du chef des finances (ou l'équivalent) à une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants (se reporter à l'Annexe A);
- e)* inclure un exemplaire de l'annonce du manquement ou du projet d'annonce;
- f)* confirmer qu'il respectera les lignes directrices sur l'information de remplacement;
- g)* inclure un exemplaire de l'engagement visé à l'article 13;

h) décrire brièvement ses politiques en matière de périodes d'interdiction totale des opérations et ses autres politiques et procédures en matière d'opérations d'initiés.

Lignes directrices sur l'information de remplacement – Annonce du manquement

9. Le fait que l'émetteur assujéti anticipe qu'il ne respectera pas une obligation spécifiée ou constate, après coup, qu'il ne l'a pas respectée constitue souvent un changement important qu'il devrait communiquer au marché sans délai au moyen d'un communiqué et d'une déclaration de changement important, conformément à la partie 7 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*. Pour établir si le manquement à une obligation spécifiée constitue un changement important, l'émetteur devrait tenir compte à la fois des circonstances qui l'entourent et du manquement en tant que tel.

Si les circonstances ou le manquement ne constituent pas un changement important, l'émetteur devrait tout de même évaluer si les circonstances comportent de l'information importante qui devrait être communiquée sans délai au marché par voie de communiqué.

Les autorités membres des ACVM n'exercent généralement leur pouvoir discrétionnaire de prononcer une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants que si l'émetteur publie et dépose une annonce du manquement renfermant l'information indiquée ci-après. Si le manquement comporte un changement important, la déclaration de changement important peut comprendre cette information, auquel cas une annonce du manquement distincte n'est pas nécessaire. L'annonce du manquement devrait être autorisée par le chef de la direction ou le chef des finances (ou l'équivalent) de l'émetteur assujéti, approuvée par le conseil d'administration ou le comité de vérification et déposée auprès des autorités membres des ACVM au moyen de SEDAR de la même façon que le communiqué et la déclaration de changement important visés à la partie 7 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*. L'émetteur est généralement en mesure de déterminer qu'il ne respectera pas une obligation spécifiée au moins 2 semaines avant la date limite. Il devrait publier l'annonce du manquement dès qu'il fait ce constat.

L'annonce du manquement devrait :

- a) préciser l'obligation spécifiée applicable ainsi que le manquement (prévu);
- b) énoncer en détail les motifs du manquement (prévu);
- c) indiquer les plans de l'émetteur assujéti pour corriger le manquement, notamment la date à laquelle il prévoit le faire;
- d) confirmer que l'émetteur assujéti entend respecter les lignes directrices sur l'information de remplacement tant qu'il n'aura pas corrigé le manquement à une obligation spécifiée;
- e) donner des précisions sur toute procédure d'insolvabilité dont l'émetteur assujéti fait l'objet, y compris la nature de l'information qu'il doit communiquer à ses créanciers et le moment où il doit le faire, et confirmer qu'il entend déposer auprès des autorités membres des ACVM, au cours de la période du manquement, l'information qu'il communique aux créanciers au moment où elle leur est communiquée et de la même façon que s'il déposait une déclaration de changement important en vertu de la partie 7 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*;
- f) sous réserve de l'article 11, communiquer toute autre information importante sur les affaires de l'émetteur assujéti qui n'a pas été rendue publique.

Une annonce du manquement n'est pas nécessaire si l'émetteur a manqué à une obligation spécifiée antérieure, qu'il a respecté les dispositions du présent article à cet égard et qu'il se conforme aux dispositions de l'article 10 concernant les rapports sur la situation.

Lignes directrices sur l'information de remplacement – Rapports sur la situation

10. Après l'annonce du manquement et pendant l'interdiction d'opérations limitée aux dirigeants, les autorités membres des ACVM exercent généralement leur pouvoir discrétionnaire de prononcer une interdiction d'opérations, à moins que l'émetteur assujéti qui a commis le manquement ne publie toutes les 2 semaines un rapport sur la situation, sous la forme d'un communiqué contenant l'information suivante :

a) les changements à l'information figurant dans l'annonce du manquement ou dans les rapports sur la situation postérieurs dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'ils soient importants pour un investisseur, y compris la description de toutes les mesures prises pour corriger le manquement et l'état des enquêtes sur les circonstances qui peuvent avoir donné lieu au manquement;

b) des précisions sur tout manquement de l'émetteur assujéti à ses déclarations concernant le respect des lignes directrices sur l'information de remplacement;

c) l'information concernant tout manquement spécifié (prévu) postérieur au manquement dont il est question dans l'annonce du manquement;

d) sous réserve de l'article 11, toute autre information importante sur les affaires de l'émetteur assujéti qui n'a pas été rendue publique.

Le rapport sur la situation devrait indiquer, le cas échéant, qu'il n'y a aucun changement à déclarer conformément aux paragraphes a) à d).

Afin que le marché demeure informé des faits nouveaux qui surviennent pendant la durée du manquement, l'émetteur devrait publier un rapport sur la situation toutes les 2 semaines suivant l'annonce du manquement. Si une autorité membre des ACVM prononce une interdiction d'opérations à l'égard de l'émetteur, ces rapports ne sont plus nécessaires.

Chaque rapport sur la situation devrait être établi, autorisé, déposé et communiqué au marché de la façon prévue à l'article 9 pour l'annonce du manquement.

Information importante confidentielle

11. Les lignes directrices sur l'information de remplacement énoncées dans la présente instruction générale complètent les obligations de déclaration de changement important prévues par le *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* et devraient recevoir une interprétation semblable. Comme dans le cas des procédures prévues par ce règlement, l'émetteur peut omettre de l'information importante confidentielle de l'annonce du manquement ou des rapports sur la situation s'il est d'avis que sa publication serait indûment préjudiciable à ses intérêts et que cet avis a été formé de façon raisonnable.

Conformité aux autres obligations d'information continue

12. L'information de remplacement décrite aux articles 9 et 10 complète le dossier d'information de l'émetteur au cours de la période du manquement. Elle ne remplace pas l'information continue exigée par la législation canadienne en valeurs mobilières.

L'émetteur assujéti qui a manqué à une obligation spécifiée doit continuer de se conformer à l'ensemble des autres obligations d'information continue applicables, à l'exception de celles qui peuvent raisonnablement être rattachées à l'obligation spécifiée en question. Par exemple, l'émetteur qui n'a pas déposé ses états financiers à temps ne sera pas non plus en mesure de respecter l'obligation de déposer le rapport de gestion conformément au *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*. Le non-respect de l'obligation de déposer des états financiers vérifiés conformément à la partie 4 de ce règlement ne saurait toutefois le dispenser des autres obligations prévues par celui-ci, comme celle de déposer une notice annuelle ou des déclarations de changement important conformément aux parties 6 et 7.

Engagement de l'émetteur à cesser certaines opérations

13. L'émetteur assujéti devrait joindre à la demande un engagement à ne pas, directement ou indirectement, émettre de titres à un initié à son égard ou à un employé ni acquérir de titres auprès de ces personnes, sauf conformément aux ententes ayant force obligatoire en vigueur à la date du manquement spécifié, tant qu'il n'a pas corrigé le manquement à l'obligation spécifiée en question. L'émetteur devrait adresser l'engagement à l'autorité membre des ACVM de chaque territoire où il est émetteur assujéti.

Émetteurs assujétis faisant l'objet de procédures d'insolvabilité

14. Si un émetteur assujéti fait l'objet de procédures d'insolvabilité, nous étudions sa demande d'interdiction d'opérations limitée aux dirigeants s'il se conforme aux articles applicables de la présente instruction générale, y compris les critères d'admissibilité énoncés à l'article 6, et que les conditions suivantes sont réunies :

- a) il demeure propriétaire de ses actifs;
- b) ses administrateurs et dirigeants continuent de gérer ses affaires;
- c) il convient de déposer un rapport indiquant l'information communiquée à ses créanciers :
 - i) au moment où l'information leur est communiquée;
 - ii) de la même façon qu'une déclaration de changement important prévue à la partie 7 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*.

L'émetteur qui choisit de déposer l'information communiquée aux créanciers avec une déclaration de changement important devrait, aux fins du dépôt au moyen de SEDAR, inclure cette information dans le même document électronique que la déclaration.

Information financière contenue dans les annonces du manquement et les rapports sur la situation

15. Sauf dans certains cas d'insolvabilité, l'information financière non auditée communiquée au marché devrait être tirée directement d'états financiers établis et présentés conformément aux principes comptables généralement reconnus. Dans les annonces du manquement et les rapports sur la situation, cette information devrait être accompagnée d'une mise en garde indiquant qu'elle a été établie par la direction de l'émetteur assujéti ayant commis le manquement et n'a pas été auditée.

Annonce de la correction d'un manquement

16. Lorsqu'il a corrigé le manquement spécifié, l'émetteur assujéti devrait communiquer cette information au marché de la façon prévue dans la présente instruction générale pour une annonce du manquement.

Levée d'une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants

17. Certaines interdictions d'opérations limitées aux dirigeants contiennent une disposition qui indique le moment où elles expireront automatiquement.

La procédure de levée d'une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants qui n'expire pas automatiquement selon ses dispositions est décrite dans l'*Instruction générale 12-202 relative à la levée de certaines interdictions d'opérations*.

PARTIE 4 AUTRES FACTEURS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION

Opérations effectuées par les dirigeants et d'autres initiés au cours de la période du manquement

18. Certaines lignes directrices concernant les opérations effectuées par les dirigeants et d'autres initiés pendant la période du manquement figurent à l'article 9 de l'*Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires*.

Aucune amende ou sanction pour manquement aux obligations d'information

19. Les autorités membres des ACVM considèrent que les interdictions d'opérations limitées aux dirigeants prononcées en vertu de la présente instruction générale ne constituent ni des « amendes » ni des « sanctions » infligées pour manquement aux obligations d'information prévues par la législation canadienne en valeurs mobilières. Elles ne sont pas des mesures d'application de la loi et ne signifient pas qu'une faute ou un acte répréhensible a été commis par les personnes physiques qu'elles désignent. Par exemple, le conseil d'administration d'un émetteur qui a commis un manquement pourrait demander à une personne physique d'agir à titre de dirigeant ou d'administrateur pour aider l'émetteur à corriger son manquement. La personne physique pourrait n'avoir aucun lien antérieur avec l'émetteur. Le fait que l'autorité principale puisse nommer cette personne par la suite dans une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants ne signifie pas qu'elle a pris part au manquement, lequel est survenu avant qu'elle entre au service de l'émetteur.

Les émetteurs sont toutefois tenus de communiquer les interdictions d'opérations limitées aux dirigeants prononcées en vertu de la présente instruction générale conformément aux obligations d'information suivantes :

- a) la rubrique 16.2 de l'Annexe 41-101A1, *Information à fournir dans le prospectus*;
- b) la rubrique 16 de l'Annexe 44-101A1, *Prospectus simplifié*;
- c) le paragraphe 1 de la rubrique 10.2 de l'Annexe 51-102A2, *Notice annuelle*;
- d) la rubrique 7.2 de l'Annexe 51-102A2, *Notice annuelle*;

L'émetteur qui est tenu d'inclure de l'information sur une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants dans un document rendu public peut la compléter par d'autres renseignements qui en expliquent les circonstances.

PARTIE 5 DATE DE PRISE D'EFFET

20. L'*Instruction générale 12-203 relative aux interdictions d'opérations prononcées pour manquement aux obligations d'information continue* est retirée et remplacée par la présente instruction générale.

21. La présente instruction générale prend effet le 23 juin 2016.

ANNEXE A FORMULAIRE TYPE DE CONSENTEMENT

Consentement

Destinataire : [Nom de l'autorité principale de l'émetteur], à titre d'autorité principale (l'« autorité »)

Et : [Nom des autres autorités des territoires où l'émetteur est émetteur assujéti] (avec l'autorité principale, les « autorités »)

Objet : **Consentement à une d'interdiction d'opérations limitée aux dirigeants**

Je soussigné(e) [nom de la personne physique qui fournit le consentement] atteste ce qui suit :

1. Je suis [nom du poste occupé auprès de l'émetteur, p. ex., le chef de la direction ou le chef des finances] de [nom de l'émetteur] (l'« émetteur »).

2. L'émetteur est un/une [nature de l'entité, p. ex., une société par actions constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions] dont le siège est situé [province ou territoire].

3. L'émetteur est émetteur assujéti [indiquer tous les territoires où l'émetteur est émetteur assujéti]. L'autorité principale de l'émetteur, désignée conformément à l'article 13 de l'Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires est [nom de l'autorité principale].

4. L'émetteur [est] [n'est pas] [supprimer, selon le cas] un « émetteur émergent » au sens du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue. L'exercice de l'émetteur se termine le [indiquer la fin de l'exercice de l'émetteur, p. ex., le 31 décembre].

5. Le ou vers le [indiquer la date limite de dépôt] (la « date limite pour le dépôt »), l'émetteur devra déposer [décrire brièvement les dépôts exigés, p. ex. :

a. les états financiers annuels audités de l'exercice terminé le 31 décembre 2014, conformément à la partie 4 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

b. le rapport de gestion relatif aux états financiers annuels audités, conformément à la partie 5 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

c. les attestations du chef de la direction et du chef des finances relatives aux états financiers annuels audités, conformément au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs (collectivement, les « documents exigés »)].

6. L'émetteur estime qu'il ne pourra déposer les documents exigés avant la date limite de dépôt. Il demande à l'autorité ou aux autorités de prononcer une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants plutôt qu'une interdiction d'opérations générale, conformément à l'Instruction générale 12-203 relative aux interdictions opérations limitées aux dirigeants.

7. Je fournis le présent consentement à l'appui de la demande d'interdiction d'opérations limitée aux dirigeants présentée par l'émetteur conformément à l'article 8 de l'Instruction générale 12-203 sur les interdictions d'opérations limitées aux dirigeants.

8. Je consens par les présentes à ce que l'autorité principale de l'émetteur prononce à mon égard une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants en vertu des dispositions législatives applicables indiquées à l'Annexe A de l'Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires.

9. Je comprends que l'interdiction d'opérations limitée aux dirigeants m'interdira, directement ou indirectement, d'effectuer des opérations sur les titres de l'émetteur, de souscrire ou d'acquérir ces titres pendant une période s'étendant deux jours ouvrables après la réception par l'autorité principale de tous les documents que l'émetteur est tenu de déposer en vertu de la législation en valeurs mobilières de l'autorité principale ou jusqu'à ce que l'autorité principale rende toute autre décision.

10. Je consens également par les présentes à ce qu'une autre autorité prononce toute interdiction d'opérations limitée aux dirigeants identique pour l'essentiel qu'elle juge nécessaire en raison du manquement décrit ci-dessus.

FAIT le [indiquer la date]

Par :

Nom :

Titre :

Modifié le ● .

**Regulation to amend Regulation 11-102 respecting Passport System
Regulation 11-103 respecting Failure to File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions
and concordant**

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") is publishing amended text, in English and French, of the following Regulations:

- *Regulation to amend Regulation 11-102 respecting Passport System;*
- *Regulation 11-103 respecting Failure to File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions.*

The Authority is also publishing in this Bulletin amended texts, in English and French, of the following Policy Statement

- *Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System (blacklined version);*
- *Policy Statement 11-206 respecting Process for Cease to be a Reporting Issuer Applications;*
- *Policy Statement 11-207 respecting Failure to File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions;*
- *Policy Statement 12-202 respecting Revocation of Certain Cease Trade Orders;*
- *Policy Statement 12-203 respecting Management Cease Trade Orders.*

In Québec, the Regulations will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulations will come into force on the date of their publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulations. The Policy Statement will be adopted as policies and will take effect concomitantly with the Regulations.

Additional Information

Further information is available from:

Sylvia Pateras
Senior Legal Counsel
Autorité des marchés financiers
514 395 0337, extension 2536
Toll-free: 1 877 525-0337
sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

Mathieu Laberge
Legal Counsel
Autorité des marchés financiers
514 395 0337, extension 2537
Toll-free: 1 877 525-0337
mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

March 3, 2016

CSA Notice of Publication
Regulation 11-102 respecting Passport System
Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions

March 3, 2016

Introduction

The Canadian Securities Administrators (the CSA or we), except for the Ontario Securities Commission (the OSC), are implementing amendments to *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102 or the passport regulation) and changes to *Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System* (Policy Statement 11-102).

The CSA, except for the OSC and the Alberta Securities Commission (the ASC), are also implementing *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions* (Regulation 11-103).

All members of the CSA are implementing the following policy statements :

- *Policy Statement 11-206 respecting Process for Cease to be a Reporting Issuer Applications* (Policy Statement 11-206);
- *Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions* (Policy Statement 11-207);
- *Policy Statement 12-202 respecting Revocation of Certain Cease Trade Orders* (Policy Statement 12-202) (replacing current *Policy Statement 12-202 respecting Revocation of a Compliance-Related Cease Trade Order*, which will be withdrawn on June 23, 2016); and
- *Policy Statement 12-203 respecting Management Cease Trade Orders* (Policy Statement 12-203) (replacing current *Policy Statement 12-203 respecting Cease Trade Orders for Continuous Disclosure Defaults*, which will be withdrawn on June 23, 2016).

The amendments to Regulation 11-102, the changes to Policy Statement 11-102, Regulation 11-103 and the four Policy Statements are collectively referred to as the 2016 Materials.

Provided all necessary ministerial approvals are obtained, the 2016 Materials will come into force on **June 23, 2016**.

The text of the 2016 Materials is published with this notice and is also available, as applicable, on the websites of CSA jurisdictions, including:

www.lautorite.gc.ca

www.albertasecurities.com

www.bsc.bc.ca

<http://nssc.novascotia.ca/>

www.fcnb.ca

www.osc.gov.on.ca

www.fcaa.gov.sk.ca

www.msc.gov.mb.ca

Substance and Purpose

The purpose of the 2016 Materials is to:

- *Expand the passport regulation to cover applications to cease to be a reporting issuer.* Currently, these applications are filed with and reviewed by each provincial or territorial securities regulator (where the issuer is a reporting issuer) under the coordinated review procedure provided in Policy Statement 11-203 *Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions*. By bringing the process surrounding these applications into passport, an issuer will generally be able to deal only with its principal regulator to obtain an order to cease to be a reporting issuer in all jurisdictions of Canada where it has this status. ***The new provisions are set out in Part 4C of Regulation 11-102.***
- *Automatically prohibit or restrict trading in or purchasing of securities in multiple jurisdictions upon the issuance of certain cease trade orders for continuous disclosure defaults.* When a reporting issuer is in default of certain types of continuous disclosure requirements under securities legislation (specified default), regulators may issue a cease trade order (failure-to-file cease trade order). Currently, there is no formal coordinated process across the jurisdictions of Canada for when other regulators will reciprocate the order first issued against the securities of the defaulting reporting issuer. Under Regulation 11-103, if a regulator issues a failure-to-file cease trade order against the securities of a reporting issuer, trading in or purchasing of those securities is automatically prohibited or restricted (the automatic prohibition) under the same terms and conditions set out in the failure-to-file cease trade order in every jurisdiction that has adopted Regulation 11-103 and where the issuer is reporting. To revoke or vary a failure-to-file cease trade order, the issuer will generally deal only with the regulator that issued the failure-to-file cease trade order. The revocation or variation of the failure-to-file cease trade order will also have an automatic effect in multiple jurisdictions. ***The automatic prohibition, which was originally set out in Part 4D of Regulation 11-102, is now being adopted as a separate rule, Regulation 11-103.***
- *Implement two new policy statements, Policy Statement 11-206 and Policy Statement 11-207, to describe the processes the CSA has developed in connection with the amendments to the passport regulation and Regulation 11-103.* Policy Statement 11-206 sets out the process for the filing and review of applications to

cease to be a reporting issuer. Policy Statement 11-207 explains why the CSA will issue a failure-to-file cease trade order and sets out the process for applying for a revocation of this type of order. Both Policy Statement 11-206 and Policy Statement 11-207 also describe an interface between Ontario and the other CSA jurisdictions, including a “dual” process if the OSC is not the principal regulator. Since Ontario will not be adopting Regulation 11-102 amendments or Regulation 11-103 and orders of another CSA regulator will not automatically apply in Ontario, the dual process outlines how the OSC can opt into an order issued by another CSA regulator acting as principal regulator.

Background

On April 16, 2015, we published a Notice and Request for Comment relating to proposals reflected in the 2016 Materials (the April 2015 Materials).

Summary of Written Comments Received by the CSA

The comment period for the April 2015 Materials ended on June 15, 2015 and the CSA received one submission. The comment letter on the April 2015 Materials can be viewed on the Autorité des marchés financiers website at www.lautorite.qc.ca and on the ASC website at www.albertasecurities.com.

We have considered the comment received and thank the commenter for its input. The name of the commenter is contained in Annex A and a summary of its comments, together with our responses, is contained in Annex B.

Summary of Changes to April 2015 materials

We have made some revisions to the April 2015 Materials that were published for comment. Those revisions are reflected in the 2016 Materials that we are publishing concurrently with this notice. As these changes are not material, we are not republishing the 2016 Materials for a further comment period.

The notable changes from the April 2015 Materials are described below:

Regulation 11-103

In the April 2015 Materials, we proposed the automatic prohibition as an amendment to Regulation 11-102. We have decided to implement it as a separate rule because not all jurisdictions will adopt Regulation 11-103.

On July 1, 2015, Alberta implemented a statutory reciprocal order provision that provides for the automatic reciprocation of any order imposing sanctions, conditions, restrictions or requirements issued by another CSA regulator based on a finding or admission of a contravention of securities legislation. The ASC will be relying on this provision for the automatic reciprocation of failure-to-file cease trades orders and will not be adopting

Regulation 11-103. Other jurisdictions are considering enacting a similar provision. Each jurisdiction will be able to repeal Regulation 11-103, without impacting Regulation 11-102, when it obtains a statutory reciprocal order provision.

Although the substance of Regulation 11-103 remains the same as what we published in the April 2015 Materials, we have expressly carved-out management cease trade orders from the definition of “failure-to-file cease trade order” to clearly reflect our stated intent that these orders are not to be automatically reciprocated at this time. CSA regulators currently have different approaches to the issuance of management cease trade orders. Further harmonization of these approaches will be necessary before management cease trade orders can be included in Regulation 11-103.

Policy Statement 11-102

We have deleted parts of the policy statement that related to what is now Regulation 11-103.

Policy Statement 11-207

Most of the changes that we have made to this policy statement are to reflect that we are adopting Regulation 11-103 as a separate rule. For example, we have removed all references to “passport” and have further streamlined the processes wherever possible.

We have also removed cease trade orders issued against “OTC reporting issuers” (as defined in *Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-Counter Markets*) from the list of orders not covered by Regulation 11-103 provided in section 2 of this policy statement. As a category of reporting issuer, OTC reporting issuers are caught by Regulation 11-103’s definition of “failure-to-file cease trade order”. As a result, the processes surrounding the issuance and revocation of failure-to-file cease trade orders issued against these reporting issuers are set out in Policy Statement 11-207.

We have added some text to explain that in a jurisdiction which has a statutory reciprocal order provision, like Alberta, all continuous disclosure cease trade orders will be automatically reciprocated in that jurisdiction even where the issuer is not a reporting issuer.

Policy Statement 12-202

We have slightly modified the title of this policy statement to reflect the adoption of Regulation 11-103 as a separate rule.

Like in Policy Statement 11-207, we have removed cease trade orders issued against OTC reporting issuers from the list of orders not covered by Regulation 11-103 provided in section 1 of this policy statement. The processes surrounding the issuance and revocation of failure-to-file cease trade orders issued against OTC reporting issuers are set out in Policy Statement 11-207.

Policy Statement 12-203 and Policy Statement 11-206

We did not make any notable changes to these policy statements.

Local Matters

Annex C to this notice is being published in any local jurisdiction that is making related changes to local securities laws, including changes to local notices or other policy instruments in that jurisdiction. It also includes any additional information that is relevant to that jurisdiction only.

Contents of Annexes

The following annexes form part of this CSA Notice:

ANNEX A	Commenter
ANNEX B	Summary of Comments and Responses
ANNEX C	Local Matters

Questions

Please refer your questions to any of the following:

Sylvia Pateras
Senior Legal Counsel
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, extension 2536
sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

Mathieu Laberge
Legal Counsel
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, extension 2537
mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

Leslie Rose
Senior Legal Counsel
British Columbia Securities Commission
604 899-6654
lrise@bcsc.bc.ca

Jody-Ann Edman
Assistant Manager, Financial Reporting
British Columbia Securities Commission
604 899-6698

jedman@bcsc.bc.ca

Jessie Gill
Legal Counsel
Alberta Securities Commission
403 355-6294
jessie.gill@asc.ca

Tony Herdzik
Deputy Director – Corporate Finance
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
306 787-5849
tony.herdzik@gov.sk.ca

Chris Besko
Director, General Counsel
The Manitoba Securities Commission
204 945-2561
chris.besko@gov.mb.ca

Michael Balter
Senior Legal Counsel
Ontario Securities Commission
416 593-3739
mbalter@osc.gov.on.ca

Ella-Jane Loomis
Senior Legal Counsel, Securities
Financial and Consumer Services Commission (New Brunswick)
506 658-2602
ella-jane.loomis@fcnb.ca

Jane Anderson
Director, Policy and Market Regulation
Nova Scotia Securities Commission
902 424-0179
jane.anderson@novascotia.ca

Steven Dowling
Acting Director
Office of the Superintendent of Securities
Government of Prince Edward Island
902 368-4551
sddowling@gov.pe.ca

Rhonda Horte

Deputy Superintendent of Securities
Office of the Yukon Superintendent of Securities
867 667-5466
rhonda.horte@gov.yk.ca

Tom Hall
Superintendent of Securities
Office of the Superintendent of Securities
Northwest Territories
867 767-9260, extension 82180
Tom_Hall@gov.nt.ca

Jeff Mason
Director of Legal Registries
Nunavut Securities Office
867 975-6591
jmason@gov.nu.ca

ANNEX A

Commenter

We received one comment letter from The Canadian Advocacy Council for Canadian CFA Institute Societies.

ANNEX B**Summary of Comments and Responses**

No.	Subject	Summarized Comment	Response
Cease to be a reporting issuer			
1	<i>Agreement with proposal</i>	The commenter supports the inclusion of applications to cease to be a reporting issuer in the passport system. However, ideally, the process would also be available to the extent an issuer wished to revoke its status in more than one, but not all, such jurisdictions.	<p>We thank the commenter for its support.</p> <p>However, we are of the view that the proposed “all or nothing” approach is the correct one. An issuer must apply to cease to be a reporting issuer in all jurisdictions in which it is a reporting issuer. Were the issuer to remain a reporting issuer in a jurisdiction in Canada, its securities would continue to be freely tradable in Canada, but shareholders in jurisdictions where the issuer has ceased to be a reporting issuer would have different rights than those where the issuer is still reporting.</p> <p>This approach is in line with the one currently applied in a coordinated fashion between provincial and territorial jurisdictions.</p>

No.	Subject	Summarized Comment	Response
Failure-to-file cease trade orders¹			
2	<i>Agreement with proposal</i>	The commenter supports the proposal that would result in a failure-to-file cease trade order being reciprocated across jurisdictions in which the issuer is reporting issuer. It sees no policy rationale for permitting securities to trade in other jurisdictions since investors are equally impacted by the lack of updated continuous disclosure compliant with legal requirements. The proposal will streamline the process since an issuer will only have to deal with one regulator to obtain a revocation or a variation of the order, saving the issuer both time and additional costs.	We thank the commenter for its support.
3	<i>Support for extending the effect of failure-to-file cease trade orders to jurisdictions where the issuer is not reporting</i>	The commenter agrees there are investor protection considerations that would support extending the prohibitions or restrictions contained in a failure-to-file order to other passport jurisdictions regardless of whether or not the issuer is a reporting issuer. Such actions would help avoid regulatory arbitrage.	We thank the commenter for its support. At this time, we have decided not to extend the effect of failure-to-file cease trade orders to jurisdictions where the issuer is not a reporting issuer. Rather, each province and territory is considering obtaining a provision similar to section 198.1 of <i>Alberta's Securities Act</i> (proclaimed on July 1, 2015) that allows for the automatic reciprocation in

¹ Proposed Part 4D of *Regulation 11-102 respecting Passport System* is now proposed *Regulation 11-103 respecting Failure-to-file Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*.

No.	Subject	Summarized Comment	Response
			<p>Alberta of certain orders and settlements of another securities regulatory authority. We are of the view that this alternative method would lead to the same result.</p>
4	<p><i>Need to clearly identify in which jurisdictions a failure-to-file cease trade order has effect</i></p>	<p>The commenter underlines the importance of clearly indicating in the order, and disseminating through other means, the jurisdictions in which a failure-to-file cease trade order has application. Such publication would help ensure that the public is aware of the order and any restrictions.</p>	<p>Although we understand the commenter's public information objective, we do not believe that listing jurisdictions where a failure-to-file cease trade order has effect would be appropriate. Our policies discourage trading in securities of a cease-traded issuer, even where the issuer is not a reporting issuer. We are concerned that listing where the failure-to-file cease trade order has effect could encourage trading of these securities in other jurisdictions. In any event, if a CSA regulator issues a cease trade order with respect to a Canadian-listed issuer, IIROC imposes a regulatory halt on market trading of those securities under the Universal Market Integrity Rules. We also note that</p>

No.	Subject	Summarized Comment	Response
			under Alberta's statutory reciprocal order provision, all cease trade orders will automatically apply, even if the issuer is not a reporting issuer in Alberta. Other jurisdictions are considering a similar provision in their respective securities acts.

Annex C Local Matters

In Québec, *Regulation amending Regulation 11-102 respecting Passport System and Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions* will be delivered to the Minister of Finance for approval. *Regulation amending Regulation 11-102 respecting Passport System and Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions* will come into force on the date of publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in these regulations.

Statutory Amendments

Applications to cease to be a reporting issuer

To bring applications to cease to be a reporting issuer into passport, Québec will propose amendments to its securities legislation to provide for a specific rule-making power enabling the adoption of proposed Part 4C of *Regulation 11-102 respecting Passport System*.

Failure-to-file cease trade orders

Québec will propose an amendment to its securities legislation to allow for the issuance of failure-to-file cease trade orders without providing a person the right to present observations or produce documents to complete the person's record.

REGULATION TO AMEND REGULATION 11-102 RESPECTING PASSPORT SYSTEM

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (33.5), (33.6.1) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 11-102 respecting Passport System (chapter V-1.1, r. 1) is amended by replacing the definition of “principal regulator” with the following:

““principal regulator” means, for a person, the securities regulatory authority or regulator determined in accordance with Part 3, 4, 4A, 4B or 4C, as applicable;”.

2. The Regulation is amended by adding, after section 4B.6, the following:

“PART 4C APPLICATION TO CEASE TO BE A REPORTING ISSUER

“4C.1. Specified jurisdiction

For the purposes of this Part, the specified jurisdictions are British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick and Nova Scotia.

“4C.2. Principal regulator – general

Subject to section 4C.3 and 4C.4, the principal regulator for an application to cease to be a reporting issuer is,

(a) for an application made with respect to an investment fund, the securities regulatory authority or regulator of the jurisdiction in which the investment fund manager’s head office is located, or

(b) for an application made with respect to an issuer other than an investment fund, the securities regulatory authority or regulator of the jurisdiction in which the issuer’s head office is located.

“4C.3. Principal regulator – head office not in a specified jurisdiction

Subject to section 4C.4, if the jurisdiction identified under section 4C.2 is not a specified jurisdiction, the principal regulator for the application is the securities regulatory authority or regulator of the specified jurisdiction with which the issuer or, in the case of an investment fund, the investment fund manager, has the most significant connection.

“4C.4. Discretionary change of principal regulator

If a filer receives written notice from a securities regulatory authority or regulator that specifies a principal regulator for the application, the securities regulatory authority or regulator specified in the notice is the principal regulator for the application.

“4C.5. Deemed to cease to be a reporting issuer

(1) If an application to cease to be a reporting issuer is made by a reporting issuer in the principal jurisdiction, the reporting issuer is deemed to cease to be a reporting issuer in the local jurisdiction if

(a) the local jurisdiction is not the principal jurisdiction for the application,

(b) the principal regulator for the application granted the order and the order is in effect,

(c) the reporting issuer gives notice to the securities regulatory authority or regulator that this subsection is intended to be relied upon for the issuer to be deemed to cease to be a reporting issuer in the local jurisdiction, and

(d) the reporting issuer complies with any terms, conditions, restrictions or requirements imposed by the principal regulator as if they were imposed in the local jurisdiction.

(2) For the purpose of paragraph (1)(c), the reporting issuer may give the notice referred to in that paragraph by giving it to the principal regulator.”

3. Appendix E of the Regulation is amended:

(1) by replacing, under the title “Québec”, “R.S.Q., chapter” with “CQLR, c.”, wherever it appears;

(2) by replacing, under the title “New Brunswick”, “General Regulation – Securities Act (N.B. Reg. 2004-66)” with “Rule-making Procedure Regulation (N.B. Reg 2010-127)”;

(3) by replacing, under the title “Prince Edward Island”, the referencing with the following:

- “- Securities Act (R.S.P.E.I. 1988, c. S-3.1);
- General Regulations (P.E.I. Reg. EC57/08)”;

(4) by replacing, under the title “Yukon”, the referencing with the following:

- “- Securities Act (SY 2007, c. 16);
- Securities Regulation (O.I.C. 2008/39)”;

(5) by replacing, under the title “Northwest Territories”, “R.S.N.W.T. 1988, c. S-5” with “SNWT 2008, c. 10”;

(6) by replacing, under the title “Nunavut”, the referencing with the following:

- “- Securities Act (S. Nu. 2008, c. 12);
- Securities Regulations (Nu. Reg. 002-2003)”.

4. This Regulation comes into force on June 23, 2016.

POLICY STATEMENT TO REGULATION 11-102 RESPECTING PASSPORT SYSTEM

PART 1 GENERAL

1.1. Definitions

In this Policy Statement,

“domestic firm” means a firm whose head office is in Canada;

“domestic individual” means an individual whose working office is in Canada;

“non-principal jurisdiction” means, for a person, a jurisdiction other than the principal jurisdiction;

“non-principal regulator” means, for a person, the securities regulatory authority or regulator of a jurisdiction other than the principal jurisdiction;

“NRD” has the same meaning as in *Regulation 31-102 respecting National Registration Database* (chapter V-1.1, r. 9);

“NRD format” has the same meaning as in *Regulation 31-102 respecting National Registration Database*;

“Policy Statement 11-202” means *Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions*;

“Policy Statement 11-203” means *Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions*;

“Policy Statement 11-204” means *Policy Statement 11-204 respecting Process for Registration in Multiple Jurisdictions*;

“Policy Statement 11-205” means *Policy Statement 11-205 respecting Process for Designation of Credit Rating Organizations in Multiple Jurisdictions*;

“Policy Statement 11-206” means *Policy Statement 11-206 respecting Process for Cease to be a Reporting Issuer Applications*;

“Policy Statement 33-109” means *Policy Statement to Regulation 33-109 respecting Registration Information*;

“Regulation 11-101” means *Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System* (M.O. 2005-18, 2005-08-10);

“Regulation 31-103” means *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations* (chapter V-1.1, r. 10);

“Regulation 33-109” means *Regulation 33-109 respecting Registration Information* (chapter V-1.1, r. 12);

“SRO” means a self-regulatory organization; and

“T&C” means a term, condition, restriction or requirement imposed by a securities regulatory authority or regulator on the registration of a firm or an individual.

1.2. Additional definitions

~~Terms~~ A term used in this Policy Statement and that ~~are~~ is defined in Policy Statement 11-202, Policy Statement 11-203, Policy Statement 11-~~204 and 204~~, Policy Statement 11-205 ~~have and Policy Statement 11-206 has~~ the same ~~meanings~~ meaning as in those policy statements.

1.3. Purpose

(1) General

~~Regulation 11-102 respecting Passport System~~ (chapter V-1.1, r. 1) (the Regulation) and this Policy Statement implement the passport system contemplated by the Provincial/Territorial Memorandum of Understanding Regarding Securities Regulation.

The Regulation gives each market participant a single window of access to the capital markets in multiple jurisdictions. It enables a person to deal only with its principal regulator to

- ~~get~~ get deemed receipts in other jurisdictions (except Ontario) for a preliminary prospectus and prospectus,

- ~~obtain~~ obtain automatic exemptions in other jurisdictions (except Ontario) equivalent to most types of discretionary exemptions granted by the principal regulator, ~~or~~

- ~~register~~ register automatically in other jurisdictions (except Ontario);^s

- ~~The Regulation also enables~~ if the person is a credit rating organization ~~to~~ obtain a deemed designation as a designated rating organization in other jurisdictions (except in Ontario);^s

- be deemed to have ceased to be a reporting issuer in other jurisdictions (except in Ontario).

(2) Process

Policy Statement 11-202, Policy Statement 11-203, Policy Statement 11-~~204-204~~, Policy Statement 11-205 and Policy Statement 11-~~205-206~~ set out the processes for a market participant in any jurisdiction to obtain a deemed prospectus receipt, an automatic exemption, an automatic registration ~~or~~, a deemed designation as a designated rating organization, or to be deemed to cease to be a reporting issuer in a passport jurisdiction. These policy statements also set out processes for a market participant in a passport jurisdiction to get a prospectus receipt ~~or~~, a discretionary exemption or an order to cease to be a reporting issuer from the ~~Ontario Securities Commission (OSC)~~ OSC or to register in Ontario or to obtain designation as a designated rating organization in Ontario.

Policy Statement 11-203 also sets out the process for seeking exemptive relief in multiple jurisdictions that falls outside the scope of the Regulation. Policy Statement 11-203 applies to a broad range of exemptive relief applications, not just discretionary exemption applications from the provisions listed in Appendix D of the Regulation. For example, Policy Statement 11-203 applies to an application to be designated a reporting issuer, a mutual fund, a non-~~redeemable~~ investment fund or an insider. However, it does not apply to an application to be designated as a designated rating organization, specifically covered in Policy Statement 11-~~205. It also applies, 205, or~~ to an application for ~~a discretionary exemption from a provision not listed in Appendix D of the Regulation~~ an order to cease to be a reporting issuer, specifically covered in Policy Statement 11-206.

Please refer to Policy Statement 11-202, Policy Statement 11-203, Policy Statement 11-~~204 and 204~~, Policy Statement 11-205 and Policy Statement 11-206 for more details on these processes.

(3) Interpretation of the Regulation

As with all regulations, you should read the Regulation from the perspective of the local jurisdiction ~~in which you seek a deemed prospectus receipt, an automatic exemption or registration or a deemed designation as a designated rating organization~~. For example, if the Regulation does not specify where you file a document, it means that you must file it in the local jurisdiction. In this Policy Statement, we generally use the term 'non-principal jurisdiction' instead of 'local jurisdiction'.

To get a deemed receipt for a prospectus in the non-principal jurisdiction, a filer must file the prospectus in the jurisdiction through SEDAR. Similarly, to get an automatic exemption based on a discretionary exemption granted in the principal jurisdiction, a filer must give notice under section 4.7(1)(c) of the Regulation to the securities regulatory authority or regulator in the non-principal jurisdiction. Under section 4.7(2) of the Regulation, a filer can satisfy the latter requirement by giving notice to the principal regulator instead of the securities regulatory authority or regulator in the non-principal jurisdiction.

To register in the non-principal jurisdiction, a firm or individual must make the required submission in the non-principal jurisdiction. To streamline the process, section 4A.3(3) of the Regulation allows a firm to make its submission to the principal regulator instead of the non-principal regulator. Submissions for individuals are made through NRD. If the principal regulator imposes a T&C on a firm's or individual's registration, or suspends, terminates or accepts the surrender of registration of the firm or individual, that decision applies automatically in the non-principal jurisdiction, whether or not the firm or individual registered in the non-principal jurisdiction under the Regulation.

To obtain a deemed designation as a designated rating organization in ~~another~~ the non-principal jurisdiction, a credit rating organization must give notice under section 4B.6(1)(c) of the Regulation to the securities regulatory authority or regulator in the non-principal jurisdiction. Under section 4B.6(2) of the Regulation, a credit rating organization can satisfy the latter requirement by giving notice to the principal regulator instead of the securities regulatory authority or regulator in the non-principal jurisdiction.

To be deemed to cease to be a reporting issuer in the non-principal jurisdiction, an issuer must give notice under section 4C.5(1)(c) of the Regulation to the securities regulatory authority or regulator in the non-principal jurisdiction. Under section 4C.5(2) of the Regulation, the issuer can satisfy this requirement by giving notice to the principal regulator instead of the securities regulatory authority or regulator in the non-principal jurisdiction.

(4) Operation of law

The provisions of the Regulation on prospectus receipt, discretionary exemptions, registration ~~and~~ designation as a designated rating organization and applications for an order to cease to be a reporting issuer produce automatic legal outcomes in the non-principal jurisdiction that result from a decision made by the principal regulator. The effect is to make the law of the non-principal jurisdiction apply to a market participant as if the non-principal regulator had made the same decision as the principal regulator.

(5) Applicable requirements

A market participant must comply with the law of each jurisdiction in which it files a prospectus, is a reporting issuer, seeks registration, is registered or seeks designation as a designated rating organization.

• ~~Most prospectus, continuous disclosure, registration requirements and designation as a~~ requirements relating to designated rating ~~organization~~ organizations are harmonized and are in national rules or regulations. The securities regulatory authorities and regulators intend to interpret and apply the harmonized requirements in regulations in a consistent way, and we have put practices and procedures in place to achieve this objective.

- ~~Some jurisdictions have non-harmonized requirements in Securities Acts or local rules or regulations. In addition, some national regulations contain requirements or carve-outs for specific jurisdictions, which are apparent on the face of the regulations.~~

- ~~Registrants will be subject to a few non-harmonized requirements. Section 4A.5 contains a description of these requirements.~~

(6) Ontario

The OSC has not adopted the Regulation, but the Regulation provides that the OSC can be a principal regulator for purposes of a prospectus filing under Part 3, a discretionary exemption application under Part ~~4 of 4~~, registration under Part 4A, ~~or~~ an application for designation as a designated rating organization under Part 4B and an application for an order to cease to be a reporting issuer under Part 4C. Consequently, Ontario market participants have direct access to passport as follows:

- ~~When the OSC issues a receipt for a prospectus to an issuer whose principal jurisdiction is Ontario, a deemed receipt is automatically issued in each passport jurisdiction where the market participant filed the prospectus under the Regulation.~~

- ~~When the OSC grants a discretionary exemption to a market participant whose principal jurisdiction is Ontario, the person obtains an automatic exemption from the equivalent provision of securities legislation of each passport jurisdiction for which the person gives the notice described in section 4.7(1)(c) of the Regulation.~~

- ~~A firm or individual whose principal jurisdiction is Ontario and who is registered in a category in Ontario is automatically registered in the same category in a passport jurisdiction when the firm or individual makes the required submission under the Regulation.~~

- ~~When the OSC designates a credit rating organization as a designated rating organization, the credit rating organization obtains a deemed designation in each passport jurisdiction for which the credit rating organization gives the notice described in section 4B.6(1)(c) of the Regulation.~~

- When the OSC issues an order to cease to be a reporting issuer to an issuer whose principal jurisdiction is Ontario, the issuer is deemed to cease to be a reporting issuer in each passport jurisdiction for which the issuer gives the notice described in section 4C.5(1)(c) of the Regulation.

1.4. Language of documents – Québec

The Regulation does not relieve issuers filing in Québec from the linguistic obligations prescribed by Québec law, including the specific obligations in the Québec *Securities Act* (chapter V-1.1) (e.g. section 40.1). For example, where a prospectus is filed in several jurisdictions including Québec, the prospectus must be in French or in French and English. ~~PART 2 (REPEALED)~~

PART 2 [REPEALED]

PART 3 PROSPECTUS

3.1. Principal regulator for prospectus

For a prospectus filing subject to Part 3 of the Regulation, the principal regulator is the principal regulator identified under section 3.1 of the Regulation. Under this section, the principal regulator must be the securities regulatory authority or regulator in a specified jurisdiction. Section 3.1(1) of the Regulation specifies the following jurisdictions for

purposes of that section: British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick and Nova Scotia.

Section 3.4 of Policy Statement 11-202 gives guidance on how to identify the principal regulator for a prospectus filing subject to Part 3 of the Regulation.

3.2. Discretionary change in principal regulator for prospectus

Section 3.2 of the Regulation permits the securities regulatory authority or regulator to change the principal regulator for a prospectus filing subject to Part 3 of the Regulation on its own motion or on application. Section 3.5 of Policy Statement 11-202 gives guidance on the process for, and considerations leading to, a discretionary change in principal regulator for a prospectus filing subject to Part 3 of the Regulation.

3.3. Deemed issuance of receipt

Section 3.3 of the Regulation deems a receipt to be issued for a preliminary prospectus or prospectus in the non-principal jurisdiction if certain conditions are met. A deemed receipt in the non-principal jurisdiction has the same legal effect as a receipt issued in the principal jurisdiction.

To rely on section 3.3 of the Regulation in the non-principal jurisdiction, a filer must file on SEDAR the preliminary prospectus or the pro forma prospectus, and the prospectus, in both the non-principal jurisdiction and the principal jurisdiction. When filing, the filer must also indicate that it is filing the preliminary prospectus or pro forma prospectus under the Regulation. Under the law of the non-principal jurisdiction, these filings trigger the obligation to file supporting documents (e.g., consents and material contracts) and to pay required fees.

Policy Statement 11-202 sets out the process for making a waiver application for a prospectus filing subject to Part 3 of the Regulation.

If the principal regulator refuses to issue a receipt for a prospectus, it will notify the filer and the non-principal regulators by sending a refusal letter through SEDAR. In these circumstances, the Regulation will no longer apply to the filing and the filer may deal separately with the local securities regulatory authority or regulator in any non-principal jurisdiction in which the prospectus was filed to determine if the local securities regulatory authority or regulator would issue a local receipt.

~~3.4. (Repealed)~~ REPEALED

3.5. Transition for section 3.3

Section 3.3 of the Regulation applies to a preliminary prospectus or pro forma prospectus and their related prospectus, and to an amendment to a prospectus, filed on or after March 17, 2008.

Section 3.5(1) of the Regulation removes the deemed receipt that would otherwise be available in the non-principal jurisdiction under section 3.3 of the Regulation if a preliminary prospectus amendment is filed after March 17, 2008 and the related preliminary prospectus was filed before March 17, 2008.

Section 3.5(2) provides an exemption from the requirement in section 3.3(2)(b) of the Regulation to indicate on SEDAR, at the time of filing the preliminary prospectus or pro forma prospectus, that the preliminary prospectus or pro forma prospectus is filed under Regulation. This means there is a deemed receipt in the non-principal jurisdiction for a prospectus amendment if the related preliminary prospectus or pro forma prospectus was filed before March 17, 2008 and the filer indicated on SEDAR that it filed the amendment under the Regulation at the time of filing the amendment.

PART 4 DISCRETIONARY EXEMPTIONS

4.1. Application

Part 4 of the Regulation applies to an application for a discretionary exemption from a provision listed in Appendix D of the Regulation. Part 4 does not apply to a discretionary exemption application from a provision not listed in Appendix D of the Regulation or to other types of exemptive relief applications. For example, Part 4 does not apply to an application to designate a person to be a reporting issuer, mutual fund, non-redeemable investment fund or insider.

4.2. Principal regulator for discretionary exemption applications

For purposes of a discretionary exemption application under Part 4 of the Regulation, the principal regulator is the principal regulator identified under sections 4.1 to 4.5 of the Regulation. Except under section 4.4.1, the principal regulator must be the securities regulatory authority or regulator in a specified jurisdiction. Section 4.1 of the Regulation specifies the following jurisdictions for this purpose: British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick and Nova Scotia.

Section 4.4.1 of the Regulation provides that the principal regulator for an application for exemption from a requirement in Parts 3 and 12 of Regulation 31-103 and Part 2 of Regulation 33-109 made in connection with an application for registration in the principal jurisdiction is the principal regulator as determined under section 4A.1 of the Regulation. The securities regulatory authority or regulator of each jurisdiction may be a principal regulator under section 4A.1 of the Regulation.

Section 3.6 of Policy Statement 11-203 gives guidance on how to identify the principal regulator for a discretionary exemption application under Part 4 of the Regulation.

4.3. Discretionary change of principal regulator for discretionary exemption applications

Section 4.6 of the Regulation permits the securities regulatory authority or regulator to change the principal regulator for a discretionary exemption application under Part 4 of the Regulation on its own motion or on application. Section 3.7 of Policy Statement 11-203 gives guidance on the process for, and considerations leading to, a discretionary change in principal regulator for a discretionary exemption application under Part 4 of the Regulation.

4.4. Passport application of discretionary exemptions

Section 4.7(1) of the Regulation exempts a person from an equivalent provision of securities legislation in the non-principal jurisdiction if the principal regulator for the application grants the discretionary exemption, the filer gives the notice required under paragraph (c) of that section and other conditions are met. The equivalent provisions from which an automatic exemption is available under section 4.7(1) of the Regulation are set out in Appendix D of the Regulation.

If the principal regulator revokes or cancels the discretionary exemption or it expires under a sunset clause, the exemption in section 4.7 is no longer available in the non-principal jurisdiction.

A discretionary exemption under section 4.7(1) of the Regulation is available in the passport jurisdictions for which the filer gives the required notice when filing the application. However, the discretionary exemption can become available later in other passport jurisdictions if the circumstances warrant. For example, if a reporting issuer obtains a discretionary exemption from a national continuous disclosure requirement in its principal jurisdiction and an automatic exemption under section 4.7(1) in 3 non-principal jurisdictions in 2008 and the issuer becomes a reporting issuer in a fourth non-principal jurisdiction in 2009, the issuer could obtain an automatic exemption in the new jurisdiction. To obtain the

automatic exemption in the new jurisdiction, the issuer would have to give the notice referred to in section 4.7(1)(c) of the Regulation in respect of that jurisdiction and meet the other condition of the exemption.

Under section 4.7(2) of the Regulation the filer may give the required notice to the principal regulator instead of the non-principal regulator.

A filer should identify in the application all the exemptions required and give notice for all the jurisdictions in which section 4.7(1) of the Regulation is intended to be relied upon. If an exemption is required in a non-principal jurisdiction when the filer files the application, but the filer does not give the required notice for that jurisdiction until after the principal regulator grants the exemption, the securities regulatory authority or regulator of the non-principal jurisdiction will take appropriate action. This could include removing the exemption, in which case the filer may have an opportunity to be heard in that jurisdiction in appropriate circumstances.

A principal regulator's decision to vary a decision the principal regulator previously made to exempt a person from a provision set out in Appendix D of the Regulation has automatic effect in a non-principal jurisdiction if

- the person applied in the principal jurisdiction to have the decision varied and gave the notice required under section 4.7(1)(c) of the Regulation in respect of the non-principal jurisdiction,

- the principal regulator grants the exemption and the exemption is in effect, and

- the other conditions of section 4.7(1) of the Regulation are met.

If the principal regulator for an application for exemption from a filing requirement under section 6.1 of *Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions* (chapter V-1.1, r. 21) (Regulation 45-106) grants an exemption under section 4.7(1) of the Regulation, a person has an automatic exemption in a non-principal jurisdiction under the section only if

- the filing requirement arises from the person relying on one of the provisions referred to in section 6.1 of Regulation 45-106 in the principal jurisdiction,

- the person is relying on the equivalent exemption in the non-principal jurisdiction, and

- the person complies with the conditions of section 4.7(1) of the Regulation.

Because, under the Regulation, a person files an application for a discretionary exemption only in the principal jurisdiction to obtain an automatic exemption in multiple jurisdictions, the filer is required to pay fees only in the principal jurisdiction.

Policy Statement 11-203 sets out the process for seeking exemptive relief in multiple jurisdictions, including the process for seeking a discretionary exemption under Part 4 of the Regulation.

4.5. Availability of passport for discretionary exemptions applied for before March 17, 2008

Under section 4.8(1) of the Regulation, an exemption from the equivalent provision is automatically available in the local jurisdiction if

- an application was made in a specified jurisdiction before March 17, 2008 for an exemption from a provision of securities legislation that is now listed in Appendix D of the Regulation,

- the securities regulatory authority or regulator in the specified jurisdiction granted the exemption before, on or after March 17, 2008, and

- certain other conditions are met.

These conditions include giving the notice required under section 4.8(1)(c). Section 4.8(2) permits the filer to give the required notice to the securities regulatory authority or regulator that would be the principal regulator for the application under Part 4 if an application were to be made under that Part at the time the notice is given, instead of to the non-principal regulator.

Under section 4.1, the specified jurisdictions are British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick and Nova Scotia.

A specified jurisdiction for purposes of section 4.8 of the Regulation is a principal jurisdiction under Regulation 11-101.

The combined effect of sections 4.8(1) and 4.8(3) is to make an exemption from a CD requirement granted by the principal regulator before March 17, 2008 under Regulation 11-101 automatically available in the non-principal jurisdiction, even though the decision of the principal regulator under Regulation 11-101 does not refer to the non-principal jurisdiction. To benefit from this, however, the reporting issuer must comply with the terms and conditions of the decision of the principal regulator under Regulation 11-101. Only exemptions granted from CD requirements that are now listed in Appendix D of the Regulation become available in the non-principal jurisdiction in this way.

Appendix A of this Policy Statement lists the CD requirements from which a reporting issuer could get an exemption under section 3.2 of Regulation 11-101. Appendix D of the Regulation sets out the list of equivalent provisions.

PART 4A REGISTRATION

4A.1. Application

The Regulation permits a firm or individual to register automatically in a non-principal jurisdiction based on its principal jurisdiction registration. It also makes some types of regulatory decisions by a firm's or individual's principal regulator apply automatically in each non-principal jurisdiction where the firm or individual is registered, whether or not the firm or individual is registered automatically under the Regulation.

Permitted individual

The Regulation does not apply to "permitted individuals" under Regulation 33-109 because these individuals are not registered under securities legislation. The Regulation applies to a permitted individual only if the permitted individual becomes registered in a category in his or her principal jurisdiction and seeks registration in the same category in a non-principal jurisdiction.

Restricted dealers and their representatives

Section 4A.3 of the Regulation does not apply to a firm registered in the category of "restricted dealer" under Regulation 31-103. To register in a non-principal jurisdiction, a restricted dealer must apply directly to the non-principal regulator. Automatic registration under the Regulation does not apply to restricted dealers because there are no standard requirements for this category and most firms registered as restricted dealers operate in a single jurisdiction. However, if a restricted dealer registers directly in the same category in a

non-principal jurisdiction, the provisions of the Regulation relating to T&Cs (section 4A.5), suspension (section 4A.6), termination (section 4A.7) and surrender (section 4A.8) apply to the firm.

All the provisions of the Regulation apply to the dealing representatives of a restricted dealer. This includes automatic registration under section 4A.4 of the Regulation if the representative's sponsoring firm is registered as a restricted dealer in the representative's principal jurisdiction and the non-principal jurisdiction in which the representative seeks registration. It also includes the provisions of the Regulation relating to T&Cs (section 4A.5), suspension (section 4A.6), termination (section 4A.7) and surrender (section 4A.8).

4A.2. Registration by SRO

The securities regulatory authority or regulator in some jurisdictions has delegated, assigned or authorized an SRO to perform all or part of its registration function. The Regulation applies to the decisions made by SROs under these arrangements. For more details, refer to section 3.5 of Policy Statement 11-204.

4A.3. Principal regulator for registration

The principal regulator of a firm or individual is the securities regulatory authority or regulator identified under section 4A.1 of the Regulation. The securities regulatory authority or regulator of any jurisdiction can be a principal regulator for registration.

Section 3.6 of Policy Statement 11-204 gives guidance on how to identify the principal regulator of a firm or individual under Part 4A of the Regulation.

4A.4. Discretionary change of principal regulator for registration

Section 4A.2 of the Regulation permits the securities regulatory authority or regulator to change the principal regulator for the purpose of Part 4A of the Regulation. Section 3.7 of Policy Statement 11-204 gives guidance on the process for a discretionary change of principal regulator for registration under Part 4A of the Regulation.

4A.5. Registration

Sections 4A.3 and 4A.4 of the Regulation are available for firms or individuals required to be registered under Regulation 31-103, except for firms registering as restricted dealers.

A firm or individual who registers in a non-principal jurisdiction under section 4A.3 or 4A.4 of the Regulation must comply with all applicable requirements of the non-principal jurisdiction, including the obligation to pay the required fees in that jurisdiction and any non-harmonized requirements.

In Québec, firms and individuals in the mutual fund and scholarship plan sectors are subject to a specific regulatory framework that also applies under passport:

- mutual fund firms registered in Québec are not required to be members of the Mutual Fund Dealers Association of Canada (MFDA) and are under the direct supervision of the Autorité des marchés financiers, as are scholarship plan firms,
- individuals in the mutual fund and scholarship plan sectors are required to be members of the Chambre de la sécurité financière,
- firms and individuals must maintain professional liability insurance, and

• — firms must contribute to the Fonds d'indemnisation des services financiers which provides financial compensation to investors who are victims of fraudulent tactics or embezzlement committed by these firms or individuals.

In addition, in Québec, an individual who is a representative of an investment dealer cannot concurrently be employed by a financial institution and carry on business as a representative in a Québec branch of a financial institution unless he or she is a representative specialized in mutual funds or scholarship plans.

In British Columbia, investment dealers that trade in the U.S. over-the-counter markets must comply with local requirements to manage the risks of trading these securities, retain records and report quarterly to the Commission.

To register in a non-principal jurisdiction

Before making a submission under section 4A.3 or 4A.4, the firm or individual should ensure that the firm's or individual's principal jurisdiction is correctly identified in the firm's or individual's latest submission under Regulation 33-109.

Firm

Under section 4A.3(1) of the Regulation, if a firm is registered in its principal jurisdiction in a category set out in Regulation 31-103, other than the category of "restricted dealer", the firm is registered in the same category in a non-principal jurisdiction if the firm

- (a) has submitted a completed Form 33-109F6 in accordance with Regulation 33-109, and
- (b) is a member of an SRO if required for that category.

A firm should refer to Part 4 and section 5.2 of Policy Statement 11-204 for guidance on how to make its submission under the Regulation.

Under section 4A.3(3) of the Regulation, a firm may make the relevant submission by giving it to its principal regulator instead of the non-principal regulator. In a jurisdiction where the principal regulator has delegated, assigned or authorized an SRO to register firms, the firm should make the submission by giving it to the relevant office of the SRO.

To register under section 4A.3(1) of the Regulation, the firm must be a member of an SRO if required in the local jurisdiction for that category of registration. This condition does not apply if the firm has an exemption in the local jurisdiction from the requirement to be a member of the SRO. All jurisdictions require investment dealers to be members of the Investment Industry Regulatory Organization of Canada. All jurisdictions, except Québec, require mutual fund dealers to be members of the MFDA. A mutual fund dealer whose principal jurisdiction is Québec must be a member of the MFDA before it can register in another jurisdiction.

Individual

Under section 4A.4 of the Regulation, if an individual acting on behalf of a sponsoring firm is registered in his or her principal jurisdiction in a category set out in Regulation 31-103, the individual is registered in the same category in a non-principal jurisdiction if

- (a) the individual's sponsoring firm is registered in the non-principal jurisdiction in the same category as in the firm's principal jurisdiction,
- (b) the individual submitted a completed Form 33-109F2 or Form 33-109F4 in accordance with Regulation 33-109, and

(c) the individual is a member or an approved person of an SRO if required for that category.

Section 5.2 of Policy Statement 11-204 provides guidance on how to make a submission.

To register under section 4A.4 of the Regulation, the individual must be a member or an approved person of an SRO if required in the local jurisdiction for that category of registration. This condition does not apply if the individual has an exemption in the local jurisdiction from the requirement to be a member or approved person of the SRO. Québec legislation requires individuals who are representatives of mutual fund or scholarship plan dealers to be members of the Chambre de la sécurité financière. Other jurisdictions require individuals who are representatives of mutual fund dealers to be approved persons under the rules of the MFDA.

For greater certainty, if an individual is registered in a category in his or her principal jurisdiction for more than one sponsoring firm, each sponsoring firm must be registered in the same category in the non-principal jurisdiction in which the individual seeks registration under section 4A.4 of the Regulation.

4A.6. Terms and conditions of registration

Section 4A.5 (1) of the Regulation provides that, if a firm or individual is registered in the same category in the principal jurisdiction and in the non-principal jurisdiction, a T&C imposed on the registration in the principal jurisdiction applies to the firm or individual as if it were imposed in the non-principal jurisdiction (i.e., by operation of law). Under section 4A.5(2) of the Regulation, a T&C continues to apply until the earlier of the date the securities regulatory authority or regulator that imposed it, cancels or revokes it, or it expires.

Under section 4A.5 of the Regulation, if the principal regulator amends or adds a T&C to a category in which a firm or individual is registered, the amended or additional T&C automatically applies to the firm's or individual's registration in the same category in the non-principal jurisdiction.

In the event of a change of principal regulator, and for each category in which a firm or an individual is registered in the non-principal jurisdiction under section 4A.3 or 4A.4 of the Regulation, the firm's or individual's

- original principal regulator will revoke any T&C it imposed, and
- new principal regulator will adopt any T&C's that are appropriate.

This will enable the new principal regulator to amend the firm's or individual's T&Cs in appropriate circumstances and result in any T&C amended by the new principal regulator applying automatically in a non-principal jurisdiction as if it had been imposed in that jurisdiction (i.e., by operation of law).

4A.7. Suspension

Under section 4A.6 of the Regulation, if a firm's or an individual's registration in the principal jurisdiction is suspended, the firm's or individual's registration is automatically suspended in any non-principal jurisdiction where the firm or individual is registered. For greater certainty, a suspension of registration is a suspension of a firm's or individual's trading or advising privileges and the firm or individual remains registered under securities legislation. A firm's or individual's registration is suspended on the same day in the principal jurisdiction and the non-principal jurisdiction. NRD will show the same suspension date in each relevant jurisdiction.

A firm's or individual's registration is suspended in the non-principal jurisdiction for as long as the firm's or individual's registration is suspended in the principal jurisdiction. If

the principal regulator lifts a firm's or individual's suspension, the firm or individual may resume trading or advising in the non-principal jurisdiction on the date NRD shows that the suspension has been lifted. Any T&C imposed by the principal regulator when it lifts a suspension applies automatically in the non-principal jurisdiction under section 4A.5 of the Regulation.

4A.8. Termination

Under section 4A.7 of the Regulation, if a firm's or individual's registration in the principal jurisdiction is cancelled, revoked or terminated, as applicable, the firm's or individual's registration in the non-principal jurisdiction is automatically cancelled, revoked or terminated, as applicable. A firm's or individual's registration is terminated on the same date in the principal jurisdiction and the non-principal jurisdiction. NRD will show the same termination date in each relevant jurisdiction.

4A.9. Surrender

Under section 4A.8 of the Regulation, a firm's or individual's registration is automatically cancelled, revoked or terminated, as applicable, in a category in all non-principal jurisdictions in which the firm or individual is registered if the firm or individual applies to surrender registration in the category in its principal jurisdiction and the principal regulator accepts the surrender.

A firm should submit an application to surrender registration in one or more categories in the firm's principal jurisdiction and Ontario, if Ontario is a non-principal jurisdiction. The application should identify any non-principal jurisdiction where the firm is registered in the same category(ies). In a jurisdiction where the principal regulator has delegated, assigned or authorized an SRO to perform registration functions, a firm should submit its application to surrender to the relevant office of the SRO. A firm should refer to Appendix B of Policy Statement 33-109 for guidance on how to submit its application for surrender to the principal regulator or the relevant office of the SRO.

An individual should make the relevant NRD submission under Regulation 33-109 to surrender registration.

If a firm or individual applies to surrender a category in the principal jurisdiction, the principal regulator may suspend registration in the category pending surrender, or impose a T&C. See section 4A.7 of this Policy Statement for guidance on suspension of registration.

If the principal regulator imposes a T&C, section 4A.5 of the Regulation provides that the T&C applies in each non-principal jurisdiction where a firm or individual is registered in the same category as if the T&C had been imposed in the non-principal jurisdiction.

The Regulation does not deal with a firm or individual that seeks to surrender a category in a non-principal jurisdiction only. If a firm or individual seeks to surrender a category in a non-principal jurisdiction, other than Ontario,

- the firm may still submit its application by giving it to the principal regulator only or, if the principal regulator has delegated, assigned or authorized an SRO to perform registration functions, the relevant office of the SRO in the principal jurisdiction,

- the individual should make the relevant NRD submission under Regulation 33-109,

- the firm's or individual's submission should indicate the non-principal jurisdiction where the firm or individual is applying to surrender registration, and

• the fact that a securities regulatory authority, regulator or SRO accepts the surrender of registration of a firm or individual in the non-principal jurisdiction does not affect the registration of the firm or individual in another jurisdiction.

4A.10. Transition – ~~terms~~terms and conditions in non-~~principal~~principal jurisdiction

The purpose of section 4A.9(1) of the Regulation is to delay until October 28, 2009 the automatic application of section 4A.5 of the Regulation in a non-~~principal~~principal jurisdiction in which a firm or individual is registered on September 28, 2009. This gives the firm or individual time to make an application under section 4A.9(2) of the Regulation for an exemption from having a T&C imposed by the principal regulator apply automatically in the non-~~principal~~principal jurisdiction.

A firm or individual should apply for the exemption contemplated in section 4A.9(2) of the Regulation separately in each non-~~principal~~principal jurisdiction because the purpose of the exemption application is to give the firm or individual an opportunity to be heard on the automatic application in the non-~~principal~~principal jurisdiction of a T&C imposed by the principal regulator. For this reason, a firm or individual should not make the application under Policy Statement 11-~~203~~203.

If a firm or individual does not apply for an exemption under section 4A.9(2) of the Regulation in a non-~~principal~~principal jurisdiction,

- ~~a~~a T&C imposed by the principal regulator automatically applies on October 28, 2009 in the non-~~principal~~principal jurisdiction, and

- ~~a~~a T&C previously imposed by the non-~~principal~~principal regulator ceases to apply unless it is enforcement related.

4A.11. Transition – notice of principal regulator for foreign firm

Under section 4A.10(1) of the Regulation, a foreign firm registered in a category in multiple jurisdictions before September 28, 2009 is required to submit the information to identify its principal jurisdiction in item 2.2(b) in Form 33-~~109F6~~109F6 by submitting a Form 33-~~109F5~~109F5 on or before October 28, 2009. This information will determine the foreign firm's principal regulator under section 4A.1 of the Regulation.

Section 4A.10(2) of the Regulation permits the foreign firm to make this submission to a non-~~principal~~principal regulator by giving it only to its principal regulator. In a jurisdiction where the principal regulator has delegated, assigned or authorized an SRO to perform registration functions, the foreign firm should make the submission to the relevant office of the SRO. Foreign firms should refer to Appendix B of Policy Statement 33-109 for guidance on how to make a submission.

Because the principal regulator for a foreign individual is the same as the principal regulator for the individual's sponsoring firm, the Regulation does not require the foreign individual to make a submission to identify the individual's principal regulator.

PART 4B APPLICATION TO BECOME A DESIGNATED RATING ORGANIZATION

4B.41. Application

Part 4B of the Regulation only applies to an application for designation as a designated rating organization. Designated rating organizations applying for a discretionary exemption from a provision of *Regulation 25-~~101~~101 respecting Designated Rating Organizations* (chapter V-1.1, r. 8.1) should refer to Part 4 of the Regulation.

4B.22. Principal regulator for application for designation

For purposes of an application for designation as a designated rating organization under Part 4B of the Regulation, the principal regulator is the principal regulator identified under sections 4B.2 to 4B.5 of the Regulation. The principal regulator must be the securities regulatory authority or regulator in a specified jurisdiction. Section 4B.1 of the Regulation

specifies the following jurisdictions for this purpose: British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, Nova Scotia and New Brunswick.

Section 7 of Policy Statement 11-205 gives guidance on how to identify the principal regulator for an application for designation as a designated rating organization under Part 4B of the Regulation.

4B.3.3. Discretionary change of principal regulator for application for designation

Section 4B.5 of the Regulation permits the securities regulatory authority or regulator to change the principal regulator for an application for designation as a designated rating organization under Part 4B of the Regulation on its own motion or on application. Section 8 of Policy Statement 11-205 gives guidance on the process for, and considerations leading to, a discretionary change in principal regulator for an application for designation as a designated rating organization under Part 4B of the Regulation.

4B.4.4. Passport application of designation

Section 4B.6(1) of the Regulation provides that a credit rating organization is deemed to be designated as a designated rating organization in the non-principal jurisdiction if the principal regulator for the application grants the designation, the credit rating organization gives the notice required under paragraph (c) of that section and other conditions are met.

A deemed designation under section 4B.6(1) of the Regulation is available in the passport jurisdictions for which the credit rating organization gives the required notice when filing the application for designation. Credit rating organizations should give the notice in paragraph (c) of that section for all passport jurisdictions. However, the deemed designation can become available later in other passport jurisdictions if the circumstances warrant. To obtain the deemed designation in the new jurisdiction, the credit rating organization would have to give the notice referred to in section 4B.6(1)(c) of the Regulation in respect of that jurisdiction and meet the other conditions of the designation.

Because, under the Regulation, a credit rating organization makes an application for designation only in the principal jurisdiction to obtain a deemed designation in multiple jurisdictions, the credit rating organization is required to pay fees only in the principal jurisdiction.

Policy Statement 11-205 sets out the process for seeking designation as a designated rating organization in multiple jurisdictions under Part 4B of the Regulation.

PART 4C APPLICATION TO CEASE TO BE A REPORTING ISSUER

4C.1. Application

Part 4C of the Regulation only applies to an application for an order to cease to be a reporting issuer.

4C.2. Principal regulator for application to cease to be a reporting issuer

For purposes of an application for an order to cease to be a reporting issuer under Part 4C of the Regulation, the principal regulator is the principal regulator identified under sections 4C.2 and 4C.3 of the Regulation. The principal regulator must be the securities regulatory authority or regulator in a specified jurisdiction. Section 4C.1 of the Regulation specifies the following jurisdictions for this purpose: British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick and Nova Scotia.

Section 8 of Policy Statement 11-206 gives guidance on how to identify the principal regulator for an application to cease to be a reporting issuer under Part 4C of the Regulation.

4C.3. Discretionary change of principal regulator

Section 4C.4 of the Regulation permits the securities regulatory authority or regulator to change the principal regulator for an application to cease to be a reporting issuer under Part 4C of the Regulation on its own motion. Section 9 of Policy Statement 11-206 gives guidance on the process for, and considerations leading to, a discretionary change in principal regulator for an application to cease to be a reporting issuer under Part 4C of the Regulation.

4C.4. Deemed to cease to be a reporting issuer

Subsection 4C.5(1) of the Regulation provides that an issuer is deemed to cease to be a reporting issuer in the non-principal jurisdiction if the principal regulator for the application issues the order, the issuer gives the notice required under paragraph (c) of that subsection and other conditions are met. Issuers should give this notice in each passport jurisdiction in which it is a reporting issuer. Under subsection 4C.5(2) of the Regulation, the filer may satisfy this notice requirement by giving the required notice to the principal regulator.

Under the Regulation, an issuer makes an application only in the principal jurisdiction to obtain an order deeming it to cease to be a reporting issuer in multiple jurisdictions. As a result, the issuer is required to pay fees only in the principal jurisdiction.

Policy Statement 11-206 sets out the process for seeking an order to cease to be a reporting issuer in multiple jurisdictions under Part 4C of the Regulation.

4C.5. Transition

Subsection 40 (1) of Policy Statement 11-206 provides that the coordinated review process set out in Policy Statement 11-203 will continue to apply to an application for an order that an issuer has ceased to be a reporting issuer filed under that process in multiple jurisdictions before June 23, 2016.

Subsection 40 (2) of Policy Statement 11-206 provides that the coordinated review process set out under the heading "The Simplified Procedure" in CSA Staff Notice 12-307 *Applications for a Decision that an Issuer is not a Reporting Issuer* will continue to apply to an application for an order that an issuer has ceased to be a reporting issuer filed under that process in multiple jurisdictions before June 23, 2016.

PART 5 EFFECTIVE DATE

5.4.5.1 Effective date

The Regulation applies to continuous disclosure documents, prospectuses and discretionary exemption applications filed on or after March 17, 2008.

The Regulation applies to an individual or firm seeking registration outside its principal jurisdiction on or after September 28, 2009. In addition, it applies to an individual or firm that is registered on that date unless the individual or firm requests and obtains an exemption under ~~section~~subsection 4A.9(2).

The Regulation applies to applications for designation as a designated rating organization filed on or after April 20, 2012.

The Regulation applies to applications for an order to cease to be a reporting issuer filed on or after June 23, 2016.

APPENDIX A CD REQUIREMENTS UNDER REGULATION 11-101

For ease of reference, this appendix reproduces the definition of CD requirements in Regulation 11-101 even though some references might no longer be relevant because sections were repealed after September 19, 2005 when Regulation 11-101 came into force.

British Columbia:

Securities Act: section 85 and 117

Securities Rules: section 144 (except as it relates to fees), 145 (except as it relates to fees), 152 and 153
sections 2, 3 and 189 as they relate to a filing under another CD requirement, as defined in Regulation 11-101

Alberta:

Securities Act: sections 146, 149 (except as it relates to fees), 150, 152 and 157.1

Securities Commission

Rules (General): except as it relates to a prospectus, section 143 – 169, 196 and 197

Saskatchewan:

The Securities Act, 1988: section 84, 86 – 88, 90, 94 and 95

The Securities Regulations: section 117 – 138.1 and 175 as it relates to a filing under another CD requirement, as defined under Regulation 11-101

Manitoba:

Securities Act: sections 101(1), 102(1), 104, 106(3), 119, 120 (except as it relates to fees) and 121 – 130

Securities Regulation: sections 38 – 40 and 80 – 87

Québec:

Securities Act ~~(chapter V-1.1)~~: sections 73 excluding the filing requirement of a statement of material change, 75 excluding the filing requirement, 76, 77 excluding the filing requirement, 78, 80 – 82.1, 83.1, 87, 105 excluding the filing requirement, 106 and 107 excluding the filing requirement
[\(chapter V-1.1\)](#)

Securities Regulation ~~(chapter V-1.1, r. 50)~~: sections 115.1 – 119, 119.4, 120 – 138 and 141 – 161
[\(chapter V-1.1, r. 50\)](#)

Regulations: No. 14, No. 48, ~~Q-11~~, ~~Q-17~~ (Title IV) and 62 – 102

A document filed with or delivered to the Autorité des marchés financiers, delivered to securityholder in Québec or disseminated in Québec under section 3.2 of the Regulation, is deemed, for the purposes of securities legislation in Québec, to be a document filed, delivered or disseminated under Chapter II of Title III or section 84 of the *Securities Act* (Québec).

New Brunswick:

Securities Act: sections 89(1) – (4), 90, 91, 100 and 101

Nova Scotia:

Securities Act: section 81, 83, 84 and 91

General Securities Rules: sections 9, 140(2), 140(3) and 141

**Newfoundland
and Labrador:**

Securities Act: except as they relate to fees, sections 76, 78 – 80, 82, 86 and 87

Securities Regulations: sections 4 – 14 and 71 – 80

Yukon:

Securities Act: section 22(5) except as it relates to filing a new or amended prospectus

All jurisdictions:

(a) *Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects* (chapter V-1.1, r. 15), except as it relates to a prospectus,

(b) *Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities* (chapter V-1.1, r. 23), except as it relates to a prospectus,

(c) *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* (chapter V-1.1, r. 24),

(d) *Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles and Auditing Standards* (chapter V-1.1, r. 25),

(e) *Regulation 52-108 respecting Auditor Oversight* (chapter V-1.1, r. 26),

(f) *Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings* (chapter V-1.1, r. 27),

(g) *Regulation 52-110 respecting ~~Audit Committees~~ Audit Committees* (chapter V-1.1, r. 28), except in British Columbia,

(h) BC Regulation 52-509 ~~Audit Committees~~ Audit Committees, only in British Columbia,

(i) *Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer* (chapter V-1.1, r. 29),

(j) *Regulation 58-101 respecting Disclosure of Corporate Governance Practices* (chapter V-1.1, r. 32),

(k) section 8.5 of *Regulation 81-104 respecting Commodity Pools* (chapter V-1.1, r. 40), and

(l) *Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure* (chapter V-1.1, r. 42).

REGULATION 11-103 RESPECTING FAILURE-TO-FILE CEASE TRADE ORDERS IN MULTIPLE JURISDICTIONS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (33.5), (33.9) and (34))

PART 1 DEFINITIONS

Definitions

1. In this Regulation,

“failure-to-file cease trade order” means an order, other than a management cease trade order, in relation to a specified default that prohibits or restricts trading in, or purchasing of, securities of a reporting issuer;

“management cease trade order” means a cease trade order that prohibits or restricts trading in securities of a reporting issuer by one or more of the following:

(a) the chief executive officer of the reporting issuer or a person acting in a similar capacity;

(b) the chief financial officer of the reporting issuer or a person acting in a similar capacity;

(c) an officer or director of the reporting issuer or other person who had, or may have had, access directly or indirectly to a material fact or material change with respect to the reporting issuer that has not been generally disclosed;

“specified default” means a failure by a reporting issuer to comply with the requirement to file, within the time period prescribed, one or more of the following:

(a) annual financial statements;

(b) an interim financial report;

(c) an annual or interim management's discussion and analysis or annual or interim management report of fund performance;

(d) an annual information form;

(e) a certification of filings under *Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings* (chapter V 1.1, r. 27).

PART 2 FAILURE-TO-FILE CEASE TRADE ORDERS

Issuance and revocation of failure-to-file cease trade order

2. If an issuer is a reporting issuer in the local jurisdiction, and a securities regulatory authority or regulator in another jurisdiction of Canada makes a failure-to-file cease trade order in respect of the issuer's securities, a person must not trade in or purchase a security of the issuer in the local jurisdiction, except in accordance with the conditions that are contained in the order, if any, for so long as the failure-to-file cease trade order remains in effect.

PART 3
EFFECTIVE DATE

3. This Regulation comes into force on June 23, 2016.

POLICY STATEMENT 11-206 RESPECTING PROCESS FOR CEASE TO BE A REPORTING ISSUER APPLICATIONS

**PART 1
APPLICATION**

Application

1. This policy statement describes the process for the filing and review of an application by a filer for an order that an issuer has ceased to be a reporting issuer in all jurisdictions of Canada in which it is a reporting issuer.

**PART 2
DEFINITIONS**

Definitions

2. In this policy statement

“AMF” means the regulator in Québec;

“application” means a request by a filer for an order for an issuer to cease to be a reporting issuer in all the jurisdictions of Canada in which it is a reporting issuer;

“beneficial owner” means a beneficial owner as defined in *Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer*;

“dual application” means an application described in section 7 of this policy statement;

“dual review” means the review under this policy statement of a dual application;

“filer” means

- (a) an issuer filing an application, or
- (b) an agent of a person referred to in paragraph (a);

“marketplace” means a marketplace as defined in *Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation*;

“modified procedure” means the procedure for issuers with a *de minimis* connection to Canada described in section 20 of this policy statement;

“notified passport jurisdiction” means a passport jurisdiction for which a filer gave the notice referred to in paragraph 4C.5(1)(c) of *Regulation 11-102 respecting Passport System*;

“OSC” means the regulator in Ontario;

“passport application” means an application described in section 6 of this policy statement;

“passport jurisdiction” means the jurisdiction of a passport regulator;

“passport regulator” means a regulator that has adopted *Regulation 11-102 respecting Passport System*;

“pre-filing” means a consultation with the principal regulator for an application, initiated before the filing of the application, regarding the interpretation of securities legislation or securities directions or their application to a particular application;

“regulator” means a securities regulatory authority or regulator;

“securityholder” means, for a security, the beneficial owner of the security;

“simplified procedure” means the procedure for issuers that have a *de minimis* number of securityholders as described in section 19 of this policy statement.

Further definitions

3. Terms used in this policy statement that are defined in *Regulation 11-102 respecting Passport System*, *Regulation 14-101 respecting Definitions* or, in Québec, in *Regulation 14-501Q on definitions*, have the same meaning as in those regulations.

Interpretation

4. For the purposes of this policy statement, a reference to an application for an order that an issuer has ceased to be a reporting issuer is deemed to include:

(a) an application under section 153 of the *Securities Act* (Alberta) for an order that the reporting issuer is deemed to have ceased to be a reporting issuer,

(b) an application under section 88 of the *Securities Act* (British Columbia) for an order that the reporting issuer is deemed to have ceased to be a reporting issuer,

(c) an application under subparagraph 1(1.2)(b) of the *Securities Act* (Manitoba) for an order declaring that an issuer has ceased to be a reporting issuer,

(d) an application under subparagraph 1.1(1)(a) of the *Securities Act* (New Brunswick) for an order designating for the purposes of New Brunswick securities law, a person not to be a reporting issuer,

(e) an application under section 84 of the *Securities Act* (Newfoundland and Labrador) for an order that the reporting issuer is no longer a reporting issuer,

(f) an application under subparagraph 6(1)(a) of the *Securities Act* (Northwest Territories) for an order designating an issuer to cease to be a reporting issuer,

(g) an application under section 89 of the *Securities Act* (Nova Scotia) for an order that the reporting issuer is deemed to have ceased to be a reporting issuer,

(h) an application under subparagraph 6(1)(a) of the *Securities Act* (Nunavut) for an order designating an issuer to cease to be a reporting issuer,

(i) an application under clause 1(10)(a)(ii) of the *Securities Act* (Ontario) for an order that, for the purposes of Ontario securities law, a person is not a reporting issuer,

(j) an application under subparagraph 6(1)(a) of the *Securities Act* (Prince Edward Island) for an order designating an issuer to cease to be a reporting issuer,

(k) an application under section 92 of the *Securities Act, 1988* (Saskatchewan), for an order that the reporting issuer is no longer a reporting issuer,

(l) an application under section 69 or 69.1 of the *Securities Act* (Québec), for an order to revoke the issuer's status as a reporting issuer, and

(m) an application under subparagraph 6(1) (a) of the Securities Act (Yukon) for an order designating an issuer to cease to be a reporting issuer.

PART 3 OVERVIEW, PRINCIPAL REGULATOR AND GENERAL GUIDELINES

Overview

5. This policy statement applies to an application by a filer for an order that an issuer has ceased to be a reporting issuer in all jurisdictions of Canada in which it is a reporting issuer. An issuer may not apply to cease to be a reporting issuer in only some, but not all, of the jurisdictions in which it is a reporting issuer.

These are the possible types of applications:

(a) the principal regulator is a passport regulator and the issuer is not a reporting issuer in Ontario. This is a “passport application”,

(b) the principal regulator is the OSC and the issuer is also a reporting issuer in a passport jurisdiction. This is also a “passport application”,

(c) the principal regulator is a passport regulator and the issuer is also a reporting issuer in Ontario. This is a “dual application”.

An application under this policy statement may not be combined with an application for exemptive relief under *Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions*.

Passport application

6. (1) If the principal regulator is a passport regulator and the issuer is not a reporting issuer in Ontario, the filer files the application only with, and pays fees only to, the principal regulator. Only the principal regulator reviews the application. The principal regulator’s order is deemed to automatically have the same result in the notified passport jurisdictions.

(2) If the principal regulator is the OSC and the filer also seeks an order for the issuer to cease to be a reporting issuer in a passport jurisdiction, the filer files the application only with, and pays fees only to, the OSC. Only the OSC reviews the application. The OSC’s order is deemed to automatically have the same result in the notified passport jurisdictions.

Dual application

7. If the principal regulator is a passport regulator and the issuer is also a reporting issuer in Ontario, the filer files the application with, and pays fees to, both the principal regulator and the OSC. The principal regulator reviews the application and the OSC, as a non-principal regulator, coordinates its review with the principal regulator. The principal regulator’s order is deemed to automatically have the same result in the notified passport jurisdictions and evidences the decision of the OSC.

Principal regulator

8. (1) For any application under this policy statement, the principal regulator is identified in the same manner as in sections 4C.1 to 4C.4 of *Regulation 11-102 respecting Passport System*. This section summarizes sections 4C.1 to 4C.4 of *Regulation 11-102 respecting Passport System* and provides guidance on identifying the principal regulator for an application under this policy statement.

(2) For the purpose of this section, a specified jurisdiction is one of British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick or Nova Scotia.

(3) Except as provided in subsection (4) and in section 9 of this policy statement, the principal regulator is,

(a) for an application made for an investment fund, the regulator of the jurisdiction in which the investment fund manager's head office is located, or

(b) for an application made for an issuer other than an investment fund, the regulator of the jurisdiction in which the issuer's head office is located.

(4) If the jurisdiction identified under subsection (3) is not a specified jurisdiction, the principal regulator for the application is the regulator of the specified jurisdiction with which the issuer or, in the case of an investment fund, the investment fund manager, has the most significant connection.

(5) The factors a filer should consider in identifying the principal regulator for the application based on the most significant connection test are, in order of influential weight:

(a) location of management,

(b) location of assets and operations,

(c) location of majority of securityholders or clients, and

(d) location of trading market or quotation and trade reporting system in Canada.

Discretionary change in principal regulator

9. (1) If the principal regulator identified under section 8 of this policy statement thinks it is not the appropriate principal regulator, it will first consult with the filer and the other regulator it thinks would be more appropriate. If all agree, the first identified principal regulator will give the filer written notice of the new principal regulator and the reasons for the change.

(2) A filer may request a discretionary change of principal regulator for an application if

(a) the filer believes the principal regulator identified under section 8 of this policy statement is not the appropriate principal regulator,

(b) the location of the head office changes over the course of the application, or

(c) the most significant connection to a specified jurisdiction changes over the course of the application.

(3) Regulators do not anticipate changing a principal regulator except in exceptional circumstances.

(4) A filer should submit a written request for a change in principal regulator to its current principal regulator and include the reasons for requesting the change. The current principal regulator will consult with the other regulator the filer thinks would be more appropriate. If they both agree, the first identified principal regulator will give the filer written notice of the new principal regulator.

General guidelines

10. (1) A regulator will generally send communications to a filer by e-mail.

(2) The British Columbia Securities Commission allows reporting issuers to voluntarily surrender their reporting issuer status under certain circumstances set out in BC Instrument 11-502 *Voluntary Surrender of Reporting Issuer Status*. However, that procedure is only available for an issuer that is only a reporting issuer in British Columbia and may not be used by an issuer that intends to apply for an order under this policy statement.

Issuers subject to business corporations legislation in certain jurisdictions

11. In certain jurisdictions of Canada, the local business corporations legislation:

(a) contains certain provisions that apply to reporting issuers that were incorporated, continued or amalgamated under the business corporations legislation, and

(b) provides that if a reporting issuer no longer wants those provisions to apply to it, it must obtain an order from the relevant regulator that it is no longer a public company for the purposes of the business corporations legislation.

Issuers should review their business corporations legislation to determine if they need to make a separate application to the relevant regulator for an order under the business corporations legislation. An order obtained under this policy statement is only for the purposes of securities legislation.

Reporting issuer that has been dissolved or terminated

12. (1) A reporting issuer does not need to apply for an order that it has ceased to be a reporting issuer if it is:

(a) a corporation that was dissolved under applicable corporate legislation,

(b) a limited partnership that was dissolved under applicable limited partnership legislation,

(c) a trust that was terminated under its declaration of trust, or

(d) another form of business organization that was dissolved or terminated under its applicable governing legislation or constating or establishing document.

(2) In each case, it will be sufficient if an agent files evidence of the dissolution or termination with the regulator in each jurisdiction where the issuer was a reporting issuer.

(3) For a corporation, sufficient evidence includes a copy of the certificate and articles of dissolution.

(4) For a limited partnership, sufficient evidence typically includes:

(a) a copy of the declaration of dissolution or similar document filed under applicable limited partnership legislation, and

(b) a written representation from the general partner about the effective date of dissolution under applicable limited partnership legislation.

(5) For a trust, sufficient evidence typically includes:

- (a) a copy of the resolution authorizing the termination of the trust,
 - (b) a report on voting results indicating that the resolution was passed,
 - (c) a written representation that the trust no longer exists (it is sufficient if this representation is provided by an agent or former trustees or officers),
 - (d) a copy of the change in corporate structure notice filed under section 4.9 of *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* or a copy of the change in legal structure notice filed under section 2.10 of *Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure*, and
 - (e) evidence such as a copy of a news release or written submission from an agent that the trust has no securities outstanding and none are traded on a marketplace or any other facility for bringing together buyers and sellers of securities where trading data is publicly reported.
- (6) If an issuer has commenced dissolution proceedings but still exists, it will remain a reporting issuer in the absence of an order that it has ceased to be a reporting issuer.

Issuers that are only a reporting issuer in one jurisdiction

13. If an issuer is only a reporting issuer in one jurisdiction, it may apply for a local order to cease to be a reporting issuer in that jurisdiction. Although the application will be treated as a local application rather than as an application under this policy statement, the regulator in the jurisdiction will generally apply the principles set out in this policy statement to that application.

The British Columbia Securities Commission allows reporting issuers that are only reporting in British Columbia to voluntarily surrender their reporting issuer status under certain circumstances set out in BC Instrument 11-502 *Voluntary Surrender of Reporting Issuer Status*.

Resale restrictions

14. For applications under the modified procedure or in the procedure for other applications described in section 21 of this policy statement, a filer should consider whether any of the issuer's securities may be subject to any resale restrictions under applicable securities legislation following the issuance of an order that the issuer has ceased to be a reporting issuer.

If the issuer has, at any time in the past, issued securities to Canadian securityholders pursuant to certain prospectus exemptions, those Canadian securityholders would no longer be able to rely on the resale provisions in sections 2.5 and 2.6 of *Regulation 45-102 respecting Resale of Securities* to sell their securities if the issuer has ceased to be a reporting issuer.

The issuer should disclose, in its application, what efforts it has conducted to ascertain the number of Canadian securityholders who purchased securities pursuant to a prospectus exemption and still hold those securities. The issuer should provide an analysis of whether those Canadian securityholders can rely on section 2.14 or any other provision in *Regulation 45-102 respecting Resale of Securities* to sell their securities following the issuance of the order that the issuer has ceased to be a reporting issuer.

If Canadian securityholders would not be able to rely on a provision in *Regulation 45-102 respecting Resale of Securities* to sell their securities following the issuance of the requested order, the issuer should disclose, in its application, whether the issuer will be filing a separate application for exemptive relief under *Policy*

Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions to permit such sales.

**PART 4
PRE-FILINGS**

General

15. (1) A filer should submit a pre-filing sufficiently in advance of an application to avoid any delays in the processing of the application.

(2) Generally, a pre-filing should only be made where an application will involve a novel and substantive issue or raise a novel policy concern.

(3) The principal regulator will treat the pre-filing as confidential except that it may:

(a) provide copies or a description of the pre-filing to other regulators for discussion purposes, and

(b) have to release the pre-filing under freedom of information and protection of privacy legislation.

Procedure for passport application pre-filing

16. A filer should submit a pre-filing for a passport application by letter to the principal regulator and should:

(a) identify in the pre-filing the principal regulator for the application and each passport jurisdiction for which the filer intends to give the notice referred to in paragraph 4C.5(1)(c) of *Regulation 11-102 respecting Passport System*, and

(b) submit the pre-filing to the principal regulator only.

Procedure for dual application pre-filing

17. (1) A filer submitting a pre-filing for a dual application should identify in the pre-filing the principal regulator, each passport jurisdiction for which the filer intends to give the notice referred to in paragraph 4C.5(1)(c) of *Regulation 11-102 respecting Passport System*, and Ontario.

(2) The filer should submit the pre-filing to the principal regulator and the OSC.

(3) The principal regulator will arrange with the OSC to discuss the pre-filing within 7 business days, or as soon as practicable after the pre-filing is submitted.

Disclosure in related application

18. The filer should include in the application that follows a pre-filing,

(a) a description of the subject matter of the pre-filing and the approach taken by the principal regulator, and

(b) any alternative approach proposed by a non-principal regulator that was involved in discussions and that disagreed with the principal regulator.

**PART 5
TYPES OF APPLICATION PROCEDURES**

The simplified procedure

19. The simplified procedure is available to a filer that is seeking an order for an issuer to cease to be a reporting issuer in each of the jurisdictions in Canada in which it is a reporting issuer and meets all of the following criteria:

(a) it is not an OTC reporting issuer under *Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-Counter Markets*,

(b) its outstanding securities, including debt securities, are beneficially owned, directly or indirectly, by fewer than 15 securityholders in each of the jurisdictions of Canada and fewer than 51 securityholders in total worldwide,

(c) its securities, including debt securities, are not traded in Canada or another country on a marketplace or any other facility for bringing together buyers and sellers of securities where trading data is publicly reported, and

(d) it is not in default of securities legislation in any jurisdiction.

The modified procedure

20. (1) A reporting issuer that is incorporated or organized under the laws of a foreign jurisdiction may make an application under the modified procedure if it meets all of the following criteria:

(a) the issuer files continuous disclosure reports under U.S. securities laws and is listed on a U.S. exchange,

(b) the issuer is able to make a representation that residents of Canada do not:

(i) directly or indirectly beneficially own more than 2% of each class or series of outstanding securities (including debt securities) of the issuer worldwide, and

(ii) directly or indirectly comprise more than 2% of the total number of securityholders of the issuer worldwide,

(c) in the 12 months before applying for the order, the issuer has not taken any steps that indicate there is a market for its securities in Canada, including conducting a prospectus offering in Canada, establishing or maintaining a listing on an exchange in Canada or having its securities traded on a marketplace or any other facility in Canada for bringing together buyers and sellers where trading data is publicly reported.

If the issuer is unable to meet the above 12 month requirement because its securities have only recently been delisted from an exchange in Canada or have only recently been removed from trading on a marketplace or other facility in Canada for bringing together buyers and sellers where trading data is publicly reported, CSA staff may nevertheless be willing to recommend that an order be granted if the issuer is able to show that:

(i) prior to the delisting or the removal from trading, the issuer only attracted a *de minimis* number of Canadian investors, in particular, the daily average volume of trading of the issuer's securities in Canada during the 12 months prior to the delisting or the removal from trading was less than 2% of the worldwide daily average volume of trading of the issuer's securities during that 12 month period, and

(ii) the issuer did not take any other steps that indicate there is a market for its securities in Canada,

(d) the issuer provides advance notice to Canadian resident securityholders in a news release that it has applied for an order to cease to be a reporting issuer in all jurisdictions of Canada in which it is a reporting issuer and, if that order is made, the issuer will no longer be a reporting issuer in any jurisdiction of Canada. If applicable, the news release should also disclose that some of the issuer's outstanding securities may be subject to resale restrictions. There should be sufficient time between the news release and the issuance of the order to provide securityholders with the opportunity to object to the order,

(e) the issuer undertakes to concurrently deliver to its Canadian securityholders, all disclosure the issuer would be required to deliver to U.S. resident securityholders under U.S. securities law or exchange requirements.

(2) The representation in paragraph (1)(b) should not be qualified or limited to the knowledge of the issuer, unless the issuer can fully demonstrate that it has made diligent enquiry to support the representation and why it cannot give an unqualified representation. CSA staff recognize that some issuers have difficulty making representations on the beneficial ownership of securities by residents of Canada. However, CSA staff will not generally recommend granting the order without the issuer satisfying the 2% test in paragraph (1)(b).

(3) A non-U.S. issuer incorporated or organized under the laws of a foreign jurisdiction can also seek an order under the modified procedure if the issuer

(a) is listed on a major foreign exchange and meets the 2% test described in paragraph (1)(b), and

(b) demonstrates that its Canadian securityholders will receive adequate continuous disclosure under the foreign securities law or exchange requirements.

Procedure for other applications

21. An issuer that does not meet the criteria in section 19 or 20 may make an application under this policy statement. In the application, the issuer should clearly explain why it does not meet the criteria in section 19 or 20, as applicable, and state the reasons and provide submissions as to why the principal regulator, and the OSC in the case of a dual application, should grant the order.

An example would be a situation where the issuer has completed a going-private transaction and would otherwise meet the criteria in section 19, but for the fact that it is in default of securities legislation as a result of failing to file financial statements that were due after the completion of the transaction.

However, it is important for filers to realize that unless the filer can identify a previous order that is directly on point, CSA staff will treat any application filed under this section as novel. Novel applications may take more time to consider and the filer may not get the desired result.

PART 6 FILING MATERIALS

Election to file under this policy statement and identification of principal regulator

22. (1) In its application, the filer should indicate whether it is filing a passport application or a dual application under this policy statement and identify the principal regulator for the application.

(2) A filer should file an application sufficiently in advance of any deadline to ensure that staff has a reasonable opportunity to complete the review and make recommendations for an order.

(3) A filer seeking an order in Québec should file a French language version of the draft order when the AMF is acting as principal regulator.

Materials to be filed with an application under the simplified procedure

23. (1) For a passport application under the simplified procedure, the filer should remit to the principal regulator the fees payable under the securities legislation of the principal regulator, and file the following materials with the principal regulator only:

(a) a written application, in the format of the sample application letter set out in Schedule 1, in which the filer:

(i) states that the application is being made under the simplified procedure,

(ii) states the basis for identifying the principal regulator under section 8 of this policy statement,

(iii) identifies whether another related application has been filed in one or more jurisdictions, the reasons for that application, and the principal regulator for that application,

(iv) gives notice of the non-principal passport jurisdictions for which section 4C.5 of *Regulation 11-102 Passport System* is intended to be relied upon,

(v) sets out any request for confidentiality,

(vi) includes representations that confirm that the issuer meets each of the criteria in section 19, and

(vii) includes a verification statement that authorizes the filing of the application and confirms the truth of the facts in the application, and

(b) a draft form of order, in the format set out in Annex A, with representations that confirm that the issuer meets the 4 criteria in section 19.

(2) For a dual application under the simplified procedure, the filer should remit the fees payable under the securities legislation of the principal regulator and the OSC to each of them, as appropriate, and file the following materials with both the principal regulator and the OSC:

(a) a written application, in the format of the sample application letter set out in Schedule 2, in which the filer:

(i) states that the application is being made under the simplified procedure,

(ii) states the basis for identifying the principal regulator under section 8 of this policy statement,

(iii) identifies whether another related application has been filed in one or more jurisdictions, the reasons for that application, and the principal regulator for that application,

(iv) gives notice of the non-principal passport jurisdictions for which section 4C.5 of *Regulation 11-102 respecting Passport System* is intended to be relied upon,

(v) sets out any request for confidentiality,

(vi) sets out any request to abridge the review period (see subsection 32(3) of this policy statement) or the opt-in period (see subsection 34(4) of this policy statement) and provides supporting reasons,

(vii) includes representations that confirm that the issuer meets each of the criteria in section 19, and

(viii) includes a verification statement that authorizes the filing of the application and confirms the truth of the facts in the application, and

(b) a draft form of order, in the format set out in Annex B, with representations that confirm that the issuer meets the 4 criteria in section 19.

(3) If the issuer is in the process of completing a going-private transaction following which it will want an order that it has ceased to be a reporting issuer, the issuer may apply for relief using the simplified procedure prior to completing the transaction. The principal regulator cannot make an order until the transaction is complete and the issuer can represent that it has satisfied all the criteria for the simplified procedure.

(4) In circumstances where an issuer has exchanged its securities with another party (or that party's securityholders) in connection with a statutory arrangement or procedure, the issuer should consider whether any other party in the transaction will or has become a reporting issuer following the exchange. If so, the issuer should disclose in its application the name of that party and the jurisdictions in which that party will or has become a reporting issuer and provide a brief summary of the statutory arrangement or procedure and the parties involved.

Materials to be filed with an application under the modified procedure

24. (1) For a passport application under the modified procedure, the filer should remit to the principal regulator the fees payable under the securities legislation of the principal regulator, and file the following materials with the principal regulator only:

(a) a written application in which the filer:

(i) states that the application is being made under the modified procedure,

(ii) states the basis for identifying the principal regulator under section 8 of this policy statement,

(iii) identifies whether another related application has been filed in one or more jurisdictions, the reasons for that application, and the principal regulator for that application,

(iv) sets out, for any related pre-filing, the information referred to in section 18 of this policy statement,

(v) gives notice of the non-principal passport jurisdictions for which section 4C.5 of *Regulation 11-102 respecting Passport System* is intended to be relied upon,

(vi) sets out any request for confidentiality,

(vii) provides submissions on how the issuer meets each of the criteria in section 20,

(viii) provides submissions on how the issuer has dealt, or proposes to deal, with the resale issues set out in section 14 of this policy statement,

(ix) sets out references to previous orders of the principal regulator or other regulators that would support issuing the order, or indicates that the application is novel,

(x) includes a verification statement that authorizes the filing of the application and confirms the truth of the facts in the application, and

(xi) states that the issuer is not in default of securities legislation in any jurisdiction or if the issuer is in default, the nature of the default,

(b) supporting materials, and

(c) a draft form of order, in the format set out in Annex C, with representations that explain how the issuer meets each of the criteria in section 20 and states that the issuer is not in default of securities legislation in any jurisdiction or if the issuer is in default, the nature of the default.

(2) For a dual application under the modified procedure, the filer should remit the fees payable under the securities legislation of the principal regulator and the OSC to each of them, as appropriate, and file the following materials with both the principal regulator and the OSC:

(a) a written application in which the filer:

(i) states that the application is being made under the modified procedure,

(ii) states the basis for identifying the principal regulator under section 8 of this policy statement,

(iii) identifies whether another related application has been filed in one or more jurisdictions, the reasons for that application, and the principal regulator for that application,

(iv) sets out, for any related pre-filing, the information referred to in section 18 of this policy statement,

(v) gives notice of the non-principal passport jurisdictions for which section 4C.5 of *Regulation 11-102 respecting Passport System* is intended to be relied upon,

(vi) sets out any request for confidentiality,

(vii) sets out any request to abridge the review period (see subsection 32(3) of this policy statement) or the opt-in period (see subsection 34(4) of this policy statement) and provides supporting reasons,

(viii) provides submissions on how the issuer meets each of the criteria in section 20,

(ix) provides submissions on how the issuer has dealt, or proposes to deal, with the resale issues set out in section 14 of this policy statement,

(x) sets out references to previous orders of the principal regulator or other regulators that would support issuing the order, or indicates that the application is novel,

(xi) includes a verification statement that authorizes the filing of the application and confirms the truth of the facts in the application, and

(xii) states that the issuer is not in default of securities legislation in any jurisdiction or if the issuer is in default, the nature of the default,

(b) supporting materials, and

(c) a draft form of order, in the format set out in Annex D, with representations that explain how the issuer meets each of the criteria in section 20 and that states that the issuer is not in default of securities legislation in any jurisdiction or if the issuer is in default, the nature of the default.

(3) The application filed under this section should describe what due diligence the filer has done to ascertain:

(a) the number of securities of the issuer (of each class or series) directly or indirectly beneficially owned by residents of Canada, and

(b) the number of securityholders of the issuer resident in Canada.

If an issuer has outstanding American Depositary Receipts (ADR), American Depositary Shares (ADS) or Global Depositary Receipts (GDR), the number of shares represented by ADR, ADS or GDR should be considered in the 2% test.

(4) The due diligence conducted by the issuer described in subsection (3) would normally include the following:

(a) where a registered holder of securities of the issuer is a depository or an intermediary located in Canada, procedures similar to the procedures set out in *Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer* to obtain beneficial ownership information,

(b) where a registered holder of securities of the issuer is a depository or an intermediary located in a foreign jurisdiction, similar procedures set out in *Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer* if it is reasonable to expect that the depository or intermediary may be holding securities of the issuer that are directly or beneficially owned by residents of Canada.

For example, if the securities of the issuer are traded in a foreign jurisdiction on a marketplace or any other facility for bringing together buyers and sellers of securities where trading data is publicly reported, similar inquiries should be made of depositories or intermediaries in that jurisdiction if it is reasonable to expect that residents of Canada may have purchased securities of the issuer through that marketplace or facility.

Similarly, if securities of the issuer are held in a foreign jurisdiction by a foreign intermediary that is an affiliate of a Canadian intermediary, the foreign intermediary should be asked if it is holding securities of the issuer on behalf of residents of Canada.

Materials to be filed with other applications

25. An issuer described in section 21 of this policy statement should file the materials listed in section 24 of this policy statement. In its application, instead of providing submissions on how the issuer meets the criteria in the modified procedure, the issuer should provide submissions on why it does not meet the criteria in section 19 or 20 of this

policy statement, as applicable, and state the reasons and provide submissions as to why regulators should grant the order.

Request for confidentiality

26. (1) A filer requesting that the regulators hold an application and supporting materials in confidence during the application review process should provide a substantive reason for the request in its application.

(2) CSA staff is unlikely to recommend that an order be held in confidence after its effective date. However, if a filer requests that the regulators hold the application, supporting materials, or order in confidence after its effective date, the filer should describe the request for confidentiality separately in its application, and pay any required fee:

(a) in the principal jurisdiction, if the filer is making a passport application, or

(b) in the principal jurisdiction and in Ontario, if the filer is making a dual application.

(3) Any request for confidentiality should explain why the request is reasonable in the circumstances and not prejudicial to the public interest and when any decision granting confidentiality would expire.

(4) Communications on requests for confidentiality will normally take place by e-mail. If a filer is concerned with this practice, the filer may request in the application that all communications take place by telephone.

Filing

27. (1) Except as set out in subsections (3) and (4), a filer should send the application materials in paper and in electronic format together with the fees to

(a) the principal regulator, in the case of a passport application, or

(b) the principal regulator and the OSC, in the case of a dual application.

(2) The filer should also provide an electronic copy of the application materials, including the draft order, by e-mail. For a dual application, filing the application concurrently with the principal regulator and the OSC will enable these regulators to process the application expeditiously.

(3) In British Columbia, an electronic filing system is available for filing and tracking applications. Filers should file an application in British Columbia using that system instead of e-mail.

(4) In Ontario, an electronic system is available for filing applications. Filers should file an application in Ontario using that system instead of e-mail.

(5) Filers should send pre-filing and application materials by e-mail (or through the electronic system in British Columbia and Ontario) using the relevant address or addresses listed below:

British Columbia	www.bcsc.bc.ca (click on <i>BCSC e-services</i> and follow the steps)
Alberta	legalapplications@asc.ca
Saskatchewan	exemptions@gov.sk.ca
Manitoba	exemptions.msc@gov.mb.ca
Ontario	www.osc.gov.on.ca/filings (follow the steps for submitting applications)

Québec
New Brunswick
Nova Scotia

dispenses-passeport@lautorite.qc.ca
passport-passeport@fcnb.ca
nsscexemptions@novascotia.ca

Incomplete or deficient material

28. If the filer's materials are deficient or incomplete, the principal regulator may ask the filer to file an amended application. This will likely delay the review of the application.

Acknowledgment of receipt of filing

29. After the principal regulator receives a complete application, the principal regulator will send the filer an acknowledgment of receipt of the application. For a dual application, the principal regulator will send a copy of the acknowledgement to the OSC. The acknowledgement will identify the name, phone number and e-mail address of the individual reviewing the application and, for a dual application, the end date of the review period identified in subsection 32(3) of this policy statement.

Withdrawal or abandonment of application

30. (1) If a filer decides to withdraw an application at any time during the process, the filer must notify the principal regulator and, for a dual application, the principal regulator and the OSC and provide an explanation of the withdrawal.

(2) If at any time during the review process, the principal regulator determines that a filer has abandoned an application, the principal regulator will notify the filer that it will mark the application as "abandoned". In that case, the principal regulator will close the file unless the filer provides acceptable reasons not to close the file in writing within 10 business days of the notification from the principal regulator. If the filer does not provide acceptable reasons, the principal regulator will notify the filer and for a dual application, the OSC, that the principal regulator has closed the file.

PART 7 REVIEW OF MATERIALS

Review of passport application

31. (1) The principal regulator will review a passport application in accordance with its securities legislation and securities directions and based on its review procedures, analysis and consideration of previous orders.

(2) The filer will deal only with the principal regulator, who will provide comments to and receive responses from the filer.

Review and processing of dual application

32. (1) The principal regulator will review a dual application in accordance with its securities legislation and securities directions, based on its review procedures, analysis and consideration of previous orders. The principal regulator will consider any comments from the OSC.

(2) The filer will generally deal only with the principal regulator, which will be responsible for providing comments to the filer once it has considered the comments from the OSC and completed its own review. However, in exceptional circumstances, the principal regulator may refer the filer to the OSC.

(3) The OSC will have 7 business days from receiving the acknowledgement referred to in section 29 of this policy statement to review the application. In exceptional circumstances, the principal regulator may abridge the review period if the filer filed the

dual application concurrently with the OSC and shows that it is necessary and reasonable in the circumstances for the application to receive immediate attention.

(4) Unless the filer provides compelling reasons as to why it did not start the application process sooner, the principal regulator will not consider the following circumstances as exceptional:

(a) the recent closing of a take-over bid, plan of arrangement or similar transaction that resulted in the issuer being eligible to make an application,

(b) the upcoming deadline for the filing of a continuous disclosure document that would result in the issuer being in default of securities legislation if the order that the issuer has ceased to be a reporting issuer is not granted before that deadline,

(c) an upcoming date on which the issuer must have ceased to be a reporting issuer for legal, tax or business reasons, or

(d) other situations in which the deadline was known before filing the application and the filer could have filed the application earlier.

While staff will attempt to accommodate transaction timing where possible, filers planning time-sensitive transactions should build sufficient regulatory approval time into their transaction schedules.

The fact that a filer may consider an application as routine is not a compelling argument for requesting an abridgement.

(5) Filers should provide sufficient information in an application to enable staff to assess how quickly they should handle the application. For example, if the filer has committed to take certain steps by a specific date and needs to have staff's view or an order by that date, the filer should explain why staff's view or the order to cease to be a reporting issuer is required by the specific date and identify these time constraints in its application.

(6) In a dual application, the OSC will advise the principal regulator, before the expiration of the review period, of any substantive issues that would cause OSC staff to recommend that the order not be granted. The principal regulator may assume that the OSC does not have comments on the application if the principal regulator does not receive them within the review period.

PART 8 DECISION-MAKING PROCESS

Passport application

33. (1) After completing the review process and after considering the recommendation of its staff, the principal regulator will determine whether or not to grant the order a filer sought in a passport application.

(2) If the principal regulator is not prepared to grant the order based on the information before it, the principal regulator will notify the filer accordingly.

(3) If a filer receives a notice under subsection (2) and this process is available in the principal jurisdiction, the filer may request the opportunity to appear before, and make submissions to, the principal regulator.

Dual application

34. (1) After completing the review process and considering the recommendation of its staff, the principal regulator will determine whether or not to grant the order a filer sought in a dual application and immediately circulate its decision to the OSC.

(2) In a dual application, the OSC will have 5 business days from receipt of the principal regulator's order to confirm whether:

(a) it has made the same decision as the principal regulator and is opting into the order, or

(b) it will not be making the same decision as the principal regulator.

(3) If the OSC is silent, the principal regulator will consider that the OSC will not be making the same decision as the principal regulator.

(4) If the filer shows that it is necessary and reasonable in the circumstances, the principal regulator may request, but cannot require, the OSC to abridge the opt-in period. In some circumstances, abridging the opt-in period may not be feasible. For example, only a panel of the OSC that convenes according to a schedule can make some types of decisions.

(5) The principal regulator will not send the filer an order for a dual application until receipt from the OSC of the confirmation referred to in paragraph (2)(a). If the OSC does not provide the confirmation, the principal regulator will advise the filer that it will not be receiving an order from the principal regulator or the OSC.

(6) If the principal regulator is not prepared to grant the order based on the information before it, it will notify the filer and the OSC.

(7) If a filer receives a notice under subsection (6) and this process is available in the principal jurisdiction, the filer may request the opportunity to appear before, and make submissions to, the principal regulator. The principal regulator may hold a hearing on its own, or jointly or concurrently with the OSC.

PART 9 ORDER

Effect of order made under passport application

35. (1) Under a passport application, the order of the principal regulator that an issuer has ceased to be a reporting issuer is the decision of the principal regulator. Under subsection 4C.5(1) of *Regulation 11-102 respecting Passport System*, an issuer is deemed to cease to be a reporting issuer in all notified passport jurisdictions as a result of the order of the principal regulator for the application.

(2) The order is effective in each notified passport jurisdiction on the date of the principal regulator's order (even if the regulator in the notified passport jurisdiction is closed on that date).

Effect of order made under dual application

36. Under a dual application, the order of the principal regulator that an issuer has ceased to be a reporting issuer is the decision of the principal regulator. Under subsection 4C.5(1) of *Regulation 11-102 respecting Passport System*, an issuer is deemed to cease to be a reporting issuer in all notified passport jurisdictions as a result of the order of the principal regulator for the application. The order of the principal regulator under a dual application also evidences the OSC's decision, if the OSC provided the confirmation referred to in paragraph 34(2)(a) of this policy statement.

Listing non-principal jurisdictions

37. (1) For convenience, the order of the principal regulator on a passport application or a dual application will refer to the notified passport jurisdictions, but it is the filer's responsibility to ensure that it gives the required notice for each jurisdiction for

which section 4C.5 of *Regulation 11-102 respecting Passport System* is intended to be relied upon. A filer must give the notice for each jurisdiction of Canada in which the issuer is a reporting issuer.

(2) The order of the principal regulator on a dual application will contain wording that makes it clear that the order evidences and sets out the decision of the OSC.

Form of order

38. An order under this policy statement will be in the form set out in one of the following:

(a) Annex A, *Form of order for a passport application under the simplified procedure*,

(b) Annex B, *Form of order for a dual application under the simplified procedure*,

(c) Annex C, *Form of order for a passport application under the modified procedure*,

(d) Annex D, *Form of order for a dual application under the modified procedure*,

(e) Annex E, *Form of order for a passport application for other applications*, or

(f) Annex F, *Form of order for a dual application for other applications*.

Issuance of order

39. For a dual application, the principal regulator will send the order to the filer and to the OSC.

PART 10 TRANSITION AND EFFECTIVE DATE

Transition

40. (1) The coordinated review process set out in *Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions* will continue to apply to an application for an order that an issuer has ceased to be a reporting issuer filed under that process in multiple jurisdictions before June 23, 2016.

(2) The coordinated review process set out under the heading “The Simplified Procedure” in CSA Staff Notice 12-307 *Applications for a Decision that an Issuer is not a Reporting Issuer* will continue to apply to an application for an order that an issuer has ceased to be a reporting issuer filed under that process in multiple jurisdictions before June 23, 2016.

Effective date

41. This policy statement comes into effect on June 23, 2016.

**ANNEX A
FORM OF ORDER FOR A PASSPORT APPLICATION UNDER THE
SIMPLIFIED PROCEDURE**

[Citation:[*neutral citation*] [*Date of order*]]

In the Matter of
the Securities Legislation of
[*name of principal jurisdiction*] (the Jurisdiction)

and

In the Matter of
the Process for Cease to be a Reporting Issuer
Applications

and

In the Matter of
[*name of issuer* (the Filer)]

Order

Background

The principal regulator in the Jurisdiction has received an application from the Filer for an order under the securities legislation of the Jurisdiction of the principal regulator (the Legislation) that the Filer has ceased to be a reporting issuer in all jurisdictions of Canada in which it is a reporting issuer (the Order Sought).

Under the Process for Cease to be a Reporting Issuer Applications (for a passport application):

- (a) the [*name of the principal regulator*] is the principal regulator for this application, and
- (b) the Filer has provided notice that subsection 4C.5(1) of *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) is intended to be relied upon in [*names of all non-principal passport jurisdictions where the Filer is a reporting issuer*].

Interpretation

Terms defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions*[,] [and] Regulation 11-102 [and, in Québec, in *Regulation 14-501Q on definitions* (when the Autorité des marchés financiers is the principal regulator)] have the same meaning if used in this order, unless otherwise defined.

Representations

This order is based on the following facts represented by the Filer:

- 1. the Filer is not an OTC reporting issuer under *Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-Counter Markets*;
- 2. the outstanding securities of the Filer, including debt securities, are beneficially owned, directly or indirectly, by fewer than 15 securityholders in each of the jurisdictions of Canada and fewer than 51 securityholders in total worldwide;
- 3. no securities of the Filer, including debt securities, are traded in Canada or another country on a marketplace as defined in *Regulation 21-101*

- respecting Marketplace Operation* or any other facility for bringing together buyers and sellers of securities where trading data is publicly reported;
4. the Filer is applying for an order that the Filer has ceased to be a reporting issuer in all of the jurisdictions of Canada in which it is a reporting issuer; and
 5. the Filer is not in default of securities legislation in any jurisdiction.

Order

The principal regulator is satisfied that the order meets the test set out in the Legislation for the principal regulator to make the order.

The decision of the principal regulator under the Legislation is that the Order Sought is granted.

(Name of signatory for the principal regulator)

(Title)

(Name of principal regulator)
(justify signature block)

**ANNEX B
FORM OF ORDER FOR A DUAL APPLICATION UNDER THE SIMPLIFIED
PROCEDURE**

[Citation:[*neutral citation*] [*Date of order*]]

In the Matter of
the Securities Legislation of
[*name of principal jurisdiction*] and Ontario (the Jurisdictions)

and

In the Matter of
the Process for Cease to be a Reporting Issuer
Applications
and

In the Matter of
[*name of issuer* (the Filer)]

Order

Background

The securities regulatory authority or regulator in each of the Jurisdictions (Decision Maker) has received an application from the Filer for an order under the securities legislation of the Jurisdictions (the Legislation) that the Filer has ceased to be a reporting issuer in all jurisdictions of Canada in which it is a reporting issuer (the Order Sought).

Under the Process for Cease to be a Reporting Issuer Applications (for a dual application):

- (a) the [*name of the principal regulator*] is the principal regulator for this application,
- (b) the Filer has provided notice that subsection 4C.5(1) of *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) is intended to be relied upon in [*names of all non-principal passport jurisdictions where the Filer is a reporting issuer*], and
- (c) this order is the order of the principal regulator and evidences the decision of the securities regulatory authority or regulator in Ontario.

Interpretation

Terms defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions*[,] [and] *Regulation 11-102* [and, in Québec, in *Regulation 14-501Q on definitions* (when the Autorité des marchés financiers is the principal regulator)] have the same meaning if used in this order, unless otherwise defined.

Representations

This order is based on the following facts represented by the Filer:

- 1. the Filer is not an OTC reporting issuer under *Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-Counter Markets*;
- 2. the outstanding securities of the Filer, including debt securities, are beneficially owned, directly or indirectly, by fewer than 15 securityholders in each of the jurisdictions of Canada and fewer than 51 securityholders in total worldwide;

3. no securities of the Filer, including debt securities, are traded in Canada or another country on a marketplace as defined in *Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation* or any other facility for bringing together buyers and sellers of securities where trading data is publicly reported;
4. the Filer is applying for an order that the Filer has ceased to be a reporting issuer in all of the jurisdictions of Canada in which it is a reporting issuer; and
5. the Filer is not in default of securities legislation in any jurisdiction.

Order

Each of the Decision Makers is satisfied that the order meets the test set out in the Legislation for the Decision Maker to make the order.

The decision of the Decision Makers under the Legislation is that the Order Sought is granted.

(Name of signatory for the principal regulator)

(Title)

(Name of principal regulator)
(justify signature block)

**ANNEX C
FORM OF ORDER FOR A PASSPORT APPLICATION UNDER THE MODIFIED
PROCEDURE**

[Citation:[*neutral citation*] [Date of order]]

In the Matter of
the Securities Legislation
of [*name of principal jurisdiction*] (the Jurisdiction)

and

In the Matter of
the Process for Cease to be a Reporting Issuer
Applications

and

In the Matter of
[*name of issuer*] (the Filer)

Order

Background

The principal regulator in the Jurisdiction has received an application from the Filer for an order under the securities legislation of the Jurisdiction of the principal regulator (the Legislation) that the Filer has ceased to be a reporting issuer in all jurisdictions of Canada in which it is a reporting issuer (the Order Sought).

Under the Process for Cease to be a Reporting Issuer Applications (for a passport application):

- (a) the [*name of the principal regulator*] is the principal regulator for this application, and
- (b) the Filer has provided notice that subsection 4C.5(1) of *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) is intended to be relied upon in [*names of all non-principal passport jurisdictions where the Filer is a reporting issuer*].

Interpretation

Terms defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions*[,] [and] *Regulation 11-102* [and, in Québec, in *Regulation 14-501Q on definitions* (when the Autorité des marchés financiers is the principal regulator)] have the same meaning if used in this order, unless otherwise defined.

[*Add additional definitions here.*]

Representations

This order is based on the following facts represented by the Filer:

1. [*Insert material representations necessary to explain how the Filer meets the modified procedure criteria and why the principal regulator came to this decision. Include the location of the Filer's head office and, if appropriate, the connecting factor the Filer used to identify the principal regulator for the application.*]

2. *[State that the issuer is not in default of securities legislation in any jurisdiction or if the issuer is in default, the nature of the default.]*

Order

The principal regulator is satisfied that the order meets the test set out in the Legislation for the principal regulator to make the order.

The decision of the principal regulator under the Legislation is that the Order Sought is granted.

(Name of signatory for the principal regulator)

(Title)

(Name of principal regulator)
(justify signature block)

**ANNEX D
FORM OF ORDER FOR A DUAL APPLICATION UNDER THE MODIFIED
PROCEDURE**

[Citation: *[neutral citation]* [Date of order]]

In the Matter of
the Securities Legislation
of *[name of principal jurisdiction]* and Ontario (the Jurisdictions)

and

In the Matter of
the Process for Cease to be a Reporting Issuer
Applications

and

In the Matter of
[name of issuer] (the Filer)

Order

Background

The securities regulatory authority or regulator in each of the Jurisdictions (Decision Maker) has received an application from the Filer for an order under the securities legislation of the Jurisdictions (the Legislation) that the Filer has ceased to be a reporting issuer in all jurisdictions of Canada in which it is a reporting issuer (the Order Sought).

Under the Process for Cease to be a Reporting Issuer Applications (for a dual application):

- (a) the *[name of the principal regulator]* is the principal regulator for this application,
- (b) the Filer has provided notice that subsection 4C.5(1) of *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) is intended to be relied upon in *[names of all non-principal passport jurisdictions where the Filer is a reporting issuer]*, and
- (c) this order is the order of the principal regulator and evidences the decision of the securities regulatory authority or regulator in Ontario.

Interpretation

Terms defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions*[,] [and] Regulation 11-102 [and, in Québec, in *Regulation 14-501Q on definitions* (when the Autorité des marchés financiers is the principal regulator)] have the same meaning if used in this order, unless otherwise defined.

[Add additional definitions here.]

Representations

This order is based on the following facts represented by the Filer:

1. *[Insert material representations necessary to explain how the Filer meets the modified procedure criteria and why the principal regulator came to this decision. Include the location of the Filer's head office and, if appropriate,*

the connecting factor the Filer used to identify the principal regulator for the application.]

2. *[State that the issuer is not in default of securities legislation in any jurisdiction or if the issuer is in default, the nature of the default.]*

Order

Each of the Decision Makers is satisfied that the order meets the test set out in the Legislation for the Decision Maker to make the order.

The decision of the Decision Makers under the Legislation is that the Order Sought is granted.

(Name of signatory for the principal regulator)

(Title)

(Name of principal regulator)
(justify signature block)

**ANNEXE
FORM OF ORDER FOR A PASSPORT APPLICATION FOR OTHER
APPLICATIONS**

[Citation:[*neutral citation*] [Date of order]]

In the Matter of
the Securities Legislation
of [*name of principal jurisdiction*] (the Jurisdiction)

and

In the Matter of
the Process for Cease to be a Reporting Issuer
Applications

and

In the Matter of
[*name of issuer*] (the Filer)

Order

Background

The principal regulator in the Jurisdiction has received an application from the Filer for an order under the securities legislation of the Jurisdiction of the principal regulator (the Legislation) that the Filer has ceased to be a reporting issuer in all jurisdictions of Canada in which it is a reporting issuer (the Order Sought).

Under the Process for Cease to be a Reporting Issuer Applications (for a passport application):

- (a) the [*name of the principal regulator*] is the principal regulator for this application, and
- (b) the Filer has provided notice that subsection 4C.5(1) of *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) is intended to be relied upon in [*names of all non-principal passport jurisdictions where the Filer is a reporting issuer*].

Interpretation

Terms defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions* [,] [and] Regulation 11-102 [and, in Québec, in *Regulation 14-501Q on definitions* (when the Autorité des marchés financiers is the principal regulator)] have the same meaning if used in this order, unless otherwise defined.

[*Add additional definitions here.*]

Representations

This order is based on the following facts represented by the Filer:

1. [*Insert material representations necessary to explain why the principal regulator came to this decision. Include the location of the Filer's head office and, if appropriate, the connecting factor the Filer used to identify the principal regulator for the application.*]

2. *[State that the issuer is not in default of securities legislation in any jurisdiction or if the issuer is in default, the nature of the default.]*

Order

The principal regulator is satisfied that the order meets the test set out in the Legislation for the principal regulator to make the order.

The decision of the principal regulator under the Legislation is that the Order Sought is granted.

(Name of signatory for the principal regulator)

(Title)

(Name of principal regulator)
(justify signature block)

**ANNEX F
FORM OF ORDER FOR A DUAL APPLICATION FOR OTHER APPLICATIONS**

[Citation:[*neutral citation*] [Date of order]]

In the Matter of
the Securities Legislation
of [*name of principal jurisdiction*] and Ontario (the Jurisdictions)

and

In the Matter of
the Process for Cease to be a Reporting Issuer
Applications

and

In the Matter of
[*name of issuer*] (the Filer)

Order

Background

The securities regulatory authority or regulator in each of the Jurisdictions (Decision Maker) has received an application from the Filer for an order under the securities legislation of the Jurisdictions (the Legislation) that the Filer has ceased to be a reporting issuer in all jurisdictions of Canada in which it is a reporting issuer (the Order Sought).

Under the Process for Cease to be a Reporting Issuer Applications (for a dual application):

- (a) the [*name of the principal regulator*] is the principal regulator for this application,
- (b) the Filer has provided notice that subsection 4C.5(1) of *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) is intended to be relied upon in [*names of all non-principal passport jurisdictions where the Filer is a reporting issuer*], and
- (c) this order is the order of the principal regulator and evidences the decision of the securities regulatory authority or regulator in Ontario.

Interpretation

Terms defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions* [,] [and] Regulation 11-102 [and, in Québec, in *Regulation 14-501Q on definitions* (when the Autorité des marchés financiers is the principal regulator)] have the same meaning if used in this order, unless otherwise defined.

[Add additional definitions here.]

Representations

This order is based on the following facts represented by the Filer:

1. [*Insert material representations necessary to explain why the principal regulator came to this decision. Include the location of the Filer's head office and, if appropriate, the connecting factor the Filer used to identify the principal regulator for the application.*]

2. *[State that the issuer is not in default of securities legislation in any jurisdiction or if the issuer is in default, the nature of the default.]*

Order

Each of the Decision Makers is satisfied that the order meets the test set out in the Legislation for the Decision Maker to make the order.

The decision of the Decision Makers under the Legislation is that the Order Sought is granted.

(Name of signatory for the principal regulator)

(Title)

(Name of principal regulator)
(justify signature block)

**SCHEDULE 1
EXAMPLE OF AN APPLICATION LETTER UNDER THE SIMPLIFIED
PROCEDURE FOR A PASSPORT APPLICATION**

[Enter date]

[Name of the principal regulator]

Dear Sir/Madam:

Re: [Enter name of issuer] (the Filer) – passport application for an order under the securities legislation of [name of principal jurisdiction] that the Filer has ceased to be a reporting issuer

We are applying under the simplified procedure to the [identify principal regulator] as principal regulator for an order under the securities legislation (the Legislation) of [name of principal jurisdiction] that the Filer has ceased to be a reporting issuer (the Order Sought).

We identify [name of regulator] as the principal regulator for the application on the basis of [name the applicable criteria] under section 8 of *Policy Statement 11-206 respecting Process for Cease to be a Reporting Issuer Applications* (Policy Statement 11-206).

In accordance with subsection 4C.5(2) of *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) and in satisfaction of the notice requirement in paragraph 4C.5(1)(c) of Regulation 11-102, the Filer provides notice to the securities regulatory authority or regulator in [list the non-principal jurisdictions where the Filer is a reporting issuer] that subsection 4C.5(1) of Regulation 11-102 is intended to be relied upon for the Order Sought.

Under the simplified procedure in Policy Statement 11-206, the Filer represents that:

1. the Filer is not an OTC reporting issuer under *Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-Counter Markets*;
2. the outstanding securities of the Filer, including debt securities, are beneficially owned, directly or indirectly, by fewer than 15 securityholders in each of the jurisdictions of Canada and fewer than 51 securityholders in total worldwide;
3. no securities of the Filer, including debt securities, are traded in Canada or another country on a marketplace as defined in *Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation* or any other facility for bringing together buyers and sellers of securities where trading data is publicly reported;
4. the Filer is applying for an order that the Filer has ceased to be a reporting issuer in all of the jurisdictions of Canada in which it is a reporting issuer; and
5. the Filer is not in default of securities legislation in any jurisdiction.

[If applicable, set out any request for confidentiality and/or requests to abridge the review period or the opt-in period and provide supporting reasons.]

[Identify whether another related application has been filed in one or more jurisdictions, the reasons for that application, and the principal regulator for that application.]

[Enter name of Filer]

[Signature of the person who has signing authority]

[Include a verification statement that authorizes the filing of the application and confirms the truth of the facts in the application.]

**SCHEDULE 2
EXAMPLE OF AN APPLICATION LETTER UNDER THE SIMPLIFIED
PROCEDURE FOR A DUAL APPLICATION**

[Enter date]

[List name of the principal regulator and the Ontario Securities Commission]

Dear Sir/Madam:

Re: [Enter name of issuer] (the Filer) – dual application for an order under the securities legislation of [name of principal jurisdiction] and Ontario that the Filer has ceased to be a reporting issuer

We are applying under the simplified procedure to the [identify principal regulator] as principal regulator and the Ontario Securities Commission for an order under the securities legislation (the Legislation) of [name of principal jurisdiction] and Ontario that the Filer has ceased to be a reporting issuer (the Order Sought).

We identify [name of regulator] as the principal regulator for the application on the basis of [name the applicable criteria] under section 8 of *Policy Statement 11-206 respecting Process for Cease to be a Reporting Issuer Applications* (Policy Statement 11-206).

In accordance with subsection 4C.5(2) of *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) and in satisfaction of the notice requirement in paragraph 4C.5(1)(c) of Regulation 11-102, the Filer provides notice to the securities regulatory authority or regulator in [list the non-principal jurisdictions where the Filer is a reporting issuer] that subsection 4C.5(1) of Regulation 11-102 is intended to be relied upon for the Order Sought.

Under the simplified procedure in Policy Statement 11-206, the Filer represents that:

1. the Filer is not an OTC reporting issuer under *Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-Counter Markets*;
2. the outstanding securities of the Filer, including debt securities, are beneficially owned, directly or indirectly, by fewer than 15 securityholders in each of the jurisdictions of Canada and fewer than 51 securityholders in total worldwide;
3. no securities of the Filer, including debt securities, are traded in Canada or another country on a marketplace as defined in *Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation* or any other facility for bringing together buyers and sellers of securities where trading data is publicly reported;
4. the Filer is applying for an order that the Filer has ceased to be a reporting issuer in all of the jurisdictions of Canada in which it is a reporting issuer; and
5. the Filer is not in default of securities legislation in any jurisdiction.

[If applicable, set out any request for confidentiality and/or requests to abridge the review period or the opt-in period and provide supporting reasons.]

[Identify whether another related application has been filed in one or more jurisdictions, the reasons for that application, and the principal regulator for that application.]

[Enter name of Filer]

[Signature of the person who has signing authority]

[Include a verification statement that authorizes the filing of the application and confirms the truth of the facts in the application.]

POLICY STATEMENT 11-207 RESPECTING FAILURE-TO-FILE CEASE TRADE ORDERS AND REVOCATIONS IN MULTIPLE JURISDICTIONS

PART 1 INTRODUCTION

Scope of this policy statement

1. Reporting issuers are subject to continuous disclosure requirements under securities legislation so that there is information in the marketplace to enable investors and prospective investors to make an informed investment decision. The integrity and fairness, or confidence in the integrity and fairness, of the capital markets may be compromised if trading in securities of a reporting issuer is permitted to continue when the reporting issuer is not in compliance with the continuous disclosure requirements.

This policy statement provides guidance to issuers, investors and other market participants regarding how the Canadian Securities Administrators (CSA or we) will generally respond to certain types of continuous disclosure defaults by a reporting issuer, referred to as specified defaults in this policy statement.¹

This policy statement also explains why we issue a failure-to-file cease trade order in response to a specified default. Beginning in part 4, this policy statement also explains how a failure-to-file cease trade order has effect in multiple jurisdictions due to the operation of:

- *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*, in those CSA jurisdictions that have adopted it, or
- A statutory reciprocal order provision as defined in section 3.

This policy statement also explains what a reporting issuer should do to apply for a full or partial revocation (including a variation) of a failure-to-file cease trade order.

Any CSA jurisdiction that has adopted *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions* or has a statutory reciprocal order provision will apply the operational processes set out in this policy statement.

Although Ontario has not adopted *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*, this policy statement describes an interface process (“dual” regime) to facilitate the reciprocation in Ontario of failure-to-file cease trade orders issued and revoked by other CSA regulators.

This policy statement applies to a reporting issuer and, where the context permits, to a securityholder or other party.

Cease trade orders outside of the scope of this policy statement

2. The following cease trade orders for continuous disclosure defaults are not covered by the definition of failure-to-file cease trade order in *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*:

- (a) a cease trade order issued in respect of a failure to file deficiency that is not a specified default;²

¹ The term “specified default” is defined in section 3 of this policy statement and is based on the harmonized list of deficiencies developed by the CSA and described in CSA Notice 51-322 *Reporting Issuer Defaults*.

² The definition of “specified default” does not include certain failure to file deficiencies described in section 1 of CSA Notice 51-322 *Reporting Issuer Defaults*, such as a failure to file a material change report or a failure to file technical disclosure or other reports required by *Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects* or *Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas*

(b) a cease trade order issued where a reporting issuer has made a required filing but the required filing is deficient in terms of content (a content deficiency);³

(c) a management cease trade order as defined in *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*;

(d) a cease trade order issued in respect of an issuer that is only a reporting issuer in one jurisdiction;⁴

(e) a cease trade order issued prior to the effective date of *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*.

Cease trade orders that do not meet the definition of failure-to-file cease trade order, and as such do not automatically take effect in each Regulation 11-103 jurisdiction where the issuer is a reporting issuer, will generally be issued by the CSA regulators following principles of mutual reliance. Once the principal regulator, as this term is defined in section 3, issues a cease trade order, each other CSA regulator in a jurisdiction where the issuer is a reporting issuer will then decide whether to issue a similar order in its jurisdiction.⁵

The application process for a revocation of a cease trade order that does not meet the definition of failure-to-file cease trade order in *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*, is described in *Policy Statement 12-202 respecting Revocations of Certain Cease Trade Orders*.

PART 2 DEFINITIONS AND INTERPRETATION

Definitions

3. In this policy statement:

“cease trade order” means an order under a provision of Canadian securities legislation, set out in Annex A, that one or more persons must not trade in securities of a reporting issuer, whether directly or indirectly;

“CSA regulator” means a securities regulatory authority or a regulator, as applicable;

“dual application” means an application described in section 22;

“dual failure-to-file cease trade order” means an order described in section 14;

“failure-to-file cease trade order” has the same meaning as in *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*;

“filer” means the person filing an application to revoke or partially revoke a failure-to-file cease trade order;

“management cease trade order” has the same meaning as in *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*;

Activities. We have omitted these items from the definition because these filings will generally be non-periodic in nature and in some cases it may be unclear whether a filing requirement has been triggered.

³ Examples of content deficiencies are set out in section 2 of CSA Notice 51-322 *Reporting Issuer Defaults*.

⁴ A local CSA regulator will generally apply the same principles and considerations as set out in this policy statement when issuing a local cease trade order.

⁵ These cease trade orders would be automatically reciprocated in jurisdictions that have a statutory reciprocal order provision.

“MD&A” has the same meaning as in *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*;

“MRFP” means a management report of fund performance as defined in *Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure*;

“non-principal regulator” means, for a person, the CSA regulator of a jurisdiction other than the principal jurisdiction;

“OSC” means the regulator in Ontario;

“OTC reporting issuer” has the same meaning as in *Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-The-Counter Markets*;

“partial revocation order” means an order that permits one or more persons to conduct specific trades when a failure-to-file cease trade order is in effect, and includes a variation of the failure-to-file cease trade order;

“principal jurisdiction” means, for a person, the jurisdiction of the principal regulator;

“principal regulator” means the regulator described in section 13;

“Regulation 11 103 jurisdiction” means the jurisdiction of a CSA regulator that has adopted *Regulation 11-103 respecting Failure to File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*;

“revocation order” means either a partial revocation order or an order fully revoking a failure-to-file cease trade order;

“SEDAR” means System for Electronic Document Analysis and Retrieval;

“SEDI” means System for Electronic Disclosure by Insiders;

“specified default” has the same meaning as in *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*;

“statutory reciprocal order provision” means a provision in the securities statute of a jurisdiction, set out in Annex C, that provides for the automatic reciprocation of any order imposing sanctions, conditions, restrictions or requirements issued by another CSA regulator based on a finding or admission of a contravention of securities legislation;

“venture issuer” has the same meaning as in *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*.

Further definitions

4. Terms used in this policy statement that are defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions* have the same meaning as in that regulation.

Interpretation

5. (1) In certain jurisdictions, the CSA regulator may issue a failure-to-file cease trade order that prohibits trading in, and the acquisition or purchase of, securities of a reporting issuer. In these jurisdictions, references in this policy statement to a “trade” refer to a trade in, acquisition of, or purchase of securities of the reporting issuer, as applicable.

(2) In Québec, “trade” is not defined in the *Securities Act (Québec)*. *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions* covers any

activity in respect of a transaction in securities that may be the object of a failure-to file cease trade order issued under paragraph 3 of section 265 of the *Securities Act* (Québec).

PART 3 OVERVIEW AND IMPLICATIONS OF CEASE TRADE ORDERS ISSUED FOR CONTINUOUS DISCLOSURE DEFAULTS

Division 1 Overview

Possible regulatory responses to a specified default

6. In the jurisdictions where the issuer is a reporting issuer, the CSA regulators will generally respond to a specified default by noting the issuer in default on their default lists. For more information about the CSA default lists, refer to CSA Notice 51-322 *Reporting Issuer Defaults*.

The CSA regulators will then generally respond to a specified default in one of two ways:

- (a) by issuing a failure-to-file cease trade order;
- (b) if an issuer applies under *Policy Statement 12-203 respecting Management Cease Trade Orders*, and demonstrates that it is able to comply with that policy statement, by issuing a management cease trade order.

If the outstanding filing is expected to be filed relatively quickly, the default is not expected to be recurring and the issuer meets the eligibility criteria, a management cease trade order may be an appropriate response to the default.

While we recognize that issuers may sometimes face difficulties in complying with filing deadlines due to circumstances beyond their control, we do not believe it is appropriate to vary a filing deadline simply to allow an issuer to avoid being in default. The CSA regulators will consider the issuer's circumstances in deciding what action, if any, is appropriate to respond to a default. Once an issuer is in default, a failure-to-file cease trade order may be issued by the CSA regulator at any time.

Reasons for issuing a failure-to-file cease trade order in response to a specified default

7. In the event of a specified default, the CSA regulators generally respond by issuing a failure-to-file cease trade order. Some of the reasons for issuing a failure-to-file cease trade order are listed below.

- (a) Investors and prospective investors should be able to make an informed investment decision about the securities of the defaulting reporting issuer. This ability may be compromised if certain disclosures have not been made when required.
- (b) The integrity and fairness, or confidence in the integrity and fairness, of the capital markets may be compromised if trading in securities of the reporting issuer is permitted to continue during the period of default (when there is heightened potential that some people may have access to information that would normally be reflected in the continuous disclosure document that the reporting issuer is in default of filing).
- (c) The practice of responding to a specified default with a failure-to-file cease trade order has a significant positive effect on general compliance. The prospect of a cease trade order creates a strong incentive for the reporting issuer's management to avoid a specified default. Similarly, the issuance of a cease trade order once the issuer is in default creates a strong incentive on the part of management to diligently rectify the specified default.

(d) A failure-to-file cease trade order represents a rapid, public response by the CSA regulators to a specified default by a reporting issuer. This sends a message to issuers and investors that filing deadlines are important and that there will be serious consequences for a specified default, helping to preserve integrity and fairness in the securities marketplace.

We acknowledge that a failure-to-file cease trade order can impose a burden on issuers and investors because existing investors may be unable to sell their securities and prospective investors are unable to purchase securities of the issuer while the cease trade order remains in effect. In addition, issuers are generally unable to access financing while the cease trade order remains in effect. Nevertheless, if a specified default occurs, the issuance of a failure-to-file cease trade order addresses our overriding concern of investor protection.

Enforcement action

8. If a reporting issuer is in default of a continuous disclosure requirement, CSA regulators may also consider taking enforcement action against the reporting issuer, the directors and officers of the reporting issuer, or any other responsible party. Nothing in this policy statement should be interpreted as limiting the discretion of the CSA regulators in responding to such a default through enforcement action.

Insider trading

9. The guidelines below should be considered if a reporting issuer is in default or reasonably anticipates that a specified default or a default of another continuous disclosure requirement will occur, and a cease trade order has not yet been issued in respect of the issuer.

(a) We expect an issuer to monitor and restrict trading by a director, officer and other insider of the issuer due to the increased risk that these individuals may have access to material undisclosed information. This may include information that would otherwise have been reflected in the continuous disclosure filing in respect of which the issuer is or reasonably anticipates being in default, information about any investigation into the events that may have led to the default or anticipated default, and information about the status of remediation activities.

(b) Management and other insiders of the issuer should consider the insider trading prohibitions under securities legislation before entering into any transaction involving securities of the issuer that is or reasonably anticipates being in default.

Refer to *National Policy 51-201: Disclosure Standards* for guidance regarding disclosure, the maintenance of confidential information, and the application of insider trading laws.

(c) We also remind issuers and other market participants that an officer or other insider of a reporting issuer in default will generally be unable to sell securities acquired from the issuer on a prospectus exempt basis because of the resale restrictions in subsections 2.5(2)7 and 2.6(3)5 of *Regulation 45-102 respecting Resale of Securities* which require that a selling security holder have no reasonable grounds to believe that the issuer is in default of securities legislation.

Division 2 Other Implications of a Cease Trade Order

Effect of a cease trade order in a jurisdiction where an issuer is not a reporting issuer

10. Although a trade in a jurisdiction where an issuer is not a reporting issuer may not violate a cease trade order in another jurisdiction, the trading activity may still be contrary to the public interest and therefore subject to enforcement or other administrative proceedings. Market participants in a jurisdiction in which an issuer is not a reporting issuer

should be cautious about trading in a security if a CSA regulator in another jurisdiction has issued a cease trade order. Continuous disclosure obligations reflect the minimum requirements we think are necessary to generate sufficient public disclosure to permit investors to make informed investment decisions. The issuance of a cease trade order by a CSA regulator will generally mean that an issuer has not met the required standard and that there is significant risk of harm to investors if trading is allowed to continue. Accordingly, market participants should carefully consider the existence of the continuous disclosure default, and the determination of the principal regulator, before effecting a trade in a jurisdiction where the issuer is not reporting.

In a jurisdiction that has a statutory reciprocal order provision, a cease trade order issued by another CSA regulator will have effect in this jurisdiction even where the issuer is not a reporting issuer.

Effect of a cease trade order in a foreign jurisdiction

11. If a market participant intends to execute a trade in securities of a cease-traded issuer on an exchange or marketplace outside of Canada, the market participant should consider whether the trade may be considered to be a trade in one or more jurisdictions in Canada where either the cease trade order is in effect or trading is prohibited or restricted under *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions* or a statutory reciprocal order provision. For example, a transaction may be a trade in a jurisdiction if “acts in furtherance of the trade” occur within that jurisdiction. A transaction may also be a trade in a jurisdiction if there are connecting factors or other facts and circumstances that indicate that the securities may not “come to rest” outside Canada but may be resold to investors in a jurisdiction where a cease trade order is in effect or trading is prohibited under *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions* or a statutory reciprocal order provision. The conditions of each cease trade order should be carefully considered.

Effect of a cease trade order on market participants subject to Investment Industry Regulatory Organization of Canada regulation

12. Presently, all marketplaces (including exchanges, alternative trading systems and quotation and trade reporting systems) in Canada have retained Investment Industry Regulatory Organization of Canada (IIROC) as their regulation services provider. Under the Universal Market Integrity Rules (UMIR), which have been adopted by IIROC, if a CSA regulator issues a cease trade order with respect to an issuer whose securities are traded on a marketplace, IIROC imposes a regulatory halt on trading of those securities on all marketplaces for which IIROC acts as the regulation services provider. Once the halt is imposed by IIROC, no person subject to the UMIR may trade those securities on any marketplace in Canada, over-the-counter or on a foreign organized regulated market, subject to any conditions set out in the cease trade order.

PART 4 ISSUANCE OF A FAILURE-TO-FILE CEASE TRADE ORDER

Division 1 Overview

Principal regulator

13. Under section 2 of *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*, if a CSA regulator issues a failure-to-file cease trade order in respect of a reporting issuer’s securities, a person must not trade in a security of the issuer in any Regulation 11-103 jurisdiction where the issuer is a reporting issuer, except in accordance with any conditions of the order, including any variation or partial revocation of it. The effect is the same in jurisdictions that have a statutory reciprocal order provision, except that a failure-to-file cease trade order issued by another CSA regulator will have effect in these jurisdictions even where the issuer is not a reporting issuer.

In most cases, the CSA regulator that will issue a failure-to-file cease trade order will be the reporting issuer's principal regulator, that is, the one selected by the issuer at the time that it becomes a reporting issuer and that it identified on its SEDAR profile. For the purposes of this policy statement, we will refer to the CSA regulator that issues the failure-to-file cease trade order as the principal regulator.

Dual failure-to-file cease trade order

14. A dual failure-to-file cease trade order is a failure-to-file cease trade order issued in respect of an issuer by its principal regulator where the principal regulator is a CSA regulator other than the OSC, the issuer is a reporting issuer in Ontario and the OSC, as a non-principal regulator, confirms that it is opting into the failure-to-file cease trade order.

Division 2 Decision-Making Process

Issuance of failure-to-file cease trade orders

15. After considering the recommendation of its staff, the principal regulator will determine whether or not to issue a failure-to-file cease trade order.

Dual failure-to-file cease trade orders

16. (1) After considering the recommendation of its staff, the principal regulator will determine whether or not to issue the failure-to-file cease trade order. If the principal regulator decides to issue the failure-to-file cease trade order, it will circulate its order to the OSC before 12:00 pm (noon) local time in the jurisdiction of the principal regulator.

(2) The OSC, on the same business day that it receives the principal regulator's order, will confirm whether

(a) it has made the same decision as the principal regulator and is opting into the order, or

(b) it will opt out and not make the same decision as the principal regulator.

(3) If the OSC elects to opt out, it will notify the principal regulator and give its reasons for opting out.

(4) If the OSC does not provide a response before the expiry of the opt-in period referred to in subsection (2), the principal regulator will consider that the OSC has opted out.

(5) The principal regulator generally will not issue the dual failure-to-file cease trade order before the earlier of

(a) the expiry of the opt-in period referred to in subsection (2), and

(b) receipt from the OSC of the confirmation referred to in subsection (2).

(6) If the OSC does not opt into or is considered to have opted out of the principal regulator's order as set out in subsections (3) and (4), the principal regulator will issue a failure-to-file cease trade order.

Division 3 Effect of a Failure-To-File Cease Trade Order

Effect of a failure-to-file cease trade order

17. Once the principal regulator issues a failure-to-file cease trade order, the effect under section 2 of *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders*, in each Regulation 11-103 jurisdiction where the issuer is a reporting issuer, is that a person must not trade in a security of the issuer, except in accordance with the conditions, if any, contained in the order. The conditions of a failure-to-file cease trade order may include a variation or partial revocation.

The effect is the same in each jurisdiction that has a statutory reciprocal order provision, except that the failure-to-file cease trade order will have effect in these jurisdictions even where the issuer is not a reporting issuer.

Effect of a dual failure-to-file cease trade order

18. Once the principal regulator issues a dual failure-to-file cease trade order, the effect under section 2 of *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders*, in each Regulation 11-103 jurisdiction where the issuer is a reporting issuer, is that a person must not trade in a security of the issuer, except in accordance with the conditions, if any, contained in the order. The conditions of a failure-to-file cease trade order may include a variation or partial revocation. The order of the principal regulator also evidences the OSC's decision. As a result, trading in the securities that are subject to the failure-to-file cease trade order is also prohibited in Ontario.

The effect is the same in each jurisdiction that has a statutory reciprocal order provision, except that the dual failure-to-file cease trade order will have effect in these jurisdictions even where the issuer is not a reporting issuer.

Transmission of failure-to-file cease trade orders

19. (1) The principal regulator will send the failure-to-file cease trade order to the reporting issuer.

(2) The principal regulator will send the OSC a copy of the dual failure-to-file cease trade order.

PART 5

REVOCAION OF A FAILURE-TO-FILE CEASE TRADE ORDER

Division 1 Initiating the Revocation Process

Full revocation

20. The way an issuer initiates the process to obtain a full revocation of a failure-to-file cease trade order depends on how long the failure-to-file cease trade order has been in effect.

(a) In the case of a failure-to-file cease trade order that has been in effect for 90 days or less, the filing of the required continuous disclosure documents initiates the review process by the principal regulator for a revocation of the failure-to-file cease trade order. We will not require an issuer to make an application in this circumstance.⁶

(b) In the case of a failure-to-file cease trade order that has been in effect for more than 90 days, the issuer should make an application as set out in section 33.

⁶ In the jurisdictions where an application is required by law to obtain a revocation order, the filing of the outstanding documents referred to in the failure-to-file cease trade order will be deemed to be the application, or the dual application, as the case may be.

Partial revocation

21. An issuer seeking a partial revocation order should meet the revocation qualification criteria under Division 3 and make an application as set out in section 34.

Dual application

22. An issuer whose principal regulator is a CSA regulator other than the OSC and that is also a reporting issuer in Ontario will make an application to both its principal regulator and to the OSC.

Principal regulator

23. The principal regulator for a revocation order is the CSA regulator that issued the failure-to-file cease trade order.

Division 2 Full Revocation Qualification Criteria and Considerations**Filing outstanding continuous disclosure for a full revocation**

24. (1) We will generally not exercise our discretion to revoke a failure-to-file cease trade order that has been in effect for 90 days or less, unless the issuer has filed all of the outstanding continuous disclosure documents specified in the failure-to-file cease trade order, and any annual or interim financial statements, MD&A or MRFP, and certification of filings, that subsequently became due.⁷

(2) We will generally not exercise our discretion to revoke a failure-to-file cease trade order that has been in effect for more than 90 days, subject to sections 25 and 26, unless the issuer has filed all of its outstanding continuous disclosure.

Exceptions to interim filing requirements

25. In exercising their discretion to revoke a failure-to-file cease trade order that has been in effect for more than 90 days, the principal regulator or, for a dual application, the principal regulator and the OSC, may elect not to require the issuer to file certain outstanding interim financial reports, interim MD&A, interim MRFP, or interim certificates under *Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings*, subject to section 24, if the issuer has filed all of the following:

(a) audited annual financial statements, annual MD&A, annual MRFP, and annual certificates, required to be filed under applicable securities legislation;

(b) annual information forms, information circulars and material change reports required to be filed under applicable securities legislation;

(c) for all interim periods in the current fiscal year, interim financial reports (which include the applicable comparatives from the prior fiscal year), interim MD&A, interim MRFP, and interim certificates, required to be filed under applicable securities legislation.

Exceptions to annual filing requirements

26. In certain cases, an issuer seeking to revoke a failure-to-file cease trade order that has been in effect for more than 90 days may consider that the length of time that has elapsed since the date of the failure-to-file cease trade order makes the preparation and filing of all outstanding disclosure impractical or of limited use to investors. This may particularly apply to disclosure for periods that ended more than 3 years before the date of

⁷ Before we revoke a failure-to-file cease trade order for an OTC reporting issuer, we may require the issuer to file additional documents, including those required under *Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-Counter Markets*.

the application for a non-venture issuer or more than 2 years before the date of the application for a venture issuer, or for periods prior to a significant change in the issuer's business. An issuer seeking a full revocation order in these circumstances should make detailed submissions explaining its position. In appropriate cases, the principal regulator or, for a dual application, the principal regulator and the OSC, will consider whether the filing of certain outstanding disclosure may be unnecessary as a condition of a full revocation order. The factors that we may consider include one or more of the following:

(a) the age of information to be contained in the continuous disclosure filing: information from older periods may be less relevant than information from more recent periods;

(b) whether there is access to records of the issuer: lack of access to records may hinder compliance with some filing requirements;

(c) whether the issuer conducted activity during the period: if an issuer was inactive or changed its business at any time while it was cease-traded, disclosure of information from or prior to this time may be less relevant;

(d) the length of time the failure-to-file cease trade order has been in effect;

(e) whether the historical disclosure relates to significant transactions or litigation.

We generally consider that disclosure for periods within the most recent 3 financial years for a non-venture issuer, or the most recent 2 financial years for a venture issuer, provides useful information for investors. We generally do not consider the time and cost required to prepare disclosure to be a compelling factor in the determination of the disclosure to be provided in connection with an application to revoke a failure-to-file cease trade order.

Outstanding fees

27. Before a full revocation order is issued, the issuer should pay all outstanding fees to each CSA regulator in whose jurisdiction it is a reporting issuer. Outstanding fees generally include, where applicable, all activity and participation fees, and late filing fees.

Depending on how long the failure-to-file cease trade order has been in effect, and whether the issuer filed its continuous disclosure documents in a timely manner while it was cease-traded, the amount of outstanding fees can be considerable. Before submitting an application, an issuer should contact each relevant CSA regulator to confirm the fees that will be payable.

Annual meeting

28. An issuer should ensure that it has complied with the requirement in applicable corporate or similar governing legislation or any equivalent requirement in its constating documents to hold an annual meeting of securityholders. If the issuer has not complied with the annual meeting requirement, the CSA regulator will generally not exercise its discretion to issue a full revocation order unless the issuer provides an undertaking to hold an annual meeting within 3 months after the date on which the failure-to-file cease trade order is revoked.

An undertaking does not relieve the issuer from any requirement to hold an annual meeting requirement.

News release

29. If the issuance of an order revoking a failure-to-file cease trade order or the circumstances giving rise to the issuer seeking the revocation order are a "material change",

the issuer is required by Canadian securities legislation to issue and file a news release and material change report. For example, if the issuer has ceased to carry on an active business, or its business purpose has been abandoned, the circumstances giving rise to the issuer seeking the revocation order may be a “material change”. If so, the news release and material change report should disclose that the issuer has ceased to carry on an active business or that its business purpose has been abandoned, and should disclose the issuer’s future business plans or that the issuer has no future business plans.

Even if there is no material change, the issuer should consider issuing a news release that announces the revocation order.

Division 3 Partial Revocation Qualification Criteria and Considerations

Permitted transactions

30. We will consider granting a partial revocation order to permit certain transactions involving trades in securities of the issuer, such as a private placement to raise sufficient funds to prepare and file outstanding continuous disclosure documents or a shares-for-debt transaction to allow the issuer to recapitalize. We will generally not exercise our discretion to grant a partial revocation order unless the issuer intends to subsequently apply for a full revocation order and reasonably anticipates having sufficient resources after the proposed transaction to bring its continuous disclosure and fees up to date.

Other circumstances may arise that warrant a partial revocation order. For example, we will generally consider granting a partial revocation order to permit a securityholder to sell securities for a nominal amount solely to establish a tax loss, or if the issuer is winding up or in the context of insolvency. It may be possible to establish a loss for tax purposes without disposing of the securities. Securityholders may want to consult the *Income Tax Act* before applying for a partial revocation order.

Issuers may wish to consult their legal counsel to determine whether a particular transaction constitutes a trade and therefore requires an application for a partial revocation order. For example, in most jurisdictions of Canada, a disposition of securities by way of a bona fide gift, made in good faith and not as part of a plan or scheme to evade requirements of securities legislation, would generally not be considered a “trade” under securities legislation. As such, a partial revocation order would not typically be required in these circumstances. However, after the gift, the securities will generally remain subject to the cease trade order.

Acts in furtherance of a trade

31. The definition of trade, where applicable, includes acts in furtherance of a trade. In any particular case, it is a question of legal interpretation whether a step taken by an issuer or other party is an act in furtherance of a trade, and therefore a breach of the failure-to-file cease trade order. If securities have been issued in breach of a cease trade order, we will consider whether enforcement action is appropriate. Issuers should consult their legal counsel whenever there is doubt as to whether a proposed action would be an act in furtherance of a trade. We generally expect an issuer to obtain a partial revocation order before carrying out an act in furtherance of a trade. For example, we expect an issuer or other party intending to conduct a trade to obtain a partial revocation order before entering into an agreement to transfer securities and before publicly disclosing an intended transaction in securities.

Continuing effect of failure-to-file cease trade order

32. Following the completion of a trade permitted by a partial revocation order, all securities of the issuer remain subject to the failure-to-file cease trade order until a full revocation is granted, depending on the terms of the failure-to-file cease trade order.

Division 4 Filing Materials for a Revocation Application

Materials to be filed with an application for a full revocation of a failure-to-file cease trade order that has been in effect for more than 90 days

33. (1) To make an application to fully revoke a failure-to-file cease trade order that has been in effect for more than 90 days, a filer should remit the fees payable, where applicable, under the securities legislation of the principal regulator, as set out in Annex B. The application should include all of the following information:

(a) details of any revocation applications currently in progress in the other jurisdictions;

(b) a copy of any draft material change report or news release as discussed in section 29;

(c) confirmation that all continuous disclosure documents have been filed with the relevant CSA regulator or a description of the documents that will be filed;

(d) confirmation that the issuer has the necessary financial resources to pay all outstanding fees, referred to in section 27, or has paid these fees to each relevant CSA regulator;

(e) confirmation that the issuer's SEDAR and SEDI profiles are up-to-date;

(f) a draft full revocation order as contemplated in subsection 36(1);

(g) a completed personal information form and authorization in the form set out in Appendix A of *Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements*, or Form 51-105F3A, for issuers subject to *Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-Counter Markets*, for each current and incoming director, executive officer and promoter of the issuer;

(h) if the issuer has been subject to another cease trade order within the 12-month period before the date of the current failure-to-file cease trade order, a detailed explanation of the reasons for the multiple defaults.

(2) To make a dual application to fully revoke a dual failure-to-file cease trade order that has been in effect for more than 90 days, a filer should remit any application fees payable under the securities legislation of the principal regulator and the OSC. The application should include the same information as set out in subsection (1).

(3) With respect to paragraph (1)(g), if the promoter is not an individual, the issuer should provide a completed personal information form and authorization for each director and executive officer of the promoter. If the issuer is an investment fund, the issuer should also provide a completed personal information form and authorization for each director and executive officer of the manager of the investment fund.

Materials to be filed with an application for a partial revocation

34. (1) To make an application for a partial revocation order, a filer should submit the application and remit any application fees payable under the securities legislation of the principal regulator, as set out in Annex B. The application should include all of the following information:

(a) the jurisdictions where the proposed trades would occur;

(b) details of any revocation applications currently in progress in the other jurisdictions;

- (c) a description of the proposed trades and their purpose;
 - (d) a draft partial revocation order as contemplated in subsection 36(1) that includes conditions that the applicant will
 - (i) obtain, and provide upon request to the principal regulator, signed and dated acknowledgements from all participants in the proposed trades, which clearly state that the securities of the issuer acquired by the participant will remain subject to the failure-to-file cease trade order until a full revocation order is granted, the issuance of which is not certain, and
 - (ii) provide a copy of the failure-to-file cease trade order and the partial revocation order to all participants in the proposed trades;
 - (e) if the purpose of the proposed partial revocation is to permit the issuer to raise funds, use of proceeds information as discussed in subsection (4);
 - (f) if applicable, details of the exemptions the issuer intends to rely on to complete the proposed trades;
 - (g) if the proposed trades are the result of a decision by a court, a copy of the relevant court order.
- (2) To make a dual application for a partial revocation order, a filer should submit the application and remit any application fees payable under the securities legislation of the principal regulator and the OSC. The application should include the same information as set out in subsection (1).
- (3) A filer requesting a partial revocation order only in a jurisdiction that is not the principal jurisdiction should contact the CSA regulator of that jurisdiction so that appropriate steps can be taken regarding the filer's request.
- (4) If the purpose of a proposed partial revocation of a failure-to-file cease trade order is to permit the issuer to raise funds, the application and the offering document, if any, should contain all of the following:
- (a) an estimate, reasonably supported, of the amount the issuer expects to raise from the financing;
 - (b) a reasonably detailed explanation of the purpose of the financing and how the issuer plans to use the funds;
 - (c) an estimate, reasonably supported, of the total amount the issuer will need in order to apply for a full revocation order, which includes the amount of funds required to prepare and file the documents that are necessary to bring the issuer's continuous disclosure up to date and pay outstanding fees.

Request for confidentiality

- 35.** (1) A filer requesting that the CSA regulators hold an application and supporting materials in confidence during the application review process should provide a substantive reason for the request in its application.
- (2) Any request for confidentiality should explain why the request is reasonable in the circumstances and not prejudicial to the public interest and when any decision granting confidentiality would expire.
- (3) Staff of the CSA regulators are unlikely to recommend that an order be held in confidence after its effective date. However, if a filer requests that the CSA regulators

hold the application, supporting materials, or order in confidence after its effective date, the filer should describe the request for confidentiality separately in its application, and pay any required fee

- (a) in the principal jurisdiction, or
- (b) in the principal jurisdiction and in Ontario, if the filer is making a dual application.

(4) Communications on requests for confidentiality will normally take place by e-mail. If a filer is concerned with this practice, the filer may request in the application that all communications take place by telephone.

Form of order

36. (1) For the purposes of preparing a draft order to be included in an application for a full revocation of a failure-to-file cease trade order that has been in effect for more than 90 days or a partial revocation order, an issuer can refer to one of the following forms set out in this policy statement:

(a) if the application is for a full revocation of a failure-to-file cease trade order, the issuer should use Annex D – *Form of order for a full revocation of a FFCTO that has been in effect for more than 90 days*;

(b) if the application is a dual application for a full revocation of a dual failure-to-file cease trade order, the issuer should use Annex E — *Form of order for a full revocation of a dual FFCTO that has been in effect for more than 90 days*;

(c) if the application is for a partial revocation of a failure-to-file cease trade order, the issuer should use Annex F — *Form of order for a partial revocation of a FFCTO – applied for by issuer*; and

(d) if the application is a dual application for a partial revocation of a dual failure-to-file cease trade order, the issuer should use Annex G — *Form of order for a partial revocation of a dual FFCTO – applied for by issuer*.

(2) If a filer that is not the issuer is requesting a partial revocation order only in a jurisdiction that is not the principal jurisdiction, the filer should contact the CSA regulator of that jurisdiction for guidance on the appropriate form of order.

Filing

37. (1) Except as set out in subsections (3) and (4), a filer should send the application materials in paper format, including the draft order together with the fees, where applicable, and by e-mail to

- (a) the principal regulator, or
- (b) the principal regulator and the OSC, in the case of a dual application.

(2) For a dual application, filing the application concurrently with the principal regulator and the OSC will enable these CSA regulators to process the application expeditiously.

(3) In British Columbia, an electronic filing system is available for filing and tracking applications. Filers should file an application in British Columbia using that system instead of e-mail.

(4) In Ontario, an electronic system is available for filing applications. Filers should file an application in Ontario using that system instead of e-mail.

(5) Filers should send application materials by e-mail (or through the electronic systems in British Columbia and Ontario) using the relevant address or addresses listed below:

British Columbia	www.bpsc.bc.ca (click on <i>BCSC e-services</i> and follow the steps)
Alberta	legalapplications@asc.ca
Saskatchewan	exemptions@gov.sk.ca
Manitoba	exemptions.msc@gov.mb.ca
Ontario	www.osc.gov.on.ca/filings (follow the steps for submitting applications)
Québec	dispenses-passeport@lautorite.qc.ca
New Brunswick	passport-passeport@fcnb.ca
Nova Scotia	nsscexemptions@novascotia.ca

Incomplete or deficient material

38. If the filer's materials are deficient or incomplete, the principal regulator may ask the filer to file an amended application. This will likely delay the review of the application.

Acknowledgment of receipt of filing

39. After the principal regulator receives a complete application, the principal regulator will send the filer an acknowledgment of receipt of the application. For a dual application, the principal regulator will send a copy of the acknowledgement to the OSC. The acknowledgement will identify the name, phone number and e-mail address of the individual reviewing the application and, for a dual application, the end date of the review period identified in subsections 43(3), (4) or (5), as applicable.

Withdrawal or abandonment of application

40. (1) If a filer decides to withdraw an application at any time during the process, the filer must notify the principal regulator or, for a dual application, the principal regulator and the OSC, and provide an explanation of the withdrawal.

(2) If at any time during the review process, the principal regulator determines that a filer has abandoned an application, the principal regulator will notify the filer that it will mark the application as "abandoned". In that case, the principal regulator will close the file unless the filer provides acceptable reasons not to close the file in writing within 10 business days of the notification from the principal regulator. If the filer does not provide acceptable reasons, the principal regulator will notify the filer and, for a dual application, the filer and the OSC, that the principal regulator has closed the file.

Division 5 Review Process for a Revocation Order

Review of continuous disclosure

41. (1) All full revocations will involve some level of review of the filings the issuer made in order to rectify the specified default. If the failure-to-file cease trade order has been in effect for more than 90 days, this review will be similar to the full review under the harmonized continuous disclosure review program described in CSA Staff Notice 51-312 (Revised) *Harmonized Continuous Disclosure Review Program*.

(2) Partial revocations generally do not involve a review of the issuer's continuous disclosure record.

Review process for a revocation of a failure-to-file cease trade order

42. (1) The principal regulator will conduct a review in relation to the revocation of a failure-to-file cease trade order in accordance with its securities legislation and securities directions and based on its review procedures, analysis and consideration of previous orders.

(2) The filer will deal only with the principal regulator, who will provide comments to and receive responses from the filer.

Review process for a revocation of a dual failure-to-file cease trade order

43. (1) The principal regulator will conduct a review in relation to the revocation of a dual failure-to-file cease trade order in accordance with its securities legislation and securities directions, based on its review procedures, analysis and consideration of previous orders. The principal regulator will consider any comments from the OSC.

(2) The filer will generally deal only with the principal regulator. The principal regulator will provide comments to the filer once it has completed its own review and considered any comments from the OSC. In exceptional circumstances, the principal regulator may refer the filer to the OSC.

(3) For a dual failure-to-file cease trade order that has been in effect for 90 days or less, the OSC will have one business day from being notified by the principal regulator that the issuer has filed the continuous disclosure documents specified in the failure-to-file cease trade order to conduct a review in relation to the revocation of the order.

(4) For a dual failure-to-file cease trade order that has been in effect for more than 90 days, the OSC will have 7 business days from receiving the acknowledgement referred to in section 39 to conduct a review in relation to the revocation of the order.

(5) For a partial revocation of a dual failure-to-file cease trade order, the OSC will have 7 business days from receiving the acknowledgement referred to in section 39 to conduct a review.

(6) For the revocation of a dual failure-to-file cease trade order, the OSC will advise the principal regulator, before the expiration of the review period, of any substantive issues that would cause OSC staff to recommend that the revocation order not be granted. The principal regulator may assume that the OSC does not have comments in respect of the revocation if the principal regulator does not receive the comments from the OSC within the review period.

Division 6 Decision-Making Process**Revocation of a failure-to-file cease trade order**

44. (1) After completing the review process and considering the recommendation of its staff, the principal regulator will determine whether or not to grant the revocation of a failure-to-file cease trade order.

(2) If the principal regulator is not prepared to grant the revocation order based on the information before it, the principal regulator will notify the filer accordingly.

(3) If a filer receives a notice under subsection (2) and this process is available in the jurisdiction of the principal regulator, the filer may request the opportunity to appear before, and make submissions to, the principal regulator.

Revocation of a dual failure-to-file cease trade order

45. (1) After completing the review process and considering the recommendation of its staff, the principal regulator will determine whether or not to grant the revocation of a dual failure-to-file cease trade order and promptly circulate its decision to the OSC.

(2) For a full revocation of a dual failure-to-file cease trade order that has been in effect for 90 days or less, the OSC will have one business day from receipt of the principal regulator's revocation order to confirm whether

(a) it has made the same decision as the principal regulator and is opting into the order, or

(b) it will not be making the same decision as the principal regulator.

(3) For a full revocation of a dual failure-to-file cease trade order that has been in effect for more than 90 days, the OSC will have 5 business days from receipt of the principal regulator's revocation order to confirm whether

(a) it has made the same decision as the principal regulator and is opting into the order, or

(b) it will not be making the same decision as the principal regulator.

(4) For a partial revocation of a dual failure-to-file cease trade order, the OSC will have 5 business days from receipt of the principal regulator's revocation order to confirm whether

(a) it has made the same decision as the principal regulator and is opting into the order, or

(b) it will not be making the same decision as the principal regulator.

(5) If the OSC elects to opt out as referred to in subsection (2), (3), or (4) as applicable, it will notify the principal regulator and give its reasons for opting out.

(6) If the OSC does not provide a response in the time frames contemplated under subsection (2), (3), or (4), as applicable, the principal regulator will consider that the OSC has opted out.

(7) The principal regulator will not send the filer an order for the revocation of a dual failure-to-file cease trade order before the earlier of

(a) the expiry of the opt-in period referred to in subsection (2), (3) or (4), as applicable, and

(b) receipt from the OSC of the confirmation referred to in subsection (2), (3) or (4), as applicable.

(8) If the OSC does not provide the confirmation referred to in subsection (2), (3) or (4), the principal regulator will advise the filer that it will not be receiving an order from the OSC and direct the filer to consult the OSC on this matter.

(9) If the principal regulator is not prepared to grant the order based on the information before it, it will notify the filer and the OSC.

(10) If a filer receives a notice under subsection (9) and this process is available in the jurisdiction of the principal regulator, the filer may request the opportunity to appear before, and make submissions to, the principal regulator. The principal regulator may hold a hearing on its own, or jointly or concurrently with the OSC.

Division 7 Effect of a Revocation Order**Effect of a revocation of a failure-to-file cease trade order**

46. Under section 2 of *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders*, a principal regulator's revocation order has the effect of removing or limiting the prohibition or restriction on trading in each Regulation 11-103 jurisdiction where the issuer is a reporting issuer, to the same extent as in the jurisdiction of the principal regulator.

The effect is the same in each jurisdiction that has a statutory reciprocal order provision, except that the revocation order will have effect in these jurisdictions even where the issuer is not a reporting issuer.

Effect of a revocation of a dual failure-to-file cease trade order

47. (1) Under section 2 of *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders*, a principal regulator's revocation order has the effect of removing or limiting the prohibition or restriction on trading in each Regulation 11-103 jurisdiction where the issuer is a reporting issuer, to the same extent as in the jurisdiction of the principal regulator. The effect is the same in each jurisdiction that has a statutory reciprocal order provision except that the revocation order will have effect in these jurisdictions even where the issuer is not a reporting issuer.

(2) If the OSC has opted into the principal regulator's revocation order under section 45, the prohibition or restriction on trading in Ontario, referred to in section 18, is removed or limited to the same extent as in the jurisdiction of the principal regulator. The order of the principal regulator also evidences the OSC's decision.

(3) If the OSC has opted out or is considered to have opted out of the principal regulator's revocation order under section 45, the prohibition or restriction on trading in Ontario referred to in section 18 continues to apply.

**PART 6
EFFECTIVE DATE****Effective Date**

48. This policy statement comes into effect on June 23, 2016.

**ANNEX A
SECURITIES ACT PROVISIONS FOR CEASE TRADE ORDERS**

Jurisdiction	Legislative reference
British Columbia	Section 164
Alberta	Section 33.1
Saskatchewan	Section 134.1
Manitoba	Sections 147.1 and 148
Ontario	Section 127
Québec	Section 265, paragraph 3
New Brunswick	Section 188.2
Nova Scotia	Section 134A
Prince Edward Island	Section 59
Newfoundland and Labrador	Subsection 127(1)
Yukon	Section 59
Northwest Territories	Section 59
Nunavut	Section 59

**ANNEX B
SECURITIES ACT PROVISIONS FOR FULL OR PARTIAL REVOCATION
APPLICATIONS**

Jurisdiction	Legislative reference
British Columbia	Section 171
Alberta	Section 214
Saskatchewan	Subsections 158(3) and (4)
Manitoba	Subsection 147.1(1)
Ontario	Section 144
Québec	Sections 265, paragraph 3 and 318
New Brunswick	Subsections 188.2(3) and (4)
Nova Scotia	Section 151
Prince Edward Island	Section 15
Newfoundland and Labrador	Section 142.1
Yukon	Section 15
Northwest Territories	Section 15
Nunavut	Section 15

**ANNEX C
STATUTORY RECIPROCAL ORDER PROVISIONS (SECURITIES ACT)**

Jurisdiction	Legislative reference
Alberta	Section 198.1

ANNEX D
FORM OF ORDER FOR A FULL REVOCATION OF A FFCTO THAT HAS BEEN
IN EFFECT FOR MORE THAN 90 DAYS

Citation: [neutral citation]

Date: [date of order]

[name of issuer]

REVOCATION ORDER
Under the securities legislation of [insert jurisdiction of principal regulator] (the
Legislation)

Background

1. [name of the issuer] (the **Issuer**) is subject to a failure-to-file cease trade order (the **FFCTO**) issued by the [regulator of / securities regulatory authority] (the **Principal Regulator**) on [date of the FFCTO].
2. The Issuer has applied to the Principal Regulator under *Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions (Policy Statement 11-207)* for an order revoking the FFCTO.

Interpretation

Terms defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions* [or, in Québec, in *Regulation 14-501Q on definitions* (when the Autorité des marchés financiers is the principal regulator),] or in *Policy Statement 11-207* have the same meaning if used in this order, unless otherwise defined.

[Representations - Include representations if necessary.

3. This decision is based on the following facts represented by the Issuer:]

Order

4. The Principal Regulator is satisfied that the order to revoke the FFCTO meets the test set out in the Legislation for the Principal Regulator to make the decision.
5. The decision of the Principal Regulator under the Legislation is that the FFCTO is revoked [if the FFCTO was a bulk order, add “as it applies to the Issuer”].

 (Name of signatory for the principal regulator)

 (Title)

 (Name of principal regulator)

ANNEX E
FORM OF ORDER FOR A FULL REVOCATION OF A DUAL FFCTO THAT HAS
BEEN IN EFFECT FOR MORE THAN 90 DAYS

Citation: *[neutral citation]*

Date: *[date of order]*

[name of issuer]

REVOCATION ORDER

Under the securities legislation of *[insert jurisdiction of principal regulator]* and Ontario
(the Legislation)

Background

1. *[name of the issuer]* (the **Issuer**) is subject to a failure-to-file cease trade order (the **FFCTO**) issued by the regulator or securities regulatory authority in each of *[the principal regulator jurisdiction]* (the **Principal Regulator**) and Ontario (each a **Decision Maker**) respectively on *[date(s) of the FFCTO]*.
2. The Issuer has applied to each of the Decision Makers under *Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions (Policy Statement 11-207)* for an order revoking the FFCTOs.
3. This order is the order of the Principal Regulator and evidences the decision of the Decision Maker in Ontario.

Interpretation

Terms defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions* [or, in Québec, in *Regulation 14-501Q on definitions* (when the Autorité des marchés financiers is the principal regulator),] or in *Policy Statement 11-207* have the same meaning if used in this order, unless otherwise defined.

[Representations - Include representations if necessary.

4. This decision is based on the following facts represented by the Issuer:]

Order

5. Each of the Decision Makers is satisfied that the order to revoke the FFCTO meets the test set out in the Legislation for the Decision Maker to make the decision.
6. The decision of the Decision Makers under the Legislation is that the FFCTO is revoked *[if the FFCTO was a bulk order, add "as it applies to the Issuer"]*.

(Name of signatory for the principal regulator)

(Title)

(Name of principal regulator)

**ANNEX F
FORM OF ORDER FOR A PARTIAL REVOCATION OF A FFCTO - APPLIED
FOR BY ISSUER**

Citation: *[neutral citation]*

Date: *[date of order]*

[name of issuer]

PARTIAL REVOCATION ORDER
**Under the securities legislation of *[insert jurisdiction of principal regulator]* (the
Legislation)**

Background

1. *[name of the issuer]* (the **Issuer**) is subject to a failure-to-file cease trade order (the **FFCTO**) issued by the *[regulator / securities regulatory authority]* (the **Principal Regulator**) on *[date of the FFCTO]*.
2. The Issuer has applied to the Principal Regulator for a partial revocation order of the FFCTO.

Interpretation

Terms defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions* [or in Québec, in *Regulation 14-501Q on definitions* (when the Autorité des marchés financiers is the principal regulator),] or in *Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions* have the same meaning if used in this order, unless otherwise defined.

Representations

3. This decision is based on the following facts represented by the Issuer:
 - a. *[Include necessary representations from Issuer.]*

Order

4. The Principal Regulator is satisfied that a partial revocation order of the FFCTO meets the test set out in the Legislation for the Principal Regulator to make the decision.
5. The decision of the Principal Regulator under the Legislation is that the FFCTO is partially revoked *[if the FFCTO was a bulk order, add "as it applies to the Issuer"]* solely to permit *[enter the name of the defined transaction e.g., Private Placement]*.

(Name of signatory for the principal regulator)

(Title)

(Name of principal regulator)

ANNEX G
FORM OF ORDER FOR A PARTIAL REVOCATION OF A DUAL
FFCTO - APPLIED FOR BY ISSUER

Citation: *[neutral citation]*

Date: *[date of order]*

[name of issuer]

PARTIAL REVOCATION ORDER
Under the securities legislation of *[insert jurisdiction of principal regulator]* and Ontario
(the Legislation)

Background

1. *[name of the issuer]* (the **Issuer**) is subject to a failure-to-file cease trade order (the **FFCTO**) issued by the regulator or securities regulatory authority in each of *[the principal regulator jurisdiction]* (the **Principal Regulator**) and Ontario (each a **Decision Maker**) respectively on *[date(s) of the FFCTOs]*.
2. The Issuer has applied to each of the Decision Makers for a partial revocation order of the FFCTO.
3. This order is the order of the Principal Regulator and evidences the decision of the Decision Maker in Ontario.

Interpretation

Terms defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions* [or, in Québec, in *Regulation 14-501Q on definitions* (when the Autorité des marchés financiers is the principal regulator),] or in *Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions* have the same meaning if used in this order, unless otherwise defined.

Representations

4. This decision is based on the following facts represented by the Issuer:
 - a. *[Include necessary representations from Issuer.]*

Order

5. Each of the Decision Makers is satisfied that a partial revocation order of the FFCTO meets the test set out in the Legislation for the Decision Maker to make the decision.
6. The decision of the Decision Makers under the Legislation is that the FFCTO is partially revoked *[if the FFCTO was a bulk order, add “as it applies to the Issuer”]* solely to permit *[enter the name of the defined transaction e.g., Private Placement]*.

(Name of signatory for the principal regulator)

(Title)

(Name of principal regulator)

POLICY STATEMENT 12-202 RESPECTING REVOCATION OF CERTAIN CEASE TRADE ORDERS

PART 1 INTRODUCTION

Scope of this policy statement

1. This policy statement¹ provides guidance for issuers applying for the revocation of a cease trade order (or CTO, as defined below) for a continuous disclosure default that is not covered by the definition of failure-to-file cease trade order in *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*. These CTOs include all of the following:

(a) a CTO issued in respect of a failure to file deficiency that is not a specified default;²

(b) a CTO issued where a reporting issuer has made a required filing but the required filing is deficient in terms of content (a content deficiency);³

(c) a management cease trade order as defined in *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions* ;

(d) a CTO issued in respect of an issuer that is only a reporting issuer in one jurisdiction;

(e) a CTO issued prior to the effective date of *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*.

This policy statement describes what the issuer should file, the general type of review that the Canadian Securities Administrators (or we) will perform, and explains some of the factors that we will consider when determining whether to grant a full or partial revocation of the CTO.⁴ It also applies, where the context permits, to a securityholder or other party applying for a revocation order.

PART 2 DEFINITIONS AND INTERPRETATION

Definitions

2. In this policy statement:

“application” means an application for a partial or full revocation of a CTO submitted to the applicable jurisdictions (see Appendix A for section references); in British Columbia, if the CTO has been in effect for 90 days or less, the filing of the required continuous disclosure documents constitutes the application;

¹ *Policy Statement 12-202 respecting Revocation of a Compliance-Related Cease Trade Order* has been withdrawn and replaced by this policy statement, *Policy Statement 12-202 respecting Revocation of Certain Cease Trade Orders*. This replacement policy statement, which includes a title change, reflects the fact that the processes surrounding the full or partial revocation (including variation) of cease trade orders that fall within the definition of failure-to-file cease trade order in *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions* have been moved to *Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions*.

² The definition of “specified default” does not include certain failure to file deficiencies described in section 1 of CSA Notice 51-322 *Reporting Issuer Defaults*, such as a failure to file a material change report, or a failure to file technical disclosure or other reports required by *Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects* or *Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities*. We have omitted these items from the definition because these filings will generally be non-periodic in nature and in some cases it may be unclear whether a filing requirement has been triggered.

³ Examples of content deficiencies are set out in section 2 of CSA Notice 51-322 *Reporting Issuer Defaults*.

⁴ The full or partial revocation of a CTO will have an automatic effect in jurisdictions that have a statutory reciprocal order provision, as this term is defined in section 3 of *Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions*.

“CSA regulator” means a securities regulatory authority or a regulator, as applicable;

“cease trade order” (or “CTO”) has the same meaning as in *Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions*;

“MD&A” has the same meaning as in *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*;

“MRFP” means a management report of fund performance as defined in *Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure*;

“partial revocation order” has the same meaning as in *Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions*;

“SEDAR” means System for Electronic Document Analysis and Retrieval;

“SEDI” means System for Electronic Disclosure by Insiders;

“venture issuer” has the same meaning as in *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*.

Further definitions

3. Terms used in this policy statement that are defined in *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions* or *Regulation 14-101 respecting Definitions* have the same meaning as in those regulations.

Interpretation

4. (1) In certain jurisdictions, the CSA regulator may issue a CTO that prohibits trading in, and the acquisition or purchase of, securities of a reporting issuer. In these jurisdictions, references in this policy statement to a “trade” refer to a trade in, acquisition of, or purchase of securities of the reporting issuer, as applicable.

(2) In Québec, “trade” is not defined in the *Securities Act* (Québec). This policy statement covers any activity in respect of a transaction in securities that may be the object of an order issued under paragraph 3 of section 265 of the *Securities Act* (Québec), other than CTOs that fall within the definition of failure-to-file cease trade order in *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*.

PART 3

REVOCAION QUALIFICATION CRITERIA AND CONSIDERATIONS

Division 1 Full Revocation

Filing outstanding continuous disclosure for a full revocation

5. (1) We will generally not exercise our discretion to grant a full revocation order, subject to sections 6 and 7, unless the issuer has filed all of its outstanding continuous disclosure.

(2) Most of the continuous disclosure requirements are in the following rules or regulations:

- (a) *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*;

- (b) *Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings;*
- (c) *Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure;*
- (d) *Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects;*
- (e) *Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities;*
- (f) *Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-Counter Markets;*
- (g) *Regulation 52-110 respecting Audit Committees;*
- (h) *Regulation 58-101 respecting Disclosure of Corporate Governance Practices.*

Exceptions to interim filing requirements

6. In exercising our discretion to revoke a CTO, we may elect not to require the issuer to file certain outstanding interim financial reports, interim MD&A, interim MRFP, or interim certificates under *Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings*, subject to section 7, if the issuer has filed all of the following:

- (a) audited annual financial statements, annual MD&A, annual MRFP, and annual certificates, required to be filed under applicable securities legislation;
- (b) annual information forms, information circulars and material change reports required to be filed under applicable securities legislation;
- (c) for all interim periods in the current fiscal year, interim financial reports (which include the applicable comparatives from the prior fiscal year), interim MD&A, interim MRFP, and interim certificates, required to be filed under applicable securities legislation.

Exceptions to annual filing requirements

7. In certain cases, an issuer seeking a revocation order may consider that the length of time that has elapsed since the date of the CTO makes the preparation and filing of all outstanding disclosure impractical or of limited use to investors. This may particularly apply to disclosure for periods that ended more than 3 years before the date of the application for a non-venture issuer or more than 2 years before the date of the application for a venture issuer, or for periods prior to a significant change in the issuer's business. An issuer seeking a revocation order in these circumstances should make detailed submissions explaining its position. In appropriate cases, we will consider whether the filing of certain outstanding disclosure may be unnecessary as a condition of a full revocation order. The factors that we may consider include one or more of the following:

- (a) the age of information to be contained in the continuous disclosure filing: information from older periods may be less relevant than information from more recent periods;
- (b) whether there is access to records of the issuer: lack of access to records may hinder compliance with some filing requirements;

(c) whether the issuer conducted activity during the period: if an issuer was inactive or changed its business at any time while it was cease-traded, disclosure of information from or prior to this time may be less relevant;

(d) the length of time the CTO has been in effect;

(e) whether the historical disclosure relates to significant transactions or litigation.

We generally consider that disclosure for periods within the most recent 3 financial years for a non-venture issuer, or the most recent 2 financial years for a venture issuer, provides useful information for investors. We generally do not consider the time and cost required to prepare disclosure to be a compelling factor in the determination of the disclosure to be provided in connection with an application to revoke a CTO.

Outstanding fees

8. Before a full revocation order is issued, the issuer should pay all outstanding fees to each CSA regulator in whose jurisdiction it is a reporting issuer. Outstanding fees generally include, where applicable, all activity and participation fees, and late filing fees.

Depending on how long the CTO has been in effect, and whether the issuer filed its continuous disclosure documents in a timely manner while it was cease-traded, the amount of outstanding fees can be considerable. Before submitting an application, an issuer should contact each relevant CSA regulator to confirm the fees that will be payable.

Annual meeting

9. An issuer should ensure that it has complied with the requirement in applicable corporate or similar governing legislation or any equivalent requirement in its constating documents to hold an annual meeting of securityholders. If the issuer has not complied with the annual meeting requirement, we will generally not exercise our discretion to issue a full revocation order unless the issuer provides an undertaking to the relevant CSA regulator(s) to hold the annual meeting within 3 months after the date on which the CTO is revoked.

An undertaking does not relieve the issuer from any requirement to hold an annual meeting requirement.

News release

10. If the issuance of a revocation order or the circumstances giving rise to the issuer seeking the revocation order are a “material change”, the issuer is required by Canadian securities legislation to issue and file a news release and material change report. For example, if the issuer has ceased to carry on an active business, or its business purpose has been abandoned, the circumstances giving rise to the issuer seeking the revocation order may be a “material change”. If so, the news release and material change report should disclose that the issuer has ceased to carry on an active business or that its business purpose has been abandoned, and should disclose the issuer’s future business plans or that the issuer has no future business plans.

Even if there is no material change, the issuer should consider issuing a news release that announces the revocation order.

DIVISION 2 PARTIAL REVOCATIONS

Permitted transactions

11. We will consider granting a partial revocation order to permit certain transactions involving trades in securities of the issuer, such as a private placement to raise sufficient funds to prepare and file outstanding continuous disclosure documents or a

shares-for-debt transaction to allow the issuer to recapitalize. We will generally not exercise our discretion to grant a partial revocation order unless the issuer intends to subsequently apply for a full revocation order and reasonably anticipates having sufficient resources after the proposed transaction to bring its continuous disclosure and fees up to date.

Other circumstances may arise that warrant a partial revocation order. For example, we will generally consider granting a partial revocation order to permit a securityholder to sell securities for a nominal amount solely to establish a tax loss, or if the issuer is winding up or in the context of insolvency. It may be possible to establish a loss for tax purposes without disposing of the securities. Securityholders may want to consult the *Income Tax Act* before applying for a partial revocation order.

Issuers may wish to consult their legal counsel to determine whether a particular transaction constitutes a trade and therefore requires an application for a partial revocation order. For example, in most jurisdictions of Canada, a disposition of securities by way of a bona fide gift, made in good faith and not as part of a plan or scheme to evade requirements of securities legislation, would generally not be considered a "trade" under securities legislation. As such, a partial revocation order would not typically be required in these circumstances. However, after the gift, the securities will generally remain subject to the CTO.

Acts in furtherance of a trade

12. The definition of trade, where applicable, includes acts in furtherance of a trade. In any particular case, it is a question of legal interpretation whether a step taken by an issuer or other party is an act in furtherance of a trade, and therefore a breach of the CTO. If securities have been issued in breach of a CTO, we will consider whether enforcement action is appropriate. Issuers should consult their legal counsel whenever there is doubt as to whether a proposed action would be an act in furtherance of a trade. We generally expect an issuer to obtain a partial revocation order before carrying out an act in furtherance of a trade. For example, we expect an issuer or other party intending to conduct a trade to obtain a partial revocation order before entering into an agreement to transfer securities and before publicly disclosing an intended transaction in securities.

Continuing effect of CTO

13. Following the completion of a trade permitted by a partial revocation order, all securities of the issuer remain subject to the CTO until a full revocation is granted, depending on the terms of the CTO.

PART 4 APPLICATIONS

Application for a full revocation

14. (1) All applications for a full revocation will result in some level of review of the issuer's continuous disclosure record for compliance.

(2) An issuer requesting a full revocation order should submit an application, with the application fees, to the CSA regulator in all jurisdictions where the issuer's securities are cease-traded. The application should include all of the following information:

- (a) the jurisdictions where the issuer's securities are cease-traded;
- (b) details of any revocation applications currently in progress in the other jurisdictions;
- (c) a copy of any draft material change report or news release as discussed in section 10;

(d) confirmation that all continuous disclosure documents have been filed with the relevant CSA regulator or a description of the documents that will be filed;

(e) confirmation that the issuer has the necessary financial resources to pay all outstanding fees, referred to in section 8, or has paid these fees to each relevant CSA regulator;

(f) confirmation that the issuer's SEDAR and SEDI profiles are up-to-date;

(g) a draft revocation order;

(h) a completed personal information form and authorization in the form set out in Appendix A of *Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements* for each current and incoming director, executive officer and promoter of the issuer;

(i) if the issuer has been subject to another CTO within the 12-month period before the date of the current CTO, the issuer should provide a detailed explanation of the reasons for the multiple defaults.

(3) With respect to paragraph 14(2)(h), if the promoter is not an individual, the issuer should provide a completed personal information form and authorization for each director and executive officer of the promoter. If the issuer is an investment fund, the issuer should also provide a completed personal information form and authorization for each director and executive officer of the manager of the investment fund.

Application for a partial revocation

15. (1) An issuer requesting a partial revocation order should submit an application with the application fees, where applicable, to the CSA regulator in all jurisdictions where the issuer's securities are cease-traded and where the proposed trades would occur. The application should include all of the following information:

(a) the jurisdictions where the issuer's securities are cease-traded and where the proposed trades would occur;

(b) details of any revocation applications currently in progress in the other jurisdictions;

(c) a description of the proposed trades and their purpose;

(d) a draft partial revocation order that includes conditions that the applicant will

(i) obtain, and provide upon request to the relevant CSA regulators, signed and dated acknowledgements from all participants in the proposed trades, which clearly state that the securities of the issuer acquired by the participant will remain subject to the CTO until a full revocation order is granted, the issuance of which is not certain, and

(ii) provide a copy of the CTO and partial revocation order to all participants in the proposed trades;

(e) if the purpose of the proposed partial revocation is to permit an issuer to raise funds, use of proceeds information as discussed in subsection (2);

(f) if applicable, details of the exemptions the issuer intends to rely on to complete the proposed trades;

(g) if the proposed trades are the result of a decision by a court, a copy of the relevant court order.

(2) If the purpose of a proposed partial revocation of a CTO is to permit the issuer to raise funds, the application and the offering document, if any, should contain all of the following:

(a) an estimate, reasonably supported, of the amount the issuer expects to raise from the financing;

(b) a reasonably detailed explanation of the purpose of the financing and how the issuer plans to use the funds;

(c) an estimate, reasonably supported, of the total amount the issuer will need in order to apply for a full revocation order, which includes the amount of funds required to prepare and file the documents that are necessary to bring the issuer's continuous disclosure up to date and pay outstanding fees.

Request for confidentiality

16. (1) An issuer requesting that a CSA regulator hold an application and supporting materials in confidence during the application review process should provide a substantive reason for the request in its application.

(2) Any request for confidentiality should explain why the request is reasonable in the circumstances and not prejudicial to the public interest and when any decision granting confidentiality would expire.

(3) Staff of a CSA regulator is unlikely to recommend that an order be held in confidence after its effective date. However, if an issuer requests that a CSA regulator hold the application, supporting materials, or order in confidence after its effective date, the issuer should describe the request for confidentiality separately in its application, and pay any required fee to the CSA regulator.

(4) Communications on requests for confidentiality will normally take place by e-mail. If an issuer is concerned with this practice, the issuer may request in the application that all communications take place by telephone.

PART 5 EFFECTIVE DATE

Prior policy statement

17. *Policy Statement 12-202 respecting Revocation of a Compliance-Related Cease Trade Order* is withdrawn and replaced by this policy statement.

Effective date

18. This new policy statement comes into effect on June 23, 2016.

Appendix A

Legislative references for an application under local securities legislation

British Columbia:

Securities Act: sections 164 and 171.

Alberta:

Securities Act: section 214.

Saskatchewan:

The Securities Act, 1988: subsections 158(3) and (4).

Manitoba:

Securities Act: subsection 148(1).

Ontario:

Securities Act: section 144.

Quebec:

Securities Act: section 265 paragraph 3 and section 318.

New Brunswick:

Securities Act: section 188.2.

Nova Scotia:

Securities Act: section 151.

Prince Edward Island:

Securities Act: sections 15 and 59.

Newfoundland and Labrador:

Securities Act: section 142.1.

Yukon:

Securities Act: sections 15 and 59.

Northwest Territories:

Securities Act: sections 15 and 59.

Nunavut:

Securities Act: sections 15 and 59.

POLICY STATEMENT 12-203 RESPECTING MANAGEMENT CEASE TRADE ORDERS

PART 1 INTRODUCTION

Scope of this policy statement

1. This policy statement¹ provides guidance to issuers, investors and other market participants as to when the Canadian Securities Administrators (CSA or we) will consider responding to a specified default by issuing a management cease trade order (or MCTO). It explains what we mean by the term MCTO and why we issue MCTOs, addresses what other actions we will ordinarily take when issuing an MCTO, and identifies what we expect from defaulting reporting issuers in these circumstances.

The definition of “specified default” does not include certain defaults described in CSA Notice 51-322 *Reporting Issuer Defaults*, such as a failure to file a material change report, or a failure to file technical disclosure or other reports required by *Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects* or *Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities*.

We have omitted these items from the definition because these filings will generally be non-periodic in nature, and in some cases it may be unclear whether the issuer has triggered a filing requirement. However, a CSA regulator may apply this policy statement if a reporting issuer is in default of a continuous disclosure requirement that is not included in the definition of specified default. Similarly, a CSA regulator may apply this policy statement if a reporting issuer has made a required filing but the required filing is deficient in terms of content.

The guidance in this policy statement is general in nature. Each CSA regulator will decide how to respond to a specified default, including whether to issue an MCTO on a case-by-case basis after considering all relevant facts and circumstances.

PART 2 DEFINITIONS AND INTERPRETATION

Definitions

2. In this policy statement:

“alternative information guidelines” means the guidelines relating to a default announcement and default status report described in sections 9 and 10;

“cease trade order” has the same meaning as in *Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions*;

“CSA regulator” means a securities regulatory authority or a regulator, as applicable;

“default announcement” means a news release and material change report as described in section 9;

“default status report” means a report as described in section 10;

¹ *Policy Statement 12-203 respecting Cease Trade Orders for Continuous Disclosure Defaults* has been withdrawn and replaced by this policy statement, *Policy Statement 12-203 respecting Management Cease Trade Orders*. This replacement policy statement, which includes a title change, reflects the fact that the process surrounding the issuance of failure-to-file cease trade orders has been moved to *Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions*.

“failure-to-file cease trade order” has the same meaning as in Multilateral Instrument 11-103 *Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*;

“management cease trade order” (or “MCTO”) has the same meaning as in *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*;

“principal regulator” has the same meaning as in *Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions*;

“specified default” has the same meaning as in *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*;

“specified requirement” means the requirement to file within the time period prescribed by securities legislation one or more of the following:

- (a) annual financial statements;
- (b) an interim financial report;
- (c) annual or interim MD&A or annual or interim MRFP;
- (d) an annual information form;
- (e) a certification of filings under *Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings*;

“SEDAR” means System for Electronic Document Analysis and Retrieval.

Further definitions

3. Terms used in this policy statement that are defined in *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions* or *Regulation 14-101 respecting Definitions* have the same meaning as in those regulations.

Interpretation

4. In certain jurisdictions, the CSA regulator may issue cease trade orders and MCTOs that prohibit trading in, and the purchase or acquisition of, securities of a reporting issuer. In these jurisdictions, references in this policy statement to a “trade” refer to a trade in, acquisition of, or purchase of securities of the reporting issuer, as applicable.

In Québec, “trade” is not defined in the *Securities Act* (Québec). This policy statement covers any activity in respect of a transaction of securities that may be the object of an order issued under paragraph 3 of section 265 of the *Securities Act* (Québec), other than cease trade orders that fall within the definition of failure-to-file cease trade order in *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*.

PART 3 ISSUANCE AND REVOCATION OF A MANAGEMENT CEASE TRADE ORDER

Possible regulatory responses to a specified default

5. In the jurisdictions where the issuer is a reporting issuer, the CSA regulators will generally respond to a specified default by noting the issuer in default on their default lists. For more information about the CSA default lists, refer to CSA Notice 51-322 *Reporting Issuer Defaults*.

The CSA regulators will then generally respond to a specified default in one of two ways:

- (a) by issuing a failure-to-file cease trade order;
- (b) if an issuer applies under section 8, and demonstrates that it is able to comply with this policy statement, by issuing an MCTO.

For more information about failure-to-file cease trade orders refer to *Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions*.

If the outstanding filing is expected to be filed relatively quickly, the default is not expected to be recurring and the issuer meets the eligibility criteria outlined in section 6, an MCTO may be an appropriate response to the default.

If the issuer's principal regulator decides that an MCTO is appropriate, it will generally issue an MCTO that restricts the trading of the issuer's chief executive officer and chief financial officer. At the discretion of the principal regulator, it will similarly decide whether to extend it to the issuer's directors or other persons. Since MCTOs are not covered by *Regulation 11-103 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions*, the non-principal regulators in the jurisdictions in which the issuer is a reporting issuer will generally issue MCTOs in respect of persons named in the principal regulator's MCTO that reside in their jurisdiction.²

Eligibility criteria

6. We will consider granting an MCTO if the issuer satisfies all of the following criteria:

- (a) the outstanding filings are expected to be filed as soon as they are available and within a reasonable period. In most cases, we expect this to be within 2 months. However, in exceptional circumstances, as determined by the principal regulator, we may permit an issuer to take longer than 2 months to remedy the default;
- (b) the issuer is generating revenue from its principal business or, if it is in the development stage, the issuer is actively pursuing the development of its products or properties;
- (c) the issuer has the necessary financial and human resources, including a reasonable number of directors and officers in place, to remedy the default in a timely and effective manner and complies with all other continuous disclosure requirements (other than requirements reasonably linked to the specified default) for the duration of the default;
- (d) the issuer's securities are listed on a Canadian stock exchange and there is an active, liquid market for those securities. Thinly traded issuers will generally not be considered eligible for an MCTO;
- (e) the issuer is not on the defaulting reporting issuer list in any CSA jurisdiction for any reason other than the failure to comply with the specified requirement (and any other requirement that is reasonably linked to the specified requirement).

We will also consider an issuer's history of complying with its continuous disclosure obligations when evaluating the issuer's request for an MCTO. A reporting issuer subject to insolvency proceedings should also refer to section 14 for additional considerations.

² Management cease trade orders will be automatically reciprocated in jurisdictions that have a statutory reciprocal order provision as this term is defined in section 3 of *Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions*. This automatic reciprocation will occur in these jurisdictions even where the issuer is not a reporting issuer.

Application timing

7. If an issuer satisfies the eligibility criteria set out above, it should contact its principal regulator at least 2 weeks before the due date for the required filings and apply in writing for an MCTO instead of a having a cease trade order issued against the issuer.

We believe that, in most cases, an issuer exercising reasonable diligence should be able to determine whether it can comply with a specified requirement at least 2 weeks in advance of the deadline. We acknowledge, however, that there will be rare situations where an issuer, notwithstanding the exercise of reasonable diligence, will be unable make this determination at least 2 weeks before the due date. In these rare cases, the issuer should include a brief explanation of the reasons for the delayed filing in its application.

We will generally not consider an application for an MCTO that is submitted after a filing deadline.

Application contents

8. An issuer that wishes to apply for an MCTO under this policy statement should apply to the issuer's principal regulator and send a copy of the application to each CSA regulator in the other jurisdictions in which the issuer is a reporting issuer.

In its application, the issuer should

- (a) identify the specified default, the reasons for the default and the anticipated duration of the default,
- (b) explain how the issuer satisfies each of the eligibility criteria described in section 6,
- (c) set out a detailed remediation plan that explains how the issuer proposes to remedy the default and includes a realistic timetable for remedying the default,
- (d) include consents signed by the chief executive officer and the chief financial officer (or equivalent) to the issuance of an MCTO (see Appendix A),
- (e) include a copy of the proposed or actual default announcement,
- (f) confirm that the issuer will comply with the alternative information guidelines,
- (g) include a copy of the issuer undertaking described in section 13, and
- (h) briefly describe the issuer's blackout policies and other policies and procedures relating to insider trading.

Alternative Information Guidelines — Default Announcement

9. If a reporting issuer determines that it will not comply, or subsequently determines that it has not complied, with a specified requirement, this will often represent a material change that the issuer should immediately communicate to the securities marketplace by way of a news release and material change report in accordance with part 7 of *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*. In determining whether a failure to comply with a specified requirement is a material change, the issuer should consider both the events leading to the failure and the failure itself.

If neither the circumstances leading to the default, nor the default, represent a material change, the issuer should nevertheless consider whether the circumstances involve important information that should be immediately communicated to the marketplace by way of news release.

The CSA regulators will generally not exercise their discretion to issue an MCTO unless the issuer issues and files a default announcement containing the information set out below. If the default involves a material change, the material change report may contain this information, in which case a separate default announcement is not necessary. The default announcement should be authorized by the chief executive officer or the chief financial officer (or equivalent) of the reporting issuer, approved by the board or audit committee and prepared and filed with the CSA regulators on SEDAR in the same manner as a news release and material change report referred to in part 7 of *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*. An issuer will usually be able to determine that it will not comply with a specified requirement at least 2 weeks before the due date and, as soon as it makes this determination, should issue the default announcement.

The default announcement should

- (a) identify the relevant specified requirement and the (anticipated) default,
- (b) disclose in detail the reason(s) for the (anticipated) default,
- (c) disclose the plans of the reporting issuer to remedy the default, including the date it anticipates remedying the default,
- (d) confirm that the reporting issuer intends to satisfy the provisions of the alternative information guidelines so long as it remains in default of a specified requirement,
- (e) disclose relevant particulars of any insolvency proceeding to which the reporting issuer is subject, including the nature and timing of information that is required to be provided to creditors, and confirm that the reporting issuer intends to file with the CSA regulators throughout the period in which it is in default, the same information it provides to its creditors when the information is provided to the creditors and in the same manner as it would file a material change report under part 7 of *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*, and
- (f) subject to section 11, disclose any other material information concerning the affairs of the reporting issuer that has not been generally disclosed.

A default announcement is not needed if the issuer is in default of a previous specified requirement, has followed the provisions of this section regarding a default announcement of that earlier default and is complying with the provisions of section 10 regarding default status reports.

Alternative Information Guidelines — Default Status Reports

10. After the default announcement, and during the period of the MCTO, the CSA regulators will generally exercise their discretion to issue a cease trade order unless the defaulting reporting issuer issues bi-weekly default status reports, in the form of news releases, containing the following information:

- (a) any changes to the information contained in the default announcement or subsequent default status reports that would reasonably be expected to be material to an investor, including a description of all actions taken to remedy the default and the status of any investigations into any events which may have contributed to the default;
- (b) particulars of any failure by the defaulting reporting issuer in fulfilling its stated intentions with respect to satisfying the provisions of the alternative information guidelines;
- (c) information regarding any (anticipated) specified default subsequent to the default which is the subject of the default announcement;

(d) subject to section 11, any other material information concerning the affairs of the reporting issuer that has not been generally disclosed.

Where there are no changes otherwise required to be disclosed in items (a) to (d), this fact should be disclosed in a default status report.

To keep the market continuously informed of any developments during the period of default, the issuer should issue default status reports every 2 weeks following the default announcement. If a CSA regulator, at any time, issues a cease trade order against an issuer, default status reports will no longer be necessary.

Every default status report should be prepared, authorized, filed and communicated to the securities marketplace in the same manner as that specified in section 9 for a default announcement.

Confidential material information

11. The alternative information guidelines in this policy statement supplement the material change reporting requirements in *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* and should be interpreted in a similar manner. Similar to the procedures in that regulation, an issuer may omit confidential material information from default status announcement or default status reports if in the opinion of the issuer, and if that opinion is arrived at in a reasonable manner, disclosure of the applicable material information would be unduly detrimental to the interests of the reporting issuer.

Compliance with other continuous disclosure requirements

12. The alternative disclosure described in sections 9 and 10 supplements the issuer's disclosure record during the period of default. It does not provide an alternative to the continuous disclosure requirements under Canadian securities legislation.

If a reporting issuer is in default of a specified requirement, the issuer must still comply with all other applicable continuous disclosure requirements, other than requirements reasonably linked to the specified requirement in question. For example, an issuer that has not filed its financial statements on time will also be unable to comply with the requirement to file management's discussion and analysis under *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*. However, failure to comply with a requirement to file audited financial statements in accordance with the requirements of part 4 of *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* does not excuse compliance with other requirements of that regulation such as the requirement to file an Annual Information Form in accordance with part 6 or material change reports in accordance with part 7.

Issuer undertaking to cease certain trading activities

13. The reporting issuer should include with the application an undertaking that, for so long as the issuer is in default of the specified requirement in question, the issuer will not, directly or indirectly, issue securities to or acquire securities from an insider or employee of the issuer except in accordance with legally binding obligations to do so existing as of the date of the specified default. The issuer should address the undertaking to the CSA regulator of each jurisdiction in which the issuer is a reporting issuer.

Reporting issuers subject to insolvency proceedings

14. If a reporting issuer is the subject of insolvency proceedings, we will consider an application for an MCTO if in addition to complying with all applicable sections of this policy statement, including the eligibility criteria in section 6,

(a) the issuer retains title to its assets,

- (b) the issuer's directors and officers continue to manage the affairs of the issuer, and
- (c) the issuer agrees to file a report disclosing the information it provides to its creditors
 - (i) simultaneously with delivery to its creditors, and
 - (ii) in the same manner as a report of a material change referred to in part 7 of *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*.

If the issuer chooses to file the information provided to creditors with a material change report, then, for the purposes of filing on SEDAR, this should be contained in the same electronic document as the material change report.

Financial information in default announcements and default status reports

15. Any unaudited financial information that is communicated to the marketplace should, except in certain circumstances involving insolvency, be directly derived from financial statements prepared and presented in accordance with generally accepted accounting principles. In default announcements and default status reports, this information should be accompanied by cautionary language that the information has been prepared by management of the defaulting reporting issuer and is unaudited.

Default correction announcement

16. Once the specified default is remedied, the reporting issuer should consider communicating that information to the securities marketplace in the same manner as that specified in this policy statement for a default announcement.

Revocation of a management cease-trade-order

17. Some MCTOs will include a provision which describes when the MCTO will automatically expire.

The process for revoking an MCTO that does not automatically expire by its terms is described in *Policy Statement 12-202 respecting Revocations of Certain Cease Trade Orders*.

PART 4 OTHER CONSIDERATIONS

Trading by management and other insiders during the period of default

18. Certain guidelines regarding trading by management and other insiders during the period of default are set out in section 9 of *Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions*.

No penalty or sanction for disclosure purposes

19. The CSA regulators do not consider MCTOs issued under this policy statement to be a "penalty" or "sanction" for the purposes of disclosure obligations in Canadian securities legislation relating to penalties or sanctions. They are not issued as part of an enforcement process and the CSA regulators do not intend them to suggest a finding of fault or wrongdoing on the part of any individual named in the MCTO. For example, a defaulting issuer's board of directors might invite an individual to serve as an officer or director of the issuer to assist the issuer in remedying its default. The individual might have no prior involvement with the defaulting reporting issuer. The fact that the principal regulator may subsequently name the individual in an MCTO does not mean the individual

had any responsibility for the default, which occurred before the individual joined the issuer.

However, issuers are required to disclose MCTOs issued under this policy statement in accordance with the following disclosure requirements:

- (a) Section 16.2 of Form 41-101F1 *Information Required in a Prospectus*;
- (b) Item 16 of Form 44-101F1 *Short Form Prospectus*;
- (c) Subsection 10.2(1) of Form 51-102F2 *Annual Information Form*;
- (d) Item 7.2 of Form 51-102F5 *Information Circular*.

If an issuer is required to include disclosure of an MCTO in a public filing, the issuer may supplement the disclosure with additional information explaining the circumstances of the MCTO.

PART 5 EFFECTIVE DATE

20. *Policy Statement 12-203 respecting Cease Trade Orders for Continuous Disclosure Defaults* is withdrawn and replaced by this policy statement.

21. This policy statement comes into effect on June 23, 2016.

APPENDIX A SAMPLE FORM OF CONSENT

Consent

To: *[Name of Issuer's Principal Regulator]*, as principal regulator (the Regulator),

And to: *[Name(s) of other Regulator(s) in whose jurisdiction(s) the Issuer is a reporting issuer]* (collectively with the principal regulator, the Regulators)

Re: Consent to issuance of management cease trade order

I, *[name of individual providing the consent]* hereby confirm as follows:

1. I am the *[name of position with the Issuer, e.g., the chief executive officer or chief financial officer]* of *[name of Issuer]* (the Issuer).
2. The Issuer is a *[nature of entity, e.g., a corporation incorporated under the Canada Business Corporations Act]* with a head office located in *[province or territory]*.
3. The Issuer is a reporting issuer in *[identify all jurisdictions in which the issuer is a reporting issuer]*. The Issuer's principal regulator, as determined in accordance with section 13 of *Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders in Multiple Jurisdictions* is *[name of principal regulator]*.
4. The Issuer *[is] [is not] [delete as applicable]* a "venture issuer" as defined in *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*. The Issuer has a financial year ending *[state the issuer's year end, e.g., December 31]*.
5. On or about *[identify the deadline for filing]* (the filing deadline), the Issuer will be required to file *[briefly describe the required filings, e.g.,*
 - a. *audited annual financial statements for the year ended December 31, 2014, as required by Part 4 of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;*
 - b. *management's discussion and analysis (MD&A) relating to the audited annual financial statements, as required by Part 5 of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations; and*
 - c. *CEO and CFO certificates relating to the audited annual financial statements, as required by Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings (collectively, the required filings)].*
6. The Issuer has determined that it may not be able to make the required filings by the filing deadline. The Issuer wishes to apply to the Regulator[s] for a management cease trade order (an MCTO) as an alternative to a general cease trade order in accordance with *Policy Statement 12-203 respecting Management Cease Trade Orders*.
7. I am providing this consent in support of the Issuer's application for an MCTO in accordance with section 8 of *Policy Statement 12-203 respecting Management Cease Trade Orders*.
8. I hereby consent to the issuance of an MCTO against me by the Issuer's principal regulator under the applicable statutory authority listed in Annex A to *Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions*.
9. Specifically, I understand that the MCTO will prohibit me from trading in or acquiring securities of the Issuer, directly or indirectly, until two full business days following the receipt by the principal regulator of all filings the Issuer is required to make under the

securities legislation of the principal regulator or until further Order of the principal regulator.

10. I hereby further consent to the issuance of any substantially similar MCTO that another Regulator may consider necessary to issue by reason of the default described above.

DATED this day of [DATE]

by:

Name:

Title:

Amended •

6.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

6.4 SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

Aucune information.

6.5 INTERDICTIONS

6.5.1 Interdictions d'effectuer une opération sur valeurs

Aucune information.

6.5.2 Révocations d'interdiction

Aucune information.

6.6 PLACEMENTS

6.6.1 Visas de prospectus

6.6.1.1 Prospectus provisoires

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus provisoire pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus provisoires sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du premier paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds FÉRIQUE Revenu Diversifié (parts de série A)	29 février 2016	Québec - Ontario
Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée	1 ^{er} mars 2016	Alberta
First Asset Core Canadian Equity Income Class ETF First Asset MSCI Canada Quality Index Class ETF	25 février 2016	Ontario
Fonds de lingots d'argent	24 février 2016	Ontario
Société en commandite accréditive à courte durée Sprott 2016	24 février 2016	Ontario
Trillium Credit Card Trust II	26 février 2016	Ontario

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.2 Prospectus définitifs

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Portefeuille Méritage mondial Conservateur	29 février 2016	Québec
Portefeuille Méritage mondial Modéré		- Colombie-Britannique
Portefeuille Méritage FNB tactique Modéré		- Alberta
Portefeuille Méritage FNB tactique Équilibré		- Saskatchewan
Portefeuille Méritage FNB tactique Croissance		- Manitoba
(parts de séries Conseillers, F, F5 et T5)		- Ontario
Portefeuille Méritage mondial Croissance		- Nouveau-Brunswick
Portefeuille Méritage mondial Croissance dynamique		- Nouvelle-Écosse
(parts de séries Conseillers, F, F5, T5 et O)		- Île-du-Prince-Édouard
		- Terre-Neuve et Labrador
		- Territoires du Nord-Ouest
		- Yukon
		- Nunavut
Catégorie d'actions de Corporation Fonds Banque Nationale :		
Portefeuille Méritage mondial Catégorie Croissance		
Portefeuille Méritage mondial Catégorie Croissance dynamique		
(actions de séries Conseillers, F, F5 et T5)		
Cenovus Energy Inc.	25 février 2016	Alberta
First Asset Short Term Government Bond Index Class ETF	24 février 2016	Ontario
First Asset Global Momentum Class ETF (auparavant, First Asset Global Momentum ETF)		
First Asset Global Momentum (CAD hedged) Class ETF (auparavant, First Asset Global Momentum (CAD hedged) ETF)		
First Asset Global Value Class ETF (auparavant, First Asset Global Value ETF)		
First Asset Global Value (CAD hedged) Class ETF (auparavant, First Asset Global Value (CAD hedged) ETF)		
FNB Horizons Indice de contrats à terme gérés Auspice	24 février 2016	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
FNB Horizons Revenu sur l'or FNB Horizons Revenu sur le gaz naturel		
FNB indiciel d'obligations totales canadiennes TD	1 ^{er} mars 2016	Ontario
FNB indiciel d'actions internationales TD		
FNB indiciel couvert en dollars canadiens d'actions internationales TD		
FNB lié à l'indice S&P 500 TD		
FNB lié à l'indice couvert en dollars canadiens S&P 500 TD		
FNB lié à l'indice composé plafonné S&P/TSX TD		
Maple Leaf Short Duration 2016 Flow-Through Limited Partnership – catégorie nationale	26 février 2016	Colombie-Britannique
Maple Leaf Short Duration 2016 Flow-Through Limited Partnership – catégorie Québec	26 février 2016	Colombie-Britannique
TransAlta Corporation	26 février 2016	Alberta
Tuckamore Capital Management Inc.	24 février 2016	Ontario

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.3 Modifications de prospectus

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus pour laquelle un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de modifications du prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds de rendement spécialisé Dynamique	24 février 2016	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Catégorie de rendement spécialisé Dynamique		
Catégorie de revenu de dividendes Dynamique		
Fonds de revenu de dividendes Dynamique		
Fonds d'achats périodiques Dynamique		
Fonds d'obligations à haut rendement Dynamique		
Fonds de rendement à prime Dynamique		
Catégorie de rendement stratégique Dynamique		
Fonds de rendement stratégique Dynamique		
Fonds de valeur de base canadien Renaissance	24 février 2016	Ontario
Fonds des marchés mondiaux Renaissance		
iShares Short Duration High Income ETF (CAD-Hedged) (<i>auparavant, iShares Advantaged Short Duration High Income ETF (CAD-Hedged)</i>)	26 février 2016	Ontario

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.4 Dépôt de suppléments

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers un supplément de prospectus qui complète l'information contenue au prospectus préalable ou simplifié de ces émetteurs pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières :

Aucune information.

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces suppléments, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.2 Dispenses de prospectus

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.html, à l'étape 3 - Date de décision, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour, à l'étape 4 – Collections, sous la section Compétences, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées, sous la section Législation, cocher le choix « aucune », sous la section Cours, cocher le choix « aucune », sous la section Tribunaux administratifs, cocher le choix « valeurs mobilières » et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.6.3 Déclarations de placement avec dispense

L'Autorité publie ci-dessous l'information concernant les placements effectués sous le bénéfice des dispenses prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (« Règlement 45-106 ») et au *Règlement 45-513 sur la dispense de prospectus pour placement de titres auprès de porteurs existants* (« Règlement 45-513 »).

Nous rappelons qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient des dispenses prévues au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513, selon le cas, avant d'effectuer un placement. Les émetteurs doivent aussi s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements et fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

L'information contenue aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513 est publiée ci-dessous tel qu'elle est fournie par les émetteurs concernés. L'Autorité ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

Depuis le 1^{er} octobre 2015, l'information sur les placements avec dispense est présentée sous un nouveau format.

SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Aldever Resources Inc.	2015-12-30	130 475 \$
Artefacts Virtuels inc.	2016-01-05 et 2016-01-12	43 000 \$
Ashrei III Realty Partnership	2016-01-14	14 346 \$
Banque Royale du Canada	2016-01-07	12 989 000 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Barclays Bank PLC	2016-01-15	48 850 \$
Barclays Bank PLC	2016-01-08	147 223 \$
BonTerra Resources Inc.	2016-01-20	250 000 \$
Buildscale, Inc.	2016-01-04	41 907 002 \$
Exploration Knick inc.	2015-12-31	70 000 \$
Exploration Puma Inc.	2015-12-29	219 000 \$
Exploration Typhon Inc.	2015-12-30	146 000 \$
Hopitel Income Trust I	2016-01-13	870 000 \$
Les Mines d'or Visible Inc.	2015-12-30	294 250 \$
Neptune Technologies & Bioressources Inc.	2016-01-07	3 749 995 \$
Optometric Services (OPT) Inc.	2015-12-30	7 640 \$
Rockspring Capital Texas Real Estate Trust II	2016-01-05	1 132 160 \$
Société d'Épargne des Autochtones du Canada	2016-01-07	94 000 \$
TFS Canada Bond Series III Inc.	2016-01-15	10 491 920 \$
The New Home Company Inc.	2015-12-09	12 235 500 \$
Trez Capital Prime Trust	2016-01-19	60 000 \$
Trez Capital Yield Trust US	2016-01-15, 2016-01-18 et 2016-01-19	329 843 \$
Walton TX Dallas Kemp Ridge Investment Corporation	2016-01-07	283 050 \$

SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
ASF VII L.P.	2015-12-18	416 460 000 \$
ASF VII L.P.	2015-11-26	6 650 000 \$
ASF VII Port-Aux-Choix Co-Invest L.P.	2015-12-18	416 460 000 \$
CC&L Equity Income and Growth Fund I	2015-01-30 au 2015-08-10	96 732 969 \$
CC&L Genesis Fund	2015-01-06 au 2015-12-31	9 047 722 \$
CC&L Group Canadian Equity Fund	2015-02-25 au 2015-12-31	497 662 948 \$
CC&L Group Canadian Q Growth Fund	2015-01-02 au 2015-12-31	173 315 440 \$
CC&L Group Fundamental Canadian Equity Fund	2015-01-02 au 2015-12-31	23 778 313 \$
CC&L Group Money Market Fund	2015-10-28, 2015-10-29, 2015-10-30	240 273 279 \$
CC&L Market Neutral Onshore Fund	2015-09-09, 2015-09-24	102 861 536 \$
CC&L Q Canadian Equity Core Fund	2015-01-06	104 784 233 \$
CC&L Q Canadian Equity Growth Fund	2015-05-20, 2015-05-26	72 734 450 \$
CC&L Q Market Neutral II Fund	2015-08-10	100 000 000 \$
Fonds d'actions américaines Jarislowsky Fraser	2015-01-01 au 2015-12-31	15 342 638 \$
Fonds d'actions canadiennes Jarislowsky Fraser	2015-01-01 au 2015-12-31	243 363 284 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Fonds d'actions Globales Jarislowsky Fraser	2015-01-01 au 2015-12-31	10 429 656 \$
Fonds d'actions internationales Jarislowsky	2015-01-01 au 2015-12-31	78 424 877 \$
Fonds d'actions spéciales Jarislowsky	2015-01-01 au 2015-12-31	54 028 537 \$
Fonds DGIA Actions canadiennes dividendes	2015-01-01 au 2015-12-31	82 303 025 \$
Fonds DGIA Actions canadiennes grande capitalisation	2015-01-01 au 2015-12-31	483 755 \$
Fonds DGIA Actions mondiales grande capitalisation	2015-01-01 au 2015-12-31	74 898 391 \$
Fonds DGIA Marché monétaire	2015-01-01 au 2015-12-31	67 031 660 \$
Fonds DGIA Obligations canadiennes	2015-01-01 au 2015-12-31	149 083 855 \$
Fonds DGIA Ressources	2015-01-01 au 2015-12-31	8 926 276 \$
Fonds d'obligations Jarislowsky Fraser	2015-01-01 au 2015-12-31	30 342 495 \$
Fonds Equilibré Global Jarislowsky Fraser	2015-01-01 au 2015-12-31	53 035 629 \$
Forden Fund Ltd.	2015-10-01, 2015-12-01	631 525 327 \$
Jarislowsky, Fraser International Equity (All Country Ex-US) Fund	2015-01-01 au 2015-12-31	172 465 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Jarislowsky, Fraser Short/Mid Bond Fund	2015-01-01 au 2015-12-31	1 654 000 \$
Sprott Bridging Income RSP Fund	2015-02-27 au 2015-11-30	90 322 941 \$
Sprott Private Credit Trust	2015-01-30 au 2015-11-30	36 344 176 \$
Triasima All Country World Equity Fund	2015-01-13 au 2015-12-31	48 949 368 \$
Triasima Canadian All Capitalization Fund	2015-01-02 au 2015-12-31	92 060 157 \$
Triasima Canadian Long/Short Fund	2015-02-27 au 2015-11-30	582 400 \$
Triasima Canadian Small Capitalization Fund	2015-02-27 au 2015-11-30	562 450 \$
Triasima US All Capitalization Fund	2015-02-27 au 2015-12-31	361 150 \$

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'Autorité.

6.6.4 Refus

Aucune information.

6.6.5 Divers

Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée

Vu la demande présentée par Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 23 février 2016, modifiée le 29 février 2016 (la « demande »);

Vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « Loi »);

Vu le paragraphe 2 de l'article 2.2 et l'article 19.1 du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus* (le « Règlement 41-101 »);

Vu le *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* (le « Règlement 51-102 »);

Vu le *Règlement 14-101 sur les définitions* et les termes définis suivants :

« annexes » : les annexes au formulaire américain 10-K de l'émetteur, ainsi que les annexes à tout autre document américain de l'émetteur préparé conformément à la Loi de 1934, lesquelles seront intégrées par renvoi dans le prospectus;

« dispense permanente » : la dispense de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et au paragraphe 2 de l'article 2.2 du Règlement 41-101 d'établir une version française des annexes;

« prospectus » : le prospectus préalable de base simplifié provisoire que l'émetteur prévoit déposer auprès de l'Autorité le ou vers le 29 février 2016, lequel vise le placement de différents titres pour un montant en capital global de 1 500 000 000 \$, le prospectus préalable de base et les suppléments s'y rapportant, ainsi que toutes versions modifiées de ceux-ci;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, RLRQ, c. A-33.2;

Vu la demande visant à obtenir la dispense permanente;

Vu les considérations suivantes :

1. l'émetteur est un émetteur assujéti dans chacun des territoires du Canada;
2. l'émetteur est assujéti à la Loi de 1934 et se conforme à celle-ci;
3. l'émetteur est dispensé de certaines obligations d'information continue prévues au Règlement 51-102 pourvu qu'il dépose auprès de l'Autorité tous les documents qu'il doit déposer aux termes de la Loi de 1934;
4. le dépôt par l'émetteur des documents exigés en vertu de la Loi de 1934 a pour conséquence d'intégrer les annexes par renvoi dans le prospectus;
5. tout document intégré par renvoi dans un prospectus fait partie intégrante de celui-ci;
6. du fait de leur intégration par renvoi dans le prospectus, les annexes doivent être établies en français ou en français et en anglais;
7. en vertu de la législation en valeurs mobilières du Québec, les documents contenus aux annexes n'auraient pas eu à être intégrés par renvoi dans le prospectus, n'eût été l'intégration par renvoi dans le prospectus des documents exigés en vertu de la Loi de 1934;
8. tous les autres documents pour lesquels une version française est exigée par la législation en valeurs mobilières du Québec seront traduits;

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense permanente.

Fait à Montréal, le 29 février 2016.

Gilles Leclerc
Surintendant des marchés de valeurs

Décision n°: 2016-SMV-0004

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.html, à l'étape 3 - Date de décision, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour, à l'étape 4 – Collections, sous la section Compétences, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées, sous la section Législation, cocher le choix « aucune », sous la section Cours, cocher le choix « aucune », sous la section Tribunaux administratifs, cocher le choix « valeurs mobilières » et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.7 AGRÉMENTS ET AUTORISATIONS DE MISE EN MARCHÉ DE DÉRIVÉS

Aucune information.

6.8 OFFRES PUBLIQUES

6.8.1 Avis

Aucune information.

6.8.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.html, à l'étape 3 - Date de décision, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour, à l'étape 4 – Collections, sous la section Compétences, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées, sous la section Législation, cocher le choix « aucune », sous la section Cours, cocher le choix « aucune », sous la section Tribunaux administratifs, cocher le choix « valeurs mobilières » et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.8.3 Refus

Aucune information.

6.8.4 Divers

Aucune information.

6.9 INFORMATION SUR LES VALEURS EN CIRCULATION

6.9.1 Actions déposées entre les mains d'un tiers

Aucune information.

6.9.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.html, à l'étape 3 - Date de décision, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour, à l'étape 4 – Collections, sous la section Compétences, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées, sous la section Législation, cocher le choix « aucune », sous la section Cours, cocher le choix « aucune », sous la section Tribunaux administratifs, cocher le choix « valeurs mobilières » et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.9.3 Refus

Aucune information.

6.9.4 Révocations de l'état d'émetteur assujetti

Aucune information.

6.9.5 Divers

Aucune information.

6.10 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.11 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

ANNEXE 1 DÉPÔTS DE DOCUMENTS D'INFORMATION

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
ADVANTECH MARKETING INTERNATIONAL INC.	2015-12-31
BANQUE DE MONTREAL	2016-01-31
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2016-01-31
BANQUE ROYALE DU CANADA	2016-01-31
CAPITAL KNOWLTON INC.	2015-12-31
DIAGNOS INC.	2015-12-31
EXPLORATION MIDLAND INC.	2015-12-31
FIDUCIE D'ACTIFS BNC	2016-01-31
FIDUCIE DE BILLETS SECONDAIRE BMO	2016-01-31
FIDUCIE DE CAPITAL BNC	2016-01-31
FIDUCIE DE CAPITAL RBC	2016-01-31
FIRST TRUST SHORT DURATION HIGH YIELD BOND ETF (CAD-HEDGED)	2015-12-31
FONDS CENTRAL DU CANADA LIMITEE	2016-01-31
MACLOS CAPITAL INC.	2015-12-31
NEWCO BANCORP INC.	2015-12-31
OCEANIC IRON ORE CORP.	2015-12-31
PANGOLIN DIAMONDS CORP.	2015-12-31
RESSOURCES SIRIOS INC.	2015-12-31
URBANIMMERSIVE INC.	2015-12-31
YOHO RESOURCES INC.	2015-12-31
27 RED CAPITAL INC.	2015-06-30
27 RED CAPITAL INC.	2015-09-30
4 TOUCHDOWNS CAPITAL INC.	2015-06-30
4 TOUCHDOWNS CAPITAL INC.	2015-09-30

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
ADVANCED MICRO DEVICES, INC.	2015-12-26
AIMIA INC.	2015-12-31
ALGOMA CENTRAL CORPORATION	2015-12-31
ALTUS GROUP LIMITED	2015-12-31
AURQUEST RESOURCES INC.	2015-10-31
BIG 8 SPLIT INC.	2015-12-15
BOARDWALK REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2015-12-31
CANFOR CORPORATION	2015-12-31
CANFOR PULP PRODUCTS INC.	2015-12-31
CAPITAL POWER CORPORATION	2015-12-31
CENTERRA GOLD INC.	2015-12-31
CHEMTRADE LOGISTICS INCOME FUND	2015-12-31
CHORUS AVIATION INC.	2015-12-31

<i>ÉTATS FINANCIERS ANNUELS</i>	
	Date du document
CIPHER PHARMACEUTICALS INC.	2015-12-31
CLARKE INC.	2015-12-31
COLLIERS INTERNATIONAL GROUP INC.	2015-12-31
COMPAGNIE MINIERE NORTH AMERICAN PALLADIUM	2015-12-31
DEVON ENERGY CORPORATION	2015-12-31
DUNDEE ENERGY LIMITED	2015-12-31
E*TRADE FINANCIAL CORPORATION	2015-12-31
ENBRIDGE GAS DISTRIBUTION INC.	2015-12-31
ENBRIDGE INC.	2015-12-31
ENBRIDGE INCOME FUND	2015-12-31
ENBRIDGE INCOME FUND HOLDINGS INC.	2015-12-31
ENERPLUS CORPORATION	2015-12-31
EXCHANGE INCOME CORPORATION	2015-12-31
FIDUCIE D'ACTIFS DURABLES NON TRADITIONNELS DREAM	2015-12-31
FIDUCIE DE PLACEMENT IMMOBILIER DE BUREAUX DREAM	2015-12-31
FINNING INTERNATIONAL INC.	2015-12-31
FIRST QUANTUM MINERALS LTD.	2015-12-31
FIRSTSERVICE CORPORATION	2015-12-31
FONDS D'OBLIGATIONS CANADIEN GBC (LE) (#8981)	2015-12-31
FONDS DE CROISSANCE AMERICAIN GBC INC. (LE) (#8981)	2015-12-31
FONDS DE CROISSANCE CANADIEN GBC (LE) (#8981)	2015-12-31
FONDS DE CROISSANCE ET DE REVENU GBC (LE) (#8981)	2015-12-31
FONDS DE CROISSANCE INTERNATIONAL GBC (LE) (#8981)	2015-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER CROMBIE	2015-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER RIOCAN	2015-12-31
FONDS MARCHE MONETAIRE GBC (LE) (#8981)	2015-12-31
FORTIS INC.	2015-12-31
FORTISALBERTA INC.	2015-12-31
FORTISBC ENERGY INC.	2015-12-31
FORTISBC INC.	2015-12-31
GENESIS TRUST II	2015-10-31
GOLDEN STAR RESOURCES LTD.	2015-12-31
HECLA MINING COMPANY	2015-12-31

<i>ÉTATS FINANCIERS ANNUELS</i>	
	Date du document
HORIZON NORTH LOGISTICS INC.	2015-12-31
HUBBAY MINERALS INC.	2015-12-31
IMAX CORPORATION	2015-12-31
IMMEUBLES DE BUREAUX BROOKFIELD (CANADA)	2015-12-31
INNERGEX ENERGIE RENOUVELABLE INC.	2015-12-31
INTER PIPELINE LTD.	2015-12-31
LAKE SHORE GOLD CORP.	2015-12-31
LUCARA DIAMOND CORP.	2015-12-31
LUNDIN MINING CORPORATION	2015-12-31

<i>ÉTATS FINANCIERS ANNUELS</i>	
	Date du document
MACDONALD DETTWILER AND ASSOCIATES LTD	2015-12-31
MANULIFE FINANCE (DELAWARE), L.P.	2015-12-31
MINES RICHMONT INC.	2015-12-31
NEWFOUNDLAND POWER INC.	2015-12-31
NEXJ SYSTEMS INC.	2015-12-31
NGEX RESOURCES INC.	2015-12-31
NOVADAQ TECHNOLOGIES INC.	2015-12-31
OCEANAGOLD CORPORATION	2015-12-31
PENGROWTH ENERGY CORPORATION	2015-12-31
PIPELINES ENBRIDGE INC.	2015-12-31
PRIMERO MINING CORP.	2015-12-31
PROGRESSIVE WASTE SOLUTIONS LTD.	2015-12-31
SECOND CUP LTD. (THE)	2015-12-26
SHIRE PLC	2015-12-31
SIENNA SENIOR LIVING INC.	2015-12-31
SLEEP COUNTRY CANADA HOLDINGS INC.	2015-12-31
SOCIETE AURIFERE BARRICK	2015-12-31
SOCIETE CANADIAN TIRE, LIMITEE (LA)	2016-01-02
SOCIETE DH	2015-12-31
SOCIETE FINANCIERE FIRST NATIONAL	2015-12-31
SOCIETE FINANCIERE MANUVIE	2015-12-31
SUPREMEX INC.	2015-12-31
TASEKO MINES LIMITED	2015-12-31
THERATECHNOLOGIES INC.	2015-11-30
THOMPSON CREEK METALS COMPANY INC.	2015-12-31
TIMBERCREEK SENIOR MORTGAGE INVESTMENT CORPORATION	2015-12-31
TRANSALTA CORPORATION	2015-12-31
TREE ISLAND STEEL LTD.	2015-12-31
XEROX CORPORATION	2015-12-31
5BANC SPLIT INC.	2015-12-15
5N PLUS INC.	2015-12-31

<i>RAPPORTS ANNUELS</i>	
	Date du document
ADVANCED MICRO DEVICES, INC.	2015-12-26
AIMIA INC.	2015-12-31
ALGOMA CENTRAL CORPORATION	2015-12-31
ALTUS GROUP LIMITED	2015-12-31
AURQUEST RESOURCES INC.	2015-10-31
BIG 8 SPLIT INC.	2015-12-15
BOARDWALK REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2015-12-31
CANFOR CORPORATION	2015-12-31
CANFOR PULP PRODUCTS INC.	2015-12-31
CAPITAL POWER CORPORATION	2015-12-31
CENTERRA GOLD INC.	2015-12-31

<i>RAPPORTS ANNUELS</i>	
	Date du document
CHEMTRADE LOGISTICS INCOME FUND	2015-12-31
CHORUS AVIATION INC.	2015-12-31
CIPHER PHARMACEUTICALS INC.	2015-12-31
CLARKE INC.	2015-12-31
COLLIERS INTERNATIONAL GROUP INC.	2015-12-31
COMPAGNIE MINIERE NORTH AMERICAN PALLADIUM	2015-12-31
COMPAGNIE PETROLIERE IMPERIALE LTEE	2015-12-31
DEVON ENERGY CORPORATION	2015-12-31
DUNDEE ENERGY LIMITED	2015-12-31
E*TRADE FINANCIAL CORPORATION	2015-12-31
ENBRIDGE GAS DISTRIBUTION INC.	2015-12-31
ENBRIDGE INC.	2015-12-31
ENBRIDGE INCOME FUND	2015-12-31
ENBRIDGE INCOME FUND HOLDINGS INC.	2015-12-31
ENERPLUS CORPORATION	2015-12-31
EXCHANGE INCOME CORPORATION	2015-12-31
FIDUCIE D'ACTIFS DURABLES NON TRADITIONNELS DREAM	2015-12-31
FIDUCIE DE PLACEMENT IMMOBILIER DE BUREAUX DREAM	2015-12-31
FINNING INTERNATIONAL INC.	2015-12-31
FIRST QUANTUM MINERALS LTD.	2015-12-31
FIRSTSERVICE CORPORATION	2015-12-31
FONDS D'OBLIGATIONS CANADIEN GBC (LE) (#8981)	2015-12-31
FONDS DE CROISSANCE AMERICAIN GBC INC. (LE) (#8981)	2015-12-31
FONDS DE CROISSANCE CANADIEN GBC (LE) (#8981)	2015-12-31
FONDS DE CROISSANCE ET DE REVENU GBC (LE) (#8981)	2015-12-31
FONDS DE CROISSANCE INTERNATIONAL GBC (LE) (#8981)	2015-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER CROMBIE	2015-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER RIOCAN	2015-12-31
FONDS MARCHE MONETAIRE GBC (LE) (#8981)	2015-12-31
FORTIS INC.	2015-12-31
FORTISALBERTA INC.	2015-12-31
FORTISBC ENERGY INC.	2015-12-31
FORTISBC INC.	2015-12-31
GENESIS TRUST II	2015-10-31
GOLDEN STAR RESOURCES LTD.	2015-12-31

<i>RAPPORTS ANNUELS</i>	
	Date du document
HECLA MINING COMPANY	2015-12-31
HORIZON NORTH LOGISTICS INC.	2015-12-31
HUDBAY MINERALS INC.	2015-12-31
IMAX CORPORATION	2015-12-31
IMMEUBLES DE BUREAUX BROOKFIELD (CANADA)	2015-12-31
INNERGEX ENERGIE RENOUVELABLE INC.	2015-12-31
INTER PIPELINE LTD.	2015-12-31

<i>RAPPORTS ANNUELS</i>	
	Date du document
LAKE SHORE GOLD CORP.	2015-12-31
LUCARA DIAMOND CORP.	2015-12-31
LUNDIN MINING CORPORATION	2015-12-31
MACDONALD DETTWILER AND ASSOCIATES LTD	2015-12-31
MANULIFE FINANCE (DELAWARE), L.P.	2015-12-31
MINES RICHMONT INC.	2015-12-31
NEWFOUNDLAND POWER INC.	2015-12-31
NEXJ SYSTEMS INC.	2015-12-31
NGEX RESOURCES INC.	2015-12-31
NOVADAQ TECHNOLOGIES INC.	2015-12-31
OCEANAGOLD CORPORATION	2015-12-31
PENGROWTH ENERGY CORPORATION	2015-12-31
PIPELINES ENBRIDGE INC.	2015-12-31
PRIMERO MINING CORP.	2015-12-31
PROGRESSIVE WASTE SOLUTIONS LTD.	2015-12-31
SECOND CUP LTD. (THE)	2015-12-26
SHIRE PLC	2015-12-31
SIENNA SENIOR LIVING INC.	2015-12-31
SLEEP COUNTRY CANADA HOLDINGS INC.	2015-12-31
SOCIETE AURIFERE BARRICK	2015-12-31
SOCIETE CANADIAN TIRE, LIMITEE (LA)	2016-01-02
SOCIETE DH	2015-12-31
SOCIETE FINANCIERE FIRST NATIONAL	2015-12-31
SOCIETE FINANCIERE MANUVIE	2015-12-31
SUPREMEX INC.	2015-12-31
TASEKO MINES LIMITED	2015-12-31
THERATECHNOLOGIES INC.	2015-11-30
THOMPSON CREEK METALS COMPANY INC.	2015-12-31
TIMBERCREEK SENIOR MORTGAGE INVESTMENT CORPORATION	2015-12-31
TRANSALTA CORPORATION	2015-12-31
TREE ISLAND STEEL LTD.	2015-12-31
XEROX CORPORATION	2015-12-31
5BANC SPLIT INC.	2015-12-15
5N PLUS INC.	2015-12-31

<i>CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION</i>	
	Date du document
BANQUE TORONTO-DOMINION (LA)	
CORPORATION DE CAPITAL DE RISQUE WODEN	
FIDUCIE DE CAPITAL TD III	
FIDUCIE DE CAPITAL TD IV	
FONDS DE CROISSANCE AMERICAIN GBC INC. (LE) (#8981)	
HP INC.	
LAMELEE MINERAIS DE FER LTEE.	
RDM CORPORATION	

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

	Date du document
RESSOURCES THREEGOLD INC. (LES)	
RESSOURCES THREEGOLD INC. (LES)	
VALENER INC.	

NOTICE ANNUELLE

	Date du document
ADVANCED MICRO DEVICES, INC.	2015-12-26
ALGOMA CENTRAL CORPORATION	2015-12-31
BIG 8 SPLIT INC.	2015-12-15
BOARDWALK REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2015-12-31
CANFOR CORPORATION	2015-12-31
CANFOR PULP PRODUCTS INC.	2015-12-31
CLARKE INC.	2015-12-31
COLLIERS INTERNATIONAL GROUP INC.	2015-12-31
COMPAGNIE PETROLIERE IMPERIALE LTEE	2015-12-31
DEVON ENERGY CORPORATION	2015-12-31
DUNDEE ENERGY LIMITED	2015-12-31
E*TRADE FINANCIAL CORPORATION	2015-12-31
ENBRIDGE GAS DISTRIBUTION INC.	2015-12-31
ENBRIDGE INC.	2015-12-31
ENBRIDGE INCOME FUND	2015-12-31
ENBRIDGE INCOME FUND HOLDINGS INC.	2015-12-31
ENERPLUS CORPORATION	2015-12-31
FINNING INTERNATIONAL INC.	2015-12-31
FIRSTSERVICE CORPORATION	2015-12-31
FORTIS INC.	2015-12-31
GENESIS TRUST II	2015-10-31
HECLA MINING COMPANY	2015-12-31
HORIZON NORTH LOGISTICS INC.	2015-12-31
IMAX CORPORATION	2015-12-31
MACDONALD DETTWILER AND ASSOCIATES LTD	2015-12-31
MANULIFE FINANCE (DELAWARE), L.P.	2015-12-31
NEXJ SYSTEMS INC.	2015-12-31
PENGROWTH ENERGY CORPORATION	2015-12-31
PIPELINES ENBRIDGE INC.	2015-12-31
SHIRE PLC	2015-12-31
SLEEP COUNTRY CANADA HOLDINGS INC.	2015-12-31
SOCIETE CANADIAN TIRE, LIMITEE (LA)	2016-01-02
SOCIETE FINANCIERE MANUVIE	2015-12-31
THERATECHNOLOGIES INC.	2015-11-30
THOMPSON CREEK METALS COMPANY INC.	2015-12-31
TIMBERCREEK SENIOR MORTGAGE INVESTMENT CORPORATION	2015-12-31
TRANSALTA CORPORATION	2015-12-31
TREE ISLAND STEEL LTD.	2015-12-31
XEROX CORPORATION	2015-12-31

NOTICE ANNUELLE

	Date du document
5BANC SPLIT INC.	2015-12-15
5N PLUS INC.	2015-12-31

ANNEXE 2 DÉCLARATIONS D'INITIÉS CONFORMES (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

Liste des symboles SEDI

RELATIONS AVEC L'ÉMETTEUR ASSUJETTI		45 : Contrepartie d'un bien	* : L'astérisque en regard d'un solde de clôture signifie que l'initié ou son agent déposant a aussi indiqué un solde calculé par lui-même lorsque l'opération a été déposée.
1 :	Émetteur assujetti ayant acquis ses propres titres	46 : Contrepartie de services	AVIS L'information publiée dans cette annexe est tirée du rapport hebdomadaire produit par le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).
2 :	Filiale de l'émetteur assujetti	47 : Acquisition ou aliénation par don	
3 :	Porteur de titres qui détient en propriété véritable ou contrôle plus de % des titres d'un émetteur assujetti (Loi sur les valeurs mobilières du Québec – 10 % d'une catégorie d'actions) comportant le droit de vote ou droit de participer, sans limite, au bénéfice et au partage en cas de liquidation.	48 : Acquisition par héritage ou aliénation par legs	Les initiés ou leurs agents autorisés sont responsables des informations entrées dans le système et, par conséquent, de celles contenues dans le présent rapport. L'information entrée directement dans SEDI prévaut toutefois sur celle présentée cidessous. Certaines informations entrées par les initiés ou leurs agents, qui ne sont pas automatiquement traduites par le système, peuvent être publiées en français ou en anglais. Le personnel de l'Autorité rappelle aux initiés qu'ils doivent, en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières, déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti au Québec dans un délai de 10 jours, sauf dans certains cas précis. Ces opérations doivent être rapportées de façon exacte et claire. Pour informations, veuillez communiquer avec l'Autorité des marchés financiers.
4 :	Administrateur d'un émetteur assujetti	Dérivés émis par l'émetteur	
5 :	Dirigeant d'un émetteur assujetti	50 : Attribution d'options	
6 :	Administrateur ou dirigeant d'un porteur de titres visé en 3	51 : Levée d'options	
7 :	Administrateur ou dirigeant d'un initié à l'égard de l'émetteur assujetti ou d'une filiale de l'émetteur assujetti, autre que 4, 5 et 6	52 : Expiration d'options	
8 :	Initié présumé – six mois avant de devenir initié	53 : Attribution de bons de souscription	
NATURE DE L'OPÉRATION		54 : Exercice de bons de souscription	
Généralités		55 : Expiration de bons de souscription	
00 :	Solde d'ouverture – Déclaration initiale format SEDI	56 : Attribution de droits de souscription	
10 :	Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	57 : Exercice de droits de souscription	
11 :	Acquisition ou aliénation effectuée privément	58 : Expiration de droits de souscription	
15 :	Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	59 : Exercice au comptant	
16 :	Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	Dérivés émis par un tiers	
22 :	Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, un regroupement ou une acquisition	70 : Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	
30 :	Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	71 : Exercice d'un dérivé émis par un tiers	
35 :	Dividende en actions	72 : Autre règlement d'un dérivé émis par un tiers	
36 :	Conversion ou échange	73 : Expiration d'un dérivé émis par un tiers	
37 :	Division ou regroupement d'actions	Divers	
38 :	Rachat – annulation	90 : Changements relatifs à la propriété	
40 :	Vente à découvert	97 : Autres	
		99 : Correction d'information	
		NATURE DE L'EMPRISE	
		D : Propriété directe	
		I : Propriété indirecte	
		C : Contrôle	
		AUTRES MENTIONS	
		O : Opération originale	
		M : Première modification	
		M' : Deuxième modification	
		M" : Troisième modification, etc.	
		R : Opération déclarée hors délai (en retard).	

Émetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
5N Plus Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
BOURASSA, JEAN-MARIE	4		O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 700	1.5900	581 200
<i>Deferred Share Units/Unités d'action reportées</i>									
Vézina, Serge	4		O	2016-03-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 523	1.5300	53 123*
Absolute Software Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Absolute Software Corporation	1		O	2016-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	11 000		11 000
			O	2016-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	(11 000)		0
			O	2016-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	16 700		16 700
			O	2016-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(16 700)		0
			O	2016-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 700		2 700
			O	2016-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	(2 700)		0
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	9 200		9 200
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	(9 200)		0
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	8 800		8 800
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	(8 800)		0
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	13 900		13 900
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	(13 900)		0
			O	2016-02-17	D	38 - Rachat ou annulation	10 000		10 000
			O	2016-02-17	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		0
			O	2016-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	6 500		6 500
			O	2016-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(6 500)		0
			O	2016-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	10 000		10 000
			O	2016-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		0
			O	2016-02-22	D	38 - Rachat ou annulation	6 900		6 900
			O	2016-02-22	D	38 - Rachat ou annulation	(6 900)		0
			O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	6 200		6 200
			O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(6 200)		0
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	6 100		6 100
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	(6 100)		0
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	3 000		3 000
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)		0
ACTIVEnergy Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
ACTIVEnergy Income Fund	1		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	3.9200	33 024 938
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	3.9400	33 026 038
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	3.9085	33 027 338
Advantage Oil & Gas Ltd.									
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Angevine, Jill Terilee	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	908		5 840
Balog, Stephen	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	908		15 983
Fagerheim, Grant Bradley	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	908		14 105
Haggis, Paul	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	908		19 545
McIntosh, Ronald A	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 211		23 689
Agrium Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									

Emetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Hubbs, Miranda C.	4		O	2016-02-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000
Simon, William	4		O	2016-02-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Droits Performance Share Units (PSUs)</i>									
Deans, Henry	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 097	85.5800USD	44 825
Douglas, Steven James	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 097	85.5800USD	26 132
Dyer, Stephen G.	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 920	85.5800USD	30 274
JONES, SUSAN C.	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 852	85.5800USD	9 331
Lekatsas, Angela S.	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 871	85.5800USD	7 514
Magro, Charles Victor	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	36 658	85.5800USD	124 211
O'Donoghue, Leslie	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 164	85.5800USD	27 498
Reitzenstein, Kaye Lynn	7		O	2016-01-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	887	85.5800USD	887
Thun, Fredrick Roland	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 779	85.5800USD	9 189
Warner, Thomas E.	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 282	85.5800USD	11 050
Webb, Michael Reed	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 441	85.5800USD	10 087
<i>Droits Restricted Share Units (RSUs)</i>									
Lekatsas, Angela S.	5		O	2005-11-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	871	85.5800USD	871
Reitzenstein, Kaye Lynn	7		O	2016-01-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	826	85.5800USD	826
Thun, Fredrick Roland	5		O	2011-05-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	828	85.5800USD	828
Warner, Thomas E.	5		O	2006-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 528	85.5800USD	1 528
<i>Droits Stock Appreciation Rights (SARs)</i>									
Dyer, Stephen G.	5		O	2005-12-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	53 459	84.3700USD	112 391
Warner, Thomas E.	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 076	84.3700USD	66 403
<i>Options</i>									
Deans, Henry	5		O	2015-08-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	54 657	84.3700USD	54 657
Douglas, Steven James	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	54 657	84.3700USD	106 698
JONES, SUSAN C.	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	26 003	84.3700USD	65 534
Lekatsas, Angela S.	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 314	84.3700USD	38 447
Magro, Charles Victor	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	247 441	84.3700USD	555 001
O'Donoghue, Leslie	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	55 105	84.3700USD	225 478
Thun, Fredrick Roland	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 003	84.3700USD	50 507
Webb, Michael Reed	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 226	84.3700USD	62 216
Aimia Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Aimia Inc.	1		O	2016-02-01	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	9.0747	100 000
			O	2016-02-01	D	38 - Rachat ou annulation	(100 000)		0
			O	2016-02-02	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	8.7650	100 000
			O	2016-02-02	D	38 - Rachat ou annulation	(100 000)		0
			O	2016-02-03	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	8.2267	100 000
			O	2016-02-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100 000)		0
			O	2016-02-04	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	8.1224	100 000

Émetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre Initié Porteur inscrit			O	2016-02-04	D	38 - Rachat ou annulation	(100 000)		0
Air Canada									
<i>Class B Voting Shares</i>									
Doyle, Eddy	5		O	2016-02-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 283
<i>Options (Long-Term Incentive Plan)</i>									
Doyle, Eddy	5		O	2016-02-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 944
<i>Share Units (Long-Term Incentive Plan)</i>									
Doyle, Eddy	5		O	2016-02-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			20 280
Alamos Gold Inc.									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
Barwell, Christine	5		O	2016-02-29	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(3 400)		4 062*
<i>CIBC Wood Gundy</i>									
	PI		O	2015-07-02	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
McCluskey, John	4, 5		O	2015-02-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	321	6.8000	313 721
			O	2015-02-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	304	7.1900	314 025
			O	2015-03-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	291	7.5100	314 316
			O	2015-03-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	306	7.1500	314 622
			O	2015-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	299	7.3200	314 921
			O	2015-04-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	279	7.8300	315 200
			O	2015-05-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	261	8.3800	315 461
			O	2015-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	260	8.4300	315 721
			O	2015-06-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	275	7.9500	315 996
			O	2015-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10	7.6400	316 006
			O	2015-06-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	288	7.5900	316 294
			O	2015-07-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	300	7.3000	316 594
			O	2015-07-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	374	5.8500	316 968
			O	2015-08-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	535	4.0900	317 503
			O	2015-09-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	766	5.7100	318 269
			O	2015-09-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	395	5.8200	318 664
			O	2015-10-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	483	4.7600	329 247
			O	2015-11-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	19	3.9900	339 266
			O	2016-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 826	4.7100	346 092
<i>Droits Restricted Share Units</i>									

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
McCluskey, John	4, 5	R	O	2015-11-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	880		269 626
Algoma Central Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Stevenson, Eric Arthur	7	R	O	2015-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	16.7180	
RESP	PI		M	2015-04-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	16.7180	1 300
AltaGas Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Clements, Paul Carson	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	616	37.4400	726
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	21	33.6600	747
Grant, Bradley, Bertram	5		O	2015-05-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	365	34.2800	365
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5	35.4600	370
Karl, Peter Lauren	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	605	37.4400	37 909
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	457	35.3800	38 366
LOWE, JOHN EDWARD	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	811	37.4400	35 437
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	134	35.0900	35 571
Stein, Deborah Susan	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 362	37.4400	51 300
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	914	35.3700	52 214
Thakur, Joy Sumanan	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	222	37.4400	395
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	15	34.5300	410
Toivanen, Shaun William	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	551	37.4400	6 458
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	72	34.9900	6 530
Altius Minerals Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Warr, Donald James	4		O	2016-02-26	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(2 000)	9.3600	95 612
RSP	PI		O	2016-02-26	I	90 - Changements relatifs à la propriété	2 000	9.3600	10 900
Aitus Group Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Eisen, Barry Isaac	5		O	2016-02-29	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 926)		0
Heidi Eisen	PI		O	2016-02-29	I	35 - Dividende en actions	149		5 001*
RESP	PI		O	2016-02-29	I	35 - Dividende en actions	130		4 170*
RRSP	PI		O	2016-02-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 926		9 581*
			O	2016-02-29	I	35 - Dividende en actions	313		9 894*
MacDiarmid, Diane	4		O	2012-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	19.4200	500*
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	19.4300	700*

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	19.4600	1 000*
American Core Sectors Dividend Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
American Core Sectors Dividend Fund	1		O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	700	9.7500	2 379 680
American Hotel Income Properties REIT LP									
<i>Parts</i>									
McAuley, Ian	5		O	2016-02-26	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(10 000)		0
RRSP	PI		O	2015-09-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	I	90 - Changements relatifs à la propriété	10 000		10 000
Americas Silver Corporation									
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Davidson, Alexander John	4		O	2014-12-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	259 679		259 679
Edwards, Alan R.	4		O	2014-12-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	247 313		247 313
HAWLEY, PETER JUDE	4, 5		O	2003-01-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	333 872		333 872
Kipp, Bradley Robert	4		O	2014-06-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	272 044		272 044
Pridham, Gordon E.	4		O	2014-12-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	259 679		259 679
Waisberg, Lorie	4		O	2014-12-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	272 044		272 044
<i>Options</i>									
Atkinson, James	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	250 000		819 031
Blasutti, Darren John	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	2 000 000		4 714 159
Davidson, Alexander John	4		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	500 000		1 526 079
Dell, Daren	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	1 000 000		2 356 000
Edwards, Alan R.	4		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	500 000		1 606 608
HAWLEY, PETER JUDE	4, 5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	500 000	0.1700	4 425 000
Kipp, Bradley Robert	4		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	500 000		900 000
McRae, Peter	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	1 000 000		2 392 624
Pridham, Gordon E.	4		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	500 000		1 681 647
Stonehouse, James Marcus	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	500 000		1 000 000
Varga, Warren	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	1 000 000		2 501 038
Waisberg, Lorie	4		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	500 000		1 501 663
Amerigo Resources Ltd									
<i>Actions ordinaires</i>									
Davidson, Aurora	5								
Delphis Financial Strategies Inc.	PI		O	2016-02-29	I	46 - Contrepartie de services	357 143	0.1400	394 643
Henderson, Robert Duncan	5		O	2016-02-29	D	46 - Contrepartie de services	357 143	0.1400	432 143
Zeitler, Klaus M	4, 5								
Zeitler Holdings Corp.	PI		O	2016-02-29	I	46 - Contrepartie de services	357 143	0.1400	707 143
<i>Options</i>									
Davidson, Aurora	5		O	2016-02-29	D	50 - Attribution d'options	800 000	0.1400	2 250 000
Gayton, Robert	4		O	2016-02-29	D	50 - Attribution d'options	250 000	0.1400	1 150 000
Henderson, Robert Duncan	5		O	2016-02-29	D	50 - Attribution d'options	800 000	0.1400	2 400 000
Ireland, George R.	4		O	2016-02-29	D	50 - Attribution d'options	200 000		500 000

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
KIMBERLY, THOMAS	5		O	2016-02-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			350 000
			O	2016-02-29	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.1400	450 000
Robinson, Sidney P H	4		O	2016-02-29	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.1400	1 100 000
Salas, Alberto	4, 7		O	2016-02-29	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.1400	1 100 000
Zeitler, Klaus M	4, 5		O	2016-02-29	D	50 - Attribution d'options	800 000	0.1400	3 600 000
Anaconda Mining Inc.									
<i>Options</i>									
Angelo, Dustin	4, 5		O	2016-02-22	D	50 - Attribution d'options	2 000 000	0.0600	6 450 000
Dobby, Glenn	4		O	2016-02-23	D	52 - Expiration d'options	(250 000)	0.2000	925 000*
			O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	(175 000)	0.0600	
			M	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	(175 000)	0.0600	750 000*
Andrew Peller Limitée (auparavant Les Vins André Ltée.)									
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>									
BRISTOW, ANTHONY MARK	5		O	2016-03-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(6 000)	23.1500	48 125*
<i>Class B Voting Shares</i>									
Kernaghan, Edward James	3								
Kernwood Limited	PI		O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	25.2600	328 000
			O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	25.4000	327 800
			O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	25.2500	327 000
Atlantic Gold Corporation (previously Spur Ventures Inc.)									
<i>Options</i>									
Armstrong, William Paul	4		O	2016-02-24	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.4200	510 000
Atkinson, Robert George	4, 5		O	2016-02-24	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.4200	660 000
Batalha, Christopher Ross	5		O	2016-02-24	D	50 - Attribution d'options	220 000	0.4200	645 000
Black, W. David	4		O	2016-02-24	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.4200	660 000
Bucknell, Walter Ralph	4		O	2016-02-24	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.4200	475 000
Dean, Steven G	4, 5		O	2016-02-24	D	50 - Attribution d'options	900 000	0.4200	3 600 000
Siemens, Donald	4		O	2016-02-24	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.4200	660 000
Atlantic Power Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Atlantic Power Corporation	1		O	2016-02-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	2.5000	12 300
			O	2016-02-02	D	38 - Rachat ou annulation	22 200	2.4846	34 500
			O	2016-02-03	D	38 - Rachat ou annulation	18 000	2.4771	52 500
			O	2016-02-04	D	38 - Rachat ou annulation	6 300	2.4957	58 800
			O	2016-02-05	D	38 - Rachat ou annulation	22 600	2.4902	81 400
			O	2016-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	22 600	2.3825	104 000
			O	2016-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	22 600	2.3316	126 600
			O	2016-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	22 600	2.4515	149 200
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	21 800	2.3003	171 000
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	22 600	2.2748	193 600
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	21 100	2.3182	214 700
			O	2016-02-17	D	38 - Rachat ou annulation	22 600	2.4437	237 300
			O	2016-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	22 600	2.4474	259 900
			O	2016-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	19 000	2.4448	278 900
			O	2016-02-22	D	38 - Rachat ou annulation	4 753	2.4818	283 653
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(283 653)		0
Axe Exploration Inc.									
<i>Bons de souscription</i>									
McDonald, David	4, 5		O	2015-12-28	D	55 - Expiration de bons de souscription	(200 000)	0.0500	0
Ballard Power Systems Inc.									
<i>Options</i>									

Emetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
COLBOW, KEVIN MICHAEL	5		O	2016-02-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	46 - Contrepartie de services	24 752	1.8000	24 752
Guglielmin, Anthony Robert	5		O	2016-02-26	D	46 - Contrepartie de services	47 524	1.8000	345 336
HILLIER, KERRY BRENT	5		O	2016-02-24	D	52 - Expiration d'options	(3 500)		86 967
			O	2016-02-26	D	46 - Contrepartie de services	30 000	1.8000	116 967
KASSAM, KARIM	5		O	2016-02-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	46 - Contrepartie de services	24 752	1.8000	24 752
MacEwen, Robert Randall	5		O	2016-02-26	D	46 - Contrepartie de services	154 702	1.8000	448 265
Murray, Jay Francis	5		O	2016-02-24	D	52 - Expiration d'options	(2 000)		78 834
			O	2016-02-26	D	46 - Contrepartie de services	30 000	1.8000	108 834
Osenar, Paul	7		O	2015-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	46 - Contrepartie de services	33 333	1.3300USD	33 333
WHYTE, DAVID MARTIN	5		O	2016-02-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	46 - Contrepartie de services	24 752	1.8000	24 752
<i>Parts Deferred Share Units</i>									
Cass, Edward Paul	5		O	2016-02-25	D	46 - Contrepartie de services	28 616	1.8000	52 700
Guglielmin, Anthony Robert	5		O	2016-02-25	D	46 - Contrepartie de services	57 876	1.8000	100 137
Guzy, Christopher	5		O	2016-02-25	D	46 - Contrepartie de services	46 746	1.8000	83 372
Karaffa, Steven William	7		O	2014-02-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-25	D	46 - Contrepartie de services	22 260	1.8000	22 260
MacEwen, Robert Randall	5		O	2014-10-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-25	D	46 - Contrepartie de services	116 666	1.8000	116 666
<i>Parts Restricted Share Units</i>									
Cass, Edward Paul	5		O	2016-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(19 884)		113 970
			O	2016-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(16 107)		97 863
			O	2013-03-07	D	58 - Expiration de droits de souscription	(9 525)		278 388
			O	2013-03-10	D	58 - Expiration de droits de souscription	(8 334)		270 054
			O	2013-03-22	D	58 - Expiration de droits de souscription	(15 978)		220 245
			O	2015-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(31 952)		199 502
			O	2015-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(19 883)		179 619
			O	2015-03-07	D	58 - Expiration de droits de souscription	(45 765)		133 854
COLBOW, KEVIN MICHAEL	5		O	2016-02-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-25	D	46 - Contrepartie de services	41 666	1.8000	41 666
			O	2016-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(4 468)		37 198
			O	2016-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(5 593)		31 605
Guglielmin, Anthony Robert	5		O	2016-02-25	D	46 - Contrepartie de services	80 000	1.8000	213 855
			O	2016-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(19 884)		193 971
			O	2016-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(16 107)		177 864
			O	2013-03-07	D	58 - Expiration de droits de souscription	(9 525)		286 948
			O	2013-03-22	D	58 - Expiration de droits de souscription	(15 978)		245 471
			O	2015-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(31 952)		199 503
			O	2015-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(19 883)		179 620
			O	2015-03-07	D	58 - Expiration de droits de souscription	(45 765)		133 855
Guzy, Christopher	5		O	2016-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(19 884)		113 972
			O	2016-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(16 107)		97 865
			O	2013-03-07	D	58 - Expiration de droits de souscription	(9 525)		278 391
			O	2013-03-10	D	58 - Expiration de droits de souscription	(8 334)		270 057
			O	2013-03-22	D	58 - Expiration de droits de souscription	(15 978)		220 248
			O	2015-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(31 952)		199 504

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
HILLIER, KERRY BRENT	5		O	2015-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(19 883)		179 621
			O	2015-03-07	D	58 - Expiration de droits de souscription	(45 765)		133 856
			O	2016-02-25	D	46 - Contrepartie de services	16 666	1.8000	38 927
			O	2016-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(2 681)		36 246
			O	2016-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(3 356)		32 890
			O	2013-03-10	D	58 - Expiration de droits de souscription	(1 736)		37 021
			O	2013-03-22	D	58 - Expiration de droits de souscription	(2 466)		30 354
			O	2015-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(4 931)		31 771
			O	2015-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(2 680)		29 091
			O	2015-03-07	D	58 - Expiration de droits de souscription	(6 830)		22 261
Karaffa, Steven William	7		O	2016-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(16 107)		70 143
KASSAM, KARIM	5		O	2016-02-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-25	D	46 - Contrepartie de services	41 666	1.8000	41 666
MacEwen, Robert Randall	5		O	2016-02-25	D	46 - Contrepartie de services	260 416	1.8000	529 572
			O	2016-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(52 433)		477 139
Murray, Jay Francis	5		O	2016-02-25	D	46 - Contrepartie de services	16 666	1.8000	38 930
			O	2016-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(2 681)		36 249
			O	2016-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(3 356)		32 893
			O	2013-03-10	D	58 - Expiration de droits de souscription	(3 819)		39 107
			O	2013-03-22	D	58 - Expiration de droits de souscription	(2 466)		30 357
			O	2015-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(4 931)		31 774
			O	2015-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(2 680)		29 094
			O	2015-03-07	D	58 - Expiration de droits de souscription	(6 830)		22 264
Osenar, Paul	7		O	2016-02-25	D	46 - Contrepartie de services	56 391	1.3300USD	117 367
WHYTE, DAVID MARTIN	5		O	2016-02-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-25	D	46 - Contrepartie de services	41 666	1.8000	41 666
			O	2016-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(2 681)		38 985
			O	2016-02-26	D	58 - Expiration de droits de souscription	(3 356)		35 629
Banque Canadienne Imperiale de Commerce									
<i>Actions ordinaires</i>									
CIBC	1		O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	88.3304	50 000
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)	88.3304	0
			O	2016-02-17	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	90.4303	20 000
			O	2016-02-17	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)	90.4303	0
			O	2016-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	90.6462	20 000
			O	2016-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)	90.6462	0
			O	2016-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	90.0670	20 000
			O	2016-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)	90.0670	0
Banque de Montréal									
<i>Deferred Share Units</i>									
Babiak, Jan	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	763	73.6800	10 074
Brochu, Sophie	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	679	73.6800	14 650
Cope, George	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	679	73.6800	30 415
Edwards, Christine A.	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	933	73.6800	19 339
Eichenbaum, Martin Stewart	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	730	73.6800	2 452
Farmer, Ron	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	882	73.6800	49 811
Mitchelmore, Lorraine	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	730	73.6800	2 452
Orsino, Philip	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	848	73.6800	65 772
Prichard, John Robert Stobo	4, 7		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 357	73.6800	77 876
			O	2016-02-26	D	35 - Dividende en actions	90	74.1500	77 966
RICHER LA FLÈCHE, ERIC	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	679	73.6800	11 126
Wilson III, Don Matthew	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	967	73.6800	33 644
<i>Performance Share Units</i>									
Ares, Jean-Michel	5		O	2016-02-26	D	35 - Dividende en actions	160	74.1500	14 258

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Restricted Share Units</i>									
Ares, Jean-Michel	5		O	2016-02-26	D	35 - Dividende en actions	321	74.1500	80 240
			O	2016-02-26	D	35 - Dividende en actions	584	74.1500	80 824
Banque Pacifique et de l'ouest du Canada									
<i>Actions ordinaires</i>									
PWC Capital Inc. (formerly Pacific & Western Credit Corp.)	3		O	2016-02-26	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	(37 300)		
			M	2016-02-29	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	(37 300)		12 615 219
TAYLOR, DAVID ROY	4, 7, 6, 5								
Scotia - Avstar	PI		O	2016-02-29	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	37 300	7.6000	201 200
Banque Royale du Canada									
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Anderson, Robert James	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 793	70.6700	162 219
Fukakusa, Janice Rose	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 601	70.6700	235 281
guzman, douglas antony	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 068	70.6700	96 597
Hughes, Mark Richard	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	220	70.6700	19 886
McGregor, Alex Douglas	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 182	70.6700	378 327
McKay, David Ian	4, 5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	175	70.6700	15 825
Ross, Bruce Washington	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	36	70.6700	3 254
<i>Droits Director Deferred Stock Units</i>									
McCain, Michael Harrison	4		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 261	76.4200	39 527
<i>Droits Multi-Year Deferred Share Units</i>									
McGregor, Alex Douglas	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	351	70.6700	31 813
<i>Droits Performance Deferred Share Units</i>									
Fukakusa, Janice Rose	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 120	70.6700	101 321
Hirji-Nowaczynski, Zabeen	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	515	70.6700	46 666
Hughes, Mark Richard	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	525	70.6700	47 471
McGregor, Alex Douglas	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 564	70.6700	231 986
McKay, David Ian	4, 5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 927	70.6700	174 339
Ross, Bruce Washington	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	465	70.6700	42 101
Tory, Jennifer Anne	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	530	70.6700	47 941
<i>Droits RBC Capital Markets Unit Awards</i>									
Anderson, Robert James	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	552	70.6700	49 977
guzman, douglas antony	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 681	70.6700	152 064
Hughes, Mark Richard	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	162	70.6700	14 675
<i>Droits RBC Share Units</i>									
Hirji-Nowaczynski, Zabeen	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	71	70.6700	6 417
Ross, Bruce Washington	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	479	70.6700	43 292
Tory, Jennifer Anne	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	12	70.6700	1 061
Baylin Technologies Inc.									
<i>Deferred Share Units</i>									
Day, Stockwell	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 389	1.8000	26 945
Jones, Douglas Aubrey	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 389	1.8000	26 945
Reiter, Barry	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 852	1.8000	40 296
SIMMONDS, DONALD E.	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 389	1.8000	26 945
Wolkin, Harold Morton	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 852	1.8000	34 258
Baytex Energy Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Arthur, Kendall Douglas	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 087	9.8900	22 048
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	71	13.6500	22 119
Bowzer, James Lee	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	153	9.8300	125 650

Émetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre Initié Porteur inscrit									
			O	2015-12-31	D	d'actionnariat 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(153)	9.9300	125 497
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	280	14.7500	125 777
Darcy, Geoffrey James	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 146	9.8900	80 286
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	246	14.1200	80 532
Dargan, Naveen	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 825	9.8300	69 125
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(5 825)	9.9300	63 300
Desrosiers, Murray Joseph BMO Nesbitt Burns RRSP	5 PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	31	14.2000	598
Spouse	PI		O	2015-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	122	9.8300	4 122
			O	2015-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(122)	9.9300	4 000
Hercus, Cameron	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 836	10.5500	37 964
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	132	13.9000	38 096
GWL RRSP	PI		O	2013-05-21	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 060	9.2800	3 060
			O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	90	13.5300	3 150
Johnson, Ryan McKenzie BMO RRSP	5 PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	57	14.4100	1 085
GWL RRSP	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 447	9.4800	5 886
			O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	143	13.5500	6 029
Kalmakoff, Chadwick Spousal RRSP	5 PI		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 542	5.0100	19 748
			O	2015-09-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 542	5.0100	1 542
Melchin, Gregory Knowles Sawchenko, Gregory Alexander Mykola	4 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 626	14.5200	50 812
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 777	10.2800	50 185
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	241	13.5500	50 426
BCE Inc. <i>Actions ordinaires</i>									
Little, Thomas (Tom)	7		O	2016-02-22	D	51 - Exercice d'options	84 006	44.4700	87 796
			O	2016-02-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(84 006)	58.8700	3 790
			O	2016-02-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 790)	59.0000	0

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Options</i>									
Little, Thomas (Tom)	7		O	2016-02-22	D	51 - Exercice d'options	(84 006)	44.4700	152 032
BELLUS Santé Inc.									
<i>Options</i>									
Naud, Nathalie	5		O	2016-02-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			75 000
Birchcliff Energy Ltd.									
<i>Options</i>									
Bosman, Myles	5		O	2016-02-25	D	52 - Expiration d'options	(111 000)	11.3600	706 000
Carlsen, Christopher Andrew	5		O	2016-02-25	D	52 - Expiration d'options	(55 000)	11.3600	770 200
Geremia, Bruno P.	5		O	2016-02-25	D	52 - Expiration d'options	(111 000)	11.3600	706 000
Humphreys, David	5		O	2016-02-25	D	52 - Expiration d'options	(111 000)	11.3600	706 000
Surbey, James William	5		O	2016-02-25	D	52 - Expiration d'options	(111 000)	11.3600	706 000
Tonken, Aaron Jeffery	4, 5		O	2016-02-25	D	52 - Expiration d'options	(111 000)	11.3600	706 000
BlackBerry Limited (formerly Research In Motion Limited)									
<i>Deferred Share Units</i>									
Alsup, Laurie Frances Smaldone	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 735		28 757
Daniels, Michael Alan	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 735		40 080
Dattels, Timothy	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 735		93 876
Lynch, Richard John	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 735		69 972
Stymiest, Barbara Gayle	4, 5		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 705		101 878
Watsa, V. Prem	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 208		48 146
Wouters, Wayne Gordon	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 735		21 625
Boardwalk Real Estate Investment Trust									
<i>Deferred Units (Convert to TU and/or cash)</i>									
Brimmell, Jonathan David	5		O	2016-02-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 354	43.6500	12 879
Burns, Patrick Dean	5		O	2016-02-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 804	43.6500	21 743
Chidley, William Glenn	5		O	2016-02-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 343	43.6500	30 727
DEWALD, James Richard	4		O	2016-02-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	883	43.6500	7 639
Dingle, Ian Peter	5		O	2016-02-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	662	43.6500	7 832
GEREMIA, ROBERTO	5		O	2016-02-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 665	43.6500	39 890
Goodman, Gary Michael	4		O	2016-02-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	987	43.6500	10 000
Havener, Jr., Arthur Lee	4		O	2016-02-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 143	43.6500	11 939
Mahajan, Kelly Kulwant	5		O	2016-02-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 485	43.6500	8 985
Mawani, Al	4		O	2016-02-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	987	43.6500	8 892
Mix, Helen May	5		O	2016-02-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 766	43.6500	14 260
Russell, Lisa Maureen	5		O	2016-02-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 654	43.6500	14 197
Stephen, Andrea	4		O	2016-02-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 508	43.6500	8 984
Wong, William	5		O	2016-02-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 094	43.6500	23 104
Zigomanis, William	5		O	2016-02-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 482	43.6500	12 460
<i>Parts de fiducie</i>									

Emetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Initié									
Porteur inscrit									
Boardwalk Real Estate Investment Trust	1		O	2016-02-01	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	43.2300	5 000
			O	2016-02-01	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	43.2300	0
			O	2016-02-03	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	42.3500	5 000
			O	2016-02-03	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	42.3500	0
			O	2016-02-04	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	44.1800	5 000
			O	2016-02-04	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	44.1800	0
			O	2016-02-05	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	44.1000	5 000
			O	2016-02-05	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	44.1000	0
			O	2016-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	43.0500	5 000
			O	2016-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	43.0500	0
			O	2016-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	42.5000	5 000
			O	2016-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	42.5000	0
			O	2016-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	41.8200	5 000
			O	2016-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	41.8200	0
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	41.5100	5 000
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	41.5100	0
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	42.4000	5 000
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	42.4000	0
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	42.3300	5 000
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	42.3300	0
			O	2016-02-17	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	41.9100	5 000
			O	2016-02-17	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	41.9100	0
			O	2016-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	47.3300	5 000
			O	2016-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	47.3300	0
			O	2016-02-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	47.2000	1 200
			O	2016-02-22	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)	47.2000	0
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	48.4200	10 000
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)	48.4200	0
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	48.4500	10 000
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)	48.4500	0
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	9 000	48.4200	9 000
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	(9 000)	48.4200	0
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	9 000	48.4500	9 000
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	(9 000)	48.4500	0
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	48.3500	10 000
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)	48.3500	0
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	48.1000	10 000
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)	48.1000	0
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	18 000	48.2000	18 000
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(18 000)	48.2000	0
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	19 000	48.8800	19 000
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	(19 000)	48.8800	0
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	13 500	48.9500	13 500
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	(13 500)	48.9500	0
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	13 000	49.0300	13 000
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(13 000)	49.0300	0
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	13 000	49.6000	13 000
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(13 000)	49.6000	0
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	9 000	49.4200	9 000
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(9 000)	49.4200	0
Bombardier Inc.									
<i>Options</i>									
TROGER, Laurent René Octave	5		O	2016-02-24	D	50 - Attribution d'options	820 928		2 604 130
<i>Performance Share Units/Unites d'actions liées au rendement</i>									
TROGER, Laurent René Octave	5		O	2016-02-24	D	97 - Autre	(8 426)	4.2200	239 534
			O	2016-02-24	D	97 - Autre	(31 602)	4.2200	207 932

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Restricted Share Units/Unités d'actions incessibles</i>									
TROGER, Laurent René Octave	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	106 838	1.1700	245 413
Bonavista Energy Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
MacPhail, Keith A.J.	4, 5		O	2016-02-29	D	90 - Changements relatifs à la propriété	2 300 000		5 226 833
Kassidy MacPhail Trust	PI		O	2016-02-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(2 300 000)		162 859
Boston Pizza Royalties Income Fund									
<i>Parts</i>									
Boston Pizza Royalties Income Fund	1		O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	(122 400)		0
BrightPath Early Learning Inc. (formerly Edleun Group, Inc.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
BrightPath Early Learning Inc.	1		O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	0.2800	249 000
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	38 500	0.3000	287 500
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	0.3000	297 500
			O	2016-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	0.3000	307 500
Vision Capital Corporation	3								
Vision Opportunity Fund Limited Partnership	PI		O	2016-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	687	0.2850	12 091 270*
			O	2016-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 792	0.2856	12 108 062*
			O	2016-02-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	23 994	0.3000	12 132 056*
			O	2016-03-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(446 180)	0.3000	11 685 876*
			O	2016-03-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 268	0.2991	11 693 144*
Vision Opportunity Fund Limited Partnership 2	PI		O	2016-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	162	0.2850	3 017 521*
			O	2016-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 979	0.2856	3 021 500*
			O	2016-02-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 682	0.3000	3 027 182*
			O	2016-03-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	320 384	0.3000	3 347 566*
			O	2016-03-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 977	0.2991	3 349 543*
Vision Opportunity Fund Trust	PI		O	2016-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	113	0.2850	2 368 218*
			O	2016-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 784	0.2856	2 371 002*
			O	2016-02-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 976	0.3000	2 374 978*
			O	2016-03-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	144 960	0.3000	2 519 938*
			O	2016-03-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 337	0.2991	2 521 275*
Vision Opportunity Non-Resident Fund Limited Partnership	PI		O	2016-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	38	0.2850	803 799*
			O	2016-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	945	0.2856	804 744*
			O	2016-02-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 348	0.3000	806 092*
			O	2016-03-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(19 164)	0.3000	786 928*
			O	2016-03-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	418	0.2991	787 346*

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Brookfield Asset Management Inc.									
<i>Actions ordinaires Class A Limited Voting</i>									
Blidner, Jeffrey Miles	4, 5			2016-02-23	I	46 - Contrepartie de services	200 000	30.5859USD	1 980 664
BAM Holdings Corp.	PI		O						
Partners/Partners Value Investments	PI		O	2016-02-23	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	153 628		3 547 987
Brookfield Asset Management Inc.	1		O	2016-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 335 835)		
			M	2016-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 285 835)		65 800
			O	2016-01-15	D	38 - Rachat ou annulation	(15 800)		
			M	2016-01-15	D	38 - Rachat ou annulation	(65 800)		0
			O	2016-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	21 300	27.6571USD	21 300
			O	2016-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	(21 300)		0
Clark, Richard	7								
Partners/Partners Value Investments	PI		O	2016-02-23	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	23 364		1 282 239
Flatt, J. Bruce	4, 5								
Partners/Partners Value Investment/BAM Holdings Corps	PI		O	2016-02-23	I	46 - Contrepartie de services	700 000	30.5859USD	26 108 245
Kingston, Brian William	5								
Partners Limited	PI		O	2016-02-23	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 089		118 829
Lawson, Brian	6, 5								
BAM Holdings Corp.	PI		O	2016-02-23	I	46 - Contrepartie de services	250 000	30.5859USD	2 172 123
Partners/Partners Value Investments	PI		O	2016-02-23	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	106 694		5 539 194
Madon, Cyrus	5								
BAM Holdings Corp.	PI		O	2016-02-23	I	46 - Contrepartie de services	500 000	30.5859USD	3 969 735
Partners Ltd.	PI		O	2016-02-23	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 151		287 455
Pollock, Sam JB	6, 5								
BAM Holdings Corp.	PI		O	2016-02-23	I	46 - Contrepartie de services	500 000	30.5859USD	3 487 574
Partners/Partners Value Investments	PI		O	2016-02-23	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	100 966		5 551 574
Price, Timothy Robert	6		O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(220 643)	41.8216	4 987 349
Shah, Sachin G.	5								
BAM Holdings Corp.	PI		O	2016-02-23	I	46 - Contrepartie de services	400 000	30.5859USD	1 000 000
Partners Limited	PI		O	2016-02-23	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 021		58 357
<i>Deferred Share Units</i>									
Blidner, Jeffrey Miles	4, 5		O	2016-02-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 499		603 592
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 250	30.5859USD	617 842
Clark, Richard	7		O	2016-02-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 225		86 161
Flatt, J. Bruce	4, 5		O	2016-02-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11 528		818 595
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 617	30.5859USD	838 212
Kingston, Brian William	5		O	2016-02-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 458		314 302
Lawson, Brian	6, 5		O	2016-02-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11 899		846 484
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 250	30.5859USD	860 734
Madon, Cyrus	5		O	2016-02-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(26 639)		445 420
Pollock, Sam JB	6, 5		O	2016-02-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	18 183		678 399
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 250	30.5859USD	692 649
Shah, Sachin G.	5		O	2016-02-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 372		96 655
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 875	30.5859USD	108 530
<i>Options</i>									

Émetteur	Relation	Retard	État opérationnel	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Clark, Richard	7		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	200 000		3 152 000
Kingston, Brian William	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	700 000		4 412 498
Caldwell U.S. Dividend Advantage Fund									
<i>Parts</i>									
Caldwell US Dividend Advantage Fund	1		O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	8.1625	138 100
			O	2016-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	8.2990	140 100
Calfrac Well Services Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gartner, Lorne	4	R	O	2015-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24	1.4500	
			M	2015-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9	1.4500	12 009*
<i>Deferred Share Units</i>									
Baker, Kevin Robert	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 000		20 000*
Blair, James S.	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 000		20 000*
Fletcher, Gregory Scott	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 000		20 000*
Gartner, Lorne	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 000		20 000*
Mathison, Ronald	4, 6		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	40 000		40 000*
Ramsay, Douglas Robert	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 000		25 000*
<i>Options 2004 Stock Option Plan</i>									
Mathison, Ronald	4, 6		O	2004-03-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	200 000	1.2900	200 000*
<i>Performance Share Units</i>									
Aguilar, Fernando	4, 5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	250 000		488 995
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	250 000		738 995
Canadian Natural Resources Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Fichter, Darren	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	304	30.8700	40 352
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	592	30.9500	40 944
Canadian Oil Recovery & Remediation Enterprises Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lorenzo, John Michael	4								
Bourgnine Holdings Ltd.	PI		O	2016-02-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.0300	12 318 186
Canadian Western Bank									
<i>Actions ordinaires</i>									
Crough, Dennis Michael	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	669	26.8300	5 282
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	142	27.8430	5 424
Garvey, Randell William	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 097	26.8300	14 759
Harding, Gail Linda	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 693	26.8300	57 054
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 699		58 753
RRSP - Robert Bruce Green	PI		O	2015-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	391		12 834
Pundyk, Thomas Edward	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 616	26.8300	97 453
Weiss, Scott	5								
Wood Gundy	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	902	26.8300	2 002

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Droits Performance Share Units</i>									
Garvey, Randell William	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 379		14 637
Harding, Gail Linda	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 178		7 921
Pundyk, Thomas Edward	7		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 176		5 867
<i>Droits Restricted Share Units</i>									
Crough, Dennis Michael	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 585		6 569
			O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(2 565)		4 004
Garvey, Randell William	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 321		13 145
			O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	4 311		
			M	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(4 311)		8 834
Harding, Gail Linda	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 663		11 832
			O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(3 910)		7 922
Pundyk, Thomas Edward	7		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 610		6 708
			O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(2 181)		4 527
Weiss, Scott	5		O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(1 021)		3 820
			O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	98		3 918
<i>Options</i>									
Crough, Dennis Michael	5		O	2015-03-13	D	50 - Attribution d'options	10 796		57 476
Harding, Gail Linda	5		O	2015-03-13	D	50 - Attribution d'options	23 295		124 517
Canamex Resources Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gold Resource Corp.	3								
GRC Nevada Inc.	PI		O	2016-02-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(272 000)	0.0450	20 672 222
			O	2016-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400 000)	0.0450	20 272 222
			O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	0.0500	20 222 222
Canexus Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Beacon, Dean	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 433	1.2500	
			M	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 433	1.2500	37 187
Houston, Nancy Patricia	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 544	1.2500	
			M	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 544	1.2500	18 891
Van Shaik, James Grant	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 692	1.2500	
			M	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 692	1.2500	36 433
Wonnacott, Doug	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7 383	1.2500	
			M	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7 383	1.2500	44 865
Wonnick, Ross Gordon Campbell	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 839	1.2500	
			M	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 839	1.2500	5 478
<i>Performance Share Units</i>									
McLellan, Richard Thomas	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 966		
			M	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 966		55 158
<i>Restricted Share Units</i>									

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
McLellan, Richard Thomas	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	937		
			M	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	937		47 137
Canfor Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Pattison, James A.	4, 3								
Great Pacific Capital Corp.	PI		O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	21 100	13.5575	32 282 950
Canfor Pulp Products Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Canfor Pulp Products Inc.	1		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	23 200	10.7242	54 700*
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	5 891	10.7731	60 591*
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	6 991	10.9945	67 582*
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	9 391	11.0765	76 973*
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	10 191	11.2611	87 164*
Canoe EIT Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Lake, Darcy Malcolm	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	112	11.0300	1 312
Canso Credit Income Fund									
<i>Parts Class A Units</i>									
Canso Investment Counsel Ltd.	7								
Canso Partners Fund	PI		O	2016-02-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	9.8750	211 952
Canso Select Opportunities Fund									
<i>Parts Class A</i>									
Canso Investment Counsel Ltd.	7								
Canso Partners II Fund	PI		O	2016-02-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	8.2040	78 100
Canyon Services Group Inc.									
<i>Options</i>									
den Engelsens, Todd Anthony	5		O	2016-02-25	D	52 - Expiration d'options	(1 900)	11.6400	31 000
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)	14.3400	
			M	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)	14.3400	132 600
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)	11.8800	
			M	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)	11.8800	117 600
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(10 400)	12.7300	
			M	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(10 400)	12.7300	107 200
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(31 400)	10.6500	
			M	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(31 400)	10.6500	75 800
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)	12.1000	
			M	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)	12.1000	50 800
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(17 900)	10.7400	
			M	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(17 900)	10.7400	32 900
Fedora, Bradley P. D.	5		O	2016-02-25	D	52 - Expiration d'options	(57 700)	11.6400	0
			O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(52 800)	12.7300	385 485
			O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(108 600)	10.6500	276 885
			O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(36 585)	12.0700	240 300
			O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(86 800)	10.7400	153 500
			O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(95 800)	7.2400	57 700
Matthies, Jeremy Paul	5		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(43 333)	10.8700	79 600
			O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)	12.1000	54 600
			O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(19 300)	10.7400	35 300
			O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(35 300)	7.2400	0
O'Brien, Finbarr (Barry) Joseph	5		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(32 400)	12.7300	227 093

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Capital DGMC Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Laberge, Benoit	3								
BL Accès Télécom	PI		O	2016-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.0800	111 500
Capital Power Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Capital Power Corporation	1		O	2016-02-05	D	38 - Rachat ou annulation	(66 544)		0
<i>Performance Share Units</i>									
Chisholm, Burness Kathryn	5		O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(5 945)	16.8600	10 672
DeNeve, Bryan	5		O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(5 548)	16.8600	11 900
TRUFYN, DARCY	5		O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(6 042)	16.8600	12 327
Vaasjo, Brian Tellef	4, 5		O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(30 439)	16.8600	48 234
Cardinal Energy Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
PEET, SHANE	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	27 026	14.6700	934 289
Smith, Douglas Kevin	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	24 062	12.0500	457 814
Smith, James Cameron	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 681	13.4000	
			M	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 682	13.4000	153 219
Cenovus Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ferguson, Brian Charles	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	7 209	19.6100	130 014
RRSP	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	412	19.2700	13 930
<i>Deferred Share Units</i>									
Ferguson, Brian Charles	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	5 826	19.8800	139 687
<i>Performance Share Units</i>									
Alden, Gary Marvin	7		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(1 070)		3 479

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Initié									
Porteur inscrit									
Chhina, Harbir Singh	5		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(30 873)		97 390
			O	2016-02-29	D	59 - Exercice au comptant	(23 921)	17.4100	73 469
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 758	19.6600	128 263
Cooke, Shane Darrell	5		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(2 506)		7 943
Fairburn, Judy	5		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(7 629)		22 424
Ferguson, Brian Charles	4, 5		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(68 829)		231 795
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11 058	19.6600	300 624
			O	2016-02-29	D	59 - Exercice au comptant	(49 682)	17.4100	182 113
Hinton, Thomas George	5		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(6 212)		20 991
Hofstetter, Larry Allen	7		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(2 813)		7 893
McGillivray, Jacqueline Angela Thomson	5		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(8 201)		26 851
Pease, Robert William	5		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(8 974)		80 425
Pollock, Robert John	5		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(5 926)		19 432
Reid, Alan Craig	5		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(9 917)		34 042
Robertson, Neil William	5		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(5 980)		20 466
Ruste, Ivor Melvin	5		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(23 924)		82 366
Schiller, Danny Elmer	5		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(8 664)		30 069
Zieglgansberger, Joseph Drew	5		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(11 280)		35 749
Centerra Gold Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Reid, Gordon Dunlop	7								
Mona Reid	PI		O	2016-02-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	7.3700	19 550
<i>Performance Share Units</i>									
Burton, Michael Douglas	7		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 100		9 674
Desjardins, Daniel Richard	7		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 679		41 690
Herbert, Frank Hamilton	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	68 213		202 386
Kwong, Dennis	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	38 745		124 937
Meade, Anthony	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 169		73 911
Millman, Darren	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 415		39 949
Pearson, John William	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 281		45 562
Perry, Scott Graeme	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	102 319		145 851
Reid, Gordon Dunlop	7		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	55 252		179 726
Centric Health Corporation (formerly Alegro Health Corp.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cutler, David	5	R	O	2015-12-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	166 666	0.2800	2 542 674
<i>Restricted Stock Units</i>									
Cutler, David	5	R	O	2015-12-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(166 666)	0.2800	841 062
Cequence Energy Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brown, Todd Jason	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	114 327	0.6710	135 416
Gillis, David A.	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	95 272	0.6710	484 963
Jackson, James Ross	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	95 272	0.6710	329 337
Robinson, David Prialux	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	93 742	0.6710	625 696
Soby, Christopher Clark	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	95 273	0.6710	502 563
Stewart, Michael Robert	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	95 272	0.6710	324 870
Stretch, Stephen Robert	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	93 742	0.6710	963 239

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Thorson, Erin Patricia	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	74 122	0.6710	662 759
Wanklyn, Robert Paul	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	123 855	0.6710	977 953
<i>Droits Restricted Share Units</i>									
Archibald, Donald	4	R	O	2015-12-07	D	59 - Exercice au comptant	(5 000)	0.3300	32 000
Bannister, Peter	4	R	O	2015-12-07	D	59 - Exercice au comptant	(5 000)	0.3300	32 000
Brown, Todd Jason	5	R	O	2015-12-07	D	59 - Exercice au comptant	(6 667)	0.3300	103 333
Crone, Howard James	4, 5	R	O	2015-12-07	D	59 - Exercice au comptant	(6 667)	0.3300	33 666
Gilbert, Daryl Harvey	4, 6	R	O	2015-12-07	D	59 - Exercice au comptant	(5 000)	0.3300	32 000
Gillis, David A.	5	R	O	2015-12-07	D	59 - Exercice au comptant	(6 667)	0.3300	96 666
Jackson, James Ross	5	R	O	2015-12-07	D	59 - Exercice au comptant	(6 667)	0.3300	96 666
Mele, Francesco Gordon	4	R	O	2015-12-07	D	59 - Exercice au comptant	(5 000)	0.3300	32 000
Robinson, David Prialux	5	R	O	2015-12-07	D	59 - Exercice au comptant	(6 667)	0.3300	96 666
Soby, Christopher Clark	5	R	O	2015-12-07	D	59 - Exercice au comptant	(6 667)	0.3300	96 666
Stewart, Michael Robert	5	R	O	2015-12-07	D	59 - Exercice au comptant	(6 667)	0.3300	96 666
Stretch, Stephen Robert	5	R	O	2015-12-07	D	59 - Exercice au comptant	(6 667)	0.3300	96 666
Thorson, Erin Patricia	5	R	O	2015-12-07	D	59 - Exercice au comptant	(8 333)	0.3300	66 334
Wanklyn, Robert Paul	4, 5	R	O	2015-12-07	D	59 - Exercice au comptant	(6 667)	0.3300	96 666
Chartwell Retirement Residences									
<i>Parts de fiducie</i>									
Sullivan, Karen Leslie	5								
William Sullivan	PI		O	2016-02-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	270	13.0700	7 005
Chemtrade Logistics Income Fund									
<i>Droits RSU</i>									
Aarts, Leon	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 320	19.5500	39 102
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(12 500)	15.5100	26 602
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(2 585)	15.5100	24 017
			O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 100	15.6600	37 117
Bhardwaj, Rohit	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 320	19.5500	39 102
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(12 500)	15.5100	26 602
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(2 585)	15.5100	24 017
			O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 100	15.6600	37 117
Davis, Mark	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13 471	19.5500	227 055
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(76 175)	15.5100	150 880
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(15 753)	15.5100	135 127
			O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	79 800	15.6600	214 927
Dietz, Daniel	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	801	19.5500	13 503
			O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 000	15.6600	21 503
McCullough, Tab	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 320	19.5500	39 102
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(12 500)	15.5100	26 602
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(2 585)	15.5100	24 017
			O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 100	15.6600	37 117
Pare, Susan	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 077	19.5500	18 155
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(5 000)	15.5100	13 155

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 034)	15.5100	12 121
			O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 600	15.6600	18 721
Romano, Maryann	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 077	19.5500	18 155
St. Pierre, Michael John	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 513	19.5500	25 497
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(7 500)	15.5100	17 997
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 551)	15.5100	16 446
			O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 100	15.6600	28 546
<i>Parts de fiducie</i>									
Bhardwaj, Rohit	5		O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(48 000)	15.8300	0
Family Trust - Bhardwaj 2015 Family Trust	PI		O	2016-02-23	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	48 000	15.8300	48 000
McCullough, Tab	5		O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	12.1400USD	16 933
Choice Properties Real Estate Investment Trust									
<i>Options</i>									
Morrison, John Rennie	4, 5		O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	315 000	12.3800	2 203 172
Munn, Bart Scott	5		O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	100 000	12.3800	688 116
Williams, David Evan	5		O	2016-02-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			135 259
			O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	32 821	12.3800	168 080
Wingerak, Dallas Marie	5		O	2016-02-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			148 047
			O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	28 668	12.3800	176 715
YAMAMOTO, Robert Scott	5		O	2016-02-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			120 192
			O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	33 333	12.3800	153 525
<i>Parts de fiducie</i>									
Fell, Anthony S.	6								
Spouse	PI		O	2016-02-23	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	12.4284	50 000
			O	2016-02-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	12.4104	60 000
George Weston Limited	3								
Weston Food Distribution Inc.	PI		O	2015-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	197 739		4 546 405
			O	2016-03-01	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	44 806		4 591 211
Weston Foods (Canada) Inc.	PI		O	2015-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	790 974		18 185 657
			O	2016-03-01	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	179 227		18 364 884
Munn, Bart Scott	5								
Employee Unit Purchase Plan	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 830		4 630
Williams, David Evan	5		O	2016-02-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			783
Employee Unit Purchase Plan	PI		O	2016-02-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			224
Spouse (TFSA)	PI		O	2016-02-25	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			3 198
TFSA	PI		O	2016-02-25	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format			4 562

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
Wingerak, Dallas Marie	5		O	2016-02-25	D	SEDI 00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			6 514
Employee Unit Purchase Plan	PI		O	2016-02-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 352
YAMAMOTO, Robert Scott	5		O	2016-02-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 000
Employee Unit Purchase Plan	PI		O	2016-02-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 056
<i>Performance Units</i>									
Morrison, John Rennie	4, 5		O	2013-06-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 083		19 083
Munn, Bart Scott	5		O	2013-06-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 058		6 058
Williams, David Evan	5		O	2016-02-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 988		1 988
Wingerak, Dallas Marie	5		O	2016-02-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 737		1 737
YAMAMOTO, Robert Scott	5		O	2016-02-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 019		2 019
<i>Restricted Units</i>									
Morrison, John Rennie	4, 5		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	38 166		168 427
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 739		130 261
Munn, Bart Scott	5		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 116		98 538
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 680		86 422
Williams, David Evan	5		O	2016-02-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			7 975
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 977		11 952
Wingerak, Dallas Marie	5		O	2016-02-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			9 960
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 473		13 433
YAMAMOTO, Robert Scott	5		O	2016-02-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 777
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 039		9 816
Chorus Aviation Inc.									
<i>Class B Voting Shares</i>									
Clark, Laurel Ann	7		O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	8 174	6.0400	36 378
Copp, Colin	5		O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	31 944	6.0400	35 747
FLYNN, Rick	5		O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	70 354	6.0400	327 035
Giampa, Franco	7		O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	15 464	6.0400	51 553
Linthwaite, Steven	5		O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	16 970	6.0400	
			M	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	16 969	6.0400	36 163
MAHODY, Jolene	5		O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	64 036	6.0400	154 420
Megann, Nathalie Jeannine	7		O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 035	6.0400	32 623
RANDELL, Joseph D.	4, 5		O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	189 152	6.0400	1 045 515
<i>Droits (Ongoing Long-Term Incentive Plan)</i>									
Clark, Laurel Ann	7		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 453	5.9100	56 073
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(9 595)	6.0400	46 478
			O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 174)		38 304

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Copp, Colin	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	39 594	5.9100	211 729
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(37 499)	6.0400	174 230
			O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(31 944)		142 286
deGooyer, Jan Randolph	7		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 152	5.9100	41 196
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	(6 642)	5.9100	34 554
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(5 658)	5.9100	28 896
FLYNN, Rick	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	39 594	5.9100	214 315
			O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(70 354)		143 961
Giampa, Franco	7		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 555	5.9100	99 991
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(17 813)	6.0400	82 178
			O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(15 464)		66 714
Linthwaite, Steven	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 205	5.9100	109 639
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(19 548)	6.0400	90 091
			O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(16 969)		73 122
MAHODY, Jolene	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	45 685	5.9100	257 064
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(21 345)	6.0400	235 719
			O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(64 036)		171 683
Megann, Nathalie Jeannine	7		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 152	5.9100	42 358
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(7 084)	6.0400	35 274
			O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 035)		29 239
Newhook, Kirk Jon Charles	7		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 506	5.9100	54 483
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	(9 372)	5.9100	45 111
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(8 136)	5.9100	36 975
Osborne, Gary James	7		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 766	5.9100	91 071
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	(15 873)	5.9100	75 198
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(13 522)	5.9100	61 676
Palmer, Robert Gordon	7		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 530	5.9100	46 931
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	(6 022)	5.9100	40 909
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(5 130)	5.9100	35 779
Peddle, James Bruce	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	29 350	5.9100	39 500
RANDELL, Joseph D.	4, 5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	153 976	5.9100	774 266
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(63 051)	6.0400	711 215
			O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(189 152)		522 063
Rebin, Nowlan Kal Dayne	7		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 232	5.9100	81 229
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	(8 225)	5.9100	73 004
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(7 140)	5.9100	65 864
RIDOLFI, Steven	7		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	31 980	5.9100	40 745
Snowdon, Barbara	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 978	5.9100	102 529
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	(18 442)	5.9100	84 087
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(15 710)	5.9100	68 377
TAPSON, Scott	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	21 870	5.9100	124 561
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	(22 367)	5.9100	102 194
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(19 054)	5.9100	83 140
CI Financial Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Donald, Steven J.	7		O	2016-02-25	D	51 - Exercice d'options	1 585	29.1100	22 223
Holland, William T.	4								
Northwood Capital Corp.	PI		O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000 000)	30.0000	8 400 030
<i>Options</i>									
Donald, Steven J.	7		O	2016-02-25	D	51 - Exercice d'options	(8 334)	21.5500	225 000
Cineplex Inc.									
<i>Deferred Share Units</i>									
Banks, Jordan	4		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	14		5 287
Briant, Heather	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	42		16 155

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Bruce, Robert W.	4		O	2016-02-29	D	d'actionnariat 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	31		11 808
Dea, Joan	4		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	25		9 710
Fitzgerald, Anne Tunstall	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	29		10 966
Greenberg, Ian	4		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	31		11 806
Jacob, Ellis	4, 5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	275		104 928
Marwah, Sarabjit	4		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	34		12 846
McGrath, Daniel F.	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	34		13 033
Munk, Anthony	4		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	18		6 873
Nelson, Gordon	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	21		7 856
Nonis, Paul	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3		1 100
Sonshine, Edward	4		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	35		13 316
Steady, Robert Joseph	4		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	20		7 533
Yaffe, Phyllis	4		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	25		9 369
<i>Options</i>									
Nonis, Paul	5		O	2016-03-01	D	59 - Exercice au comptant	(3 204)		22 899
<i>Performance Share Units</i>									
Allen, Christopher	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5		1 877
Briant, Heather	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	31		11 942
Fitzgerald, Anne Tunstall	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	33		12 540
Jacob, Ellis	4, 5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	438		167 958
Kennedy, Michael	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	53		20 260
Kent, Jeff	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	51		19 526
Legault, Lorraine Marie	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14		5 209
Mandryk, Suzanna	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	29		11 180
McGrath, Daniel F.	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	128		49 180
Nelson, Gordon	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	85		32 557
Nonis, Paul	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	29		11 197
Sautter, George	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	28		10 616
Stanghieri, Fabrizio	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	28		10 585

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Cogeco Communications Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne actions subalternes à droit de vote</i>									
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Audet, Louis	4, 5		O	2016-02-24	D	51 - Exercice d'options	28 500	26.6300	88 344
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	62.5500	87 744
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	62.5600	87 344
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	62.5900	86 644
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	62.6000	86 444
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	62.6100	85 944
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	62.6200	85 644
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	62.6300	85 144
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	62.6400	84 544
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	62.6500	83 944
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	62.6800	83 544
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	62.6900	83 144
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	62.7000	82 544
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	62.7100	81 544
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	62.7200	81 344
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	62.7300	80 944
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	62.7400	80 844
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	62.7500	80 044
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	62.7600	78 544
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	62.7700	78 044
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	62.7800	77 944
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	62.7900	77 644
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 500)	62.8000	73 144
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	62.8100	71 644
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	62.8200	71 044
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	62.8300	70 444
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 859)	62.8400	67 585
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	62.8500	67 285

Émetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2016-02-24	D	marché 10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	62.8600	67 085
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	62.9000	66 585
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	62.9200	66 485
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	62.9400	66 185
			O	2016-02-24	D	51 - Exercice d'options	12 854	26.6300	79 039
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 700)	62.7400	77 339
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	62.7500	76 739
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	62.7600	76 439
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	62.7700	76 339
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	62.7800	76 239
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 400)	62.7800	74 839
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	62.8000	73 739
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	62.8300	72 839
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 300)	62.8400	69 539
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	62.8500	69 439
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	62.8600	69 039
			O	2016-02-25	D	51 - Exercice d'options	19 146	26.6300	88 185
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	62.5300	87 785
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	62.5400	87 685
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	62.5500	86 885
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	62.5700	86 685
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	62.6300	86 285
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	62.6800	85 485
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	62.6900	85 385
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	62.7200	84 785
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	62.7300	84 185
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	62.7400	83 785
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	62.7800	83 485
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	62.8100	83 385

Emetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2016-02-25	D	marché 10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	62.8200	82 785
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	62.8300	82 385
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	62.8500	81 885
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 800)	62.8700	77 085
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	62.8800	76 485
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(104)	62.8800	76 381
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	62.8900	74 581
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	62.9200	74 281
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	62.9300	74 081
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	62.9600	73 981
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	62.9800	73 281
Dorval, Nathalie	5		O	2013-10-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	1 600	50.1000	1 600
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	63.1200	1 500
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	63.1000	1 400
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	63.0900	1 000
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	63.0800	800
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	63.0200	600
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	63.0000	0
Options									
Audet, Louis	4, 5		O	2016-02-24	D	51 - Exercice d'options	(28 500)	26.6300	253 944
			O	2016-02-24	D	51 - Exercice d'options	(12 854)	26.6300	241 090
			O	2016-02-24	D	51 - Exercice d'options	(19 146)	26.6300	221 944
Dorval, Nathalie	5		O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	(1 600)	50.1000	7 625
Cogeco Inc									
<i>Actions à droit de vote subalterne actions subalternes à droit de vote</i>									
Audet, Louis	4, 5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	742	55.6400	98 803
Gestion Audem Inc.	3		O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(144 090)	51.3800	365 720
<i>Incentive Units/Unités incitatives</i>									
Audet, Louis	4, 5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	524	55.6400	25 500
Compagnie D'Assurance Générale Co-operators									
<i>Actions privilégiées Class A Series B</i>									
Daniel, Kevin	7		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	100.0000	911
Hanna, Paul	7		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	100.0000	906

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre Initié Porteur inscrit									
McCombie, Richard Allen	7		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4	100.0000	2 250
Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cory, Michael A	5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 286	78.5200	
			M	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 286	78.5200	20 222
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	714	77.4694	20 936
Sharon Cory	PI		O	2016-03-02	I	97 - Autre	(40 942)		
			M	2016-02-26	I	97 - Autre	(40 942)		0
DRYSDALE, Janet	5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 801	78.5200	
			M	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 801	78.5200	5 272
Finn, Sean	5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	20 155	78.5200	36 333
JOBIN, Luc	5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	24 184	78.5200	31 077
Madigan, Kimberley A.	5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 363	56.9800USD	27 734
Mongeau, Claude	4, 5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	82 101	78.5200	
			M	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	82 101	78.5200	148 604
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 299	77.2229	150 903
Orr, John Frederick	5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 867	56.9800USD	13 718
Ruest, Jean-Jacques	5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	22 846	78.5200	115 765
Vena, Jim V.	5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	23 993	78.5200	38 963
<i>Deferred Share Units/Unités d'actions différées</i>									
DRYSDALE, Janet	5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	191	78.5200	2 155
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	48	78.5200	2 203
<i>Performance Share Units/Unités d'actions de performance</i>									
Cory, Michael A	5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 100)		4 609
DRYSDALE, Janet	5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(127)		5 236
			O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 573)		
			M	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 573)		
			M'	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 573)		2 663
Finn, Sean	5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(28 920)		11 075
JOBIN, Luc	5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(34 700)		20 043
Madigan, Kimberley A.	5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 560)		4 437
Mongeau, Claude	4, 5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(117 800)		62 887
Orr, John Frederick	5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 800)		14 181
Ruest, Jean-Jacques	5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(32 780)		17 477
Vena, Jim V.	5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(30 400)		23 610
COMPASS Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
COMPASS Income Fund	1		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	600	10.0000	32 788 762
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	600	10.0000	32 789 362
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	700	9.9357	32 790 062
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	900	10.0300	32 790 962
Constellation Software Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Anzarouth, Bernard	5		O	2016-02-24	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5	514.9800	143 533*
Corporation Minière Golden Share									
<i>Actions ordinaires</i>									
Zeng, Nick Nianqing Keystone Associates Inc.	4, 5 PI		O	2016-02-23	I	46 - Contrepartie de services	225 000	0.1000	1 371 000
Corridor Resources Inc.									
<i>Deferred Share Unit (DSU)</i>									
McKee, James Simon	4		O	2015-05-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Emetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2015-05-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	57 402		57 402
Crown Capital Partners Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Oldfield, Timothy James	5								
RRSP	PI		O	2016-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	7.9500	3 000
			O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	7.9200	3 100
DELPHI ENERGY CORP.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Kohlhammer, Brian	5		O	2016-02-22	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(27 750)	0.8000	214 223
RRSP Account	PI		O	2016-02-22	I	90 - Changements relatifs à la propriété	27 750	0.8000	183 855
Reid, David James	4, 5		O	2016-02-23	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(31 900)	0.9200	
			M	2016-02-23	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(31 900)	0.8200	386 354
			O	2016-02-23	D	90 - Changements relatifs à la propriété	429 900		816 254
713454 Alberta Ltd.	PI		O	2016-02-23	I	90 - Changements relatifs à la propriété	65 634		104 074
966057 Alberta Ltd.	PI		O	2016-02-23	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(65 634)		0
Reid Family Trust	PI		O	2016-02-23	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(429 900)		0
RRSP	PI		O	2016-02-24	I	90 - Changements relatifs à la propriété	31 900	0.8200	445 933
DHX Media Ltd.									
<i>Common Voting Shares</i>									
Machum, Donald Geoffrey	4		O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	6.8300	105 036
<i>Options</i>									
Drisdell, Deborah Ann	4		O	2016-02-19	D	50 - Attribution d'options	100 000	6.9300	100 000
Regan, David A.	5		O	2016-02-19	D	50 - Attribution d'options	200 000	6.9300	
			M	2016-02-19	D	50 - Attribution d'options	250 000	6.9300	800 000
Dream Global Real Estate Investment Trust									
<i>Droits Deferred Trust Units</i>									
BIERBAUM, DETLEF	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 354		83 882
Cooper, Michael	4, 7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9 981		124 761
GAVAN, JANE	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 057		68 995
Gulliver, Rene Douglas	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 859		49 693
Jackman, Duncan Newton Rowell	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 397		45 522
Koss, Johann Olav	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 143		17 587
Sullivan, John	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 706		36 422
Dream Industrial Real Estate Investment Trust									
<i>Deferred Trust Units</i>									
Alimchandani, Pauline	7		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 569)	7.8500	10 700
GAVAN, JANE	7		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 848)	7.8500	41 383
Mitchell, Sharon	7		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(784)	7.8500	1 216
<i>Parts</i>									
Alimchandani, Pauline	7		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 569		3 076
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(874)	7.6927	2 202
GAVAN, JANE	7		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 848		18 077
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 371)	7.6927	13 706
Mitchell, Sharon	7		O	2013-03-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format			

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
						SEDI			
			O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	784		784
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(784)	7.6927	0
Dundee Corporation									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>									
Thibault, Jean-Francois	5		O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 700	4.4205	9 770
Dundee Precious Metals Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
GMT Capital Corp	3								
Bay II Resource Partners LP	PI		O	2016-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 600	0.8500USD	3 382 900*
			O	2016-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 200	0.8400USD	3 392 100*
			O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 800	0.8500USD	3 402 900*
Bay Resource Partners LP	PI		O	2016-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 600	0.8500USD	4 770 200*
			O	2016-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 800	0.8400USD	4 782 000*
			O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 000	0.8500USD	4 796 000*
Bay Resource Partners Offshore Master Fund LP	PI		O	2016-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	32 700	0.8500USD	7 065 700*
			O	2016-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 000	0.8400USD	7 087 700*
			O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	26 100	0.8500USD	7 113 800*
Lyxor/Bay Resource Partners Offshore Fund Ltd	PI		O	2016-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 600	0.8500USD	977 700*
			O	2016-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 800	0.8400USD	979 500*
			O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 100	0.8500USD	981 600*
Thomas Claugus	PI		O	2016-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.8500USD	781 000*
			O	2016-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 700	0.8400USD	782 700*
			O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.8500USD	784 700*
Eagle Energy Inc.									
<i>Performance Restricted Share Unit</i>									
Bund, Jo-Anne Michelle	5		O	2016-01-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 500		12 500*
Clark, Richard W.	4, 7, 5		O	2016-01-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	84 800		84 800*
Lovett, Michael Scott	5		O	2016-01-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	44 400		44 400*
McFadden, Eric	5		O	2016-01-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	40 000		40 000*
Tomyn, Kelly Ann	7, 5		O	2016-01-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format			

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
					SEDI				
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	35 000		35 000*
Wisniewski, James Wayne	7, 5		O	2016-01-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	66 400		66 400*
<i>Restricted Share Units</i>									
Bund, Jo-Anne Michelle	5		O	2016-01-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 500		37 500*
Clark, Richard W.	4, 7, 5		O	2016-01-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	127 200		127 200*
Fitzpatrick, David Michael	4		O	2016-01-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 000		25 000*
Gibson, Bruce Kenneth	4		O	2016-01-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 000		25 000*
Lovett, Michael Scott	5		O	2016-01-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	66 600		66 600*
McFadden, Eric	5		O	2016-01-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	60 000		60 000*
Melton, John Atkins	7		O	2016-01-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 000		19 000*
Steckley, Warren D.	4		O	2016-01-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 000		25 000*
Tomyn, Kelly Ann	7, 5		O	2016-01-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	65 000		65 000*
Wisniewski, James Wayne	7, 5		O	2016-01-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	99 600		99 600*
Earth Alive Clean Technologies Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gilmour, David	4, 5, 3		O	2016-03-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(4 800 000)	0.3500	24 169 071
INVESTISSEMENTS INFLUX ANSE INC.	3		O	2016-03-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	4 800 000	0.3500	18 728 572
La Salle, Benoit	4								
PGL Capital inc.	PI		O	2016-02-25	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	215 000	0.3500	1 643 571
Ringuet, Michel	4								
Placements Mica3 inc.	PI		O	2014-10-21	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-25	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	600 000		600 000
<i>Bons de souscription échéance 25-08-2017</i>									
La Salle, Benoit	4								
PGL Capital inc.	PI		O	2015-10-20	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-25	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	107 500		107 500
Ringuet, Michel	4								
Placements Mica3 inc.	PI		O	2014-10-21	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format			

Émetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2016-02-25	I	SEDI 16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	300 000		300 000
East Coast Investment Grade Income Fund									
<i>Parts</i>									
Arrow Capital Management Inc.		7							
Exemplar Growth and Income Fund	PI		O	2016-02-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 300	8.2200	14 300
			O	2016-02-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	8.2350	16 300
Eldorado Gold Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bickford, David Alan	5		O	2016-02-24	D	36 - Conversion ou échange	8 295	3.8800	61 322
			O	2016-02-26	D	36 - Conversion ou échange	12 265	3.9200	73 587
Eldorado Gold Corporation	1								
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2016-02-24	C	36 - Conversion ou échange	(6 504)		1 488 255
			O	2016-02-24	C	36 - Conversion ou échange	(10 164)		1 478 091
			O	2016-02-24	C	36 - Conversion ou échange	(8 295)		1 469 796
			O	2016-02-26	C	36 - Conversion ou échange	(14 802)		1 454 994
			O	2016-02-26	C	36 - Conversion ou échange	(23 405)		1 431 589
			O	2016-02-26	C	36 - Conversion ou échange	(12 265)		1 419 324
			O	2016-02-26	C	36 - Conversion ou échange	(12 389)		1 406 935
			O	2016-02-26	C	36 - Conversion ou échange	(14 794)		1 392 141
Jones, Douglas Matthew	5		O	2016-02-24	D	36 - Conversion ou échange	10 164	3.8800	33 124
			O	2016-02-26	D	36 - Conversion ou échange	14 794	3.9200	47 918
Lewis, Peter Dubois	5		O	2016-02-24	D	36 - Conversion ou échange	6 504	3.8800	88 753
			O	2016-02-26	D	36 - Conversion ou échange	12 389	3.9200	101 142
Moura, Eduardo Eugenio Chaves	5		O	2016-02-26	D	36 - Conversion ou échange	23 405	3.9200	60 196
Stanca, Nicolae	5		O	2016-02-26	D	36 - Conversion ou échange	14 802	3.9200	312 496
<i>Restricted Share Units</i>									
Bickford, David Alan	5								
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2016-02-24	I	38 - Rachat ou annulation	(8 295)		75 381
			O	2016-02-26	I	38 - Rachat ou annulation	(12 265)		63 116
Jones, Douglas Matthew	5								
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2016-02-24	I	38 - Rachat ou annulation	(10 164)		86 213
			O	2016-02-26	I	38 - Rachat ou annulation	(14 794)		71 419
Lewis, Peter Dubois	5								
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2016-02-24	I	38 - Rachat ou annulation	(6 504)		60 306
			O	2016-02-26	I	38 - Rachat ou annulation	(12 389)		47 917
Moura, Eduardo Eugenio Chaves	5								
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2016-02-26	I	38 - Rachat ou annulation	(23 405)		91 847
Stanca, Nicolae	5								
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2016-02-26	I	38 - Rachat ou annulation	(14 802)		73 764
Enbridge Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Balko, Jody	7		O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	17 000	19.1300	26 157
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(17 000)	47.5000	9 157
Blanchard, James Johnston	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	133	36.9700USD	14 891
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	901	48.3600	15 792
Coutu, Marcel R.	4		O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 400	40.7000	29 400
England, James Herbert	4								
RRSP	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	2 758	48.3600	6 955

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre Initié Porteur inscrit									
			O	2015-12-31	I	d'actionnariat 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	28	35.0300USD	6 983
Harper, Curtis Gregory	5								
T. Rowe Price	PI		O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 388	34.7600USD	1 714
Kempston Darkes, V. Maureen	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 404	48.7000	20 223
Opheim, Wanda Marie	7, 5		O	2015-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	501	52.3400	18 827
			O	2015-12-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	617	53.7300	19 444
RRSP @ Scotia McLeod	PI		O	2015-12-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	237	53.7300	5 867
RRSP @ Scotia McLeod - Ken Yurkovich	PI		O	2015-12-30	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	92	53.7300	2 338
Scotia McLeod - Ken Yurkovich	PI		O	2015-12-30	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 246	53.7300	23 294
			O	2016-03-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	40.7000	23 694
Standard Life - Ken Yurkovich	PI		O	2015-12-01	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	717	52.3400	6 731
Williams, Catherine L.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 911	48.7000	37 843
Yu, Vernon Dai-Chung	5		O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 100	40.7000	19 562
<i>Droits - Deferred Share Units (DSUs)</i>									
Arledge, David Allen	4		O	2015-09-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	486		53 916
			O	2015-09-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	764		54 680
			O	2015-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	543		55 223
			O	2015-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	987		56 210
Blanchard, James Johnston	4		O	2015-09-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	949		105 422
			O	2015-09-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	378		105 800
			O	2015-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 050		106 850
			O	2015-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	489		107 339
Coutu, Marcel R.	4		O	2015-09-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9		959
			O	2015-09-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	273		1 232
			O	2015-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13		1 245
			O	2015-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	342		1 587
England, James Herbert	4		O	2015-09-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	478		52 746
			O	2015-09-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	401		53 147
			O	2015-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	528		53 675
			O	2015-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	518		54 193
Fischer, Charles Wayne	4		O	2015-09-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	184		20 164
			O	2015-09-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	581		20 745
			O	2015-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	206		20 951

Émetteur	Relation	Retard	État	Date	Emp-	Opération	Nombre de	Prix	Solde
Titre			opé-	de	rise	Description	titres ou	unitaire	courant
Initié			ration	l'opération		de l'opération	valeur		
Porteur inscrit							nominale		
			O	2015-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	728		21 679
Kempston Darkes, V. Maureen	4		O	2015-09-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	122		13 423
			O	2015-09-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	273		13 696
			O	2015-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	136		13 832
			O	2015-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	342		14 174
Petty, Jr., George Kibbe	4		O	2015-09-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	608		67 322
			O	2015-09-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 450		68 772
			O	2015-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	683		69 455
			O	2015-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 874		71 329
Roberts, Rebecca Brown	4		O	2015-09-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6		716
			O	2015-09-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	725		1 441
			O	2015-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	15		1 456
			O	2015-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	937		2 393
Tutcher, Dan Curtis	4		O	2015-09-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	607		67 409
			O	2015-09-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 512		68 921
			O	2015-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	684		69 605
			O	2015-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 954		71 559
Williams, Catherine L.	4		O	2015-09-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	272		30 234
			O	2015-09-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	593		30 827
			O	2015-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	306		31 133
			O	2015-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	742		31 875
<i>Options \$19.13 (\$38.26) - February 9, 2017 Expiry</i>									
Balko, Jody	7		O	2014-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			17 000
			O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	(17 000)		0
Enbridge Income Fund Holdings Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Opheim, Wanda Marie	6		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	298	34.9500	6 336
Regular Acct - Ken Yurkovich	PI		O	2015-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	273	34.9500	5 747
RRSP - Ken Yurkovich	PI		O	2015-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	611	34.9500	12 760
RSP @ Scotia	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	203	34.9500	4 313
Encana Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Alexander, Joanne Linette	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 617	10.7600	3 617
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	62	8.7300	3 679
Locked in Retirement Account	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	518	8.2500	18 518
			O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	5.5400	21 018
Brillon, Sherri	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	2 871	11.9700	86 058

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2015-12-31	D	d'actionnariat 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 107	11.9100	94 165
RRSP	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	29	12.4100	1 032
Code, Corey Douglas	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	181	9.5600	16 215
Tax Free Savings Account	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	68	9.5500	1 901
Hill, David Glen	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 124	10.0900USD	22 118
Mayson, Howard John	4		O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	3.7400USD	20 000
McAllister, Michael	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 239	11.9300	17 006
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	15	12.4100	17 021
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	12.7900	17 022
Suttles, Douglas James	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 825	11.7200	40 887
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 825	11.7200	45 712
			O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	3.9000USD	51 212
Williams, Michael	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 996	11.5000	7 725
Zemljak, Renee	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	317	10.4100USD	14 025
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 279	10.3900USD	15 304
<i>Deferred Share Units</i>									
Brillon, Sherri	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	440		12 745
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 356		20 101
Dea, Peter Allen	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 385		66 678
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 694		73 372
Fowler, Fred John	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 300		66 668
Hill, David Glen	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	287		8 312
			O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	17 751		
			M	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 751		26 063
Mayson, Howard John	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	710		20 593
McAllister, Michael	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	428		12 396
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 487		22 883
McIntire, Lee Alan	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	456		11 105
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 738		16 843
McKenzie, Margaret Anne	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	228		8 068

Émetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Nimocks, Suzanne Paquin	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 324		66 692
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 793		68 485
Peverett, Jane Leslie	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 305		153 778
Shaw, Brian Gordon	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 180		33 140
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 869		36 009
Waterman, Bruce G.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 707		76 366
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 738		82 104
Woitas, Clayton	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 585		99 523
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11 954		111 477
Zemljak, Renee	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 081		31 335
Energy Leaders Plus Income Fund									
Parts									
Energy Leaders Plus Income Fund	1		O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	7 500		7 500
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	(7 500)		0
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	4 000		4 000
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(4 000)		0
Equitable Group Inc.									
Droits Performance Share Units									
Tratch, Ronald Walter	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14		1 098*
Wilson, Timothy James	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	20		1 630*
Droits Restricted Share Units									
Tratch, Ronald Walter	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4		430*
Wilson, Timothy James	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	21		1 294*
Essential Energy Services Ltd.									
Actions ordinaires									
Amundson, Garnet K.	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	58 139		586 624
RRSP	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	78		865
Job, Kevin Wayne	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	18 103		40 500
RRSP	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	17 893		136 378
Mowbray, Allan George	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7 904		23 075
RRSP	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	19 021		34 192
NEWMAN, JEFFREY BURT	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13 249		40 437
RRSP	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10 769		138 522
PERASALO, KAREN DENISE	5								

Émetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
RRSP	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	15 008		87 298
Webster, Donald	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	15 287		137 835
RRSP	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 019		131 211
Droits DSU									
Banister, James Alexander	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	50 133		97 392
Black, Michael James	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	33 422		64 928
German, Robert Thomas	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	34 774		82 497
KIRTON, Nicholas Grenville	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	33 422		64 928
Michaleski, Robert B.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	35 224		88 352
Droits RSU									
Amundson, Garnet K.	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	93 596		482 604
Job, Kevin Wayne	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	23 108		148 144
Mowbray, Allan George	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	22 575		137 611
NEWMAN, JEFFREY BURT	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	27 637		237 673
PERASALO, KAREN DENISE	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	24 173		169 209
Webster, Donald	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	58 891		241 467
Europe Blue-Chip Dividend & Growth Fund									
Parts									
Europe Blue-Chip Dividend & Growth Fund	1		O	2014-03-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2016-01-14	D	38 - Rachat ou annulation	2 452 458	7.7100	2 452 458*
			O	2016-01-14	D	38 - Rachat ou annulation	(2 452 458)	7.7100	0
Exco Technologies Limited									
Actions ordinaires									
Riganelli, Paul	5		O	2016-02-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 837)	14.6500	141 053
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 900)	15.2500	139 153
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	15.2000	137 153
EXFO Inc. (anciennement EXFO Ingénierie Électro-Optique Inc.)									
Actions à droit de vote subalterne									
EXFO Inc.	1		O	2016-02-01	D	38 - Rachat ou annulation	400	4.2000	400
			O	2016-02-01	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	4.2000	0
			O	2016-02-01	D	38 - Rachat ou annulation	500	3.0000USD	500
			O	2016-02-01	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	3.0000USD	0
			O	2016-02-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	4.2000	1 700
			O	2016-02-02	D	38 - Rachat ou annulation	(1 700)	4.2000	0
			O	2016-02-02	D	38 - Rachat ou annulation	200	3.0000USD	200
			O	2016-02-02	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	3.0000USD	0
			O	2016-02-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	4.2000	1 000
			O	2016-02-03	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	4.2000	0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	600	4.1600	600
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	(600)	4.1600	0
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 705	2.9879USD	1 705
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	(1 705)	2.9879USD	0
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	500	4.1200	500
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	4.1200	0
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	2.9929USD	2 100
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)	2.9929USD	0
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	4.1600	1 400
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)	4.1600	0
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	2.9900USD	1 300
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	(1 300)	2.9900USD	0
			O	2016-02-17	D	38 - Rachat ou annulation	600	4.1600	600
			O	2016-02-17	D	38 - Rachat ou annulation	(600)	4.1600	0
			O	2016-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	3 400	4.1221	3 400
			O	2016-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(3 400)	4.1221	0
			O	2016-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	4 332	2.9934USD	4 332
			O	2016-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(4 332)	2.9934USD	0
Deferred Share Units									
Allard, Pierre-Paul	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 375	3.0000USD	44 834
Côté, François	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 755	4.0600	7 719
Edwards, Darryl Alexander	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 755	4.0600	25 127
Séguin, Claude	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 755	4.0600	18 665
Tomes, Randy Earl	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 750	3.0000USD	41 365
EXO U Inc.									
Actions ordinaires									
Hypertechnologie Ciara Inc.	3		O	2016-02-26	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	4 350 000	0.1000	16 570 841
			O	2016-02-26	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	416 667	0.1200	16 987 508
Maniaci, Sean Anthony	4		O	2015-12-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	92 500	0.1000	92 500
Pawsey, Kevin John	4, 5		O	2015-08-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	83 333	0.1200	83 333
Bons de souscription									
Hypertechnologie Ciara Inc.	3		O	2013-06-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	53 - Attribution de bons de souscription	4 350 000	0.1500	4 350 000
			O	2016-02-26	D	53 - Attribution de bons de souscription	416 667	0.1600	4 766 667
Maniaci, Sean Anthony	4		O	2015-12-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	53 - Attribution de bons de souscription	92 500	0.1500	92 500
Pawsey, Kevin John	4, 5		O	2015-08-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	53 - Attribution de bons de souscription	83 333	0.1600	83 333
EXPLOR RESOURCES INC.									
Bons de souscription									
Dupont, Chris	4, 5		O	2016-02-19	D	53 - Attribution de bons de souscription	500 000	0.1500	
			M	2016-02-19	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	500 000	0.1500	500 000
Exploration Dios Inc.									
Actions ordinaires									

Émetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Girard, Marie-José	4, 5		O	2016-02-25	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(151 000)		2 336 721
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.0750	2 338 721
MJosé Girard	PI		O	2016-02-25	I	90 - Changements relatifs à la propriété	151 000	0.0650	2 618 191
			O	2016-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	63 000	0.0700	2 681 191
Exploration Knick inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jetté, Marc-Antoine	4		O	2016-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	110 000		
			M	2016-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	110 000	0.0150	134 000
			O	2016-02-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	70 000		
			M	2016-02-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	70 000	0.0150	204 000
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	80 000	0.0200	284 000
Exploration Puma Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cordick, Arness William Ross	4, 3		O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.0550	11 839 000
Robillard, Marcel	4, 5		O	2016-03-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.0550	1 128 250
Exploration Typhon Inc.									
<i>Actions ordinaires catégorie "A"</i>									
patry, leo	4		O	2016-02-29	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(21 429)	0.0400	100 000
COMPTE REER	PI		O	2016-02-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	21 429	0.0400	21 429
Extendicare Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hibben, Alan Roy	4		O	2016-01-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	9.1500	5 000
Fairfax India Holdings Corporation									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Sweitzer, Brandon	7		O	2015-03-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2015-03-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 325	11.1100USD	2 325
Fiducie dactifs durables non traditionnels Dream									
<i>Deferred Trust Units</i>									
Alimchandani, Pauline	7		O	2016-02-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 000	5.3000	18 876
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	734		12 876
Cooper, Michael	7, 5		O	2016-02-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 000	5.3000	18 876
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	734		12 876
Eaton, James George	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 200		24 779
Ferstman, Joanne Shari	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 140		23 575
GAVAN, JANE	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	577		11 447
Kaufman, David Richard	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	608		12 750

Émetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Lapham, Andrew Polk	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 257		25 981
LESTER, JASON	7		O	2016-02-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 000	5.3000	10 000
Valentini, George	7		O	2016-02-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 000	5.3000	15 000
Parts									
Cooper, Michael	7, 5								
Sweet Dream Corp.	PI		O	2015-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 139		357 739
			O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 262		360 001
Dream Asset Management Corporation	5								
Dream Unlimited Corp.	PI		O	2016-02-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 428 800	5.1412	3 824 800
			O	2016-02-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 800	5.1780	3 860 600
Dream Hard Asset Alternatives Trust	1		O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	14 222	5.1602	14 222
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	(14 222)		0
Financière Sun Life inc.									
Actions ordinaires									
Peacher, Stephen	5		O	2016-02-23	D	51 - Exercice d'options	23 249	31.6500	23 249
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(349)	40.1200	22 900
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	40.1100	22 600
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	40.1000	21 400
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	40.0900	20 900
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(17 600)	40.0800	3 300
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	40.0700	2 800
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 800)	40.0600	0
			O	2016-02-23	D	51 - Exercice d'options	34 773	21.5300	34 773
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	40.0950	33 573
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(273)	40.0900	33 300
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 500)	40.0800	27 800
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	40.0700	27 100
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 300)	40.0600	17 800
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 800)	40.0500	2 000
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	40.0550	1 800
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 400)	40.0300	400
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	40.0200	0
			O	2016-02-23	D	51 - Exercice d'options	13 552	28.2000	13 552
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(352)	40.0100	13 200

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre Initié Porteur inscrit									
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 200)	40.0000	0
<i>Deferred Share Units</i>									
Brown, Randolph	5		O	2016-01-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	33 976	40.4700	33 976
<i>Options</i>									
Accum, Claude	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	24 901	40.1600	181 781
Blair, Carolyn Diane	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	17 431	40.1600	70 630
Connor, Dean	4, 5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	124 502	40.1600	1 412 986
Dougherty, Kevin	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	38 596	40.1600	286 282
Fishbein, Daniel	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	37 662	40.1600	93 222
Freyne, Colm Joseph	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	29 881	40.1600	163 587
Kennedy, Melissa Jane	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	16 186	40.1600	31 563
Peacher, Stephen	5		O	2016-02-23	D	51 - Exercice d'options	(34 773)	21.5300	188 915
			O	2016-02-23	D	51 - Exercice d'options	(23 249)	31.6500	165 666
			O	2016-02-23	D	51 - Exercice d'options	(13 552)	28.2000	152 114
			O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	61 629	40.1600	213 743
Saunders, Mark	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	17 431	40.1600	79 542
Strain, Kevin	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	27 391	40.1600	223 704
<i>Parts Sun Shares</i>									
Accum, Claude	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 533	40.4700	82 982
			O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 088		90 070
			O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(33 343)	40.1700	56 727
Blair, Carolyn Diane	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 972	40.4700	55 943
			O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(166)	40.2900	60 502
			O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 725		60 668
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(22 228)	40.1700	38 274
Brown, Randolph	5		O	2016-01-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	146 097	40.4700	146 097
Catellier, Brigitte	5		O	2015-12-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 920	40.4700	6 920
Connor, Dean	4, 5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	92 662	40.4700	432 404
			O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 411		469 815
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(175 974)	40.1700	293 841
Dougherty, Kevin	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 725	40.4700	131 349
			O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 420		142 769
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(53 719)	40.1700	89 050
Dougherty, Linda	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 413	40.4700	24 827
Fishbein, Daniel	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 032	40.4700	80 814
Freyne, Colm Joseph	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 239	40.4700	91 647
			O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 876		99 523
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(37 048)	40.1700	62 475
Kennedy, Melissa Jane	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 046	40.4700	42 635
Madge, Larry	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 650	40.4700	47 238
			O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 210		50 448
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(15 102)	40.1700	35 346
Peacher, Stephen	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	45 867	40.4700	162 104
			O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 040		174 144
			O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(329)	40.2900	173 815
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(56 632)	40.1700	117 183
Saunders, Mark	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 973	40.4700	61 559
			O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 513		67 072
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(25 933)	40.1700	41 139

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Strain, Kevin	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 386	40.4700	83 959
			O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 301		90 260
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(29 638)	40.1700	60 622
Van den Hoogen, Marlene	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 707	40.4700	16 395
			O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 470		17 865
			O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(6 915)	40.1700	10 950
Finning International Inc.									
<i>Parts Deferred Share Units</i>									
Hale, Mona	5		O	2011-01-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 366	17.8800	
			M	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 348	18.1100	1 348
Hiley, Chad, Stephen	5		O	2014-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 062	17.8800	
			M	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 062	17.8800	
			M'	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 049	18.1100	1 049
Parkes, Kevin	5		O	2016-01-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 509	17.8800	
			M	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 464	18.1100	3 464
Pollesel, John Joseph	5		O	2014-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 306	17.8800	
			M	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 264	18.1100	3 264
Thomson, Scott	5		O	2013-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 965	17.8800	
			M	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 864	18.1100	7 864
First Capital Realty Inc.									
<i>Options</i>									
Brekken, Kay	7, 5		O	2016-02-19	D	50 - Attribution d'options	112 000		247 000
Burton, Gareth	5		O	2016-02-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-19	D	50 - Attribution d'options	33 000		33 000
Chouinard, Roger	7		O	2016-02-19	D	50 - Attribution d'options	33 000		196 250
Francella, Carmine	5		O	2016-02-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-19	D	50 - Attribution d'options	47 000		47 000
Levy, Sandra Elizabeth	5		O	2016-02-19	D	50 - Attribution d'options	23 000		36 000
McDougald, Maryanne	7, 5		O	2016-02-19	D	50 - Attribution d'options	70 000		276 080
Paul, Adam Elliot	4, 7, 5		O	2016-02-19	D	50 - Attribution d'options	467 000		992 000
Shpigel, Jodi	7, 5		O	2016-02-19	D	50 - Attribution d'options	70 000		178 081
Fonds de placement immobilier Cominar									
<i>Parts de fiducie</i>									
Charron, Guy	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 424	17.6000	10 026
			O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	450	17.3300	10 476
Cominar Real Estate Investment Trust	1		O	2015-12-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2015-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	73 684	14.6623	73 684
		R	O	2015-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	309 784	14.6528	383 468
		R	O	2015-12-14	D	38 - Rachat ou annulation	73 684	14.1965	457 152
		R	O	2015-12-15	D	38 - Rachat ou annulation	73 684	14.5321	530 836
		R	O	2016-01-05	D	38 - Rachat ou annulation	73 684	14.7313	73 684
		R	O	2016-01-06	D	38 - Rachat ou annulation	881 984	14.6199	955 668

Émetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			R	O	2016-01-07	D 38 - Rachat ou annulation	73 684	14.4378	1 029 352
			R	O	2016-01-08	D 38 - Rachat ou annulation	65 984	14.3237	1 095 336
			R	O	2016-01-11	D 38 - Rachat ou annulation	73 684	14.2522	1 169 020
			R	O	2016-01-12	D 38 - Rachat ou annulation	73 684	13.9563	1 242 704
			R	O	2016-01-13	D 38 - Rachat ou annulation	73 684	14.2507	1 316 388
			R	O	2016-01-14	D 38 - Rachat ou annulation	73 684	14.1221	1 390 072
			R	O	2016-01-15	D 38 - Rachat ou annulation	149 084	14.2053	1 539 156
			R	O	2016-01-18	D 38 - Rachat ou annulation	71 684	14.3221	1 610 840
			R	O	2016-01-19	D 38 - Rachat ou annulation	201 084	14.4568	1 811 924
			R	O	2016-01-20	D 38 - Rachat ou annulation	73 684	14.1607	1 885 608
			R	O	2016-01-21	D 38 - Rachat ou annulation	73 684	14.4177	1 959 292
			R	O	2016-01-22	D 38 - Rachat ou annulation	73 684	14.7996	2 032 976
			R	O	2016-01-25	D 38 - Rachat ou annulation	40 000	14.4712	2 072 976
				O	2015-12-18	D 38 - Rachat ou annulation	(530 836)		0
				O	2016-01-28	D 38 - Rachat ou annulation	(2 072 976)		0
Cossette, Sylvain	5			O	2015-12-31	D 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 587	17.6000	10 228
				O	2015-12-31	D 35 - Dividende en actions	724	17.3300	10 952
Dallaire, Alain	4, 5			O	2015-12-31	D 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 424	17.6000	81 010
				O	2015-12-31	D 35 - Dividende en actions	2 242	17.3300	83 252
Dallaire, Michel	4, 5			O	2015-12-31	D 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 104	17.6000	153 267
				O	2015-12-31	D 35 - Dividende en actions	1 544	17.3300	154 811
Deslauriers, Manon	5			O	2015-12-31	D 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 056	17.6000	9 466
				O	2015-12-31	D 35 - Dividende en actions	40	17.3300	9 506
Hamel, Gilles	5			O	2015-12-31	D 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 836	17.6000	19 749
				O	2015-12-31	D 35 - Dividende en actions	432	17.3300	20 181
Laramée, Jean	5			O	2015-12-31	D 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 262	17.6000	4 264
				O	2015-12-31	D 35 - Dividende en actions	94	17.3300	4 358
Paquet, Michel	5			O	2015-12-31	D 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 789	17.6000	33 958
				O	2015-12-31	D 35 - Dividende en actions	2 185	17.3300	36 143
Pepin, Carl	5			O	2015-12-31	D 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 229	17.6000	19 711
				O	2015-12-31	D 35 - Dividende en actions	1 488	17.3300	21 199
Racine, Michael	5			O	2015-12-31	D 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 119	17.6000	10 137
				O	2015-12-31	D 35 - Dividende en actions	830	17.3300	10 967
Fonds de placement immobilier Crombie									
<i>Droits Restricted Units</i>									
Barnoski, John Thomas	5			O	2015-07-27	D 00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
				O	2016-02-25	D 56 - Attribution de droits de souscription	6 672		6 672
Clow, Donald Everett	4, 5			O	2016-02-25	D 56 - Attribution de droits de souscription	45 678		86 509
Fraser, Cheryl Ann	5			O	2016-02-25	D 56 - Attribution de droits de souscription	2 757		7 884
Hynes, Robert Glenn	5			O	2016-02-25	D 56 - Attribution de droits de souscription	18 645		35 999
Lee, Trevor Roger	5			O	2016-02-25	D 56 - Attribution de droits de souscription	4 909		5 946
MacLean, Scott Richard	5			O	2016-02-25	D 56 - Attribution de droits de souscription	4 670		8 952
Martin, Patrick Graham	5			O	2016-02-25	D 56 - Attribution de droits de souscription	6 984		13 427
Santini, Ferdinando	5			O	2016-02-25	D 56 - Attribution de droits de souscription	2 132		2 817
Fonds de placement immobilier d'immeubles résidentiels Canadien									
<i>Droits Deferred Units</i>									

Emetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
Swartzman, Stanley	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7 355		50 132
<i>Droits Restricted Unit Rights</i>									
Lieberman-zbar, Jodi	5		O	2016-01-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2016-01-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			14 947
<i>Parts de fiducie</i>									
Kenney, Mark	5		O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	29.1800	194 837
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	29.1700	193 937
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	29.1500	193 437
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	29.1400	192 537
			O	2016-02-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	28.9250	197 437
			O	2016-02-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 700)	28.9000	195 737
			O	2016-02-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	28.8900	195 537
			O	2016-02-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	28.8900	195 037
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	28.9650	192 137
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	29.0000	190 137
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	28.9580	188 637
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	28.9700	188 037
Lieberman-zbar, Jodi	5		O	2016-01-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			714
Fonds de Placement Immobilier H&R									
<i>Options</i>									
Fried, Cheryl	5		O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	306 122		601 674
Froom, Larry	5		O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	1 697 959		2 784 112
Hofstedter, Thomas J.	4, 5		O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	3 469 387		5 721 310
Sullivan, Patrick James	5		O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	491 397		713 700
Uhr, Nathan	5		O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	122 448		798 895
<i>Parts</i>									
Dickson, Robert Earl	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 115	21.1200	25 281
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	339	21.2700	25 620
Froom, Larry	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	231	20.2600	21 903
Gilbert, Edward Allen	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 992	22.4000	73 277
<i>Parts</i>									
Rutman, Ronald C.	4								
FEZ Financial Corporation	PI		O	2015-12-31	C	90 - Changements relatifs à la propriété	24 381		1 135 421
			O	2015-12-31	C	90 - Changements relatifs à la propriété	9 600		1 145 021
First Mercantile Corporation	PI		O	2014-12-31	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 950)		0
Gerald Rutman	PI		O	2015-12-31	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(9 600)		5 617
Jonathan Rutman	PI		O	2015-12-31	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(2 556)		24 381

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2015-12-31	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(24 381)		0
<i>Restricted Share Units</i>									
Dickson, Robert Earl	4		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 268		15 150
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	586	22.0200	9 882
Fried, Cheryl	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	387	22.0200	6 530
Froom, Larry	5		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 958		75 919
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 853	22.0200	64 961
Gilbert, Edward Allen	4		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 268		15 150
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	586	22.0200	9 882
Hofstedter, Thomas J.	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 471	22.0200	109 107
Lebovic, Laurence A.	6		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 268		15 150
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	586	22.0200	9 882
Rutman, Ronald C.	4		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 268		15 150
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	586	22.0200	9 882
Sullivan, Patrick James	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	662	22.0200	11 173
Uhr, Nathan	5		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 376		18 227
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	643	22.0200	10 851
Fonds de Placement Immobilier InnVest									
<i>Parts de fiducie</i>									
Cornell, Matthew	5		O	2016-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			850
Glenn, Sara Ann	5		O	2016-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			804
Fortis Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gosse, Karen J.	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	788	38.2500	16 728
			O	2016-03-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	88	37.2905	16 816
Nathan	PI		O	2016-03-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	37.2905	102
Zachary	PI		O	2016-03-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	37.2905	102
Hynes, Madonna G.	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	764	38.2500	17 590
London, Paige	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	649	38.2500	4 250
Ludlow, Earl	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	343	38.2500	89 126
Investors Group	PI		O	2016-03-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	169	37.2905	17 246
O'Dea, Regan	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	608	38.2500	1 910
			O	2016-03-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	37.2905	1 911
Roberts, Jamie	7		O	2016-02-24	D	51 - Exercice d'options	2 301	33.5800	26 101
			O	2016-02-24	D	51 - Exercice d'options	2 279	30.7300	28 380

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Scott, Christopher F.	7								
Joint Account: Christopher Scott/Judy Scott	PI		O	2013-04-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	37.7700	400
			O	2016-02-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	37.7600	1 300
Spinney, James	5		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 010	38.2500	29 157
Caitlin Spinney	PI		O	2004-07-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2004-07-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			267
			O	2016-03-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3	37.2905	370
<i>Options</i>									
Roberts, Jamie	7		O	2016-02-24	D	51 - Exercice d'options	(2 301)		45 336
			O	2016-02-24	D	51 - Exercice d'options	(2 279)		43 057
<i>Performance Share Units (CH)</i>									
Laurito, James P.	7		O	2015-09-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	149	36.2024	16 036
			O	2015-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	163	36.8399	16 199
<i>Restricted Share Units (CH)</i>									
Laurito, James P.	7		O	2015-09-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	101	36.2024	10 920*
			O	2015-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	111	36.8399	11 031*
Franco-Nevada Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Alfers, Stephen Douglas	7		O	2013-12-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 515		
			M	2013-12-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 515		13 197
GDI Services aux immeubles inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Trottier, Jocelyn	5		O	2016-02-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			900
Glen Eagle Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lavigneur, Denis	3		O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	175 000	0.0650	11 708 000
Global Dividend Growers Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Global Dividend Growers Income Fund	1		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	400	11.2075	2 695 256
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	900	11.0167	2 696 156
Global Healthcare Dividend Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Global Healthcare Dividend Fund	1		O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	10.8300	3 643 913
Orrico, Dean	6								
RESP	PI		O	2014-10-23	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	10.9174	1 300
RRSP	PI		O	2014-10-23	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 700	10.9174	3 700

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-ri- se	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Global Infrastructure Dividend Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Global Infrastructure Dividend Fund	1		O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	600	8.0133	1 830 100
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.9700	1 831 100
Global Real Estate Dividend Growers Corp.									
<i>Actions ordinaires Equity Shares</i>									
Global Real Estate Dividend Growers Corp.	1		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	700	8.0143	393 300
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	7.9477	395 500
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	7.8225	396 700
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.8900	397 700
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	7.8000	399 200
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	900	7.8422	400 100
Globalance Dividend Growers Corp.									
<i>Actions ordinaires Equity Shares</i>									
Globalance Dividend Growers Corp.	1		O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	400	8.0000	210 100
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	7.9154	211 400
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	7.9570	213 700
Gluskin Sheff + Associates Inc.									
<i>Deferred Share Units</i>									
Beeston, Paul	5		O	2016-02-25	D	35 - Dividende en actions	408		21 717
Davis, Virginia Ann	4		O	2016-02-25	D	35 - Dividende en actions	61		3 259
Gobert, Wilfred Arthur	4		O	2016-02-25	D	35 - Dividende en actions	462		24 584
Halperin, Stephen	4		O	2016-02-25	D	35 - Dividende en actions	147		7 841
Lockhart, Nancy	4		O	2016-02-25	D	35 - Dividende en actions	147		7 830
MacMillan, Thomas C.	4		O	2016-02-25	D	35 - Dividende en actions	65		3 495
Solway, Herbert	4		O	2016-02-25	D	35 - Dividende en actions	523		27 798
Themens, Pierre-Andre	4		O	2016-02-25	D	35 - Dividende en actions	476		25 293
<i>Restricted Share Units</i>									
Bantis, Jim Demetris	5		O	2016-02-25	D	35 - Dividende en actions	2 389		127 589
Freedman, Jeremy Mark	4, 5		O	2016-02-25	D	35 - Dividende en actions	3 836		204 819
LiChong, Jeannine Nietlan	5		O	2016-02-25	D	35 - Dividende en actions	2 784		148 705
Mann, Peter McDaniel	5		O	2016-02-25	D	35 - Dividende en actions	2 784		148 704
Moody, Jeffrey	5		O	2016-02-25	D	35 - Dividende en actions	2 715		144 984
Morris, David Roy	5		O	2016-02-25	D	35 - Dividende en actions	233		12 457
Rosenberg, David Aaron	5		O	2016-02-25	D	35 - Dividende en actions	74		3 940
Zaltz, Peter Aaron	5		O	2016-02-25	D	35 - Dividende en actions	877		46 819
goeasy Ltd. (formerly, easyhome Ltd.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ingram, David	4, 5		O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 372	19.7400	350 328
Mullins, Jason	5		O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	310	19.9500	7 060
			O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	19.9800	7 260
			O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	20.0000	8 060
Pennell, Shane	5		O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	21.0000	3 500
Goldcorp Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ball, Russell David	5		O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	8 221	18.7953	29 585
			O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 930)	18.7953	25 655
Belleau, Guy	7		O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 736	18.7953	22 045
			O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 786)	18.7953	20 259

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 308	18.7953	23 567
			O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 582)	18.7953	21 985
BERGERON, BRENT	5		O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 288	18.7953	6 346
			O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 572)	18.7953	4 774
			O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 803	18.7953	7 577
			O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 340)	18.7953	6 237
<i>Droits</i>									
Ball, Russell David	5		O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 221)		38 007
Belleau, Guy	7		O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 736)		19 595
			O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 308)		16 287
BERGERON, BRENT	5		O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 288)		19 489
			O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 803)		16 686
Golden Star Resources Ltd.									
<i>Droits Performance Share Units (PSUs)</i>									
Coetzer, Samuel Theodorus	4, 5		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 809 846	0.5600	4 860 640
Owiredu, Daniel	5		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	904 923	0.5600	2 462 746
Raffield, Martin Philip	5		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	760 135	0.5600	2 068 706
van Niekerk, Pieter A.	5		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	610 823	0.5600	1 237 611
Walsh, Karen Denise	5		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	304 054	0.5600	827 483
Wasel, Steven Mitchell	5		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	497 708	0.5600	1 354 510
<i>Options</i>									
Coetzer, Samuel Theodorus	4, 5		O	2016-02-29	D	50 - Attribution d'options	789 394	0.5600	3 902 602
Owiredu, Daniel	5		O	2016-02-29	D	50 - Attribution d'options	394 697	0.5600	2 293 969
Raffield, Martin Philip	5		O	2016-02-29	D	50 - Attribution d'options	331 545	0.5600	1 752 237
van Niekerk, Pieter A.	5		O	2016-02-29	D	50 - Attribution d'options	266 420	0.5600	867 142
Walsh, Karen Denise	5		O	2016-02-29	D	50 - Attribution d'options	217 083	0.5600	
			M	2016-02-29	D	50 - Attribution d'options	132 618	0.5600	460 844
Wasel, Steven Mitchell	5		O	2016-02-29	D	50 - Attribution d'options	217 083	0.5600	1 343 066
Goodfellow Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Garcia, Claude	4		O	2016-02-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	10.3280	58 100*
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 200	10.4820	64 300*
Great-West Lifeco Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Great-West Lifeco Inc.	1		O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	235 540	34.2006	235 540
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(235 540)		0
Groupe Canam Inc									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bernard, Mario	5		O	2016-02-25	D	97 - Autre	7 946	12.7600	103 764
			O	2016-02-25	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(7 946)	12.4500	95 818
Dutil, Marc	4, 5		O	2016-02-25	D	97 - Autre	4 681	12.7600	126 058
GROUPE CANAM INC.	1		O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	19 676	12.4500	19 676
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	(19 676)		0
GUERTIN, Louis	5		O	2016-02-25	D	97 - Autre	781	12.7600	20 940
Nadeau, Joël	5		O	2016-02-25	D	97 - Autre	10 860	12.7600	37 774
Thibodeau, Jean	5		O	2016-02-25	D	97 - Autre	2 008	12.7600	25 872
			O	2016-02-25	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(2 008)	12.4500	23 864
Groupe CGI inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne Classe A</i>									
Dube, Benoît Plan	5 PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	296	51.0864	1 227

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Plan - REER	PI		O	2015-12-31	I	d'actionnariat 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	297	51.0493	5 105
Godin, Julie	4								
Sun Life - SPP	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	490	51.0875	2 767
Gorber, Lorne Shawn	5								
Plan	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	451	50.9535	777
			O	2016-02-11	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	69	55.2302	846
			O	2016-02-22	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(846)		0
Sun Life Plan-SPP-RRSP	PI		O	2016-02-22	I	90 - Changements relatifs à la propriété	846		3 346
Gregory, Timothy Walter	5								
Sun Life-SPP	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	982	39.9462USD	2 629
Groupe Colabor Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Rioux, Catherine	5		O	2016-02-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Débitures convertibles 5,70 échéance le 30 avril 2017</i>									
The Article 6 Marital Trust created under the First Amended	3		O	2016-02-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 52 000.00	60.0000	\$ 1 313 000.00
Groupe DMD connexions santé numériques inc. (anciennement Aptilon Corporation)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Benthin, Mark	4		O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(88 500)	0.2000	3 659 254
Charron, André	7, 5		O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 000	0.2000	1 925 766
Martineau, Denis	4		O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	65 000	0.2000	12 596 354
Groupe TMX Limitee									
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Eccleston, Louis	4, 5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	175	49.2000	5 481
Graden, Cheryl	5		O	2015-03-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 501	39.9800	2 501
Hukezalie, Mary Lou	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	270	49.2000	9 193
Miquelon, Alain	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	97	49.2000	3 044
Ptasznik, Michael Steven	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 051	49.2000	32 889
Sinclair, Eric	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	356	49.2000	11 154
Thadane, Nicholas	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	37	46.0700	4 279
<i>Droits Performance Share Units</i>									
Desgagne, Jean	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	94	49.2000	3 293
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 179	40.1400	8 472
Eccleston, Louis	4, 5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	347	49.2000	10 852
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 415	40.1400	26 267
Graden, Cheryl	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	32	49.2000	1 992
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 973	40.1400	3 965
Hukezalie, Mary Lou	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	45	49.2000	1 411
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 948	40.1400	3 359
Miquelon, Alain	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	67	49.2000	2 091
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 374	40.1400	4 465
Oosterbaan, James Nicholas	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	69	49.2000	2 170
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 179	40.1400	4 349

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Ptasznik, Michael Steven	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	65	49.2000	2 040
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 313	40.1400	4 353
Sinclair, Eric	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	63	49.2000	1 975
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 302	40.1400	4 277
Thadaney, Nicholas	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 015	40.1400	5 015
Droits Restricted Share Units									
Desgagne, Jean	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	861	49.2000	27 299
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 179	40.1400	11 185
Eccleston, Louis	4, 5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	347	49.2000	10 852
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 415	40.1400	26 267
Graden, Cheryl	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	75	49.2000	1 313
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 973	40.1400	2 629
Hukezalie, Mary Lou	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	250	49.2000	10 180
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 948	40.1400	7 275
Miquelon, Alain	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	299	49.2000	13 130
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 374	40.1400	10 794
Oosterbaan, James Nicholas	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	139	49.2000	4 362
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 179	40.1400	6 541
Ptasznik, Michael Steven	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	431	49.2000	17 647
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 313	40.1400	11 319
Sinclair, Eric	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	303	49.2000	13 517
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 302	40.1400	10 757
Thadaney, Nicholas	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	303	46.0700	35 298
			O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 015	40.1400	40 313
Options									
Desgagne, Jean	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	39 308	40.1400	218 117
Eccleston, Louis	4, 5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	116 970	40.1400	359 792
Graden, Cheryl	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	14 974	40.1400	38 769
Hukezalie, Mary Lou	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	14 792	40.1400	75 446
Miquelon, Alain	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	18 021	40.1400	108 356
Oosterbaan, James Nicholas	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	16 527	40.1400	84 659
Ptasznik, Michael Steven	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	17 562	40.1400	98 566
Sinclair, Eric	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	17 467	40.1400	134 348
Thadaney, Nicholas	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	38 054	40.1400	120 813
Groupe TVA Inc.									
<i>Unité d'action différée</i>									
Courtois, Marc Alain	4		O	2004-03-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 194		2 194
Courville, Isabelle	4		O	2013-05-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 194		2 194
Dorion, Jacques	4		O	2014-07-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 194		2 194
Elgrably-Lévy, Nathalie	4		O	2008-05-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 194		2 194
LALANDE, Sylvie	4		O	2001-12-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 194		2 194
Lavigne, A. Michel	4		O	2005-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 194		2 194

Émetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Léger, Jean-Marc	4		O	2007-05-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 194		2 194
Mongeau, Annick	4		O	2014-07-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 194		2 194
GSI Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Buckley, Robert	5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(14 319)		291 208
			O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	14 319		305 527
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 845)	12.5900USD	300 682
Chang, Peter	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 907		55 384
			O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 386)		51 998
			O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 386		55 384
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 279)	12.5900USD	54 105
Glastra, Matthijs	5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 357)		81 387
			O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	10 357		91 744
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 075)	12.5900USD	87 669
Roush, John A	4, 5		O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(29 481)		297 033
			O	2016-02-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	29 481		326 514
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 633)	12.5900USD	316 881
Guyana Goldfields Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Beatty, David Malcolm	4	R	O	2016-02-22	D	51 - Exercice d'options	16 666	3.2500	26 666
			R	2016-02-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 666)	4.5900	10 000
<i>Options</i>									
Beatty, David Malcolm	4	R	O	2016-02-22	D	51 - Exercice d'options	(16 666)	3.2500	133 334
H&R Finance Trust									
<i>Parts</i>									
Froom, Larry	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	231	20.2600	21 903
Hardwoods Distribution Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Griffin, John Patrick	5		O	2015-09-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			24 176
			O	2015-10-30	D	35 - Dividende en actions	55		24 231
		R	O	2015-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	13.4262USD	22 931
		R	O	2015-12-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	12.8940USD	21 731
		R	O	2015-12-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	18.3992	19 231
		R	O	2015-12-31	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	3 836		23 067
Healthcare Leaders Income Fund									
<i>Parts</i>									
Healthcare Leaders Income Fund	1		O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	5 200		5 200
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(5 200)		0
Hinterland Metals Inc.									
<i>Options Incentive Stock Options</i>									
Fekete, Gregory Arpad	4		O	2016-01-07	D	52 - Expiration d'options	(150 000)		48 000
Home Capital Group Inc.									

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ahlvik, Christer	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	179	27.7800	9 008
Decina, Pino	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	52	24.6600	1 338
Ferguson, Carol	5		O	2014-05-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	683	36.8600	683
Henderson, Dinah	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	873	40.2100	26 873
Katchen, Benjamin	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	701	33.5600	3 391
Morton, Robert	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	963	37.7700	1 227
Parker, Gregory	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9	32.8800	9
Rawhani, Fariba	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 267	36.3400	2 772
Reid, Martin	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 664	37.5100	40 372
Soloway, Gerald M.	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 880	36.3200	235 378
Wilson, Gary	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	121	28.7900	332
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Beaurivage, Jacqueline	4		O	2016-02-23	D	35 - Dividende en actions	34	31.6100	4 530
Blowes, Robert	4		O	2016-02-23	D	35 - Dividende en actions	4	31.6100	495
Falk, William	4		O	2016-02-23	D	35 - Dividende en actions	79	31.6100	10 521
Graham, Diana Lynn	4		O	2016-02-23	D	35 - Dividende en actions	47	31.6100	6 224
Marsh, John M.	4		O	2016-02-23	D	35 - Dividende en actions	78	31.6100	10 376
Mitchell, Robert A.	4		O	2016-02-23	D	35 - Dividende en actions	82	31.6100	10 867
Smith, Kevin	4		O	2016-02-23	D	35 - Dividende en actions	272	31.6100	36 061
Horizon North Logistics Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ballantyne, Richard Thomas	4	R	O	2015-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	540	3.5300	25 540
		R	O	2015-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	692	2.9500	26 232
		R	O	2016-01-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 361	1.4900	57 593
Newmark, Russell	4								
RRSP	PI		O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	1.1700	81 500
<i>Options</i>									
Fedora, Bradley P. D.	4		O	2016-03-01	D	50 - Attribution d'options	30 000	1.1600	45 500
HudBay Minerals Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Knickel, Carin Shirley	4		O	2015-05-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	2.8800	800
			O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 400	2.8700	2 200
			O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	2.8600	2 400

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	2.8900	3 900
			O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 025	2.9100	4 925
			O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	2.9000	5 625
			O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	2.9200	6 825
<i>Droits Share Units</i>									
Bryson, David Stewart	5		O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(48 604)	3.5000	110 882
Clarry, David Gordon Cameron	5		O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(17 089)	3.5000	33 239
Donnelly, Patrick James	5		O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(19 751)	3.5000	40 985
Dryden, Gregory Paul	7		O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(9 397)	3.5000	22 151
Hair, Alan Thomas Chalmers	4, 5		O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(55 046)	3.5000	113 302
Lei, Eugene Chi-Yen	5		O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(7 476)	3.5000	30 431
Linde, Terry Brian	5		O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(18 884)	3.5000	45 164
Meagher, Cashel Aran	5		O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(25 195)	3.5000	53 737
Merrin, Patrick James	5		O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(8 976)	3.5000	41 068
Oke, Mary-Lynn Ida	5		O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(8 989)	3.5000	29 627
Winton, Robert Maurice	5		O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(7 008)	3.5000	26 691
IAMGOLD Corporation									
<i>Options</i>									
Letwin, Stephen Joseph James	4		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	450 000	3.2600	2 275 000
Little, Benjamin Richard	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	65 000	3.2600	329 921
Stothart, Peter Gordon	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	160 000	3.2600	630 267*
<i>Restricted Share Awards</i>									
Letwin, Stephen Joseph James	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	150 000	3.2600	440 000
Little, Benjamin Richard	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	45 000	3.2600	94 000
Stothart, Peter Gordon	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	105 000	3.2600	195 000*
Iconic Minerals Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Barnett, Richard	5		O	2016-02-22	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(500 000)	0.0500	1 028 750
Charland, Joseph	4		O	2016-01-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	250 000	0.0500	250 000
Simco Services Inc.	3		O	2016-02-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	500 000	0.0500	
			M	2016-02-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	500 000	0.0500	5 903 793
<i>Bons de souscription</i>									
Charland, Joseph	4		O	2016-01-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-29	D	53 - Attribution de bons de souscription	125 000	0.0750	125 000
Simco Services Inc.	3		O	2015-02-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-29	D	53 - Attribution de bons de souscription	250 000	0.0750	250 000
IMAX Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
IMAX Corporation	1		O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	185 500		185 500
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	(185 500)		0
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dibblee, Jennifer	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	95	42.3370	
			M	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	16	42.3370	
			M'	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	29	42.3370	1 933

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Gadbois, L.G. Serge	4								
Gestion Franser Inc.	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	448	42.3370	16 316
Gervais, Normand	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	24	42.3370	874
LeBoutillier, John	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	103	42.3370	34 001
Martin, Jacques	4		O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	36.5120	5 500
Morin, Danielle G.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	86	42.3370	4 104
Mustos, Carl Andrew	7		O	2015-03-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 700	37.0400	2 700
Parent, Jacques	5		O	2016-03-01	D	51 - Exercice d'options	4 000	30.2200	7 900
			O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	36.7292	3 900
Tremblay, Michel	5		O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	35.6300	28 000
<i>Options</i>									
Parent, Jacques	5		O	2016-03-01	D	51 - Exercice d'options	(4 000)	30.2200	123 000
<i>unités d'actions différées (uda)-differed shared units (dsa)</i>									
Boulet, Jean-François	5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	170	42.3370	6 312
Chabot, René	5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	213	42.3370	7 897
Charest, Yvon	4, 5		O	2016-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 834	39.1600	
			M	2016-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 384	39.1600	94 103
			O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	2 369	42.3370	87 719
Daneau, Guy	5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	144	42.3370	5 347
Gervais, Normand	5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	47	42.3370	1 756
Laflamme, Renée	5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	75	42.3370	5 294
Lamoureux, Claude	4		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	57	42.3370	9 684
McGuire, Francis Phillip	4		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	799	42.3370	29 580
Michaud, Bruno	5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	214	42.3370	7 416
Pantelidis, James	4		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	688	42.3370	25 469
Parent, Jacques	5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	54	42.3370	1 996
Pépin, Normand	5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	1 642	42.3370	60 809
Ricard, Denis	5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	606	42.3370	22 451
Ritchie, Mary C.	4		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	121	42.3370	4 480
Stickney, Michael Lee	5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	29	42.3370	1 072
<i>Unités d'actions liées au rendement / Performance Share Unit</i>									
Chabot, René	5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	205	44.1300	7 573
			O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 971)		7 536
Charest, Yvon	4, 5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	507	44.1300	18 790
			O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 372)		17 502
Michaud, Bruno	5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	101	44.1300	3 767
			O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 478)		3 509
Mustos, Carl Andrew	7		O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 983)		6 684
			O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	163	44.1300	6 034
Pépin, Normand	5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	344	44.1300	12 733
			O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 996)		11 860
Ricard, Denis	5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	211	44.1300	7 862
			O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 971)		8 164
Stickney, Michael Lee	5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	208		
			M	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	258		7 717
			O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 027)		7 189

Émetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Tremblay, Michel	5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	327	44.1300	12 143
			O	2016-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 764)		11 311
Innergex énergie renouvelable Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Laflamme, Richard	4		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	54	11.0200	8 674
			O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	53	10.2300	8 727
			O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	52	10.5100	8 779
Celi	PI		O	2015-12-31	I	35 - Dividende en actions	22	11.0200	557
			O	2015-12-31	I	35 - Dividende en actions	30	10.2300	587
			O	2015-12-31	I	35 - Dividende en actions	30	10.5100	617
reer	PI		O	2015-12-31	I	35 - Dividende en actions	119	11.0200	4 964
			O	2015-12-31	I	35 - Dividende en actions	130	10.2300	5 094
			O	2015-12-31	I	35 - Dividende en actions	129	10.5100	5 223
Integra Gold Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Salamis, George	4		O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.3900	1 281 103
Interfor Corporation									
<i>Droits Performance Share Units</i>									
Davies, Duncan Kenneth	4, 5		O	2016-02-29	D	59 - Exercice au comptant	(80 346)		179 728
Horning, John Allen	5		O	2016-02-29	D	59 - Exercice au comptant	(50 062)		86 546
InterRent Real Estate Investment Trust									
<i>Deferred Units</i>									
Stone, Victor Reginald	4		O	2016-02-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 712)		83 391
<i>Parts de fiducie</i>									
Stone, Victor Reginald	4		O	2016-02-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 856		82 948
Jaguar Mining Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ahmed, Hashim	5		O	2016-02-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			16 800
<i>Options</i>									
Ahmed, Hashim	5		O	2016-02-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			75 000
Just Energy Group Inc.									
<i>Obligations 6.5 Convertible Bonds</i>									
Pattison, James A.	3								
Great Pacific Capital Corp.	PI		O	2013-10-29	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2016-02-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 6 000 000.00	94.5000USD	\$ 6 000 000.00
Keyera Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Norris, Michael John	4		O	2013-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	245	57.9400	
			M	2013-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	244	57.9400	1 944
			O	2015-04-01	D	37 - Division ou regroupement d'actions	2 768		
			M	2015-04-01	D	37 - Division ou regroupement d'actions	2 767		5 534
<i>Droits Share Awards</i>									
Bertram, James Vance	4, 5		O	2011-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 000		
			M	2011-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 999		113 987
			O	2015-04-01	D	37 - Division ou regroupement d'actions	64 676		
			M	2015-04-01	D	37 - Division ou regroupement d'actions	64 675		129 350
Killam Apartment Real Estate Investment Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Jackson, Jeremy Winston	5								

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
RRSP (JJ)	PI		O	2016-02-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	728	10.8400	
RRSP (Paula) McCarville, Colleen	PI		M	2016-02-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	728	10.8400	7 174*
iTrade account	PI		O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	10.9200	5 300*
			O	2016-02-26	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(4 600)		700*
itrade account - RRSP	PI		O	2016-01-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 550		1 550*
itrade account - TFSA	PI		O	2016-01-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	I	90 - Changements relatifs à la propriété	3 050		3 050*
McLean, Mike									
CIBC	PI		O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 680)	10.9400	738*
RRSP (CIBC)	PI		O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	10.9500	11 518*
Kinaxis Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Johnson, Jeffrey George	5		O	2016-02-23	D	51 - Exercice d'options	25 000	3.2000USD	25 000
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	40.0000	0
<i>Options</i>									
Johnson, Jeffrey George	5		O	2016-02-23	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	3.2000USD	242 500
Kingsway Financial Services Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Baqar, Hassan Raza	5		O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	158	4.4880USD	31 392
Hickey, William A.	5		O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	336	4.4880USD	62 420
Swets, Jr., Larry Gene	4, 5, 3		O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	464	4.4880USD	672 787
La Banque de Nouvelle - Ecosse									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bank of Nova Scotia, The	1		O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	51.8376	250 000
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	44 600	51.9982	294 600
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(294 600)		0
La Societe Canadian Tire Limitee									
<i>Actions sans droit de vote Class A (CT Savings Plan)</i>									
Collver, Robyn Anne	7, 5, 3		O	2016-02-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(400)	130.6352	106
La Societe de Gestion AGF Limitee									
<i>Actions ordinaires Class B</i>									
Camilli, Kathleen Mary	4		O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	4.5400	10 900
			O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	4.7100	15 900
<i>Actions ordinaires Deferred Share Units</i>									
Camilli, Kathleen Mary	4		O	2015-06-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-29	D	46 - Contrepartie de services	1 042	4.8000	1 042
Davis, Sarah Ruth	4		O	2016-02-29	D	46 - Contrepartie de services	2 892	4.8000	11 993
Derry, Douglas	4		O	2016-02-29	D	46 - Contrepartie de services	3 255	4.8000	40 678
Lang, Donald Gordon	4		O	2016-02-29	D	46 - Contrepartie de services	4 949	4.8000	71 058
Squibb, Geoffrey Wayne	4		O	2016-02-29	D	46 - Contrepartie de services	5 261	4.8000	54 728
Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc.									

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Actions à droit de vote subalterne Catégorie A</i>									
Le Groupe Jean Coutu (PJC) Inc.									
	1		O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	300	21.1700	220 329
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	21.1400	221 529
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	21.1500	224 229
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	21.1000	225 529
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	21.0900	226 529
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	21.0600	227 629
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	21.1200	229 229
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	21.0600	230 829
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	200	21.2000	231 029
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	21.1300	232 429
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	21.1100	234 429
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	500	21.0500	234 929
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	600	21.0400	235 529
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	21.0300	237 529
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	500	21.0200	238 029
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	900	21.0000	238 929
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	400	20.9200	239 329
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	900	20.9500	240 229
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	900	20.9400	241 129
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	20.9300	242 229
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	20.8100	243 729
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	800	20.7700	244 529
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	400	20.7900	244 929
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	700	20.8000	245 629
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	900	20.8600	246 529
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	2 800	20.8500	249 329
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	700	20.8400	250 029
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	20.8300	251 529
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	20.7400	252 829
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	800	20.7300	253 629
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	500	20.6900	254 129
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	100	20.6400	254 229
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	400	20.6500	254 629
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	500	20.7200	255 129
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	20.7100	256 629
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	20.7000	257 929
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	2 343	20.7500	260 272
			O	2016-02-04	D	38 - Rachat ou annulation	(74 343)		210 329
			O	2016-02-05	D	38 - Rachat ou annulation	(70 443)		193 229
			O	2016-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	(64 543)		194 029
			O	2016-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(73 043)		195 329
			O	2016-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	(55 643)		214 029
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	(65 343)		223 029
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	(74 343)		223 029
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	(74 343)		223 729
			O	2016-02-17	D	38 - Rachat ou annulation	(74 343)		223 029
			O	2016-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(74 343)		223 029
			O	2016-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	(74 343)		220 029
			O	2016-02-22	D	38 - Rachat ou annulation	(74 343)		220 029
			O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(74 343)		220 029
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	(71 343)		188 929
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(74 343)		114 586
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	(74 343)		40 243
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(40 243)		0
<i>Droits à la plus-value des actions</i>									

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Coutu, Jean-Michel	5		O	2016-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(5 392)		33 034
Unités d'actions différées									
Bastarache, Lise	4		O	2016-02-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	628	20.5700	17 755
			O	2016-02-27	D	35 - Dividende en actions	101	19.4300	17 856
Dutil, Marcel E.	4		O	2016-02-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	891	20.5700	66 703
			O	2016-02-27	D	35 - Dividende en actions	378	19.4300	67 081
Forget, Nicole	4		O	2016-02-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	576	20.5700	3 533
			O	2016-02-27	D	35 - Dividende en actions	20	19.4300	3 553
Lacroix, Robert	4		O	2016-02-27	D	35 - Dividende en actions	193	19.4300	34 304
Molson, Andrew	4		O	2016-02-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	509	20.5700	2 680
			O	2016-02-27	D	35 - Dividende en actions	15	19.4300	2 695
Mussely Tsouffidou, Cora	4		O	2016-02-27	D	35 - Dividende en actions	34	19.4300	6 015
Thabet, Annie	4		O	2016-02-17	D	35 - Dividende en actions	32	19.4300	5 692
Les Compagnies Loblaw Limitee									
Actions ordinaires									
Butler, Mark Charles	5		O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 600)	67.6000	61 262
			O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	67.8630	60 962
			O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 500)	67.8390	57 462
Les Métaux Canadiens Inc.									
Options									
Boisjoli, Robert	5		O	2016-01-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.1000	100 000*
COURTEMANCHE, ROLAND	4		O	2016-02-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	200 000		200 000
Dufresne, Claude	4		O	2016-02-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.1000	200 000*
Gagnon, Michel	4		O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	200 000		550 000
Leblanc, Stéphane	4, 5, 3		O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.1000	700 000
Les Producteurs Affinor inc.									
Actions ordinaires									
Brown, Mark Thomas	5								
Mark T. Brown - RRSP	PI		O	2015-10-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.0450	50 000
			O	2016-02-24	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.0450	100 000
Les Ressources Komet Inc.									
Actions ordinaires									
Gagne, Andre	4, 5								
2846-2059 Québec inc.	PI		O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.3532	1 711 986
			O	2016-03-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.3630	1 716 986
Les Vêtements de Sport Gildan Inc.									
Actions ordinaires									
Berg, Donald	4		O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	25.4000	USD 3 000
Martin-Vachon, Anne	4		O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	35.0820	1 000

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Lucara Diamond Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Conibear, Paul K.	4		O	2016-03-01	D	51 - Exercice d'options	200 000	0.7000	766 000
Lamb, William	4, 5		O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(70 000)	2.4464	
			M	2016-02-29	D	51 - Exercice d'options	30 000	0.7000	550 000
<i>Droits Share Units</i>									
Armstrong, John Patrick	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	70 000		141 331
Day, Paul Michael	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	115 000		232 187
Kondo, Glenn	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	115 000		232 187
Lamb, William	4, 5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	290 000		458 138
Lecour, Jennifer Elizabeth	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	55 000		111 046
<i>Options</i>									
Armstrong, John Patrick	5		O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	60 000	2.4500	280 000
Clark, Richard Peter	4		O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	200 000		266 667
Conibear, Paul K.	4		O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	200 000		400 000
			O	2016-03-01	D	51 - Exercice d'options	(200 000)	0.7000	200 000
Day, Paul Michael	5		O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	100 000	2.4500	366 667
Inkster, Marie	4		O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	200 000		400 000
Kondo, Glenn	5		O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	100 000	2.4500	300 000
Lahri, Naseem Banu	7		O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	60 000	2.4500	150 000
Lamb, William	4, 5		O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	150 000	2.4500	550 000
			O	2016-02-29	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	0.7000	450 000
Lecour, Jennifer Elizabeth	5		O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	50 000	2.4500	150 000
Lundin, Lukas Henrik	4		O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	200 000		400 000
Thomas, Eira Margaret	4		O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	200 000		400 000
Magna International Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Palmer, Jeffrey Owen	5		O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	100 000	24.1100	168 431
			O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	40 000	28.5100	208 431
Seguin, Francis	5		O	2016-02-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			26 108
TD RRSP	PI		O	2016-02-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			6 160
Tobin, Sr., James Joseph	5		O	2016-02-29	D	51 - Exercice d'options	34 014	6.5850USD	42 830
			O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(18 760)	38.7400USD	24 070
<i>Options</i>									
Palmer, Jeffrey Owen	5		O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	24.1100	142 076
			O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	(40 000)	28.5100	102 076
Seguin, Francis	5		O	2016-02-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			185 886
Tobin, Sr., James Joseph	5		O	2016-02-29	D	51 - Exercice d'options	(34 014)	6.5850USD	181 422
MAYA OR & ARGENT INC.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Goulet, Guy	4, 5		O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	13.5000	505 796
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	0.1400	507 296
MBN Corporation									
<i>Parts</i>									
MBN Corporation	1		O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	5.4484	2 500
			O	2016-02-23	D	38 - Rachat ou annulation	(2 500)		0
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	5.3643	1 400
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		0
Medical Facilities Corporation									

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Actions ordinaires</i>									
Medical Facilities Corporation	1		O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	14.1000	31 045 944
<i>Deferred Share Units</i>									
Dineley, Stephen F.	4		O	2016-02-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Merus Labs International Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
cloutier, michael	4		O	2013-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2014-09-30	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	31 000	1.6300	31 000
<i>Bons de souscription spéciaux</i>									
Pollock, Robert									
Self	4		O	2012-10-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-03-01	I	16 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'une dispense de prospectus	500 000		500 000
<i>Droits de souscription Subscription Receipts</i>									
Pollock, Robert									
Self	4		O	2012-10-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-03-01	I	16 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'une dispense de prospectus	500 000	1.9000	500 000
			O	2016-03-01	I	16 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'une dispense de prospectus	(500 000)		0
Métaux DNI Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Weir, Daniel John	4, 5								
jend consulting inc.	PI		O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(264 000)		1 410 000
Metaux Russel Inc.									
<i>Options</i>									
Britton, Marion Eleanor	5		O	2016-02-23	D	52 - Expiration d'options	(20 000)	25.7500	478 466
Bryant, Gregg Edward	5		O	2016-02-23	D	52 - Expiration d'options	(2 500)	25.7500	14 000
Coleman, Lesley Margaret Seppings	5		O	2016-02-23	D	52 - Expiration d'options	(5 000)	25.7500	62 250
Halcrow, David	5		O	2016-02-23	D	52 - Expiration d'options	(25 000)	25.7500	92 000
Kelly, Maureen Ann	5		O	2016-02-23	D	52 - Expiration d'options	(25 000)	25.7500	102 000
Mangialardi, Giuseppe	5		O	2016-02-23	D	52 - Expiration d'options	(5 000)	25.7500	40 000
Robb, Lloyd Bruce	5		O	2016-02-23	D	52 - Expiration d'options	(5 000)	25.7500	38 000
Methanex Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hognestad, Jone	7		O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	5 000	6.3300USD	30 420
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(5 000)	42.3400	25 420
MALONEY, KEVIN	5		O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	975	6.3300USD	17 758
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(975)	41.1600	16 783
			O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	3 525	6.3300USD	20 308
Price, Kevin	5		O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	4 500	6.3300USD	10 238
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(4 500)	43.2700	5 738
Sumner, Rich	7, 5		O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	8 400	6.3300USD	10 850
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(8 400)	42.5200	2 450
Wiggins, Wade	7, 5		O	2016-03-01	D	51 - Exercice d'options	1 618	6.3300USD	15 759
			O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le	(1 618)	42.6600	14 141

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
					51 - Exercice d'options	6 032	6.3300USD	20 173	
<i>Options</i>									
Hognestad, Jone	7		O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	(5 000)		0
MALONEY, KEVIN	5		O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	(975)		3 525
			O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	(3 525)		0
Price, Kevin	5		O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	(4 500)		0
Sumner, Rich	7, 5		O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	(8 400)		0
Wiggins, Wade	7, 5		O	2016-03-01	D	51 - Exercice d'options	(1 618)		57 632
			O	2016-03-01	D	51 - Exercice d'options	(6 032)		51 600
Meubles Leon Ltee									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cooney, John Andrew	5		O	2016-02-26	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 690)	14.7500	29 984
RRSP	PI		O	2016-02-26	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 690	14.7500	7 581
Leon, David	5		O	2016-02-26	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 690)	14.7500	35 592
RRSP	PI		O	2016-02-26	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 690	14.7500	38 442
Leon, Graeme	5		O	2016-02-26	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(2 434)	14.7500	26 937
RRSP	PI		O	2016-02-26	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 690	14.7500	92 243
TFSA Spouse	PI		O	2016-02-26	I	90 - Changements relatifs à la propriété	372	14.7500	3 363
TSFA	PI		O	2016-02-26	I	90 - Changements relatifs à la propriété	372	14.7500	3 395
Migao Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lu, Helen	5	R	O	2016-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.4650	500
Millrock Resources Inc.									
<i>Options</i>									
St. George, Philip	5	R	O	2016-02-04	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.2450	650 000*
Mines Agnico Eagle Limitée									
<i>Actions ordinaires</i>									
Blackburn, Alain	5		O	2016-02-24	D	51 - Exercice d'options	22 000	37.0500	27 023
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(22 000)	50.4800	5 023
Datta, Picklu	5		O	2016-02-29	D	51 - Exercice d'options	3 000	37.0500	9 316
			O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	47.5850	6 316
Robitaille, Jean	5		O	2016-02-24	D	51 - Exercice d'options	15 000	37.0500	63 956
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	50.4218	48 956
Voutilainen, Pertti	4		O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 795)	46.1630	
			M	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 795)	49.1630	11 800
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	35.2233USD	10 000
<i>Options</i>									
Blackburn, Alain	5		O	2016-02-24	D	51 - Exercice d'options	(22 000)	37.0500	426 000
Datta, Picklu	5		O	2016-02-29	D	51 - Exercice d'options	(3 000)	37.0500	177 750
Robitaille, Jean	5		O	2016-02-24	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	37.0500	331 000
Mines Richmond inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Barnes, Peter Derek	4		O	2016-02-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 000
Chamandy, H. Gregory	4, 3		O	2016-02-29	D	51 - Exercice d'options	25 000	2.5500	986 805
			O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	6.2907	961 805
Marion, Rene Louis Joseph	4		O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le	(6 600)	6.2600	43 400

Émetteur	Relation	Retard	État opérationnel	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
						marché			
Titre						10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	6.2600	43 100
Initié						10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	6.2700	42 800
Porteur inscrit						10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	6.2600	42 200
						10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	6.2600	41 800
						10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	6.2800	41 400
						10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 400)	6.2700	40 000
						51 - Exercice d'options	16 666	3.7300	56 666
						51 - Exercice d'options	10 000	2.5500	66 666
						51 - Exercice d'options	5 000	2.5500	71 666
						51 - Exercice d'options	10 000	2.5500	50 000
						10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 666)	6.3300	55 000
						10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	6.3300	45 000
						10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	2.5500	40 000
						10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	6.1700	40 000
Pesner, Michael	4					51 - Exercice d'options	25 000	2.5500	35 000
						10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	6.2579	10 000
<i>Options</i>									
Barnes, Peter Derek	4					00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
						50 - Attribution d'options	100 000	6.0900	100 000
Bourcier, Christian	5					00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
						50 - Attribution d'options	120 000	6.0900	120 000
Chamandy, H. Gregory	4, 3					51 - Exercice d'options	(25 000)	2.5500	542 000
Marion, Rene Louis Joseph	4					51 - Exercice d'options	(16 666)	3.7300	58 334
						51 - Exercice d'options	(10 000)	2.5500	48 334
						51 - Exercice d'options	(5 000)	2.5500	43 334
						51 - Exercice d'options	(10 000)	2.5500	33 334
Pesner, Michael	4					51 - Exercice d'options	(25 000)	2.5500	153 000
<i>Restricted Share Unit / Unité d'action restreinte</i>									
Adam, Daniel	5					56 - Attribution de droits de souscription	15 600	6.3200	20 267
Adams, Renaud	4, 5					00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
						56 - Attribution de droits de souscription	86 000	6.3200	86 000
Barnes, Peter Derek	4					00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
						56 - Attribution de droits de souscription	10 000	6.3200	10 000
Burleton, Stephen	5					56 - Attribution de droits de souscription	16 800	6.3200	23 800
Day, Anne	5					00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
						56 - Attribution de droits de souscription	10 000	6.3200	10 000
Tardif, Mélissa	5					56 - Attribution de droits de souscription	3 730	6.3200	5 530
Veilleux, Nicole	5					56 - Attribution de droits de souscription	18 000	6.3200	23 667
<i>Unité d'Action différée / Deferred Share unit</i>									

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
MINT Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
MINT Income Fund	1		O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	6.1343	63 198 282
Moneda LatAm Growth Fund									
<i>Parts Class A</i>									
Moneda Latam Growth Fund	1	R	O	2016-01-15	D	38 - Rachat ou annulation	500	5.9672	500*
			O	2016-01-15	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	5.9672	0
Morguard Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Morguard Corporation	1		O	2016-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	8 300	136.9300	8 300
			O	2016-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	(8 300)		0
Morneau Shepell Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Chisholm, Robert William	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 846	16.3600	36 056
Andrea Chisholm	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 533	16.3800	33 154
Lauran Investments	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 051	16.2800	16 629
Morneau, Sr., William Frank	5								
Helen Therese Morneau	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	827	16.3800	17 865
Nevada Exploration Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Higgs, Dennis	4		O	2016-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 750)	0.3824	3 749 472
New Gold Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Emerson, David Lee	4		O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	4.4300	20 000
Gallagher, Robert	5		O	2016-02-23	D	51 - Exercice d'options	380 000	4.4400	
			M	2016-02-23	D	51 - Exercice d'options	380 000	2.7100	670 530
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(283 618)	4.4400	386 912
<i>Options</i>									
Gallagher, Robert	5		O	2013-03-14	D	51 - Exercice d'options	(200 000)	6.2000	
			M	2013-03-14	D	51 - Exercice d'options	(2 000 000)	6.2000	2 389 000
			O	2016-02-23	D	51 - Exercice d'options	(380 000)	2.7100	2 844 000*
NGEx Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Zebra Holdings and Investments S.à.r.l.	3		O	2016-02-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	7 406		21 762 539
<i>Options</i>									
Carmichael, Robert Gordon	5		O	2016-02-24	D	50 - Attribution d'options	200 000		655 000
Conibear, Paul K.	4		O	2016-02-24	D	50 - Attribution d'options	150 000		500 000

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Lundin, Lukas Henrik	4, 5		O	2016-02-24	D	50 - Attribution d'options	150 000		500 000
Mir, Pablo	7		O	2016-02-24	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.6100	132 500
Mullen, David Frederick	4		O	2016-02-24	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.6100	500 000
Ngo, Joyce	5		O	2016-02-24	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.6100	265 000
Rand, William Archibald	4		O	2016-02-24	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.6100	500 000
STOKKE KEMP, JULIE ANN	5		O	2016-02-24	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.6100	150 000
Vitaller, Alfredo Omar	2		O	2016-02-24	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.6100	655 000
Wodzicki, Wojtek Alexander	4, 5		O	2016-02-24	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.6100	1 275 000
North American Energy Partners Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ferron, Martin Robert	4, 5		O	2016-02-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 800	2.3900	1 117 297
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 100	2.4500	1 122 397
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	2.4000	1 124 897
NorthWest Healthcare Properties Real Estate Investment Trust									
<i>Deferred Units</i>									
Cozzi, Vincent	5		O	2016-01-15	D	38 - Rachat ou annulation	(497 845)	8.4700	
			M	2016-01-15	D	38 - Rachat ou annulation	(348 491)	8.4700	647 201
			O	2016-01-15	D	38 - Rachat ou annulation	(149 354)	8.4700	497 847
<i>Parts de fiducie</i>									
Cozzi, Vincent	5		O	2016-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	497 845	8.4700	
			M	2016-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	348 491	8.4700	348 491
NovaCopper Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Sanders, Elaine	5		O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 000	0.4400	336 728
<i>Droits Deferred Share Unit</i>									
Giardini, Tony Serafino	4		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 480		146 412*
Lang, Gregory Anthony	4		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 480		140 963
Levental, Igor	4		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 480		140 062*
Madhavpeddi, Kalidas	4		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 480		151 562*
McConnell, Gerald James	4		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 480		137 360
Stairs, Janice Alayne	4		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 480		145 260
NOVAGOLD RESOURCES INC.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Rimelman, Ronald	5		O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(35 620)	4.8700USD	83 526
<i>Droits Deferred Share Unit</i>									
Dowdall, Sharon Elizabeth	4		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	902		18 673
Faber, Marc	4		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	902		22 011
Kaplan, Thomas	4		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 804	6.6143	39 742
Leathley, Gillyeard(Gil) James	4		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	902		24 033
Levental, Igor	4		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	902		31 794
Madhavpeddi, Kalidas	4		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	902		23 522
McConnell, Gerald James	4		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 804		44 862
Nauman, Clynton R.	4		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	902		23 521
Van Nieuwenhuysse, Rick	4, 5								
Solium Capital	PI		O	2016-03-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	902		18 673
Walsh, Anthony P.	4		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	902	6.6143	18 672
Nuvo Research Inc.									
<i>Deferred Share Unit Plan (DSU)</i>									
Copeland, David A.	4		O	2016-02-29	D	97 - Autre	6		54 715

Émetteur	Relation	Retard	État opérationnel	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Dobranowski, Anthony Edward	4		O	2016-02-29	D	97 - Autre	5		50 115
Lindeiner, Klaus	4		O	2016-02-29	D	97 - Autre	4		48 439
Messier, Jacques	4		O	2016-02-29	D	97 - Autre	6		49 769
Stanley, Theodore H.	4		O	2016-02-29	D	97 - Autre	3		42 337
Options									
Chicoine, Daniel	4		O	2016-02-29	D	97 - Autre	(7)		182 792
Copeland, David A.	4		O	2016-02-29	D	97 - Autre	(3)		10 309
Dobranowski, Anthony Edward	4		O	2016-02-29	D	97 - Autre	(3)		10 309
Guntermann, Henrich R.K.	4		O	2016-02-29	D	97 - Autre	(7)		121 860
Lemieux, Stephen	8		O	2016-02-29	D	97 - Autre	(6)		61 637
Lindeiner, Klaus	4		O	2016-02-29	D	97 - Autre	(3)		10 309
London, John	4		O	2016-02-29	D	97 - Autre	(7)		182 792
Loucaides, Katina	8		O	2016-02-29	D	97 - Autre	(7)		50 425
Messier, Jacques	4		O	2016-02-29	D	97 - Autre	(3)		10 309
Stanley, Theodore H.	4		O	2016-02-29	D	97 - Autre	(2)		9 228
Nuvo Research Inc. (formerly Dimethaid Research Inc.)									
<i>Share Appreciation Rights Plan (SAR)</i>									
Lemieux, Stephen	8	R	O	2013-10-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	90 758		
			M	2013-10-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	95 758		95 758
OceanaGold Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
CHAMBERLAIN, MARK NORMAN	5		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	108 773		9 124
Klinck, Darren Ervin Charles	5		O	2016-02-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	87 089		87 089
MA, YUWEN	5		O	2016-02-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	77 593		101 154
Tang, Liang	5		O	2016-02-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	54 273		74 217
<i>Options</i>									
CHAMBERLAIN, MARK NORMAN	5		O	2016-02-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(108 773)		418 851
FEEBREY, CRAIG ANDREW	5		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	242 424		242 424
Klinck, Darren Ervin Charles	5		O	2016-02-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(87 089)		400 721
			O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	248 485		649 206
MA, YUWEN	5		O	2016-02-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(77 593)		355 967
			O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	181 818		537 785
Tang, Liang	5		O	2016-02-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(54 273)		242 516
			O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	206 061		448 577
ONEX CORPORATION									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Donaldson, Christine Maria	5		O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	43	83.3219	26 583
Hirsch, David Robert	7		O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	89	83.3219	31 351
Le Blanc, Robert Michael	7		O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	325	81.8141	612 692
Lewtas, Donald William	5		O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	181	83.3219	73 330
Munk, Anthony	7		O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	235	83.3219	580 797
Onex Corporation	1		O	2016-02-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 785	78.9000	3 785
			O	2016-02-02	D	38 - Rachat ou annulation	(3 785)		0
			O	2016-02-05	D	38 - Rachat ou annulation	22 385	78.9000	22 385
			O	2016-02-05	D	38 - Rachat ou annulation	(22 385)		0
			O	2016-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	38 985	78.9000	38 985
			O	2016-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	(38 985)		0
			O	2016-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	29 685	78.9000	29 685
			O	2016-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(29 685)		0
			O	2016-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	700	78.2900	700
			O	2016-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(700)		0

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	26 185	78.9000	26 185
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	(26 185)		0
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	400	78.2900	400
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	(400)		0
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	115 400	78.9000	115 400
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	(115 400)		0
Srivastava, Manish Kumar	5		O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	16	83.3219	2 133
Wright, Nigel Stewart	7		O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	328	83.3219	298 774
<i>Options</i>									
Govan, Christopher Allan	5		O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)	35.2000	260 000
Hausman, Joshua Samuel	7		O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)	29.2200	195 000
Le Blanc, Robert Michael	7		O	2016-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	(35 000)	29.2200	1 080 000
Opal Energy Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Tisdale, Wayne	4, 5								
Caledonia Capital Corp.	PI		O	2016-03-01	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	5 000	0.2100	354 500
			O	2016-03-01	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	10 000	0.1900	364 500
<i>Bons de souscription</i>									
curtis, Michael Charles Peter	4		O	2008-09-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			300 000
Open Text Corporation									
<i>Actions ordinaires OTEX Common</i>									
Weinstein, Deborah	4		O	2009-12-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	36 600	49.1700USD	36 600
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(36 600)	49.1700USD	0
<i>Options All OTEX Option Plans</i>									
Weinstein, Deborah	4		O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	(36 600)	49.1700USD	0
Orbit Garant Drilling Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Laplante, Alain	5		O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	3 000	0.7800	39 166
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	5 000	0.7700	44 166
Partners Real Estate Investment Trust									
<i>Parts</i>									
Tawse, Moray	3								
801420 Ontario Limited	PI		O	2016-02-18	I	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	10 383	3.1047	1 547 746
Bunky Holdings Limited	PI		O	2016-02-18	I	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 297	3.1047	789 585
Joanne Tawse RSP	PI		O	2016-02-18	C	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	598	3.1047	89 257
Moray Tawse RSP	PI		O	2016-02-18	I	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	792	3.1047	118 183
Webcom Inc.	PI		O	2016-02-16	I	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	16 734	3.1047	
			M	2016-02-18	I	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	16 734	3.1047	2 494 329
Webcom Pension Plan	PI		O	2016-02-18	C	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 324	3.1047	197 385

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
PHX Energy Services Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Buker, Michael Leslie	5		O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	5 000	1.5000	53 223*
Thomas, Roger Dale	4		O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(10 000)	1.4337	0
<i>Retention Awards (Cash-based Only)</i>									
Athaide, Judith	4		O	2016-02-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(73)	1.4400	33 853*
			O	2016-02-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(260)	1.4400	33 593*
Bailey, James Cameron	4		O	2016-02-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(36)	1.4400	23 285*
			O	2016-02-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(195)	1.4400	23 090*
			O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 427	1.4400	27 517*
Hibbard, Lawrence M.	4		O	2016-02-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(109)	1.4400	28 480*
			O	2016-02-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(195)	1.4400	28 285*
			O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 968	1.4400	36 253*
Hooks, John Michael	5		O	2016-02-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(36)	1.4400	187 224*
			O	2016-02-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(130)	1.4400	187 094*
			O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 541	1.4400	190 635*
Tetreault, Myron Arthur	4		O	2016-02-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(73)	1.4400	39 413*
			O	2016-02-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(195)	1.4400	39 218*
			O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 312	1.4400	44 530*
Thomas, Roger Dale	4		O	2016-02-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(54)	1.4400	17 230*
			O	2016-02-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(146)	1.4400	17 084*
			O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 312	1.4400	22 396*
Pilot Gold Inc.									
<i>Options</i>									
Smith, Moira Tracey	5		O	2016-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			475 000
Plaza Retail REIT									
<i>Bonds 5.25 Mortgage Bonds, Series V1</i>									
Brewer, Earl	4, 5								
Sandra Kitchen	PI		O	2016-02-23	I	38 - Rachat ou annulation	(14 000)		0
TD Waterhouse RIF	PI		O	2016-02-23	I	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		0
Petrie, James M.	5								
CIBC Wood Gundy RRSP	PI		O	2016-02-23	I	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		0
Zakuta, Michael Aaron	4, 5, 3								
CIBC RRSP	PI		O	2016-02-23	I	38 - Rachat ou annulation	(40 000)		0
Michelle Aube	PI		O	2016-02-23	C	38 - Rachat ou annulation	(60 000)		0
Z-Corp Financial 2007 Ltd.	PI		O	2016-02-23	I	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		0
<i>Parts de fiducie</i>									
Brewer, Earl	4, 5								
Marine Capital Inc.	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	110	4.0400	3 951 078
Sandra Kitchen	PI		O	2015-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	238	83.0200	
			M	2015-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	238	4.1900	19 806
POET Technologies Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Tsiofas, Chris	4		O	2016-02-23	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(25 000)	1.0300	0
RRSP	PI		O	2016-02-23	I	90 - Changements relatifs à la propriété	25 000	1.0300	25 000*
Postmedia Network Canada Corp.									
<i>Deferred Share Units</i>									
Burke, Charlotte Florence	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	116 667		332 767
Cohen, Mitchell Joel	4		O	2016-01-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	60 256		60 256
Coyles, Stephanie	4		O	2016-01-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	60 256		60 256
Henkelman, Wendy	4		O	2016-01-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	60 256		60 256
Lodge, Ted Stuart	4		O	2016-01-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	55 952		55 952
Nisenholtz, Martin	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	133 333		311 045
Phillips, Rodney Alan	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	225 000		524 889
Savage, Graham William	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	150 000		414 877
Sharpe, Leonard Peter	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	133 333		377 935
Steady, Robert Joseph	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	150 000		414 877
PrairieSky Royalty Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Phillips, Andrew	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 743	28.2500	458 457*
PROCTOR, CAMERON MACLEAN	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 754	28.2500	30 609*
Precision Drilling Corporation									
<i>Options</i>									
Espeland, Niels	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	204 800	3.2100USD	676 800
Evasiuk, Douglas Brian	7		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	146 300	3.2100USD	507 200
Foley, Veronica H.	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	25 600	3.2100USD	53 100
FORD, CAREY THOMAS	7		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	87 800	3.2100USD	285 519
Gambles, Leonard C.	7		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	67 100	4.4600	298 700
Hunter, Grant MacLeod	7		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	146 300	3.2100USD	487 900
Marks, Roland H.	7		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	111 800	4.4600	433 200
McNally, Robert Joseph	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	292 600	3.2100USD	1 087 367
Neveu, Kevin A.	4, 5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	686 000	3.2100USD	2 273 200
Pickering, William Ross	7		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	111 800	4.4600	433 200
Ruhr, Darren	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	111 800	4.4600	528 800
Stahl, Gene	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	204 800	3.2100	
			M	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	204 800	3.2100USD	852 434
Stickland, Wane Jacob	7		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	36 600	3.2100USD	204 200
Premier Gold Mines Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Downie, Ewan Stewart	4		O	2016-02-22	D	51 - Exercice d'options	50 000	2.1900	3 704 778
			O	2016-02-22	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(40 000)	3.0000	3 664 778
<i>Options</i>									
Downie, Ewan Stewart	4		O	2016-02-22	D	51 - Exercice d'options	(50 000)		1 525 000
Primero Mining Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lendon, Heather Maura	5		O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	2.3700	7 633
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	2.3800	15 633
Mast, Ernest Daniel	5		O	2015-02-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 900	2.1800	12 900
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	2.1750	13 000
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le	12 000	2.1920	25 000

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
marché									
<i>Droits Phantom Share Units</i>									
Demers, David Robert	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	33 898		57 239
Edey, Grant Arnold	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	33 898		56 966
Luna, Eduardo	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	33 898		57 240
marchant, peter bradley	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	33 898		57 239
Nesmith, Wade Donald	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	67 797		117 857
Quartermain, Robert Allan	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	33 898		57 239
Riley, Michael	4		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	33 898		57 239
<i>Options</i>									
Adrian Vallenilla, Guillermo Jose	5		O	2016-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	210 781		210 781
Brown, Tamara Lee	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	218 750		486 515
Kaufman, Wendy	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	300 000		587 110
Lendon, Heather Maura	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	300 000		587 157
Mallory, William James	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	154 688		307 328
Mast, Ernest Daniel	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	625 000		845 588
Sinclair, Maria-Luisa	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	181 250		283 603
Toner, Louis	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	187 500		326 421
ProMetic Sciences de la Vie inc.									
<i>Bons de souscription</i>									
CLULOW, KURT STEFAN VICTOR Structured Alpha LP	4 PI		O	2016-02-29	C	53 - Attribution de bons de souscription	11 793 380	4.7000	56 793 782
Quebecor inc.									
<i>Unité d'action différée</i>									
La Couture, Jean	4		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 312		27 720
LALANDE, Sylvie	4		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 211		18 816
Laurin, Pierre	4		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 517		26 289
Lavigne, A. Michel	4		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 422		3 456
Marcon, Geneviève	4		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 683		12 389
Mulroney, Brian	4, 5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 427		75 664
Paré, Robert	4		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 620		5 149
Péladeau, Érik	4		O	2015-07-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 499		1 499
Quincaillerie Richelieu Ltée									
<i>Actions ordinaires</i>									
Auclair, Antoine reer	5 PI		O	2016-02-24	I	35 - Dividende en actions	4	70.4257	2 193
Grenier, Guy REER	5 PI		O	2016-02-24	I	35 - Dividende en actions	3	70.4257	24 504
Lord, Richard Quevillon, Geneviève REER	4, 5 5 PI		O	2016-02-24	D	35 - Dividende en actions	38	70.4257	1 400 287
			O	2016-02-24	I	35 - Dividende en actions	4	70.4257	1 723
<i>Unités d'actions différées</i>									
Chicoyne, Denyse	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	199	67.8100	17 384
Courteau, Robert	4, 5		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	227	67.8100	17 490
DOUVILLE, Jean R.	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	199	67.8100	17 891
Gauvin, Mathieu	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	227	67.8100	19 836
Poulin, Marc	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	199	67.8100	3 273
Proteau, Jocelyn	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	214	67.8100	9 959
Vachon, Sylvie	4		O	2016-02-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	100	67.8100	407
Quinsam Captial Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Quinsam Capital Corporation	1		O	2016-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	0.0800	28 000

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
RDM Corporation									
<i>Restricted Stock Unit- Cash Settled</i>									
Fowle, Randy	4, 5		O	2010-09-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	150 240		150 240*
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	112 680		262 920*
REDEVANCES AURIFÈRES OSISKO LTÉE									
<i>Actions ordinaires</i>									
Burzynski, John Feliks	4, 5		O	2016-02-26	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	10 000	15.1000	175 800
Coates, Bryan A.	5		O	2016-02-26	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	10 000	15.1000	114 440
Ferstman, Joanne Shari	4		O	2016-02-26	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	5 000	15.1000	12 500
Labbé, Pierre	4		O	2016-02-26	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	2 000	15.1000	6 067
<i>Bons de souscription (Expiration: 02-26-2019)</i>									
Burzynski, John Feliks	4, 5		O	2014-06-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	5 000	19.0800	5 000
Coates, Bryan A.	5		O	2014-06-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	5 000	19.0800	5 000
Ferstman, Joanne Shari	4		O	2014-06-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	2 500	19.0800	2 500
Labbé, Pierre	4		O	2015-02-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	1 000	19.0800	1 000
Redknee Solutions Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Kothari, Vishal	5		O	2016-02-19	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(15 000)		20 530
ESPP	PI		O	2016-02-19	I	90 - Changements relatifs à la propriété	15 000		68 268
RRSP (ESPP)	PI		O	2016-02-19	I	90 - Changements relatifs à la propriété	15 000		68 268
Michels, Alan	4		O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.3616USD	105 000
			O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.3632USD	110 000
REIT INDEXPLUS Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
REIT INDEXPLUS Income Fund	1		O	2016-02-22	D	38 - Rachat ou annulation	400	10.7200	8 684 944
Ressources Beaufield Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Deluce, Bernard	4								
CEM Products Consulting Ltd.	PI		O	2016-02-18	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			100 000
North American Exploration Ltd.	PI		O	2016-02-18	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			50 000
Ressources Géoméga Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lavoie, Vicky	4								
Nexolia Investments Inc.	PI		O	2016-02-23	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format			

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2016-02-23	I	SEDI 16 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'une dispense de prospectus	3 571 428	0.0700	3 571 428
Bons de souscription									
Lavoie, Vicky	4								
Nexolia Investments Inc.	PI		O	2016-02-23	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-23	I	11 - Acquisition ou aliénéation effectuée privément	1 785 714		
			M	2016-02-23	I	16 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'une dispense de prospectus	1 785 714		1 785 714
Ressources Majescor Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Barrie, C. Tucker	4, 5		O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	11 000	0.0350	952 000*
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	4 000	0.0400	956 000*
Ressources Minières Radisson Inc.									
<i>Actions ordinaires Catégorie A</i>									
Bouchard, Mario	4, 5		O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	3 500	0.1400	3 208 446
Ressources Minières Vanstar Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Morissette, Guy	4, 5, 3								
GM Prospection	PI		O	2016-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	69 000	0.0400	3 152 000
Ressources Teck Limitée									
<i>Options</i>									
Andres, Dale Edwin	5		O	2016-02-14	D	52 - Expiration d'options	(25 000)	33.9700	548 200
Christopher, Alexander	5		O	2016-02-14	D	52 - Expiration d'options	(10 000)	33.9700	407 000
Davey, Larry	5		O	2016-02-14	D	52 - Expiration d'options	(10 000)	33.9700	147 000
Joudrie, Colin	5		O	2016-02-14	D	52 - Expiration d'options	(8 000)	33.9700	143 450
Lindsay, Donald Richard	5		O	2016-02-14	D	52 - Expiration d'options	(240 000)	33.9700	3 023 500
Millos, Ronald Allen	7		O	2016-02-14	D	52 - Expiration d'options	(60 000)	33.9700	780 000
Rozee, Peter Charles	5		O	2016-02-14	D	52 - Expiration d'options	(80 000)	33.9700	820 000
Scott, Rob	5		O	2016-02-14	D	52 - Expiration d'options	(25 000)	33.9700	623 667
Stonkus, Andrew	5		O	2016-02-14	D	52 - Expiration d'options	(25 000)	33.9700	432 500
Watson, Tim	5		O	2016-02-14	D	52 - Expiration d'options	(16 668)	33.9700	615 500
Restaurant Brands International Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cil, José E.	5		O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	10 692	33.6700USD	16 087
Clanachan, David F.	7		O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 814	33.6700USD	5 963
Diaz Sese, Elias	5		O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	12 192	33.6700USD	85 289
Friesner, Jacqueline	5		O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 959	33.6700USD	4 760
Goncalves, Heitor	5		O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 910	33.6700USD	13 772
Granat, Jill	5		O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 346	33.6700USD	8 079
Kobza, Joshua	5		O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 019	33.6700USD	13 343
Schwartz, Daniel S.	4, 6, 5		O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	17 374	33.6700USD	29 797
Siddiqui, Sami	7		O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime	3 288	33.6700USD	4 583

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
d'actionnariat									
<i>Options</i>									
Cil, José E.	5		O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	125 000		1 900 622
Diaz Sese, Elias	5		O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	150 000		1 516 889
Friesner, Jacqueline	5		O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	50 000		288 970
Goncalves, Heitor	5		O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	150 000		1 242 393
Granat, Jill	5		O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	70 000		703 106
Schwartz, Daniel S.	4, 6, 5		O	2016-02-26	D	50 - Attribution d'options	250 000		3 271 187
<i>Parts Restricted Shares</i>									
Cil, José E.	5		O	2014-12-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	35 640		35 640
Clanachan, David F.	7		O	2014-12-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 023		25 023
Diaz Sese, Elias	5		O	2014-12-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	44 550		44 550
Friesner, Jacqueline	5		O	2014-12-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 630		8 630
Goncalves, Heitor	5		O	2014-12-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	29 700		29 700
Granat, Jill	5		O	2014-12-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 820		17 820
Kobza, Joshua	5		O	2014-12-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	26 730		26 730
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	350 000		376 730
Schwartz, Daniel S.	4, 6, 5		O	2014-12-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	57 915		57 915
Siddiqui, Sami	7		O	2014-12-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 880		11 880
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	150 000		161 880
RIOCAN REAL ESTATE INVESTMENT TRUST									
<i>Options</i>									
Robins, Jordan	5		O	2016-03-02	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	21.1600	201 250
			O	2016-03-02	D	51 - Exercice d'options	(45 000)	21.1600	156 250
			O	2016-03-02	D	51 - Exercice d'options	(18 750)	14.0600	137 500
			O	2016-03-02	D	51 - Exercice d'options	(37 500)	19.0600	100 000
			O	2016-03-02	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	24.9400	0
			O	2016-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	(438 337)		216 250
Sonshine, Edward	4, 5		O	2016-03-01	D	51 - Exercice d'options	(3 300)	12.1500	2 572 047
			O	2016-03-01	D	51 - Exercice d'options	(16 700)	18.0600	2 555 347
<i>Parts de fiducie</i>									
Marshall, S. Jane	4		O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 600	25.7150	11 652
			O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	184	25.7546	11 836
Robins, Jordan	5		O	2016-03-01	D	51 - Exercice d'options	15 000	21.1600	
			M	2016-03-02	D	51 - Exercice d'options	15 000	21.1600	(139 115)
			O	2016-03-02	D	51 - Exercice d'options	45 000	21.1600	(94 115)

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Porteur inscrit									
			O	2016-03-02	D	51 - Exercice d'options	18 750	14.0600	(75 365)
			O	2016-03-02	D	51 - Exercice d'options	37 500	19.0600	(37 865)
			O	2016-03-02	D	51 - Exercice d'options	100 000	24.9400	62 135
			O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(50 000)	25.7500	(11 115)
			O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(143 000)	25.6500	(154 115)
Sonshine, Edward	4, 5		O	2016-03-01	D	51 - Exercice d'options	3 300	12.1500	100 480
			O	2016-03-01	D	51 - Exercice d'options	16 700	18.0600	117 180
Ritchie Bros. Auctioneers Incorporated									
<i>Actions ordinaires</i>									
Driscoll, Sharon	5		O	2015-07-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	242	25.5361USD	242
Holm, Kieran	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	876	26.5356USD	3 741
Mcleod, Robert Alastair	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 065	26.3940USD	22 016
OLIVE, DOUGLAS	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	356	26.6000USD	13 979
Rijk, Jeroen	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	580	26.4244USD	24 416
Wall, Randall James	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	837	26.6144USD	27 118
Watt, Darren	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	369	26.6027USD	2 859
Werner, Karl William	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 068	26.6567USD	34 391
Wohler, Todd	5		O	2015-01-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	443	26.5918USD	443
<i>Options</i>									
Barr, James IV	5		O	2015-03-10	D	50 - Attribution d'options	61 765	24.8400USD	
			M	2015-03-10	D	50 - Attribution d'options	61 765	24.8400USD	113 823
Holm, Kieran	5		O	2015-03-10	D	50 - Attribution d'options	10 049	24.8400USD	
			M	2015-03-10	D	50 - Attribution d'options	10 049	24.8400USD	43 021
Mcleod, Robert Alastair	5		O	2015-03-10	D	50 - Attribution d'options	22 854	24.8400USD	
			M	2015-03-10	D	50 - Attribution d'options	22 854	24.8400USD	114 735
Rijk, Jeroen	5		O	2015-03-10	D	50 - Attribution d'options	15 368	24.8400USD	
			M	2015-03-10	D	50 - Attribution d'options	15 368	24.8400USD	96 776
Saligram, Ravichandra	5		O	2015-03-10	D	50 - Attribution d'options	204 248	24.8400USD	
			M	2015-03-10	D	50 - Attribution d'options	204 248	24.8400USD	598 872
Wall, Randall James	5		O	2015-03-10	D	50 - Attribution d'options	22 854	24.8400USD	
			M	2015-03-10	D	50 - Attribution d'options	22 854	24.8400USD	30 429
Watt, Darren	5		O	2015-03-10	D	50 - Attribution d'options	7 444	24.8400USD	
			M	2015-03-10	D	50 - Attribution d'options	7 444	24.8400USD	24 243
Werner, Karl William	5		O	2015-03-10	D	50 - Attribution d'options	27 778	24.8400USD	
			M	2015-03-10	D	50 - Attribution d'options	27 778	24.8400USD	106 362
Rock Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bey, Allen J.	4, 5		O	2016-02-22	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 950	1.1000	19 868
Campbell, Jeffrey G.	5		O	2016-02-22	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 780	1.1000	368 940

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Hirtle, Gregory Todd	5		O	2016-02-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 628	1.1000	99 838
Kober, Scott	5		O	2016-02-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 553	1.1000	33 003
McDonald, Joshua	5		O	2016-02-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 628	1.1000	18 127
Sandspring Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Barnes, Phillip Gregory	4, 5		O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.3270	187 747
<i>Options</i>									
Adams, John Robert	4, 6		O	2016-02-25	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		608 332
Barnes, Phillip Gregory	4, 5		O	2016-02-25	D	52 - Expiration d'options	(41 666)		583 332
Munson, Richard Allen	4, 6, 5		O	2016-02-25	D	52 - Expiration d'options	(41 666)		624 999
Sandvine Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Caputo, David	4		O	2016-02-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	580	3.1100	113 174
Donnelly, Tom	5		O	2016-02-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	127	3.1100	20 842
Hamilton, Scott	4		O	2016-02-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	60	3.1100	5 992
Siim, Brad	5		O	2016-02-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	282	3.1100	374 614
Saputo Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Saputo inc.	1		O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	633 334	35.2600	633 334
			O	2016-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	(633 334)		0
			O	2016-02-22	D	38 - Rachat ou annulation	633 333	35.6900	633 333
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(633 333)		0
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	633 333	36.6200	633 333
<i>Contrat à terme d'achat hors bourse 200000 actions</i>									
Saputo inc.	1		O	2016-02-26	D	73 - Expiration d'un dérivé émis par un tiers	(1)		0
Savanna Energy Services Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
LaMontagne, Dwayne Kevin	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9 729	1.3500	234 845
Seven Generations Energy Ltd.									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
Canada Pension Plan Investment Board	3		O	2016-02-24	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	7 142 900	14.0000	9 475 300
Sherritt International Corporation									
<i>Options</i>									
Pathe, David V.	4, 5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	2 034 900	0.6800	4 338 063
Saruk, Elvin	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	314 000	0.6800	1 154 363
Sellers, Edward Arnold	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	348 800	0.6800	616 000
Trenton, Karen Lynn	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	290 700	0.6800	495 200
Vydra, Martin	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	290 700	0.6800	562 700
Wood, Stephen James	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	523 300	0.6800	633 000
<i>Restricted Share Units</i>									
Chambers, Dean Ronald	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 875 005	0.6800	
			M	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 875 005	0.6800	2 224 027
Dobson, Timothy Leigh	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 595 595	0.6800	
			M	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 595 595	0.6800	1 827 719
Pathe, David V.	4, 5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 676 475	0.6800	4 492 098
Saruk, Elvin	5		O	2016-02-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 352 950	0.6800	1 712 239

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Shopify Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A Subordinate Voting Shares</i>									
Jones, Russell Norman	5								
R&J Jones Family Trust	PI		O	2016-02-22	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(9 500)	21.0089USD	120 500
Levine, Jeremy Seth	4		O	2016-02-22	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	91 546		324 253
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	20.9991USD	224 253
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(75 000)	21.4893USD	149 253
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(95 000)	21.8641USD	54 253
Lutke, Tobias Albin	4, 5								
Tobias Lutke Family Trust	PI		O	2016-02-22	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(4 500)	21.1254USD	227 500
Oelschig, Trevor Harold	4		O	2015-11-24	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 586		
			O	2015-12-08	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 057		
O Family Trust	PI		M	2015-11-24	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 586		1 586
			M	2015-12-08	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 057		2 643
			O	2015-05-20	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-22	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 057		3 700
Sienna Senior Living Inc. (formerly Leisureworld Senior Care Corporation)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cormack, Lois	5		O	2016-02-24	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10 079	15.8114	69 771
Jain, Nitin	5		O	2016-02-24	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 209	15.8114	6 514
<i>Deferred Share Units</i>									
ANNABLE, MICHAEL	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 073		
			M	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 026		6 212
Cormack, Lois	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 782		38 353
Dykeman, Patricia Joanne	5		O	2015-02-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 328		6 328
Jain, Nitin	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 407		4 886
<i>Restricted Share Units</i>									
ANNABLE, MICHAEL	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 888		
			M	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 818		8 256
Cormack, Lois	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 551		22 499
Dykeman, Patricia Joanne	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 727		4 771
Jain, Nitin	5		O	2016-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 610		7 328
Sierra Metals Inc. (formerly Exploration Dia Bras Inc.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cater, Douglas Frederick	4		O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	24 561		231 904
Dean, Steven G	4		O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	13 596		213 387
Gonzales, Igor	4		O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	24 561		90 443
Guimaraes, Edmundo Gontardo	5		O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 246		155 079
Neff, Jill	5		O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 333		13 333
Renaud, Philip	4		O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	13 596		3 701 640
Robyn, Thomas Lynn	5		O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 724		80 952
<i>Restricted Share Unit</i>									

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Cater, Douglas Frederick	4		O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(24 561)		49 123
Dean, Steven G	4		O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(13 596)		27 192
Gonzales, Igor	4		O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(24 561)		49 123
Guimaraes, Edmundo Gontardo	5		O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 246)		277 161
Neff, Jill	5		O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 333)		6 667
Renaud, Philip	4		O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(13 596)		27 193
Robyn, Thomas Lynn	5		O	2016-03-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 724)		11 446
Sierra Wireless, Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Aasen, Gregory D.	4		O	2016-02-25	D	51 - Exercice d'options	371		17 793
Levine, Charles E.	4		O	2016-02-25	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(2 925)		44 428
Sieber, Thomas	4	R	O	2014-03-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 275	23.5900USD	4 275
			R	2015-08-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	23 000	20.6800USD	28 325
Sierra Wireless, Inc.	1		O	2016-02-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	32 000	12.2174USD	157 000
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	11.9828USD	187 000
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	11.9491USD	207 000
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 000	12.1525USD	242 000
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 000	12.7817USD	277 000
Walckenaer, Emmanuel	5		O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		257 000
			O	2016-02-25	D	51 - Exercice d'options	19 410		49 873
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(19 410)	12.0100USD	30 463
<i>Options</i>									
Aasen, Gregory D.	4		O	2016-02-25	D	51 - Exercice d'options	(371)		16 627
Walckenaer, Emmanuel	5		O	2016-02-25	D	51 - Exercice d'options	(19 410)		21 008
SILVERCORP METALS INC.									
<i>Actions ordinaires without par value</i>									
Silvercorp Metals Inc.	1		O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	(296 000)		0
Slam Exploration Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Taylor, Michael R.	4, 5		O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 000)	0.0600	1 162 633*
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 000)	0.0550	1 141 633*
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(488 000)	0.0500	653 633*
<i>Bons de souscription</i>									
Taylor, Michael R.	4, 5		O	2016-02-19	D	52 - Expiration d'options	(100 000)	0.3000	800 000*
Sleep Country Canada Holdings Inc.									
<i>Performance Share Units (PSU)</i>									
Friesema, David	4		O	2015-11-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	59		8 882
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	65		8 947
Howcroft, Dave	5		O	2015-11-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	24		3 553
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	26		3 579
Masson, Robert	5		O	2015-11-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	24		3 553
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	26		3 579
Schaefer, Stewart	5		O	2015-11-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	49		7 401
			O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	54		7 455
Solomon, Eric	5		O	2015-11-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	24		3 553

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Smart Real Estate Investment Trust (formerly, Calloway REIT)									
<i>Class B Series 1 Limited Partnership Units</i>									
Goldhar, Mitchell	3								
SmartCentres Realty Inc.	PI		O	2016-02-26	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	10 972	20.1000	10 972
The Smartcentres Realty - CWT Partnership	PI		O	2016-02-26	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(10 972)	20.1000	0
<i>Class C Series 1 Limited Partnership Units</i>									
Goldhar, Mitchell	3								
SmartCentres Realty Inc.	PI		O	2016-02-26	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(10 972)	20.1000	131 833
<i>Deferred Units</i>									
Forde, Peter Charles	5		O	2016-02-29	D	97 - Autre	4 376		21 997
Gobin, Rudy	5		O	2016-02-29	D	97 - Autre	3 206		105 997
Goldhar, Mitchell	3		O	2016-02-29	D	46 - Contrepartie de services	3 111	30.8600	45 555
			O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 416	29.0700	47 971
Howard, Gregory James	4		O	2015-07-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 815	30.8600	1 815
McVicar, Jamie Marshall	4		O	2016-02-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	73 920	31.7900	137 787
<i>Parts de fiducie</i>									
Goldhar, Mitchell	3								
SC Financial Investments Inc.	PI		O	2016-02-26	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	16 457	20.1000	13 490 469
<i>Special Voting Units</i>									
Goldhar, Mitchell	3								
SmartCentres Realty Inc.	PI		O	2016-02-26	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	10 972	20.1000	17 888
			O	2016-02-26	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(10 972)	20.1000	6 916
The Smartcentres Realty - CWT Partnership	PI		O	2016-02-26	I	90 - Changements relatifs à la propriété	10 972	20.1000	7 406 502
Societe Aurifere Barrick									
<i>Actions ordinaires</i>									
Thornton, John Lawson	4, 5		O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	330 000	13.4740USD	1 733 224
<i>Droits Performance Granted Share Units (cash settled)</i>									
Dushnisky, Kelvin Paul Michael	4, 5		O	2016-02-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	123 077	17.5500	243 944
Rich, Darian Kevin	5		O	2016-02-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	59 830	17.5500	112 743
Sipos, Katherine	5		O	2015-09-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 513	17.5500	20 513
Thomson, Kevin James	5		O	2014-10-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	76 924	17.5500	76 924
Usmar, Shaun Alleyne	5		O	2014-12-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	76 924	17.5500	76 924
Williams, Richard James Elton	5		O	2015-02-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	42 736	17.5500	42 736
<i>Droits Performance Restricted Share Units (cash settled)</i>									
Dushnisky, Kelvin Paul Michael	4, 5		O	2016-02-29	D	59 - Exercice au comptant	57 412	16.2300	
			M	2016-02-29	D	59 - Exercice au comptant	(57 412)	16.2300	98 070
Rich, Darian Kevin	5		O	2016-02-29	D	59 - Exercice au comptant	(2 805)	16.2300	32 510
Société DH (Anciennement Société Davis + Henderson)									

Émetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Actions ordinaires</i>									
Schmid, Gerrard Bruce	7		O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	20 000	37.4770	57 055
			O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	20 000	37.4470	77 055
			O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	7 800	18.4900	84 855
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 800)	37.2576	77 055
			O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	20 000	20.2600	97 055
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	37.4470	77 055
			O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	33 000	20.2600	110 055
			O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	33 000	20.2600	143 055
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(33 000)	37.2711	110 055
<i>Options</i>									
Schmid, Gerrard Bruce	7		O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	37.4470	976 671
			O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	37.4470	956 671
			O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	37.4470	936 671
			O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	(7 800)	18.4900	928 871
			O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	20.2600	908 871
			O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	(33 000)	20.2600	875 871
			O	2016-02-26	D	51 - Exercice d'options	(33 000)	20.2600	842 871
Société financière IGM Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Asman, Todd	7								
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	150	37.4600	1 363
Elavia, Tony	7								
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 067	40.5600	3 372
Gould, J. Luke	7								
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	299	40.7100	1 869
Kinzel, Mark Richard	7								
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	404	40.8800	3 858
Lawrence, Ian	7								
Computershare Trust Company	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	314	40.7500	2 162
MacDonald, Donald James	7								
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	509	40.9900	5 878
McCullum, David	7								
Computershare Trust for Investors Group TrustCo Ltd. Plan Trustee	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	875	40.6500	4 365
Murdoch, Robert Charles	5								
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	83	40.5500	247
Regan, Kevin Ernest	7								
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	381	40.8600	3 436
Singer, Jeffrey	7								
Computershare Trust Company	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	211	37.1200	278
Taylor, Murray John	4, 5								
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	444	40.9200	4 630

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Equity Forward Contract - IGM 3</i>									
IGM Financial Inc.	1		O	2016-02-26	D	70 - Acquisition ou aliénéation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(11)	35.0100	0
<i>Equity Forward Contract - IGM 6</i>									
IGM Financial Inc.	1		O	2004-04-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-26	D	70 - Acquisition ou aliénéation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	35.0200	1
<i>Equity-Swap - IGM2</i>									
IGM Financial Inc.	1		O	2016-02-26	D	70 - Acquisition ou aliénéation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	35.0400	1
<i>Executive Performance Share Units</i>									
Asman, Todd	7		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	252	44.7400	3 470
			O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(1 348)	34.8800	2 122
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 899	34.8800	5 021
Carney, Jeffrey	4		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	27 236	34.8800	47 701
Elavia, Tony	7		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	166	44.7400	7 253
			O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(2 007)	34.8800	5 246
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 054	34.8800	11 300
Gooding, Brian J.	7		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 106	34.8800	22 063
Gould, J. Luke	7		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	258	44.7400	3 620
			O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(1 432)	34.8800	2 188
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 551	34.8800	3 739
Kinzel, Mark Richard	7		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	762	44.7400	10 165
			O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(4 073)	34.8800	6 092
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 128	34.8800	10 220
Lawrence, Ian	7		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	147	44.7400	1 998
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	839	34.8800	2 837
			O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(789)	34.8800	2 048
MacDonald, Donald James	7		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	130	44.7400	2 366
			O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(751)	34.8800	1 615
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 376	34.8800	2 991
McCullum, David	7		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	211	44.7400	3 919
			O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(1 529)	34.8800	2 390
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 598	34.8800	3 988
Murdoch, Robert Charles	5		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	174	44.7400	2 238
			O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(931)	34.8800	1 307
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	839	34.8800	2 146
Regan, Kevin Ernest	7		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	515	44.7400	9 662
			O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(3 734)	34.8800	5 928
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 999	34.8800	9 927
Taylor, Murray John	4, 5		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 998	44.7400	39 755
			O	2016-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(10 684)	34.8800	29 071
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	27 953	34.8800	57 024
<i>Options</i>									
Asman, Todd	7		O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	21 240	34.8800	59 825
Carney, Jeffrey	4		O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	39 900	34.8800	517 545
Elavia, Tony	7		O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	11 090	34.8800	78 770
Gooding, Brian J.	7		O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	10 030	34.8800	55 510
Gould, J. Luke	7		O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	4 545	34.8800	39 979
Kinzel, Mark Richard	7		O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	10 085	34.8800	126 710
Lawrence, Ian	7		O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	5 460	34.8800	33 880
MacDonald, Donald James	7		O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	4 035	34.8800	54 823
McCullum, David	7		O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	7 805	34.8800	97 843
Murdoch, Robert Charles	5		O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	5 465	34.8800	29 189
Regan, Kevin Ernest	7		O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	9 770	34.8800	119 075

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Singer, Jeffrey	7		O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	11 765	34.8800	63 975
Taylor, Murray John	4, 5		O	2016-02-25	D	50 - Attribution d'options	40 900	34.8800	478 691
<i>Senior Executive Share Units</i>									
Elavia, Tony	7		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	166	44.7400	3 551
McCullum, David	7		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	211	44.7400	6 283
			O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 598	34.8800	7 881
Singer, Jeffrey	7		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 422	34.8800	13 501
Société Financière Manuvie									
<i>Actions ordinaires</i>									
Caron, Joseph Peter	4								
Joseph Caron Inc.	PI		O	2016-02-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	660	17.3300	4 495
			O	2016-02-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	425	12.7500USD	4 920
Joseph Caron RRSP	PI		O	2016-02-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	350	17.3000	1 300
Kumru Caron RRSP	PI		O	2010-10-10	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-24	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 225	17.1600	1 225
<i>Deferred Share Units</i>									
Collins, Brian	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	225		7 156
Forbes, Cindy L.	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 346		78 363
Gallagher, James D.	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 222		70 666
Guloien, Donald A.	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 110		204 102
Huddart, Michael Edward	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 071		35 755
Rooney, Paul	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 240		41 416
Sullivan, Lynda	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	499		16 685
<i>Droits Deferred Share Units (DSU)</i>									
Finch, Steve	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	166		5 555
Gori, Rocco	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 378		146 890
Harrison, Marianne	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	152		5 073
Hirji, Rahim	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	103		3 464
Roder, Stephen Bernard	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 157		105 458
Sigurdson, Stephen	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	878		29 320
Thomson, Warren A.	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 273		190 668
Van Ogtrop, John	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 335		58 142
<i>Droits Performance Share Units (PSU)</i>									
Bromley, Craig	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(46 292)		65 155
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12 697		77 852

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Finch, Steve	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(18 516)		19 007
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 860		23 867
Gallagher, James D.	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(13 888)		11 828
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 571		15 399
Gori, Rocco	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 182		51 411
Guloien, Donald A.	4, 5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(203 687)		265 102
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	55 204		320 306
Harrison, Marianne	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(36 894)		44 181
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9 881		54 062
Hartz, Scott	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(33 947)		34 845
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 912		43 757
Huddart, Michael Edward	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(12 337)		14 648
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 299		17 947
Kalita von dem Hagen, Halina	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(6 324)		4 452
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 352		5 804
Kingsmill, Stephani	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(18 447)		15 575
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 739		20 314
Ramza, Timothy William	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	45		5 517
Roder, Stephen Bernard	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(77 154)		153 936
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	22 562		176 498
Rooney, Paul	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(70 982)		74 841
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	18 696		93 537
Sigurdson, Stephen	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(13 834)		18 834
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 774		22 608
Sotorp, Kai Reiner	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	581		19 435
Sullivan, Lynda	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(16 909)		14 277
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 344		18 621
Thomson, Warren A.	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(67 895)		71 673
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	17 885		89 558
Van Ogtrop, John	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(5 446)		4 599
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 399		5 998
Witherington, Philip James	7, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	244		8 174
<i>Droits Restricted Share Units (RSU)</i>									
Bromley, Craig	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(50 605)		52 812
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 994		
			M	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 993		55 805

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2015-12-31	D	58 - Expiration de droits de souscription	(196)		55 609
Collins, Brian	7	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(9 170)		13 208
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	690		13 898
Doughty, Craig	7	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(7 730)		10 091
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	549		10 640
Finch, Steve	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(14 813)		22 709
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 158		23 867
Forbes, Cindy L.	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(34 434)		44 949
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 449		47 398
Gallagher, James D.	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(11 110)		14 606
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	793		15 399
Gori, Rocco	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 520		66 100
Guloien, Donald A.	4, 5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(116 392)		218 458
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10 333		228 791
Harrison, Marianne	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(21 082)		36 829
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 787		38 616
Hartz, Scott	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(27 158)		41 634
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 123		43 757
Hirji, Rahim	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(29 515)		51 454
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 499		53 953
Huddart, Michael Edward	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(9 870)		17 115
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	832		17 947
Kalita von dem Hagen, Halina	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(15 179)		17 150
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	262		17 412
Kingsmill, Stephani	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(14 757)		19 265
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 049		20 314
Ramza, Timothy William	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	134		16 551
Roder, Stephen Bernard	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(116 753)		83 925
			O	2015-12-31	D	58 - Expiration de droits de souscription	(522)		83 403
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 003		88 406
Rooney, Paul	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(40 561)		63 598
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 214		66 812
Sigurdson, Stephen	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(11 067)		21 601
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 007		22 608
Sotorp, Kai Reiner	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 940		64 782
Sullivan, Lynda	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(13 527)		17 659
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	962		18 621

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Thomson, Warren A.	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(38 797)		60 894
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 076		63 970
Van Ogtrop, John	5	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(13 071)		17 063
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	930		17 993
Vendittelli, Simonetta	7	R	O	2015-12-31	D	59 - Exercice au comptant	(11 286)		18 405
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	916		19 321
Witherington, Philip James	7, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	273		9 143
Options									
Bromley, Craig	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	349 041		1 172 314
Conkey, Christopher Paul	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	50 720		128 546
Finch, Steve	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	65 445		480 214
Forbes, Cindy L.	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	56 322		470 797
Framke, Gregory Allen	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	136 344		136 344
Gallagher, James D.	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	50 175		300 794
Gori, Rocco	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	436 301		697 232
Guloien, Donald A.	4, 5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	1 185 102		7 055 362
Harrison, Marianne	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	290 867		1 008 996
Hartz, Scott	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	119 983		817 490
Hirji, Rahim	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	71 394		400 875
Huddart, Michael Edward	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	49 070		350 460
Kalita von dem Hagen, Halina	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	27 764		114 496
Kingsmill, Stephani	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	47 596		367 039
Mills, Guy Raymond Adam	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	40 658		168 946
Ramza, Timothy William	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	50 720		74 359
Roder, Stephen Bernard	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	523 561		1 701 994
Rooney, Paul	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	290 867		2 037 406
Sigurdson, Stephen	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	79 326		355 131
Sotorp, Kai Reiner	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	119 983		193 439
Sullivan, Lynda	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	43 629		397 040
Thomson, Warren A.	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	334 497		1 925 889
Van Ogtrop, John	5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	14 543		107 234
Witherington, Philip James	7, 5		O	2016-02-23	D	50 - Attribution d'options	43 462		74 358
SouthGobi Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Turquoise Hill Resources Ltd.	3		O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(189 700)	0.2869	47 727 515
			O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(91 650)	0.2701	47 635 865
			O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(273 900)	0.2596	47 361 965
			O	2016-03-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(375 000)	0.2657	46 986 965
Starlight U.S. Multi-Family (No. 2) Core Fund									
<i>Parts Class A Unit</i>									
Starlight U.S. Multi-Family (No. 2) Core Fund	1		O	2016-02-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	500	14.0000	500
			O	2016-02-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	900	14.0000	1 400
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		0
Starlight U.S. Multi-Family (No. 3) Core Fund									
<i>Parts Class A Unit</i>									
Starlight U.S. Multi-Family (No. 3) Core Fund	1		O	2016-02-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	500	10.6300	3 000

Emetteur	Relation	Retard	État de l'opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
			O	2016-02-03	D	d'actionnariat 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	700	10.6000	3 700
			O	2016-02-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	300	10.6000	4 000
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(4 000)		0
Starlight U.S. Multi-Family (No. 4) Core Fund									
<i>Parts Class A</i>									
Starlight U.S. Multi-Family (No. 4) Core Fund	1		O	2016-02-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	500	10.5000	500
			O	2016-02-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	300	10.0100	800
			O	2016-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	200	10.0100	1 000
Starlight U.S. Multi-Family Core Fund									
<i>Parts Class U</i>									
Starlight U.S. Multi-Family Core Fund	1		O	2016-02-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	400	10.9100USD	400
			O	2016-02-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	400	10.9100USD	800
			O	2016-02-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 000	11.3400USD	1 800
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(1 800)		0
Storm Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
McLean, Donald Galloway	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11 595		1 365 911
Stria Lithium Inc.									
<i>Options</i>									
Todd, Iain	5		O	2016-02-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			300 000
Strongco Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Koschitzky, Saul	3								
Huddersfield Investments Ltd.	PI		O	2016-01-27	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 050 010	1.7500	
			M	2016-01-27	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	525 005	1.7500	525 005
Palmerston Investments Ltd.	PI		O	2014-11-26	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-27	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	525 005	1.7500	525 005
Student Transportation Inc. (formerly, Student Transportation of America Ltd.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Student Transportation Inc	1		O	2016-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	39 200	4.8150USD	39 200
			O	2016-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	(39 200)		0
Summit Industrial Income REIT									
<i>Parts de fiducie</i>									
Morassutti, Lawrence	4								
Caren Morassutti - RRSP	PI		O	2016-02-24	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 100	5.9000	40 062
			O	2016-02-24	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 200	5.8500	46 262
			O	2016-02-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	5.8500	47 462
Suncor Energie Inc.									
<i>Deferred Share Units</i>									
Bedient, Patricia Margaret	4		O	2016-02-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 880

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Superior Plus Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Porteur inscrit									
Cowan, Alister	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 227	33.0000	27 490
Gardner, Paul Douglas	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 106	33.0000	17 915
Little, Mark Stephen	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 060	33.0000	26 594
MacSween, Michael Roderick	5		O	2016-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 848	33.0000	43 642
Bechberger, Edward Joseph	5		O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	8.7500	19 250
Bissell, Eugene V.N.	4		O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 900	6.7300USD	14 472
			O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	6.7200USD	15 972
Desjardins, Luc	4, 5								
Fiducie Famille Luc Desjardins	PI		O	2015-10-28	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	28 000	10.3500	
			M	2015-10-28	C	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	28 000	10.3500	286 000
			O	2016-02-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 100	8.4700	290 100
			O	2016-02-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 600	8.4800	296 700
			O	2016-02-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	8.4900	297 800
			O	2016-02-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 800	8.5000	309 600
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Best, Catherine May	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 035	12.2400	33 396
Bissell, Eugene V.N.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	729	12.2400	18 781
BRADEEN, RICHARD	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	222	12.2400	11 704
Engbloom, Robert John	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 077	12.2400	42 130
Findlay, Randall J.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 838	12.2400	38 515
Harrison, Douglas	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	118	12.2400	9 785
Jordan, Mary	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	780	12.2400	20 769
Mirosh, Walentin (Val)	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 548	12.2400	32 909
Smith, David Paul	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 035	12.2400	46 350
<i>Droits Performance Share Units</i>									
Bechberger, Edward Joseph	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 352	12.2400	39 774
Desjardins, Luc	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11 648	12.2400	179 264
McCamus, Gregory Lorne	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 713	12.2400	56 860
<i>Droits Restricted Share Units</i>									
Bechberger, Edward Joseph	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 052	12.2400	16 472
Desjardins, Luc	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 901	12.2400	80 428

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
McCamus, Gregory Lorne	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 074	12.2400	33 214
Tech Achievers Growth & Income Fund									
Parts									
Tech Achievers Growth & Income Fund	1		O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 200		1 200
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)		0
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	5 000		
			M	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	5 000		5 000
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)		
			M	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)		
			M	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)		0
Telesta Therapeutics Inc. (formerly known as, Bioniche Life Sciences Inc.)									
Actions ordinaires									
Fortin, Lyne	4		O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.1000	200 290
TELUS Corporation									
Actions ordinaires									
Bates, Philip	5		O	2016-02-26	D	90 - Changements relatifs à la propriété	103		8 821
Computershare	PI		O	2016-02-26	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	149		16 744
			O	2016-02-26	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	103		16 847
			O	2016-02-26	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	258		17 105
			O	2016-02-26	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(103)		17 002
Fuller, David	5		O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	50 448	39.6500	
			M	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	50 448	39.6500	52 786
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 908	39.3200	
			M	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 908	39.3200	57 694
Geheran, Tony	5		O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	19		1 563
Computershare	PI		O	2016-02-26	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	31		3 019
			O	2016-02-26	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	240		3 259
Gratton, Francois	5								
Computershare	PI		O	2016-02-26	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	68		18 695
Lewis, Stephen Flynn	5								
Computershare	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	773		10 011
			O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	375		10 386
McIntosh, Sandy	5								
Computershare	PI		O	2016-02-26	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	63		7 332
Spadotto, Eros	7								
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2016-02-26	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 681	1681.0000	
			M	2016-02-26	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 681		21 423
			O	2016-02-26	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	3 078		24 501

Émetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
						d'actionnariat			
<i>Restricted Share Units</i>									
Bates, Philip	5		O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	364		31 619
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	32 792	39.6500	64 411
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 757	39.3200	67 168
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	364	39.6500	67 532
Blair, Joshua Andrew	5		O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	55 488	39.6500	164 559
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 703	39.3200	170 262
Geheran, Tony	5		O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	333		28 846
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	40 360	39.6500	69 206
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 859	39.3200	72 065
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	558	39.6500	72 623
Gossling, John Richard	5		O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	25 244	39.6500	88 156
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 831	39.3200	92 987
Gratton, Francois	5		O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	370		32 198
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	40 360	39.6500	72 558
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 757	39.3200	75 315
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	364	39.6500	75 679
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	370		76 049
Lewis, Stephen Flynn	5		O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 098	39.6500	20 869
			O	2016-01-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	169		14 771
McIntosh, Sandy	5		O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	335		29 179
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	40 360	39.6500	69 539
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 696	39.3200	72 235
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	282	39.6500	72 517
Mercier, Monique	5		O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	35 312	39.6500	87 849
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 584	39.3200	92 433
Spadotto, Eros	7		O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	50 448	39.6500	153 514
			O	2016-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 000	39.3200	158 514

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
The Westaim Corporation									
<i>Options</i>									
Delaney, Ian William	4, 5		O	2016-02-20	D	52 - Expiration d'options	(1 000)		2 000
theScore, Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne - Class A</i>									
Levy, Benjamin David	4, 5		O	2014-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	81 177	0.3290	839 021
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	89 188	0.2970	928 209
Levy, John S.	4, 5, 3								
John Levy Family Holdings Ltd.	PI		O	2016-02-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	119 500	0.2450	54 701 599
			O	2016-02-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	242 000	0.2500	54 943 599
Norwest Video Inc.	PI		O	2014-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	145 014	0.3290	3 265 588
			O	2015-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	165 434	0.2970	3 909 022
Thompson Creek Metals Company Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Berzins, Ian Martin	5		O	2016-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 272		36 582
Perron, Jacques	4, 5		O	2016-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	45 648		230 367
Ramey, Geoffrey	5		O	2016-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	13 984		20 481
Saxton, Pamela Lou	5		O	2016-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	21 118		56 817
Wilson, Mark	5		O	2016-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	22 101		71 944
<i>Droits Restricted Share Units</i>									
Berzins, Ian Martin	5		O	2016-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 272)		53 757
			O	2016-02-24	D	59 - Exercice au comptant	(10 405)	0.4100	43 352
Perron, Jacques	4, 5		O	2016-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	(45 648)		338 229
			O	2016-02-24	D	59 - Exercice au comptant	(27 153)	0.2900USD	311 076
Ramey, Geoffrey	5		O	2016-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	(13 984)		52 901
			O	2016-02-24	D	59 - Exercice au comptant	(8 311)	0.2900USD	44 590
Saxton, Pamela Lou	5		O	2016-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	(21 118)		122 004
			O	2016-02-24	D	59 - Exercice au comptant	(12 552)	0.2900USD	109 452
Wilson, Mark	5		O	2016-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	(22 101)		121 072
			O	2016-02-24	D	59 - Exercice au comptant	(13 138)	0.2900USD	107 934
Thomson Reuters Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bello, Stephane	5								
The Thomson 401(k) Savings Plan	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	23	39.6000USD	685
Collier, Timothy	7		O	2015-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	108	34.4760USD	23 620
			O	2015-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	230	32.3600USD	23 872
			O	2015-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	111	34.2210USD	24 006
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	138	32.1730USD	24 169
			O	2015-03-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	20	40.5900USD	23 512
			O	2015-06-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	22	39.1100USD	23 642
			O	2015-09-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	23	40.0100USD	23 895
			O	2015-12-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	25	38.5700USD	24 031

Émetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Craig, David William Ian	7, 5		O	2015-03-31	D	d'actionnariat 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	52	34.4760USD	9 079
			O	2015-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	58	32.3600USD	9 144
			O	2015-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	53	34.2210USD	9 205
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	55	32.1730USD	9 269
			O	2015-03-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7	40.5900USD	9 027
			O	2015-06-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7	39.1100USD	9 086
			O	2015-09-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8	40.0100USD	9 152
			O	2015-12-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9	38.5700USD	9 214
Peccarelli, Brian S.	7, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	39.9100USD	32 935
The Woodbridge Company Limited	3								
Thomfam Nominees	PI		O	2016-02-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(515 000)	49.7000	451 849 520
Warwick, Peter	7		O	2015-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	251	34.4760USD	54 493
			O	2015-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	234	32.3600USD	54 765
			O	2015-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	147	34.2210USD	54 951
			O	2015-03-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	35	40.5900USD	61 745
			O	2015-06-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	38	39.1100USD	54 531
			O	2015-09-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	39	40.0100USD	54 804
			O	2015-12-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	42	38.5700USD	54 993
<i>Deferred Share Units</i>									
Bello, Stephane	5		O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	134	38.9000USD	45 563
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	132	39.8000USD	45 939
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	137	38.7200USD	46 317
			O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	244	38.9000USD	45 807
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	241	39.8000USD	46 180
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	250	38.7200USD	46 567
Caraher, Vincent Joseph	7, 5		O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3	38.7200USD	7 869
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	65	38.7200USD	7 934
Collier, Timothy	7		O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	51	38.9000USD	5 953
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	50	39.8000USD	6 003

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2015-12-15	D	d'actionnariat			
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	52	38.7200USD	6 055
Peccarelli, Brian S.	7, 5		O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	98	38.9000USD	11 486
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	97	39.8000USD	11 583
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	100	38.7200USD	11 683
Smith, James Clifton	5		O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	457	39.8000USD	182 225
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	474	38.7200USD	183 740
			O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 055	38.9000USD	181 304
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 079	38.7200USD	184 819
			O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	464	38.9000USD	181 768
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 041	39.8000USD	183 266
Stanley, Deirdre	7, 5		O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	325	38.9000USD	63 969
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	320	39.8000USD	64 482
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	332	38.7200USD	65 005
			O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	193	38.9000USD	64 162
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	191	39.8000USD	64 673
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	197	38.7200USD	65 202
Walker, Linda	7, 5		O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	51	38.9000USD	5 963
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	50	39.8000USD	6 013
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	52	38.7200USD	6 065
Warwick, Peter	7		O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	259	38.9000USD	47 919
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	255	39.8000USD	48 305
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	265	38.7200USD	48 699
			O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	131	38.9000USD	48 050
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	129	39.8000USD	48 434
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	133	38.7200USD	48 832
<i>Restricted Share Units</i>									
Bello, Stephane	5		O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 121	38.9000USD	248 449
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 091	39.8000USD	250 540

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 167	38.7200USD	252 707
Cannizzaro, Sean	7		O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	180	38.9000USD	21 093
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	177	39.8000USD	21 270
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	184	38.7200USD	21 454
Caraher, Vincent Joseph	7, 5		O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	511	38.7200USD	59 514
Clamp-Held, Ruth	7		O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	52	38.9000USD	6 320
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	51	39.8000USD	6 371
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	53	38.7200USD	6 424
Collier, Timothy	7		O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	687	38.9000USD	84 936
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	677	39.8000USD	85 613
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	702	38.7200USD	86 315
Craig, David William Ian	7, 5		O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 886	38.9000USD	220 977
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 859	39.8000USD	222 836
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 928	38.7200USD	224 764
Gold, Marc E.	7		O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	306	38.9000USD	35 691
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	301	39.8000USD	35 992
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	312	38.7200USD	36 304
Johnston, Bernadette	7		O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	60	38.9000USD	6 983
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	59	39.8000USD	7 042
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	61	38.7200USD	7 103
Peccarelli, Brian S.	7, 5		O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 096	38.9000USD	128 399
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 080	39.8000USD	129 479
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 119	38.7200USD	130 598
Smith, James Clifton	5		O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 485	38.9000USD	488 839
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 114	39.8000USD	492 953
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 266	38.7200USD	497 219
Stanley, Deirdre	7, 5		O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	897	38.9000USD	105 031
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	884	39.8000USD	105 915

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	916	38.7200USD	106 831
Taylor, Susan C.	7, 5		O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	989	38.9000USD	115 811
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	975	39.8000USD	116 786
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 010	38.7200USD	117 796
Walker, Linda	7, 5		O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	289	38.9000USD	33 894
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	285	39.8000USD	34 179
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	296	38.7200USD	34 475
Warwick, Peter	7		O	2015-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	536	38.9000USD	62 862
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	529	39.8000USD	63 391
			O	2015-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	547	38.7200USD	63 938
Titanium Corporation Inc.									
<i>Deferred Share Units</i>									
Kadey, Moss	4		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 023		120 304
Macdonald, David Charles Wray	4		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 663		122 397
Sangster, Brant G.	4		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	24 653		124 439
Slavens, Eric W.	4		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 588		134 860
<i>Droits Restricted Share Units</i>									
Kaufield, Jennifer Ann	5		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 009		103 873
Nelson, Scott Eugene	5		O	2016-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	50 625		344 711
Top 20 Dividend Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Top 20 Dividend Trust	1	R	O	2016-01-29	D	38 - Rachat ou annulation	888 694	7.6647	888 694*
			O	2016-01-29	D	38 - Rachat ou annulation	(888 694)	7.6647	0
Top 20 Europe Dividend Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Top 20 Europe Dividend Trust	1	R	O	2016-01-14	D	38 - Rachat ou annulation	464 612	8.3157	464 612*
			O	2016-01-14	D	38 - Rachat ou annulation	(464 612)	8.3157	0
Top 20 U.S. Dividend Trust									
<i>Parts Class A Units</i>									
Top 20 U.S. Dividend Trust	1	R	O	2016-01-14	D	38 - Rachat ou annulation	2 015 624	10.7526	2 015 624*
			O	2016-01-14	D	38 - Rachat ou annulation	(2 015 624)	10.7526	0
<i>Parts Class U Units</i>									
Top 20 U.S. Dividend Trust	1	R	O	2016-01-14	D	38 - Rachat ou annulation	70 550	10.7524USD	70 550*
			O	2016-01-14	D	38 - Rachat ou annulation	(70 550)	10.7524USD	0
Toromont Industries Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Toromont Industries Ltd.	1		O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.4100	200
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	28.4200	1 200
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	28.4300	3 000
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	600	28.4500	3 600
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	900	28.4600	4 500
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	28.4700	5 800
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	28.4800	7 300
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	28.4900	9 700
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	700	28.5000	10 400
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	500	28.5100	10 900

Émetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	900	28.5200	11 800
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	900	28.5300	12 700
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	944	28.5400	13 644
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	400	28.5600	14 044
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.5700	14 244
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.5800	14 344
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.5900	14 544
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	500	28.6000	15 044
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	400	28.6100	15 444
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	400	28.6200	15 844
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	600	28.6300	16 444
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	600	28.6400	17 044
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.6500	17 244
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	28.6600	18 644
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.6700	18 844
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.6800	19 044
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.6900	19 144
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	300	28.7200	19 444
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.7300	19 544
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	400	28.7400	19 944
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	900	28.7500	20 844
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	400	28.7600	21 244
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.7800	21 344
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	300	28.7900	21 644
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	300	28.8000	21 944
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.8100	22 144
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	600	28.8200	22 744
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	800	28.8300	23 544
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	800	28.8400	24 344
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.8500	24 544
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.8600	24 744
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	400	28.8700	25 144
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	500	28.8800	25 644
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.9000	25 744
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.9200	25 944
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	28.9500	27 244
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	400	28.9600	27 644
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	800	28.9700	28 444
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	100	29.0000	28 544
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	200	29.0500	28 744
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	300	29.0700	29 044
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	300	29.0800	29 344
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	100	29.0900	29 444
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	200	29.1100	29 644
			O	2016-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	300	29.1200	29 944
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	27.8900	30 044
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	900	28.0000	30 944
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	600	28.0100	31 544
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	300	28.0300	31 844
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.0600	32 044
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.0800	32 144
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.0900	32 244
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.1100	32 344
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	500	28.1200	32 844
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.1300	32 944
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.1500	33 144

Émetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	400	28.1600	33 544
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	300	28.1700	33 844
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.1800	33 944
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.1900	34 044
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.2200	34 244
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.2300	34 344
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.2400	34 444
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.2500	34 544
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.2700	34 644
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.2800	34 744
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	300	28.2900	35 044
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	400	28.3000	35 444
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	400	28.3100	35 844
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	400	28.3200	36 244
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	28.3300	37 444
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	28.3400	38 644
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.3500	38 844
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.3600	38 944
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	28.3700	40 044
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	28.3800	41 344
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	28.3900	43 344
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	28.4000	44 744
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	700	28.4100	45 444
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	600	28.4200	46 044
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	400	28.4300	46 444
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	28.4400	47 644
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	800	28.4500	48 444
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	400	28.4600	48 844
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	600	28.4700	49 444
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	28.4800	51 544
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.4900	51 744
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	28.5000	52 744
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	900	28.5100	53 644
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.5200	53 844
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	28.5300	55 144
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.5400	55 344
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	28.5500	56 644
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.5700	56 844
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.6100	56 944
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.7200	57 144
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.7300	57 244
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.7400	57 444
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.7500	57 644
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	500	28.7600	58 144
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.7700	58 244
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	400	28.7900	58 644
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	300	28.8000	58 944
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.8100	59 144
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.8200	59 344
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.8500	59 544
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	300	28.8800	59 844
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.7600	59 944
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.8200	60 044
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	500	28.8400	60 544
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	300	28.8500	60 844
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	600	28.8600	61 444

Émetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	900	28.8700	62 344
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.8800	62 544
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	400	28.8900	62 944
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	28.9000	63 044
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	300	28.9100	63 344
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.9200	63 544
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	300	28.9300	63 844
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	300	28.9400	64 144
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	400	28.9500	64 544
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	700	28.9700	65 244
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	200	28.9800	65 444
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	28.9900	66 544
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	900	29.0000	67 444
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	29.0100	67 544
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	29.0200	69 144
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	400	29.0400	69 544
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	500	29.0700	70 044
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	400	29.1100	70 444
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	200	29.1300	70 644
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	200	29.1500	70 844
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	700	29.1700	71 544
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	29.1800	71 644
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	400	29.1900	72 044
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	300	29.2000	72 344
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	200	29.2300	72 544
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	29.2900	72 644
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	29.3000	72 744
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	800	29.3200	73 544
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	500	29.3300	74 044
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	500	29.4400	74 544
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	900	29.4600	75 444
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	29.6300	75 544
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	300	29.6500	75 844
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	400	29.6700	76 244
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	400	29.7000	76 644
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	29.7100	76 744
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	600	29.7200	77 344
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	29.7500	77 444
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	200	29.7600	77 644
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	300	29.7700	77 944
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	400	29.7800	78 344
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	400	29.7900	78 744
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	900	29.8000	79 644
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	29.8100	79 744
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	400	29.8200	80 144
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	300	29.8300	80 444
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	200	29.8400	80 644
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	29.8500	81 944
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	900	29.9400	82 844
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	29.9500	85 244
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	29.9600	86 444
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	700	29.9700	87 144
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	29.9800	88 744
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	500	29.9900	89 244
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	(89 244)		0
TransAlta Corporation									

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jenkins, P. Thomas	4		O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(223 915)	5.8558	250 000
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(250 000)	5.8100	0
TransCanada Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
TransCanada Corporation	1		O	2015-11-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2015-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	3 305 000	41.5700	3 305 000
		R	O	2015-12-14	D	38 - Rachat ou annulation	109 569	44.7500	3 414 569
		R	O	2015-12-15	D	38 - Rachat ou annulation	3 305 000	44.9400	6 719 569
			O	2015-12-15	D	38 - Rachat ou annulation	(3 305 000)		3 414 569
			O	2015-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	(109 569)		3 305 000
			O	2015-12-21	D	38 - Rachat ou annulation	(3 305 000)		0
		R	O	2015-12-22	D	38 - Rachat ou annulation	65 169	44.8800	65 169
		R	O	2015-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	119 107	44.9400	184 276
			O	2015-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(65 169)		119 107
		R	O	2016-01-04	D	38 - Rachat ou annulation	130 600	44.8700	249 707
		R	O	2016-01-05	D	38 - Rachat ou annulation	55 700	44.8800	305 407
			O	2016-01-08	D	38 - Rachat ou annulation	(305 407)		0
<i>Executive Share Units</i>									
Anderson, Brandon M.	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	673		17 730
Baggs, James M.	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 011		25 728
Becker, Steven D.	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	464		12 200
Bennett, Terry J.	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	459		12 006
Bertovic, Jasmin	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	304		7 929
Bowman, Norm Russell	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	355		9 414
Breen, Chris P.	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	310		7 807
Brett, Sean M.	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	420		11 001
Clark, Stephen M.V.	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	602		15 642
Cook, Ronald L.	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	451		11 807
DAVIS, MARY CATHARINE	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	330		8 493
Delkus, Kristine	7, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 023		26 122
Diakow, David A.	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	403		10 522
Federucci, Alexandra	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	288		7 377
Ferguson, Dean K.	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	558		14 447
Gateman, Richard N.	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	496		12 986
Girling, Russell	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 709		178 774

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Goulet, Corey J.	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	546		14 344
Hanrahan, Wendy	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 394		36 384
Harvey, Doug P.	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	285		7 567
Hobbs, Lee G.	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	685		17 961
Hunter, Joel E.	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	424		10 995
Jacobucci, Robert C.	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	292		7 591
Jalbert, Andrea E	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	285		7 566
Johannson, Karl	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 803		46 528
Johnston, Christine R.	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	410		10 721
Jones, Robert E.	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	650		17 021
Keys, Patrick M.	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	481		12 532
King, Dan A.	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	400		10 410
Kohlenberg, David M.	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	581		15 281
Kunz, Kenneth W.	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	387		10 161
Lamb, Garry	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	395		10 386
Lord, Bryce A.	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	290		7 693
MacGregor, Paul F.	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	425		11 167
Marchand, Donald R.	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 068		53 789
McWilliams, John J.	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	390		10 135
MEIER, VERN J.	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	405		10 569
Menuz, G. Glen	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	500		13 150
Miller, Paul E.	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 068		27 251
Transcontinental inc.									
<i>Actions à droit de vote multiple Catégorie B</i>									
Capinabel inc.	3		O	2016-02-25	D	36 - Conversion ou échange	(500 000)		12 562 840
Marcoux, Rémi	4, 6								
Capinabel Inc.	PI		O	2016-02-25	I	36 - Conversion ou échange	(500 000)		12 562 840
<i>Actions à droit de vote subalterne Catégorie A</i>									
Capinabel inc.	3		O	2016-02-25	D	36 - Conversion ou échange	500 000		654 400
Marcoux, Rémi	4, 6						(652 356)		2 044
Capinabel Inc.	PI		O	2016-02-25	I	36 - Conversion ou échange	500 000		654 400
			O	2016-02-25	I	71 - Exercice d'un dérivé émis par un tiers	(652 356)		2 044
<i>Exchangeable Debenture</i>									

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Marcoux, Rémi Capinabel Inc.	4, 6 PI		O	2016-02-25	I	71 - Exercice d'un dérivé émis par un tiers	(1)		0
<i>Exchangeable Debenture (New)</i>									
Capinabel inc.	3		O	2016-02-25	D	71 - Exercice d'un dérivé émis par un tiers	(1)		0
Trican Well Service Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Wilks Brothers, LLC	3		O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	455 700	1.3753	21 136 927
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	374 900	1.3716	21 511 827
Tricon Capital Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Berman, Gary	4, 5		O	2014-02-14	D	99 - Correction d'information	3 015		
			M	2014-02-14	D	99 - Correction d'information	15 314		
			M'	2014-02-14	D	99 - Correction d'information	3 015		398 854
Ellenzweig, Jonathan	5		O	2014-02-14	D	99 - Correction d'information	3 797		
			M	2014-02-14	D	99 - Correction d'information	9 043		52 203
MATUS, GEOFFREY	4, 6, 5, 3		O	2016-02-23	C	57 - Exercice de droits de souscription	14 988	8.0600	198 301
Mandukwe Inc.	PI		O	2016-02-02	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	8.2428	30 000
Tricon Capital Group Inc.	1		O	2016-02-03	D	38 - Rachat ou annulation	18 300	8.2299	48 300
			O	2016-02-05	D	38 - Rachat ou annulation	16 400	8.2450	64 700
			O	2016-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	8.0849	94 700
			O	2016-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	21 531	7.9925	116 231
			O	2016-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	689	8.0451	116 920
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(116 920)		0
<i>Deferred Share Units</i>									
Baldrige, Kevin	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 053		58 961
Berman, David	4, 6, 5, 3		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 735		186 420
Berman, Gary	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 828		191 564
Ellenzweig, Jonathan	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 933		76 611
Francis, Wissam	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	323		14 095
KNOWLTON, JOHN MICHAEL ARTHUR	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	175		7 126
Matthews, Sian Margaret	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	16		1 782
MATUS, GEOFFREY	4, 6, 5, 3		O	2016-02-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	(32 253)	8.0600	60 951
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 367		93 204
Mode, Craig	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 511		60 933
Quesnel, Douglas Paul	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	9		411
Rocca, Adrian	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	632		26 825
Sacks, Peter	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	73		3 667
Scheetz, Jeremy	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 424		55 791

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Scott, Eric Duff	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	364		15 445
Veneziano, David	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	227		8 019
Phantom Units									
Berman, Gary	4, 5		M	2014-02-14	D	99 - Correction d'information	(3 015)		
			M'	2014-02-14	D	99 - Correction d'information	(25 965)		70 110
RRSP	PI		O	2014-02-14	I	56 - Attribution de droits de souscription	3 015		
Ellenzweig, Jonathan	5		M	2014-02-14	D	99 - Correction d'information	(3 797)		
			M'	2014-02-14	D	99 - Correction d'information	(18 159)		
			M''	2014-02-14	D	99 - Correction d'information	(21 956)		23 967
RRSP	PI		O	2014-02-14	I	56 - Attribution de droits de souscription	3 797		
MATUS, GEOFFREY	4, 6, 5, 3		O	2014-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 019		
			M	2014-02-14	D	99 - Correction d'information	(4 019)		
			M'	2014-02-14	D	99 - Correction d'information	(7 500)		0
Mode, Craig	5		O	2014-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 551		
			M	2014-02-14	D	99 - Correction d'information	(7 551)		
			M'	2014-02-14	D	99 - Correction d'information	(14 091)		11 685
Scheetz, Jeremy	5		O	2014-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 097		
			M	2014-02-14	D	99 - Correction d'information	(4 097)		
			M'	2014-02-14	D	99 - Correction d'information	(9 255)		29 213
Trimac Transportation Ltd.									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
Faure, Mathieu	5		O	2016-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2016-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 800
McCaig, Jeffrey James	4								
Estate of Ann S. McCaig	PI		O	2016-02-23	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(59 390)	5.5000	0
Jeffrey and Marilyn McCaig Family Foundation	PI		O	2016-02-22	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	368 034	5.5000	368 034
			O	2016-02-23	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	59 390	5.5000	427 424
Trimac Holdings Ltd. (THL) (security indirectly beneficially owned by Jeffrey J. McCaig through THL Tracking Shares)	PI		O	2016-02-22	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(368 034)	5.5000	11 296 120
TRIMAC HOLDINGS LTD.	3								
TTL Share Holdco Ltd.	PI		O	2016-02-22	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(368 034)	5.5000	9 881 376
TSO3 inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Rivard, Daniel	5								
CELI	PI		O	2016-02-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	425	1.9000	5 156
Simard-Veilleux, Éléna	5								
REER	PI		O	2016-02-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	364	1.9000	2 829
Tuckamore Capital Management Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Milne, Luella	7		O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	0.1200	1 500
			O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.1200	4 500
Tucows Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ito, Joichi	4	R	O	2016-02-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 500)	20.0700USD	18 750
Stocks, Jody	5		O	2016-02-12	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 833)		3 324
Dawn Stocks TFSA	PI		O	2015-06-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format			

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
						SEDI			
Titre						00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 700
Initié		R	O	2016-02-12	I	47 - Acquisition ou aliénéation par don	3 250		4 950
Porteur inscrit									
Jody Stocks TFSA and RRSP	PI		O	2015-06-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2016-02-12	I	51 - Exercice d'options	1 258	2.8000USD	1 258
			O	2016-02-12	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 833		3 091
U.S. Dividend Growers Income Corp.									
<i>Actions ordinaires Equity Shares</i>									
U.S. Dividend Growers Income Corp.	1		O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	8.0219	592 400
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	800	8.2100	593 200
Uni-Sélect Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lees-Buckley, Henry	5		O	2014-09-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	300	57.7950	300
Uni-Sélect Inc.	1		O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	57.6570	5 000
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	57.6570	0
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	57.7256	5 000
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	57.7256	0
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	7 400	57.6523	7 400
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	(7 400)	57.6523	0
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 500	57.6709	3 500
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 500)	57.6709	0
			M	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 500)	57.6709	0
			O	2016-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	11 745	57.6115	11 745
			O	2016-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	(11 745)	57.6115	0
United Corporations Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
E-L Financial Corporation Limited	3		O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	500	88.5000	6 290 259
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	100	88.3300	6 290 359
SHANNON, Margaret Kimberley	4		O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	300	88.9767	2 100
United-Connected Holdings Corp. 1886793 Ontario Limited	3		O	2016-01-01	D	90 - Changements relatifs à la propriété	155 000		2 743 642
	PI		O	2016-01-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(155 000)		0
Urbana Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
CALDWELL, BRENDAN T.N.	3		O	2016-02-25	D	11 - Acquisition ou aliénéation effectuée privément	(13 622)		
			M	2016-02-25	D	11 - Acquisition ou aliénéation effectuée privément	(13 622)		603 740
			O	2016-02-25	D	11 - Acquisition ou aliénéation effectuée privément	(5 464)		598 276
Brendan Caldwell RRSP	PI		O	2016-02-25	I	11 - Acquisition ou aliénéation effectuée privément	13 622	1.8300	127 273
Sandra Caldwell RRSP	PI		O	2016-02-25	I	11 - Acquisition ou aliénéation effectuée privément	5 464	1.8300	149 620
US Buyback Leaders Fund									
<i>Parts</i>									
US Buyback Leaders Fund	1		O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 500		1 500
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)		0
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	7 500		7 500
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(7 500)		0
Velan Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Velan Inc.	1		O	2016-02-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	16.4000	1 000
			O	2016-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	16.3000	1 100

Emetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2016-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	16.3500	2 100
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	800	16.1500	2 900
			O	2016-02-16	D	38 - Rachat ou annulation	900	16.2000	2 700
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	(1 100)		1 800
			O	2016-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	(2 700)		0
Veresen Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
King, Kevan Scott	5								
BMO Nesbitt Burns	PI		O	2016-02-23	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	43	7.0063	3 673
BMO Nesbitt Burns RRSP	PI		O	2016-02-23	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	35	7.0063	3 021
Village Farms International, Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Vanzeyst, Albert Wilhelmus	3		O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(142 500)	0.8700	
			M	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(142 500)	0.8700	7 781 733*
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	0.9000	7 781 233*
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.9000	7 771 233*
			O	2016-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 000)	0.9100	7 763 233*
Wesdome Gold Mines Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Laplante, Benoit	5		O	2014-02-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-02-25	D	51 - Exercice d'options	150 000	0.8200	150 000
<i>Options</i>									
Laplante, Benoit	5		O	2016-02-25	D	51 - Exercice d'options	(150 000)	0.8200	125 000
West Fraser Timber Co. Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
KETCHAM, HENRY HOLMAN III	4, 5		O	2016-02-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	41.6700	317 168
Miller, Gerald	4								
Patricia M. Miller	PI		O	2016-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	38.7500	1 000
<i>Options</i>									
KETCHAM, HENRY HOLMAN III	4, 5		O	2016-02-25	I	59 - Exercice au comptant	(65 000)		1 019 435
Stock Option Plan	PI								
Western Energy Services Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Sebastian, Timothy John	5		O	2016-02-29	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(357)		62 097
RRSP	PI		O	2016-02-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	357		16 898
Western Forest Products Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Nocente, Daniel Louis	4		O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000	2.0800	22 400
Turnbull, Frank James	5		O	2015-12-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2016-02-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	2.0800	2 500
WestJet Airlines Ltd.									
<i>Actions ordinaires - Voting</i>									
WestJet Airlines Ltd	1		O	2016-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	15.9341	10 000

Emetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2016-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	208 125	15.5080	218 125
			O	2016-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	36 500	15.7257	36 500
			O	2016-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	38 000	16.1863	74 500
			O	2016-02-26	D	38 - Rachat ou annulation	38 000	16.8154	112 500
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	38 000	17.5143	150 500
			O	2016-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	(218 125)		0
			O	2016-02-29	D	38 - Rachat ou annulation	(36 500)		114 000
Wi-LAN Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Wi-LAN Inc.	1		O	2016-02-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	141 000	2.1208	810 200
			O	2016-02-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	115 100	2.1171	925 300
			O	2016-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.1560	975 300
			O	2016-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 000	2.2257	1 010 300
			O	2016-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 000	2.3081	1 045 300
Yamana Gold Inc.									
<i>Deferred Share Unit</i>									
Begeman, John A.	4		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 963		90 512
BERGEVIN, Christiane	4		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 926		88 779
Davidson, Alexander John	4		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 963		120 376
Graff, Richard P	4		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 963		90 512
Lees, Charles Nigel	4		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 963		90 512
Mars, Patrick James	4		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 963		90 512
Renzoni, Carl	4		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 963		99 087
Sadowsky, Jane	4		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 926		88 779
Titaro, Dino	4		O	2016-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 963		90 512
ZoomerMedia Limited									
<i>Options</i>									
Grant, George Harold	4		O	2015-02-18	D	52 - Expiration d'options	(2 200 000)		0

ANNEXE 3 LISTE DES OPÉRATIONS D'INITIÉS DÉCLARÉES HORS DÉLAI (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

Vous trouverez, sous la présente annexe, une liste des opérations d'initiés déclarées hors délai dans le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Il s'agit de la liste des initiés qui n'ont pas déclaré leur emprise ou une modification à leur emprise à l'intérieur des délais prescrits par la Loi. Cette liste est publiée chaque semaine, mais les opérations déclarées hors délai n'y apparaissent qu'une seule fois.

Le détail des opérations déposées en retard est publié à l'Annexe B1 (Déclarations d'initiés SEDI). Ces opérations sont codifiées « R ».

L'information publiée dans cette annexe est tirée du rapport hebdomadaire produit par le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).

Les initiés ou leurs agents autorisés sont responsables des informations entrées dans le système et, par conséquent, de celles contenues dans le présent rapport. L'information entrée directement dans SEDI prévaut toutefois sur celle présentée ci-dessous. Certaines informations entrées par les initiés ou leurs agents, qui ne sont pas automatiquement traduites par le système, peuvent être publiées en français ou en anglais.

Le personnel rappelle aux initiés qu'ils doivent, en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières (LVM), déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti au Québec de façon exacte et claire et ce, dans un délai de dix jours, sauf dans certains cas précis.

L'initié qui ne déclare pas, dans les délais requis, toute modification à son emprise sur les titres de l'émetteur à l'égard duquel il est initié peut être tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire ou être passible d'une amende à la suite d'une poursuite pénale.

La sanction administrative pécuniaire est prévue à l'article 274.1 LVM et à l'article 271.14 du Règlement sur les valeurs mobilières (RVM). Cette sanction administrative pécuniaire est imposée aux initiés des émetteurs assujettis pour lesquels le Québec agit à titre d'autorité principale. Afin de bien les identifier, les opérations de ces initiés apparaissent en caractère gras dans la présente Annexe. Cette sanction administrative pécuniaire est de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

L'infraction pouvant faire l'objet d'une poursuite pénale est prévue à l'article 202 LVM, avec référence à l'article 97 LVM et à l'article 174 RVM. Une telle infraction rend l'initié passible d'une amende de 1 000 \$ à 20 000 \$ dans le cas d'une personne physique et d'une amende de 1 000 \$ à 50 000 \$ dans les autres cas. Pour informations, veuillez communiquer avec l'Autorité des marchés financiers.

Opérations d'initiés déclarées hors délai				
Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
Archibald, Donald	Cequence Energy Ltd.	2015-12-07	2016-02-26	AB
Ballantyne, Richard Thomas	Horizon North Logistics Inc.	2015-07-15	2016-02-26	AB
	Horizon North Logistics Inc.	2015-10-15	2016-02-26	AB
	Horizon North Logistics Inc.	2016-01-15	2016-02-26	AB
Bannister, Peter	Cequence Energy Ltd.	2015-12-07	2016-02-26	AB
Beatty, David Malcolm	Guyana Goldfields Inc.	2016-02-22	2016-02-29	ON
	Guyana Goldfields Inc.	2016-02-22	2016-02-29	ON
	Guyana Goldfields Inc.	2016-02-22	2016-02-29	ON
Bromley, Craig	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
Brown, Todd Jason	Cequence Energy Ltd.	2015-12-07	2016-02-26	AB
cloutier, michael	Merus Labs International Inc.	2014-09-30	2016-02-26	ON
Collins, Brian	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
Cominar Real Estate Investment Trust	Fonds de placement immobilier Cominar	2015-12-10	2016-02-26	QC
	Fonds de placement immobilier Cominar	2015-12-11	2016-02-26	QC
	Fonds de placement immobilier Cominar	2015-12-14	2016-02-26	QC
	Fonds de placement immobilier Cominar	2015-12-15	2016-02-26	QC
	Fonds de placement immobilier Cominar	2016-01-05	2016-02-26	QC
	Fonds de placement immobilier Cominar	2016-01-06	2016-02-26	QC
	Fonds de placement immobilier Cominar	2016-01-07	2016-02-26	QC
	Fonds de placement immobilier Cominar	2016-01-08	2016-02-26	QC
	Fonds de placement immobilier Cominar	2016-01-11	2016-02-26	QC
	Fonds de placement immobilier Cominar	2016-01-12	2016-02-26	QC
	Fonds de placement immobilier Cominar	2016-01-13	2016-02-26	QC
	Fonds de placement immobilier Cominar	2016-01-14	2016-02-26	QC
	Fonds de placement immobilier Cominar	2016-01-15	2016-02-26	QC
	Fonds de placement immobilier Cominar	2016-01-18	2016-02-26	QC
	Fonds de placement immobilier Cominar	2016-01-19	2016-02-26	QC
	Fonds de placement immobilier Cominar	2016-01-20	2016-02-26	QC
	Fonds de placement immobilier Cominar	2016-01-21	2016-02-26	QC

Opérations d'initiés déclarées hors délai				
Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
	Fonds de placement immobilier Cominar	2016-01-22	2016-02-26	QC
	Fonds de placement immobilier Cominar	2016-01-25	2016-02-26	QC
Crone, Howard James				
	Cequence Energy Ltd.	2015-12-07	2016-02-26	AB
Cutler, David				
	Centric Health Corporation (formerly Alegro Health Corp.)	2015-12-08	2016-02-26	ON
	Centric Health Corporation (formerly Alegro Health Corp.)	2015-12-08	2016-02-26	ON
Doughty, Craig				
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
Europe Blue-Chip Dividend & Growth Fund				
	Europe Blue-Chip Dividend & Growth Fund	2016-01-14	2016-02-25	ON
Finch, Steve				
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
Forbes, Cindy L.				
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
Gallagher, James D.				
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
Gilbert, Daryl Harvey				
	Cequence Energy Ltd.	2015-12-07	2016-02-26	AB
Gillis, David A.				
	Cequence Energy Ltd.	2015-12-07	2016-02-26	AB
Griffin, John Patrick				
	Hardwoods Distribution Inc.	2015-12-01	2016-03-02	BC
	Hardwoods Distribution Inc.	2015-12-18	2016-03-02	BC
	Hardwoods Distribution Inc.	2015-12-29	2016-03-02	BC
	Hardwoods Distribution Inc.	2015-12-31	2016-03-02	BC
Guloien, Donald A.				
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
Harrison, Marianne				
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
Hartz, Scott				
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
Hirji, Rahim				
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
Huddart, Michael Edward				
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
Ito, Joichi				

Opérations d'initiés déclarées hors délai				
Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
Jackson, James Ross	Tucows Inc.	2016-02-16	2016-02-25	ON
Kalita von dem Hagen, Halina	Cequence Energy Ltd.	2015-12-07	2016-02-26	AB
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
Kingsmill, Stephani	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
Lu, Helen	Migao Corporation	2016-02-19	2016-02-25	BC
Mathison, Ronald	Calfrac Well Services Ltd.	2016-02-23	2016-03-01	AB
McCluskey, John	Alamos Gold Inc.	2015-11-16	2016-03-01	ON
Mele, Francesco Gordon	Cequence Energy Ltd.	2015-12-07	2016-02-26	AB
Moneda Latam Growth Fund	Moneda LatAm Growth Fund	2016-01-15	2016-02-25	ON
Pattison, James A.	Just Energy Group Inc.	2016-02-16	2016-02-25	ON
Robinson, David Prialux	Cequence Energy Ltd.	2015-12-07	2016-02-28	AB
Roder, Stephen Bernard	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-02-29	ON
Rooney, Paul	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-03-01	ON
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-03-01	ON
Sieber, Thomas	Sierra Wireless, Inc.	2014-03-14	2016-02-25	BC
	Sierra Wireless, Inc.	2015-08-26	2016-02-25	BC
Sigurdson, Stephen	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-03-01	ON
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-03-01	ON
Soby, Christopher Clark	Cequence Energy Ltd.	2015-12-07	2016-02-26	AB
St. George, Philip	Millrock Resources Inc.	2016-02-04	2016-02-25	BC
Stewart, Michael Robert	Cequence Energy Ltd.	2015-12-07	2016-02-26	AB
Stocks, Jody	Tucows Inc.	2016-02-12	2016-02-25	ON

Opérations d'initiés déclarées hors délai				
Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
Stretch, Stephen Robert	Tucows Inc.	2016-02-12	2016-02-25	ON
	Cequence Energy Ltd.	2015-12-07	2016-02-26	AB
Sullivan, Lynda	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-03-01	ON
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-03-01	ON
Sweitzer, Brandon	Fairfax India Holdings Corporation	2015-03-12	2016-02-26	ON
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-03-01	ON
Thomson, Warren A.	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-03-01	ON
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-03-01	ON
Thorson, Erin Patricia	Cequence Energy Ltd.	2015-12-07	2016-02-26	AB
	Top 20 Dividend Trust	2016-01-29	2016-02-25	ON
Top 20 Europe Dividend Trust	Top 20 Dividend Trust	2016-01-29	2016-02-25	ON
	Top 20 Europe Dividend Trust	2016-01-14	2016-02-25	ON
Top 20 U.S. Dividend Trust	Top 20 U.S. Dividend Trust	2016-01-14	2016-02-25	ON
	Top 20 U.S. Dividend Trust	2016-01-14	2016-02-25	ON
TransCanada Corporation	TransCanada Corporation	2015-12-09	2016-03-02	AB
	TransCanada Corporation	2015-12-14	2016-03-02	AB
	TransCanada Corporation	2015-12-15	2016-03-02	AB
	TransCanada Corporation	2015-12-22	2016-03-02	AB
	TransCanada Corporation	2015-12-31	2016-03-02	AB
	TransCanada Corporation	2016-01-04	2016-03-02	AB
	TransCanada Corporation	2016-01-05	2016-03-02	AB
Turnbull, Frank James	Western Forest Products Inc.	2016-02-22	2016-03-01	BC
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-03-01	ON
Van Ogtrop, John	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-03-01	ON
	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-03-01	ON
Vendittelli, Simonetta	Société Financière Manuvie	2015-12-31	2016-03-01	ON
	Cequence Energy Ltd.	2015-12-07	2016-02-26	AB
Wanklyn, Robert Paul	Cequence Energy Ltd.	2015-12-07	2016-02-26	AB

**ANNEXE 4 - LISTE DES TITRES POUVANT CONSTITUER DES ACTIONS VALIDES POUR
L'APPLICATION DU RÉGIME D'ÉPARGNE-ACTIONS II**

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Date maximale d'admissibilité
Acasti Pharma Inc.	Actions inscrites	2014-01-24	Actions ordinaires	2017-12-31
Clifton Star Resources Inc.	Actions inscrites	2013-11-22	Actions ordinaires	2016-12-31
CO ₂ Solution inc.	Actions inscrites	2014-11-03	Actions ordinaires	2017-12-31
DEQ Systèmes Corp.	Actions inscrites	2013-06-17	Actions ordinaires	2016-12-31
Diagnocure Inc.	Actions inscrites	2014-01-01	Actions ordinaires	2017-12-31
DIAGNOS inc.	Actions inscrites	2013-12-05	Actions ordinaires	2016-12-31
Groupe d'Alimentation MTY Inc.	Actions inscrites	2013-01-14	Actions ordinaires	2016-12-31
Groupe CVTech inc.	Actions inscrites	2014-08-12	Actions ordinaires	2017-12-31
H ₂ O Innovation inc.	Actions inscrites	2013-09-25	Actions ordinaires	2016-12-31
Intema Solutions inc.	Actions inscrites	2013-12-20	Actions ordinaires	2016-12-31
Junex inc.	Actions inscrites	2014-10-16	Actions ordinaires	2017-12-31
Les Technologies Clemex Inc.	Actions inscrites	2013-04-17	Actions ordinaires	2016-12-31
Manac Inc.	Actions inscrites	2013-11-20	Actions ordinaires	2016-12-31
Lumenpulse inc.	Actions inscrites	2014-03-19	Action ordinaires	2017-12-31
Medicago Inc.	Actions inscrites	2013-02-28	Actions ordinaires	2016-12-31
Mines Richmond Inc.	Actions inscrites	2014-04-10	Actions ordinaires	2017-12-31
Mines Virginia inc.	Actions inscrites	2013-11-29	Actions ordinaires	2016-12-31
Neptune Technologies et Bioressources Inc.	Actions inscrites	2014-01-01	Actions ordinaires	2017-12-31
Novik inc.	Actions inscrites	2013-12-01	Actions ordinaires	2016-12-31
Opsens inc.	Actions inscrites	2014-01-21	Actions ordinaires	2017-12-31
Orbite Aluminae Inc.	Actions inscrites	2013-07-19	Actions ordinaires	2016-12-31

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Date maximale d'admissibilité
Pediapharm inc.	Actions inscrites	2013-11-26	Actions ordinaires	2016-12-31
Pétrolia Inc.	Actions inscrites	2014-02-21	Actions ordinaires	2017-12-31
ProMetic Sciences de la Vie inc.	Actions inscrites	2013-09-27	Actions ordinaires	2016-12-31
Technologies D-Box inc.	Placement privé	2013-12-04	Actions ordinaires	2016-12-31